























CORRESPONDANCE  
ENTRE  
**ALEXIS DE TOCQUEVILLE**  
ET  
**ARTHUR DE GOBINEAU**

1843-1859

PUBLIÉE PAR  
**L. SCHEMANN**

*Deuxième édition*



**PARIS**  
LIBRAIRIE PLON  
PLON-NOURRIT ET C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS  
8, RUE GARANCIÈRE — 6<sup>e</sup>

1909  
*Tous droits réservés*





**CORRESPONDANCE**

**ENTRE**

**ALEXIS DE TOCQUEVILLE**

**ET**

**ARTHUR DE GOBINEAU**

*Rec. 110*



UNIV. OF  
CALIFORNIA

CORRESPONDANCE

ENTRE

ALEXIS DE TOCQUEVILLE

ET

ARTHUR DE GOBINEAU

1843-1859

PUBLIÉE PAR

L. SCHEMANN

*Deuxième édition*



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6<sup>e</sup>

1908

*Tous droits réservés*



TO VINDU  
ANNO 1840

IC 355  
71 A 15

Tous droits de reproduction et de traduction  
réservés pour tous pays.

Published 4 November 1908.  
Privilege of copyright in the United States  
reserved under the Act approved March 3<sup>d</sup> 1905  
by Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA

A LA

*MÉMOIRE DE M. ALBERT SOREL*

Le besoin fervent que j'éprouve de donner une marque publique de l'attachement et du souvenir gardés par moi à un homme rare et sympathique entre tous, sera sans doute compris par tous ceux qui ont eu le bonheur d'entrer dans l'intimité d'une nature aussi distinguée et qui, comme moi-même, compteront pour toujours les heures passées avec lui parmi les meilleures et les plus fécondes de leur vie.

Une profonde sympathie nous a liés dès le premier jour de notre connaissance et m'a rendu de beaucoup plus agréable la tâche quelquefois assez difficile, pour ne pas dire épineuse que j'avais à remplir en France et que M. Sorel savait apprécier comme peu d'autres.

Essentiellement Français, j'oserais même dire représentant, dans sa personne, le modèle du Français de nos jours, il n'en avait pas moins l'âme

548453

Generated on 2021-02-16 15:46 GMT / https://hdl.handle.net/2027/uc1.b3437269  
Public Domain in the United States; Google-digitized / http://www.hathitrust.org/access\_use#pd-us-google

toute remplie des grandeurs de l'esprit allemand. Il était plein de compréhension pour les incarnations les plus grandioses de notre génie national, surtout dans le domaine de l'art, et il les concevait comme nous les concevons nous-mêmes.

Mais tout cela ne me donnerait pas encore le droit de lui dédier un livre destiné surtout à des Français, si l'un des héros de ce livre, dans lequel je me suis accoutumé depuis longtemps à voir un des principaux traits d'union entre nos deux peuples, n'avait pas été, en même temps, un de ses amis et maîtres favoris.

C'était lui qui, déjà du vivant de Gobineau et dans un temps où peu de Français savaient apprécier la haute valeur de l'auteur de la *Renaissance*, lui a voué une admiration et une amitié qui faisaient également honneur à l'un et à l'autre. Jusqu'à la fin de sa vie, Gobineau a compté M. Sorel parmi ses fidèles dans le plus beau sens du mot. Et lorsque, après sa mort, la plupart de ses compatriotes ou se taisaient sur lui ou ne parlaient de lui qu'avec ironie, ce fut encore M. Sorel qui exprima des sentiments tout contraires dans une lettre qu'il m'adressa le 14 février 1894 et où il dit :

J'ai lu avec une grande sympathie les pages émues et enthousiastes que vous consacrez à mon ami, le très regretté comte de Gobineau. Vous avez raison : cet



esprit si ouvert, si merveilleusement doué, si français en même temps, n'a pas été apprécié à son mérite par ses contemporains et personne ne serait plus heureux que moi de le voir relevé dans l'estime du public savant et du public lettré. Je serais heureux d'avoir l'occasion d'y contribuer.

On connaît le bel article du *Temps* (22 mars 1904) dans lequel M. Sorel a donné, d'après ses souvenirs personnels, un portrait de Gobineau comme homme et comme écrivain. Presque trente ans plus tôt, il avait déjà écrit un autre article non moins précieux dans le *Moniteur* (26 avril 1874), à l'occasion des *Pléiades*. Cette étude est aujourd'hui oubliée, mais elle est bien digne d'être rappelée à nos contemporains.

Mais ce qui m'engage avant tout à mettre le nom de M. Sorel en tête de cette publication, c'est qu'elle est due plus ou moins directement à ses conseils. Plus d'une fois il m'a vanté l'importance de la correspondance de Gobineau, et dans une lettre datée du 22 novembre 1902, il écrivait :

Je suis persuadé que quand il sera possible d'en publier des extraits un peu suivis, c'est par là qu'il montrera à nos compatriotes ce qu'il a été, et que ce seront ses lettres qui mettront, en France, ses livres dans le renom qu'ils méritent. On voudra savoir ce qu'a écrit un homme d'une si belle et large originalité, d'une si extraordinaire spontanéité et variété de génie.

Le cours des événements n'a pas tout à fait répondu aux prévisions de Sorel. C'est déjà par ses œuvres elles-mêmes que Gobineau commence à être compris. Mais il n'en reste pas moins que sa correspondance activera puissamment la carrière posthume de ce grand homme, et d'autant plus que Gobineau compte parmi ses correspondants un Tocqueville.

Quoi qu'il en soit, ce livre aurait appartenu à M. Sorel avant tous les autres. J'eusse été heureux de le lui offrir personnellement; le ciel ne l'a pas voulu. Il est mort au grand détriment de la science, au profond regret de ses amis et admirateurs sans nombre, et, entre tant d'autres, de nous-mêmes qui avions mis encore de si belles espérances sur sa coopération éprouvée à plusieurs reprises. Tout ce qui me reste, c'est de déposer mon offrande sur sa tombe, comme un faible témoignage de sympathie, de respect et de reconnaissance.

Que sa mémoire reste toujours vivante entre nous tous.

Freiburg (Baden), janvier 1908.

L. SCHEMANN.

Parmi les correspondances réunies dans la *Collection Gobineau* à Strasbourg, les lettres d'Alexis de Tocqueville sont, sans contredit, au nombre des plus importantes et des plus précieuses, tant par leur mérite littéraire que par l'intérêt et la valeur documentaire qu'elles ont pour la biographie de l'ami et du correspondant du maître, Arthur de Gobineau.

Au point de vue littéraire, les lettres de Tocqueville, prises intégralement, devront être placées sinon au-dessus, du moins au niveau de tout ce qu'il a écrit et publié; elles font bien connaître l'homme et le feront plus aimer encore; elles projettent, enfin, sur l'écrivain un jour nouveau, puisqu'elles le montrent excellent aussi dans le style épistolaire. Tel est le jugement de Gustave de Beaumont, ami intime de Tocqueville et qui connaît le mieux ses œuvres, et il n'est personne qui n'y souscrive pleinement. On peut aller plus loin encore. A celui-là même qui ignorerait

a

totale<sup>ment</sup> la renommée de l'écrivain et sa brillante carrière politique, la lecture de la correspondance que nous présentons aujourd'hui au public suffirait à révéler un caractère noble et élevé, un penseur sagace et profond, un politique éminent.

Quant au second point, il n'est même pas besoin que je signale l'importance qu'ont eue de pareilles lettres dans la vie de Gobineau. Elles parlent d'elles-mêmes. Il est donc tout naturel que Gobineau les ait gardées avec la piété la plus scrupuleuse, et comme, heureusement, dans ce cas, le hasard et les accidents, dont la malignité d'ailleurs a vraiment sévi sur les papiers de Gobineau, ont respecté et pour ainsi dire partagé cette piété, nous sommes en mesure de publier à peu près tout ce que Tocqueville a écrit à son disciple et ami.

Il n'en est malheureusement pas de même pour Gobineau. Une partie de ses lettres, et justement des plus importantes, n'a pu être retrouvée jusqu'ici. Mais du moins celles qui existent encore et qui ont été mises à notre disposition avec la plus parfaite amabilité par l'héritier de Tocqueville, M. le comte de Tocqueville, sont fort intéressantes et dignes, sous tous les rapports, des louanges que Tocqueville ne cesse de leur prodiguer. Plusieurs d'entre elles sont de vrais mémoires et des documents précieux pour l'histoire de l'état social et politique des divers pays dont elles traitent.

Le texte des lettres réunies dans cette collection est exactement celui des originaux, sauf quelques rares et très courtes suppressions dans celles de Tocqueville qui nous ont été demandées, par l'héritier, pour des raisons particulières.

Nous avons cru devoir combler, par quelques rares notes explicatives ou biographiques, les lacunes indiquées ci-dessus, et, somme toute, nous pensons que cette publication ne pourra qu'être profitable à la mémoire de deux hommes éminents qui, par les affinités comme par les contrastes qu'ils offrent entre eux, ont des droits égaux à notre intérêt et à notre sympathie (1).

(1) Cette introduction, comme aussi les notes en question, avaient déjà paru, avec une partie de la correspondance Tocqueville-Gobineau, dans la *Revue des Deux Mondes* (n°s du 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> août 1907). Le directeur de la *Revue*, M. Francis Charmes, a bien voulu m'autoriser à les faire réimprimer ici.





Les origines de l'amitié de nos deux auteurs ne nous sont pas connues. Mais on se les expliquera facilement en considérant que tous deux étaient issus de familles royalistes et qu'ils avaient des amis communs, comme le comte de Kergorlay et d'autres.

Les lettres des premières années traitent presque exclusivement d'un travail sur le développement de la morale dans les temps modernes que Tocqueville préparait, avec la collaboration de Gobineau, pour l'Académie des sciences morales et politiques. Nous ne savons pas ce qu'est devenu ce travail ; il ne se trouve ni dans les mémoires de l'Académie, ni dans les œuvres complètes de Tocqueville. M. de Beaumont, dans sa biographie du maître (*Œuvres et correspondances inédites*, t. I) n'en fait pas plus mention au chapitre qui traite des écrits inédits (p. 92 et suiv.). Mais nous sommes dédom-

magés, jusqu'à un certain point, de cette perte, par les esquisses magistrales des changements survenus dans la morale contenues dans ces lettres.

Malheureusement, les réponses de Gobineau semblent être perdues, ce qui est d'autant plus regrettable que Tocqueville les qualifie à plusieurs reprises de petits chefs-d'œuvre. Tout ce qui nous reste des documents de ce temps, ce sont les lettres écrites à sa famille dans lesquelles il parle de son maître, et dont voici quelques extraits :

*Sans date, 1843.* — « Je suis toujours fort content de M. de Tocqueville et de l'amitié que j'ai formée avec lui. Il m'a demandé l'autre jour de lui tracer un abrégé des progrès et des transformations de la morale politique et sociale dans son état actuel. Je lui ai écrit à ce sujet une lettre de neuf pages qui a été fort goûtée par les Scelti (les amis intimes de Gobineau) et dont je le crois content, puisqu'il ne me répond pas. »

*17 avril 1843.* — « Mes affaires ne vont pas mal. Je suis chargé par M. de Tocqueville de faire pour l'Académie des sciences morales et politiques un grand travail sur l'état des doctrines morales au dix-neuvième siècle et sur

leurs applications à la politique et à l'administration. On me donne 2,000 francs pour cela et je crois que cela durera bien un an... »

*10 mai 1843.* — « Je suis au mieux avec M. de Tocqueville... »

*7 juin 1843.* — « Je suis en très bonne posture auprès de M. de Tocqueville. Ce que je lui ai déjà montré de mon travail paraît lui agréer beaucoup. J'ai déjeuné avec lui il y a quelques jours et il m'a fait des tendresses infinies. »

*23 juillet 1843.* — « Je travaille à la morale de M. de Tocqueville qui est dans sa terre de Normandie et à qui j'ai écrit aujourd'hui. C'est maintenant un de mes meilleurs amis, avec la distance de lui à moi, bien entendu. »

*Sans date, 1843.* — « Je suis aussi en grande tendresse avec M. de Tocqueville. »

*27 décembre 1843.* — « M. de Tocqueville va venir me demander encore où j'en suis de notre morale qui heureusement est en mesure. »

*Sans date, 1843 ou 1844.* — « Je suis on ne peut plus content de M. de Tocqueville avec qui je suis dans la plus grande amitié. Il a mille fois témoigné, hors de ma présence, l'estime qu'il faisait de moi et le désir de me revoir. »





CORRESPONDANCE

ENTRE

A. DE TOCQUEVILLE

ET A. DE GOBINEAU

---

PREMIÈRE PARTIE

(1843-1844.)

---

Tocqueville, ce 8 août 1843.

Ne me remerciez pas, monsieur, de l'intérêt que je vous montre. D'abord, je n'ai aucun mérite à le montrer parce que je l'éprouve et je suis du nombre de ceux qui se sentent si contents d'avoir à approuver qu'ils ressentent toujours une sorte de reconnaissance envers ceux qui leur procurent ce plaisir. Secondement, vous êtes précisément ce qu'il faut pour intéresser. Vous avez des con-

naissances variées, de l'esprit beaucoup, les manières de la meilleure compagnie, ce à quoi on ne peut s'empêcher d'être très sensible quelque démocrate que l'on soit. Ajoutez à toutes ces causes cette autre qui vous flattera moins, c'est qu'on ne sait pas bien, en vous voyant, ce que deviendront toutes ces qualités et si les maladies épidémiques du siècle dont vous êtes aussi atteint que vos contemporains ne les rendront pas inutiles. De sorte que vous intéressez par ce que vous pouvez être et par ce qu'on craint que vous ne soyez pas. Ceci dit, j'espère, sans vous fâcher. Que vous dirais-je encore? Je m'intéresse à voir en vous l'image de la jeunesse, de cette belle jeunesse qui commence pour moi à fuir et dont les rêves les plus déraisonnables valent mieux que les réalités de l'âge mûr. J'aime davantage les jeunes gens à mesure que je cesse plus complètement d'être un jeune homme. Peut-être cela n'aurait-il pas eu lieu de même si j'avais vécu dans un autre temps et dans un autre pays. L'atmosphère au milieu de laquelle je suis me gèle. La chaleur et la vie semblent s'en retirer un peu plus chaque jour et le feu de l'esprit et du cœur ne se rencontre plus guère dans la génération à laquelle j'appartiens. J'aperçois encore quelques étincelles dans l'âme des hommes de vingt-cinq ans et de soixante; les uns ont encore des espérances et les autres des souvenirs qui les animent. Mais

dans la plupart des hommes de mon âge il n'y a rien que le désir de faire facilement et paisiblement de petites choses.

Je voudrais bien, monsieur, ne pas finir cette lettre sans vous parler *philosophie*. Mais la difficulté est de trouver que vous dire sur ce sujet. Je vous confesse que je n'y ai pas réfléchi un moment depuis que nous nous sommes quittés. Le temps m'a absolument manqué pour me livrer à cette étude, peut-être aussi un peu le goût. L'un suit l'autre. On ne peut s'intéresser à ce qu'on n'a pas le loisir de bien faire. Vous seul pouvez me tirer de cette torpeur en me mettant dans la nécessité de vous écrire. Mais je ne vois pas que vous soyez en bien meilleur train que moi. Je vous supplie de vous réveiller. Je place d'avance sur votre tête, je vous en avertis, toute la responsabilité de ma paresse. J'attire sur vous les foudres de mon ami Mignet et pendant qu'il vous tient je me sauve de mon mieux. Sérieusement, mon cher monsieur de Gobineau, faites, je vous en prie, un effort pour que l'été ne se passe pas sans que nous entrons profondément en matière. Si je reviens à Paris sans avoir pu au moins *mordre* à mon travail et en apercevoir les traits généraux, je crois que je renoncerai définitivement à l'entreprendre.

Mme de Tocqueville, à laquelle j'ai fait part de votre souvenir, m'a chargé de vous en remercier.

#### 4 CORRESPONDANCE DE A. DE TOCQUEVILLE

Quant à moi je vous prie d'agréer l'expression de mon vif et sincère attachement.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE.

Tocqueville, ce 5 septembre 1843.

Votre lettre, monsieur, est arrivée chez moi le jour même de mon départ pour le conseil général. Je viens de l'y retrouver à mon retour. Je veux sur-le-champ y répondre.

Ce dont je vous prierais en ce moment, ce serait de mettre de côté pour un instant vos livres, et repassant rapidement dans votre tête le résultat de vos lectures récentes et de vos études antérieures, de répondre sous forme de conversation aux questions que voici : qu'y a-t-il en définitive de *nouveau* dans les travaux ou les découvertes des moralistes modernes? J'entends par *modernes*, non seulement ceux qui ont écrit depuis cinquante ans, mais les moralistes qui les ont immédiatement précédés et qui appartiennent à cette génération qui a décidément rompu avec le moyen âge. Ont-ils envisagé sous un jour véritablement nouveau les obligations des hommes? Ont-ils découvert un mobile nouveau à leurs actions? Ont-ils donné un autre fondement ou même une autre explication à leurs devoirs? Ont-ils placé la sanction des

lois morales ailleurs? Voici, pour mon compte, ce que j'entrevois au milieu de l'obscurité profonde qui enveloppe à mes yeux un pareil sujet : le christianisme me paraît avoir fait une révolution ou, si vous l'aimez mieux, un changement très considérable dans les idées relatives aux devoirs et aux droits, idées qui sont, en définitive, la matière de toute science morale.

Le christianisme ne créa pas précisément des devoirs nouveaux ou en d'autres termes des vertus entièrement nouvelles; mais il changea la position relative qu'occupaient entre elles les vertus. Les vertus rudes et à moitié sauvages étaient en tête de la liste; il les plaça à la fin. Les vertus douces, telles que l'humanité, la pitié, l'indulgence, l'oubli même des injures, étaient des dernières; il les plaça avant toutes les autres. Premier changement. ①

Le champ des devoirs était limité. Il l'étendit. Il n'allait guère plus loin que les concitoyens. Il y fit entrer tous les hommes. Il renfermait principalement les maîtres; il y introduisit les esclaves. Il mit dans un jour éclatant l'égalité, l'unité, la fraternité humaine. Second changement. ②

La sanction des lois morales était plus encore dans ce monde que dans l'autre. Il plaça le but de la vie après la vie et donna ainsi un caractère plus pur, plus immatériel, plus désintéressé, plus haut à la morale. Dernier changement, ③



Toutes ces choses avaient été vues, montrées, prêchées avant lui. Lui seul en fit un ensemble, en lia toutes les parties et faisant tourner cette nouvelle morale en religion, en inonda toutes les intelligences.

Nous avons vécu là-dessus pendant une longue suite de siècles. Y avons-nous changé quelque chose d'essentiel depuis peu? Voilà ce que je n'aperçois pas clairement. Nous avons peut-être ajouté des *nuances* aux couleurs du tableau, mais je ne vois pas que nous y ayons mis des couleurs entièrement nouvelles. La morale de nos jours, telle que je la vois se révéler dans les paroles, dans les actes publics, dans les actions individuelles, dans le parlage incessant de notre société loquace (j'ignore ce qui est imprimé dans les gros livres sur ce sujet) la morale moderne, dis-je, me paraît être revenue, il est vrai, dans certains cas vers les notions de l'antiquité; mais la plupart du temps elle n'a fait que développer, étendre les conséquences de la morale du christianisme sans en changer les principes. Notre société s'est bien plus écartée de la théologie que de la philosophie chrétienne. Nos croyances religieuses étant devenues moins fermes et la vue de l'autre monde plus obscure, la morale doit s'être montrée plus indulgente pour les besoins et les plaisirs matériels. C'est une idée que les Saint-Simoniens rendaient,



je crois, en disant qu'il *fallait réhabiliter la chair*. Il est probable que la même tendance a dû apparaître depuis longtemps dans les écrits et les doctrines des moralistes modernes.

Par la même raison on a dû chercher à trouver dans la vie la sanction des lois morales qu'on ne pouvait plus avec sécurité placer entièrement hors de la vie. De là la doctrine de l'*intérêt bien entendu*, ou des avantages que l'honnêteté procure dans ce monde et des misères que le vice y engendre. Les *utilitaires* anglais témoignent de cette tendance nouvelle que les moralistes chrétiens ont peu connue ou complètement ignorée.

Le christianisme, et, par conséquent, la morale chrétienne, s'était établi en dehors de tous les pouvoirs politiques et même de toutes les nationalités. La grandeur de son œuvre était de former une société humaine en dehors de toutes les sociétés nationales. Les devoirs des hommes entre eux en tant que *citoyens*, les obligations du citoyen envers la patrie, les vertus publiques en un mot me paraissent mal définies et assez négligées dans la morale du christianisme. C'est là, ce me semble, le côté faible de cette admirable morale, de même que c'était le seul côté vraiment fort de la morale antique. Quoique l'idée chrétienne de la fraternité humaine ait pris complètement possession de l'esprit moderne, cependant les vertus publiques

## 8 CORRESPONDANCE DE A. DE TOCQUEVILLE

ont de notre temps regagné beaucoup de terrain et je suis convaincu que les moralistes du siècle dernier et du nôtre s'en préoccupent beaucoup davantage que leurs devanciers, ce qui est dû au réveil des passions politiques qui ont été tout à la fois la cause et l'effet des grands changements dont nous sommes témoins. Le monde moderne a repris et remis ainsi en honneur une partie de la morale des anciens et l'a intercalée au milieu des notions qui composent la morale du christianisme.

Mais la plus notable innovation des modernes en morale me paraît consister dans le développement immense et la forme nouvelle donnés de nos jours à deux idées que le christianisme avait déjà mis très en relief; savoir : le droit égal de tous les hommes aux biens de ce monde et le devoir de ceux qui en ont plus de venir au secours de ceux qui en ont moins. Les révolutions qui ont renversé la vieille hiérarchie européenne, le progrès des richesses et des lumières qui a rendu les individus fort semblables les uns aux autres, ont donné des développements immenses et inattendus à ce principe d'égalité que le christianisme avait placé plutôt encore dans la sphère immatérielle que dans l'ordre des faits visibles. L'idée que *tous* les hommes ont un droit à certains biens, à certaines jouissances et que la première obligation morale est de les leur procurer, cette idée, ainsi que je le disais

plus haut, a pris une immense étendue et des aspects d'une variété infinie. Cette première innovation a mené à une autre : le christianisme avait fait de la bienfaisance ou, comme il l'avait appelée, de la charité une vertu privée. Nous en faisons de plus en plus un devoir social, une obligation politique, une vertu publique. Le grand nombre des gens à secourir, la variété des besoins, auxquels on se croit obligé de pourvoir, la disparition des grandes individualités auxquelles on pouvait avoir recours pour y parvenir, ont fait tourner tous les regards vers les gouvernements. On leur a imposé une obligation étroite de réparer certaines inégalités, de venir au secours de certaines misères, de prêter à tous les faibles, à tous les malheureux, un appui. Il s'est ainsi établi une sorte de morale sociale et politique que les anciens ne connaissaient que très imparfaitement et qui est une combinaison des idées politiques de l'antiquité et des notions morales du christianisme.

Voilà, mon cher monsieur de Gobineau, tout ce qu'il m'est possible d'entrevoir, quant à présent, au milieu du brouillard qui m'environne. Vous voyez que je n'ai parlé que de ce que je vois dans les mœurs; je ne suis pas en état de dire si les mêmes signes se retrouvent dans les livres ou d'autres signes. Je ne vous donne point les réflexions précédentes comme une base, un cadre,

mais comme un exemple de la chose qu'il faut chercher. Nous avons à discerner ce qu'il y a de nouveau en fait de morale dans le monde. Je viens de chercher péniblement à le faire en me tenant très près des faits. Mes inductions vous paraissent-elles vraies ou fausses? En avez-vous d'autres à offrir? Les théories morales modernes les justifient-elles? J'étais naturellement porté par les habitudes de mon esprit à ne m'attacher en matière de morale qu'aux choses nouvelles qui pouvaient avoir un effet direct sur les actions des hommes. Mais il ne m'est pas permis de négliger les nouveautés morales qui même n'auraient pas cette tendance, les systèmes nouveaux, les explications nouvelles et autres choses que je me permettrais d'appeler des rêveries improductives, si je ne travaillais pas pour une académie, mais qu'il faut bien nommer avec elle des productions intéressantes de l'esprit humain.

Ce n'est que quand nous aurons discerné *en gros* ce qu'il y a de nouveau dans les doctrines et les tendances morales de notre époque que nous suivrons dans le détail des faits les développements de ces données premières. Avant tout, il faut les obtenir. Mettez-vous donc, mon cher collaborateur, la tête dans les mains et réfléchissez profondément à ce que je viens de dire. Ce que je vous demande là ce n'est plus un travail d'écolier mais

de maître; je suis sûr qu'il n'est pas au-dessus de vos forces. Une fois en possession de ce terrain, la suite du travail sera tout à la fois plus facile et beaucoup plus intéressante.

Si vous avez quelque chose à m'envoyer, il faut en faire un paquet et me l'adresser par la diligence à *Valognes, hôtel du Louvre*.

Adieu, monsieur, croyez, je vous prie, à l'expression d'une bien véritable affection.

Alexis DE TOCQUEVILLE.

*P.-S.* — Ne brûlez pas cette lettre qu'il me sera peut-être utile de relire un jour quand, enfin, je me mettrai à écrire.

Tocqueville, ce 2 octobre 1843.

J'ai reçu, monsieur, vos deux analyses de Priestley et de Bentham. Ce sont deux très bons travaux et qui entrent plus, à mon avis, dans l'idée de l'ouvrage que nous avons à faire qu'aucun de ceux que vous avez encore exécutés pour moi. Je croyais que Bentham avait, relativement à la doctrine de l'utile, quelque chose de plus dogmatique et de plus explicite que son grand livre sur les récompenses et les peines. Suis-je dans l'erreur?

J'en viens maintenant à la grande lettre que vous m'avez écrite il y a trois semaines. Je ne



## 12 CORRESPONDANCE DE A. DE TOCQUEVILLE

veux pas y répondre en détail; il faudrait pour cela un livre. Mon intention est seulement de bien poser la question entre nous et partant de là de savoir comment diriger nos travaux.

- ✱ - Je vous avoue que je professe une opinion absolument contraire à la vôtre sur le christianisme. Il est à mon avis beaucoup plus différent de ce qui l'a précédé que vous ne le pensez et nous sommes bien moins différents de lui que vous ne le dites... Je n'ai jamais pu me défendre d'une émotion profonde en lisant l'Évangile. Plusieurs des doctrines qui y sont contenues et des plus importantes m'ont toujours frappé comme absolument nouvelles, et l'ensemble surtout forme quelque chose d'entièrement différent du corps d'idées philosophiques et de lois morales qui avaient régi auparavant les sociétés humaines. Je ne conçois pas qu'en lisant cet admirable livre, votre âme n'ait pas éprouvé comme la mienne cette sorte d'aspiration libre que cause une atmosphère morale
- plus vaste et plus pure. Quand on veut critiquer le
  - christianisme, il faut bien faire attention à deux
  - choses.

① La première est celle-ci : le christianisme nous est arrivé à travers des siècles de profonde ignorance et de grossièreté, d'inégalité sociale, d'oppression politique; il a été une arme dans les mains des rois et des prêtres. Il est équitable de le juger

en lui-même et non par le milieu à travers lequel il a été obligé de passer. Presque toutes les tendances exagérées, presque tous les abus que vous reprochez souvent avec raison au christianisme, doivent être attribués à ces causes secondaires, ainsi qu'il me serait, je crois, bien facile de le prouver, et non au code de morale dont le premier précepte est cette simple maxime : aimez Dieu de tout votre cœur et votre prochain comme vous-même, ceci renferme la loi et les prophètes.

La seconde chose à quoi il faut faire attention, c'est que le christianisme n'est pas une philosophie mais une religion. Il y a certaines doctrines qui font nécessairement partie d'une religion quelle qu'elle soit et qu'il ne faut pas assigner au génie particulier d'aucune. Tel est le *mérite attribué à la foi, l'utilité, la nécessité de la foi, l'insuffisance des œuvres sans la foi* et, par conséquent, dans une certaine mesure l'intolérance dont vous vous félicitez si fort de nous voir exempts. Tout cela est inhérent aux religions... et lié nécessairement au bien qu'elles peuvent produire. On ne peut avoir l'un sans l'autre. Et, pour mon compte, je suis convaincu, je vous l'avoue, que le mal que ces idées font à la morale est à tout prendre bien moindre que celui qu'elle souffre lorsqu'elle vient à perdre la sanction nécessaire que la foi lui donne. Plus je vis et moins j'aperçois que les peuples

(9)

puissent se passer d'une religion positive; cela me rend moins sévère que vous sur les inconvénients que présentent toutes les religions, même la meilleure.

La plupart des traits auxquels vous croyez reconnaître une morale nouvelle ne sont pour moi que les signes qui ont toujours accompagné l'affaiblissement d'une foi religieuse.

Quand on ne croit plus à une religion, qu'on ne place aucune valeur morale dans la foi et qu'on n'estime plus les actes qu'en eux-mêmes, cela est bien clair.

De même, quand la notion de l'autre monde devient obscure, il est naturel encore que les hommes qui ne peuvent se passer de loi morale, cherchent à en trouver la sanction dans cette vie et créent tous ces systèmes qui sous différents noms appartiennent à la doctrine de l'intérêt.

✓ De même aussi, lorsqu'on perd de vue les jouissances célestes, il est tout simple qu'on s'attache de plus en plus aux seuls biens qui vous restent, ceux de ce monde, et qu'on tienne d'autant plus à ceux-là que l'existence des autres devient plus problématique.

✓ Je crois que tout cela s'est vu en partie au déclin du paganisme et se verra toutes les fois qu'une religion perdra son empire. Il se trouvera alors une foule qui montrera ces instincts et des philo-

sophes qui réduiront ces instincts en doctrine.

Je vous avoue encore que je ne suis pas émerveillé de ce qu'on appelle la *réhabilitation de la chair*. Le christianisme avait peut-être poussé jusqu'à l'excès la glorification de l'esprit. Mais le christianisme était en cela une réaction admirable contre son temps et l'esprit des anciennes religions. Est-ce que vous ne trouvez pas qu'il y avait une beauté incomparable dans cette lutte ouverte de l'esprit contre la matière triomphante? Si le christianisme a été entraîné trop loin par la grandeur même de son effort, le danger à mon sens n'était pas fort à craindre. Car tous les instincts de la masse des hommes poussent en sens contraire, et la chair se serait bien réhabilitée d'elle-même, quand les philosophes ne s'en seraient pas mêlés.

En jetant pêle-mêle et à la hâte sur le papier ces idées, je n'ai pas pour but de vous convaincre, mais seulement de vous faire comprendre en quoi je diffère de votre opinion. La plupart des choses qui vous paraissent des nouveautés en morale, me semblent les effets naturels et nécessaires de l'affaiblissement de la foi religieuse et du doute sur l'autre monde. Quelque chose d'analogue s'est toujours vu, je crois, dans des circonstances semblables.

Parmi les choses vraiment nouvelles (et parmi celles-là il y en a plusieurs que je trouve très

belles) la plupart me paraissent découler directement du christianisme. C'est du christianisme appliqué par des lumières plus étendues, des formes politiques autres, un état social différent. Ce sont, en un mot, de nouvelles conséquences tirées d'un ancien principe. /

Vous croyez donc la révolution qui s'opère parmi nous plus originale et plus généralement bienfaisante que je ne le pense. Mais vous la voyez, et c'est là l'important pour ce que nous avons à faire. La plupart des signes qui la manifestent à vos yeux, la montrent également aux miens et plus vous parviendrez à la signaler, plus votre travail me sera utile. Je crois donc que l'espèce de conversation épistolaire que nous venons d'avoir aura eu un résultat très satisfaisant, celui de préciser, autant que la chose se peut, la direction dans laquelle il faut pousser vos recherches et les traits de chaque livre auxquels il faut s'attacher. Le christianisme est le grand fonds de la morale moderne; tout ce qui dans les lois, les usages, les idées, les systèmes philosophiques vous paraîtra contraire aux données fournies par le christianisme ou seulement différent de lui, doit être recueilli par vous et bien mis en lumière, c'est la première règle à suivre; car ce que j'ai surtout à faire connaître, ce n'est pas la morale de notre temps, mais ce qu'elle a de nouveau et de différent

de celle qui l'a précédée. Le sujet ainsi limité est œuvre d'une immensité désespérante. Que n'embrasse-t-il pas? Les applications diverses seront bien plus difficiles encore à montrer que les nouveaux principes. Les modifications introduites depuis un demi-siècle dans les législations civiles et criminelles, en tant que manifestation de cet esprit nouveau, seraient seules, si on le voulait, la matière d'un gros livre. Quand je songe à cela je suis sans cesse sur le point d'envoyer immoralement au diable soit l'Académie des sciences morales qui m'a imposé cette grande tâche, soit la politique qui m'empêche de la remplir.

Pour en revenir à vous, vous continuez avec les auteurs anglais, me dites-vous? J'approuve ce dessein, car ainsi que je vous le disais, vos derniers travaux sur ces auteurs me paraissent excellents. Je crois qu'après, vous ferez bien de retourner à votre Allemagne. D'abord, c'est un terrain sur lequel je ne puis me passer de vous, puisque je ne sais pas l'allemand, secondement, j'avoue que nos travaux sur ce point ne m'ont pas encore fourni de lumières qui me satisfassent; du moins, de cette espèce de lumière que je cherche et qui consiste surtout à montrer ce qui est *nouveau* dans des systèmes moraux, ce qui s'écarte des données du christianisme. Il me semble que Kant va plutôt au delà qu'en deçà du christianisme. Les auteurs

plus modernes que lui ont-ils sur ce point une physionomie différente? Veuillez, je vous prie, vous attacher à bien mettre en relief ce côté du sujet. Quant aux auteurs français, j'hésite un peu à vous prier de vous en occuper, car de tous les documents dont j'ai besoin, ce sont eux qui me sont déjà le plus connus et que je trouve plus facilement sous ma main.

Ce qui me serait le plus utile, ce serait de rechercher non plus les principes nouveaux, mais les applications diverses de ces principes dans les institutions, principalement dans celles des peuples étrangers; car c'est ce qui m'est le plus difficile de connaître. Je prendrai pour exemple vos propres idées.

Vous dites avec raison qu'un des traits caractéristiques de nos opinions morales, c'est de ne s'attacher qu'aux œuvres indépendamment de la croyance. Cela se manifeste dans les lois modernes qui ont donné les mêmes droits, imposé les mêmes devoirs et traité de la même manière les hommes de toutes les sectes chrétiennes. Cela s'est étendu en France jusqu'aux juifs. Les législations étrangères, les ouvrages de droit étranger doivent contenir des traces moins visibles, mais encore très sensibles, de ce même esprit.

Vous dites que l'aumône, de privée, est devenue sociale; qu'elle a été plus désintéressée, plus éclair-

rée. Je crois cela en partie; quoique je ne tire pas du même fait les mêmes conséquences et que j'y voie plutôt la doctrine chrétienne d'une époque très civilisée, très administrative, très démocratique qu'un système nouveau. Les signes qui démontrent cette tendance, ce sont les ressources amassées par les pouvoirs publics pour venir régulièrement, administrativement au secours des différentes misères, le perfectionnement en un mot de toutes les institutions charitables du christianisme. C'est la charité légale directe. Tout ce qui peut avoir été fait dans ce sens en Allemagne surtout devrait être recueilli avec grand soin.

Il y a la charité légale indirecte qui consiste à fournir aux pauvres des moyens faciles de se tirer eux-mêmes du besoin. Ce sont les caisses d'épargnes, les salles d'asile et autres institutions du même genre. Toutes les combinaisons administratives de cette espèce à l'étranger sont pour moi des faits capitaux.

Les efforts faits par les gouvernements pour répandre l'instruction, l'obligation sociale qu'ils se sont imposée de la répandre; en conséquence, les règlements, les lois qui ont pour objet de multiplier les écoles, d'en faciliter les abords, d'y donner une instruction d'une nature plus démocratique; les ouvrages qui ont eu pour objet d'éclairer et de



pousser les gouvernements dans cette voie, rentrent particulièrement dans notre sujet.

Je ne vous parle pas des prisons, ni du droit pénal, je crois sur ce point pouvoir me passer de tout secours.

Vous dites que c'est une maxime de notre temps que tout le monde a un droit égal au travail (ce qui, pour le dire en passant, ne relève pas plus l'idée du travail que la doctrine chrétienne que tout homme *quel qu'il soit* est condamné dans un genre ou dans un autre au travail). Quels sont les livres modernes français ou étrangers qui ont formulé cette doctrine? Dans quelle législation a-t-on fait effort pour assurer à chaque homme l'exercice de ce droit?

Je pourrais vous en dire encore bien long sur ce sujet. Mais cela est inutile quant à présent puisque vous n'avez pas fini vos analyses de philosophes. Quand vous en serez sorti, et je vous prie de vous hâter autant que possible, nous reprendrons ce côté pratique du sujet. Lors même que nous ne pourriez pas y entrer dans un grand détail, ce serait déjà beaucoup faire pour moi que de recueillir des notions sur ce qui existe en ce genre, et sur les sources où il faudra puiser plus tard.

Je finis cette interminable lettre en vous priant de croire à mon bien sincère attachement.

Alexis DE TOCQUEVILLE.

Vous êtes, mon cher monsieur de Gobineau, un très aimable, très spirituel et très peu orthodoxe discuteur avec lequel je ne veux point continuer la guerre. Le propre de toutes les disputes philosophiques est de laisser chacun des philosophes précisément dans les opinions qu'il avait auparavant. Cela étant, il vaut bien mieux ne pas disputer puisqu'ainsi on arrive au même résultat sans faire d'effort. Les batailles des philosophes sont particulièrement improductives quand elles se livrent la plume à la main. Car la difficulté de s'entendre devient alors bien plus grande. C'est ainsi que votre lettre me suppose plusieurs idées que je n'ai pas et que je vous aurais du premier mot montré ne pas avoir si nous avions causé au lieu de correspondre. Exemple : le christianisme, suivant moi, croyez-vous, est une œuvre absolument différente de tout ce qui l'a précédé. Je n'ai jamais pensé cela et je ne crois pas l'avoir dit. Il y a assurément une foule de maximes et d'idées qui, avant d'être rassemblées et enchainées dans un même but par l'Évangile, étaient éparses et, par conséquent, inertes dans les livres de la Grèce et de l'Orient. J'en retrouvais même un grand nombre l'autre jour dans les lois de Manou et je sais d'avance qu'elles se rencontreraient de même dans tous les recueils de même espèce. Le christianisme a choisi, développé, classé, enchainé

les unes aux autres des maximes et des idées dont la plupart s'étaient déjà présentées séparément ou obscurément à l'esprit des hommes, et il a fait de l'ensemble un instrument de gouvernement moral absolument nouveau. Voilà ma pensée.

Autre exemple : il n'y a de nos jours rien de nouveau en matière de morale. Cette pensée que vous avez l'air de m'attribuer n'est pas non plus mienne. Je crois seulement que presque tout ce que nous appelons des principes nouveaux, ne doit être considéré que comme des conséquences nouvelles que l'état de notre civilisation, nos lois politiques et notre état social nous font tirer des vieux principes du christianisme. Je ne nie donc pas le nouveau, j'en conteste seulement l'étendue. Vous voyez donc, mon très cher collaborateur, que ma doctrine n'a rien qui doive vous décourager. La seule différence qu'il y ait entre nous c'est que vous avez plus d'ambition que moi. Je me borne à voir des conséquences nouvelles là où vous voulez absolument découvrir de nouveaux principes. Il vous faut changer la face du monde; vous ne voulez pas vous contenter à moins. Je suis plus modeste.

Malheureusement, nous avons bien d'autres dissidences et de plus graves. Vous me semblez contester même l'utilité politique des religions. Ici, vous et moi, nous habitons les antipodes. La

crainte de Dieu, dites-vous, n'empêche point d'assassinat. Quand cela serait, ce qui est fort douteux, que faudrait-il en conclure? L'efficacité des lois soit civiles soit religieuses n'est pas d'empêcher les grands crimes (ceux-là sont d'ordinaire le produit d'instincts exceptionnels et de passions violentes qui passent à travers les lois comme à travers des toiles d'araignées), l'efficacité des lois consiste à agir sur le commun des hommes, à régir les actions ordinaires de tous les jours, à donner un tour habituel aux idées, un ton général aux mœurs. Réduites à cela, les lois et surtout les lois religieuses sont si nécessaires qu'on n'a pas encore vu dans le monde de grandes sociétés qui aient pu s'en passer. Je sais qu'il y a beaucoup d'hommes qui pensent que cela se verra un jour et qui se mettent tous les matins à la fenêtre dans l'idée que peut-être ils vont enfin apercevoir se lever ce nouveau soleil. Quant à moi je suis convaincu qu'on regardera toujours en vain. Je croirais plutôt à la venue d'une nouvelle religion qu'à la grandeur et à la prospérité croissante de nos sociétés modernes sans religion...

Une dernière querelle et je vous quitte. En même temps que vous êtes si sévère pour cette religion qui a tant contribué cependant à nous placer à la tête de l'espèce humaine, vous me paraissez avoir un certain faible pour l'islamisme. Cela me rap-

pelle un autre de mes amis que j'ai retrouvé en Afrique devenu mahométan. Cela ne m'a point entraîné. J'ai beaucoup étudié le Koran à cause surtout de notre position vis-à-vis des populations musulmanes en Algérie et dans tout l'Orient. Je vous avoue que je suis sorti de cette étude avec la conviction qu'il y avait eu dans le monde, à tout prendre, peu de religions aussi funestes aux hommes que celle de Mahomet. Elle est, à mon sens, la principale cause de la décadence aujourd'hui si visible du monde musulman et quoique moins absurde que le polythéisme antique, ses tendances sociales et politiques étant, à mon avis, infiniment plus à redouter, je la regarde relativement au paganisme lui-même comme une décadence plutôt que comme un progrès. Voilà ce qu'il me serait possible, je crois, de vous démontrer clairement, s'il vous venait jamais la mauvaise pensée de vous faire circoncire.

Mille pardons, mon cher monsieur de Gobineau, de tout ce bavardage inutile. Je voulais être très court et j'entre dans ma cinquième page. C'est le plaisir de causer avec vous qui m'a fait tant parler plus que l'envie de vous convaincre, et cependant je suis affligé que nous soyons si peu d'accord. J'ai pour vous trop d'estime et d'amitié pour ne pas désirer de vous trouver souvent de mon avis. Je me console pourtant en songeant qu'en fait de

sentiments élevés et délicats nous sommes et serons toujours de la même secte.

Vous me demandez, monsieur, s'il faut analyser l'ouvrage de Bentham sur l'usure. Je n'ai pas besoin que vous en fassiez une analyse détaillée. Je crois déjà connaître le système de cet auteur, système qu'il pousse trop loin suivant la coutume des logiciens de son espèce, mais dont j'approuve plusieurs parties. Il suffit d'indiquer sommairement les principaux points par où il passe et le point auquel il arrive. Je ne vois pas d'utilité à ce que vous vous jettiez en ce moment dans son livre sur la législation. C'est un ouvrage que je lirai et analyserai moi-même très aisément. J'en connais déjà une bonne portion. J'attends avec impatience l'analyse des autres auteurs anglais dont vous parlez.

Adieu, monsieur, croyez toujours, je vous prie, à tous mes sentiments de sincère affection.

Alexis DE TOCQUEVILLE.

Tocqueville, ce 22 octobre 1843.

Mon cher monsieur de Gobineau,

Je n'ai reçu qu'avant-hier les travaux que m'annonçait votre lettre. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre manuscrit qui ne se ressent point de votre maladie ni des horreurs de votre déménagement. La quintessence de Gudin n'est pas comme vous

le dites de l'or en barre. Mais je crois que vous en avez tiré ce qu'il y avait de mieux à en extraire. Ce n'est pas votre faute si la matière première était de médiocre valeur.

· Vous me demandez des instructions; ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de continuer le travail que vous avez dû commencer sur Jacobi. Après quoi, vous ferez auprès du libraire allemand l'enquête dont vous me parlez. S'il vous désigne des livres qui vailent la peine d'être étudiés et qui soient aux bibliothèques publiques il serait bon de vous les procurer et d'en commencer l'examen. Dans le cas où ces livres n'existeraient pas dans les bibliothèques, il faudrait attendre mon retour; je me les procurerais aisément par l'Institut.

· Je ne vous donnerai pas d'autres indications aujourd'hui, parce que je pense avoir avant trois semaines le plaisir de vous voir et de causer avec vous, ce que j'aime bien mieux que de vous écrire. J'espère que nous nous verrons souvent cet hiver; vous serez toujours le bienvenu chez nous non seulement en votre qualité de philosophe, mais ce qui vaut mieux comme un homme spirituel et aimable pour lequel j'ai une véritable amitié.

Alexis DE TOCQUEVILLE.

Ce 28 novembre 1843.

*P.-S.* — J'ai toujours oublié de vous dire que

je souhaiterais qu'en tête du travail que vous faites sur un auteur vous mettiez en quelques lignes sa biographie.

Je n'ai pas répondu, mon cher monsieur, à votre première lettre parce que, je l'avoue, je n'ai pas cru un moment que votre vivacité eût une issue tragique. Les savants ne se laissent pas mener aisément sur le pré, je connais leurs mœurs et mon inquiétude a été nulle. Peut-être auriez-vous mieux fait de vous plaindre à l'Académie que d'engager ainsi une lutte qui ne peut maintenant avoir pour résultat que de rendre très difficiles vos rapports avec la bibliothèque et empêcher que vous ne vous y procuriez les livres dont nous pouvons avoir besoin. Mais la chose est faite, ainsi, n'en parlons plus. J'aurais bien désiré cependant que vous pussiez vous remettre à notre morale bientôt. Cependant je vous ai si souvent empêché de travailler qu'il faut vous pardonner cette fois d'avoir trouvé vous-même l'obstacle qui vous force à ne rien faire.

Vous me reprocherez sans doute d'avoir mis tant de temps à vous répondre. Mais si vous aviez vu de combien de petites affaires domestiques ou électorales j'ai été accablé en arrivant chez moi, assurément vous me pardonneriez sans peine. A l'heure même où je vous écris je suis au milieu de mon conseil général, ajoutant la petite comédie



de la vie politique à la grande pièce que nous venons de jouer pendant sept mois. Si je vous dis des sottises, attribuez-les donc, je vous prie, à ceux qui parlent autour de moi et dont j'ai peur de vous envoyer sans le vouloir les paroles au lieu de mes propres idées. Permettez-moi donc d'en rester là, mais non sans vous dire que nous serons charmés si vos excursions d'automne vous amènent de nos côtés et nous donnent l'occasion de vous recevoir à Tocqueville. Dites-moi si vous viendrez et quand vous viendrez, car j'ai une tournée à faire en septembre et je veux l'arranger de manière à n'être pas absent de chez moi pour l'époque de votre passage. Adieu, monsieur, croyez à tous mes sentiments d'estime et d'affection.

Alexis DE TOCQUEVILLE.

Saint-Lô, ce 27 août 1844.

Je commence par vous prier, mon cher monsieur de Gobineau, de ne point m'envoyer votre morale. Je reviens à Paris vers la fin du mois et vous me la remettrez là en mains propres. Vous avez, du reste, raison de croire que je vous ai accusé de paresse. Entre nous je vous dirai même que je vous en accuse encore. Je crois que ce que nous faisons vous ennuie et je vous le pardonne assez volontiers. Il est difficile, j'en conviens, de se

livrer avec agrément à un travail dont on ne voit clairement ni les limites ni les bornes et de préparer des matériaux qu'on ne doit pas mettre en œuvre. Je vous prie cependant de faire sérieusement un dernier effort afin que nous sortions au moins des études préliminaires. Ce serait déjà beaucoup pour moi de savoir quels sont précisément les ouvrages qu'il faut étudier et les sources dans lesquelles il convient de puiser. Je trouverais au moins dans cette connaissance le moyen de me mettre fortement et efficacement au travail le jour où je le voudrais. Je crois que si vous parveniez à me donner d'une manière complète et intelligente cette espèce de catalogue analytique, je ne vous demanderais rien de plus, au moins guère à présent. Car se livrer à un travail d'examen proprement dit, sans être guidé chaque jour sur le point de savoir ce qu'il s'agit précisément de remarquer et de mettre en saillie, c'est, je le comprends, une œuvre tout à la fois rebutante et improductive.

J'avais lu dans le *Commerce*, avant que vous m'engagiez à le faire, vos deux feuilletons sur M. A. de Musset. J'y ai trouvé ce que vous mettez à tout, beaucoup d'esprit. Cependant, j'ai de grosses critiques à vous faire. La première c'est le choix du sujet. Vous avez peint M. A. de Musset sans observer la perspective. Si vous mettez dix-huit colonnes petite impression pour parler des

œuvres de M. de Musset, vous entreprenez assurément un cours de littérature plus long que celui de Laharpe. Je trouve des qualités charmantes au talent de M. de Musset; mais enfin, comme vous le dites vous-même, le total forme un talent du second ordre. M. Musset n'est pas extrêmement connu hors du monde littéraire de Paris et il n'excite pas assez vivement la curiosité et l'intérêt pour que l'abonné d'un journal aime à lire une si longue analyse de ses œuvres, cette analyse fût-elle faite avec tout le talent que vous avez mis dans la vôtre. Je vous reproche donc d'abord de n'avoir pas choisi un auteur qui fasse plus de bruit et soit plus populaire. Je vous parle ici au point de vue du journal.

Je vous reproche ensuite de vous être cru obligé de peindre votre auteur avec tant de détails. Ceci tient encore du *livre* plus que du journal. Vous avez oublié que vous aviez affaire à des lecteurs pressés, assez ignorants, tenant peu à bien savoir mais désirant qu'on leur crayonne en lignes saillantes les principaux traits de la physionomie littéraire de l'écrivain dont on leur parle ou de son histoire; demandant à être intéressés par quelques couleurs vives et tranchées plutôt que par un tableau complet et soigné dans ses moindres parties. Vous avez un peu traité les lecteurs du *Commerce* en littérateurs. C'est ce qu'ils ne sont

pas. Aucun abonné de journal ne l'est, au moins en lisant son journal. Voyez les notices que fait quelquefois Sainte-Beuve : il ne peint guère qu'un ou deux côtés de son modèle et il entremêle ses jugements littéraires d'anecdotes et de traits qui excitent et réveillent l'esprit endormi et superficiel de son lecteur. Je ne dis pas que ce fût précisément un exemple à suivre, s'il s'agissait de faire un cours de littérature. Mais je le répète, vous écrivez pour un journal.

Nous avons beaucoup regretté que vous ne vinssiez pas chez nous à l'époque où je vous ai pressé de le faire. Nous avions en ce moment ici un vieux lord anglais fort aimable et sa fort jolie fille. Ma femme prétendait que vous tomberiez amoureux de la jeune lady et moi j'affirmais que les philosophes sceptiques ne s'enflamment pas si aisément. Pourquoi n'êtes-vous pas venu nous montrer qui des deux avait tort? Vous auriez peut-être réhabilité Voltaire et le dix-huitième siècle dans mon esprit.

Ce sera pour l'an prochain, j'espère. En attendant veuillez croire à tous mes sentiments d'estime et d'amitié.

Alexis DE TOCQUEVILLE.

Ce 4 octobre 1844.

Ici finit la première série des lettres. Mais l'amitié

## 32 CORRESPONDANCE DE A. DE TOCQUEVILLE

n'était pas finie, et la meilleure preuve que Tocqueville continuait à estimer Gobineau, non seulement comme homme de lettres, mais aussi comme politique, c'est qu'après son avènement au ministère des affaires étrangères, en 1849, il le nomma tout de suite son chef de cabinet. Combien les relations des deux hommes ont été cordiales à cette époque, nous en possédons heureusement un témoignage dans une lettre écrite par Gobineau à sa famille : « Il est impossible, dit-il, d'avoir une bonté plus complète, plus affectueuse, plus tendre que celle du ministre pour moi : aussi suis-je tout à lui. »

## DEUXIÈME PARTIE

(1849-1854.)

---

(De date incertaine) 1849.

Mon cher Monsieur,

La séance se continuant, et pouvant avoir d'un moment à l'autre à m'expliquer au nom du gouvernement, je ne puis, à mon très grand regret, être de retour chez moi à 6 heures. Veuillez faire très vivement mes excuses à M. de Shisselef et lui dire que le gouvernement apprécie comme il le doit le fait que vous m'avez annoncé et qu'il m'eût été particulièrement agréable d'avoir à le dire moi-même au représentant de S. M. Impériale. Je ne doute pas que ces sentiments ne nous soient communs avec le Président de la République. Croyez à tous mes sentiments d'estime et d'affection.

Alexis DE TOCQUEVILLE.

Je vous envoie, mon cher ami, une lettre particulière pour Beaumont (1) et la lettre confidentielle de Lamoricière. Je vous prie de remettre la seconde à M. d'Hautpoul. Quant à la première il faut la faire partir par le courrier d'aujourd'hui, en ayant bien soin qu'elle ne soit *ni lue ni copiée* avant. Ceci est d'une grande importance. La nouvelle que vous m'avez donnée hier m'a causé une joie extrême. Je vous préviens que tout à l'heure Hotham me l'a rapportée, ce qui montre qu'elle ne sera un secret pour personne bientôt. J'aurais voulu un plus long secret.

Mille amitiés. N'oubliez pas mes affaires.

A. DE TOCQUEVILLE.

Ce 5 octobre 1849.

Après le message présidentiel du 31 octobre 1849, Tocqueville donna sa démission. Mais son jeune protégé resta dans la carrière, et, peu de temps après, fut envoyé en qualité de secrétaire d'ambassade à Berne, d'où il lui adressa la série de récits très détaillés sur la Suisse qui se trouve dans les lettres publiées ci-dessous.

Voilà longtemps, mon cher ami, que je veux répondre à vos lettres et qu'il me manque pour le

(1) Cette lettre se trouve dans la nouvelle correspondance de Tocqueville (*Œuvres complètes*, t. VII) 1866, p. 246-47.

faire non pas le temps mais cette espèce d'entrain qui met la plume à la main ou donne envie de parler. Depuis que j'ai peu de choses à faire, je ne fais rien du tout. Vous êtes trop bon philosophe, quoique vous n'ayez pas fait peut-être votre philosophie, pour ne pas bien comprendre cela. Mais ce que vous comprendrez difficilement, c'est à quel degré d'apathie je suis tombé. Je suis à peine à l'état de spectateur; car, du moins, le spectateur regarde et moi je ne me donne pas cette peine. Cela vient surtout de cette obscurité de plus en plus profonde qui se répand sur le tableau toujours si obscur qu'on nomme l'avenir. Figurez-vous un homme qui voyage par une nuit de décembre sans lune et doublée de brouillards, et dites-moi un peu l'agrément qu'il aurait à regarder par la portière les effets du paysage. Cet homme, c'est la France entière. C'est une nuit de cette espèce qui nous environne. Les hommes qui ont des lunettes n'y voient pas plus loin que ceux qui n'ont que leurs yeux et tous les aveugles cheminent ensemble se frappant les uns les autres dans les ténèbres, en attendant qu'ils arrivent tous ensemble au fossé qui se trouve peut-être au bout de la route. Quelle sombre nuit! J'aimerais mieux le jour, dût-il nous montrer le précipice inévitable.

M. de Serre m'a dit que vous aviez fini par vous établir fort commodément, s'il est possible d'être



très commodément à Berne pendant l'hiver. Mais vienne l'été, et le séjour de cette ville sera, je crois, très agréable. Je n'ai vu Berne que l'été, et, à cette époque de l'année, il m'a charmé.

Mme de Gobineau a été, m'a-t-on dit, fort souffrante dans le voyage. J'espère que sa santé est bien rétablie. Veuillez me rappeler particulièrement à son souvenir et croire à tous mes sentiments de sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

Paris, ce 7 janvier 1850.

J'ai reçu, mon cher ami, votre lettre et Mme de Tocqueville m'a communiqué celle que vous lui avez écrite (1). Les détails que vous donnez dans cette dernière sur l'état de la Suisse m'ont fort intéressé et vous me feriez grand plaisir de les compléter, autant du moins qu'il n'y ait pas d'inconvénient à le faire au point de vue de la poste et à celui de vos devoirs diplomatiques. Les affaires de Suisse ont causé ici pendant un moment un certain effroi. On a craint que l'orage qui s'est amassé dans le Nord contre ce pays durant mon ministère et que j'ai tant manœuvré pour détourner ne fût sur le point de crever. Vous savez que toute ma

(1) Ces lettres, comme aussi celles dont il est question dans la lettre précédente, semblent être perdues.

politique avait consisté en ceci : d'un côté, je disais aux grandes puissances du continent : laissez faire l'action amicale de la France en Suisse. Si nous n'obtenons pas ce que la raison et le droit des gens nous autorisent à demander, nous agirons en commun. Mais prenez garde, car si vous demandez à la Suisse plus qu'il n'est raisonnable d'exiger d'elle, vous nous trouverez derrière elle. Aux Suisses je disais : voilà ce que nous vous demandons avec justice : faites-le sans hésitation et de bonne grâce, tandis que les choses vous sont demandées en secret et par des amis. Car voici l'Europe qui est derrière nous et qui va vous tomber sur les bras. Ce langage avait été entendu par le gouvernement fédéral qui avait beaucoup fait déjà au moment où j'ai quitté les affaires. Que s'est-il donc passé depuis? Quels griefs nouveaux a-t-on contre la Suisse? Sont-ils fondés? Quel est l'état vrai de ce pays et le péril qu'il fait réellement courir à ses voisins? Vous comprenez que la réponse à toutes ces questions, dans la limite même où vous croirez convenable de la faire, doit vivement m'intéresser.

Je renonce à vous parler, à vous ou à tout autre, de nos affaires intérieures. Je veux essayer de n'y pas penser. L'avenir est plus obscur que jamais. Tout semble impossible à tout le monde. Il faudra bien cependant que ceci se dénoue. Mais

quand, comment, qui le sait? Il n'y a plus qu'un seul Dieu qui paraisse devoir régler les destinées de ce grand pays, c'est le hasard.

Ma femme qui me charge de vous remercier de votre lettre va beaucoup mieux. J'espère et je crois que bientôt il ne restera plus trace de la longue et pénible indisposition qui l'a atteinte peu de jours après notre sortie de l'hôtel des Capucines. J'espère que les tièdes haleines du printemps qui commencent à se faire sentir ici vous atteindront bientôt au milieu des glaces de votre Helvétie et que la santé de Mme de Gobineau s'en trouvera bien.

Mille amitiés bien sincères.

A. DE TOCQUEVILLE.

Paris, ce 20 février 1850.

Berne, le 24 février 1850.

Monsieur,

La première impression que j'ai éprouvée en Suisse et que j'ai vu d'autres personnes ressentir comme moi, c'est un étonnement véritable causé par l'aspect tranquille, paisible, indifférent de ce pays. Ce peuple, si gênant pour ses voisins, et c'est le moins qu'on en puisse dire, se présente aux premiers regards comme tout à fait inoffensif.

Je crois que l'appréciation correcte de cette apparence peut seule donner la mesure de ce qu'il faut véritablement attendre en bien comme en mal des peuples et du gouvernement de la Confédération.

La nation suisse, sans cesse en révolution depuis vingt ans, faisant et défaisant chaque jour ses constitutions cantonales, peut être considérée comme une des rares nations européennes investies depuis des siècles de l'habitude, de la science et de l'amour des institutions communales. En Angleterre et en Belgique un tel état de choses a créé le goût de la spéculation et de la pratique politiques; en Suisse, il a créé précisément le contraire et du droit, de l'aptitude, du profit, trois faces sous lesquelles le bourgeois de Berne ou de Soleure ou de la moindre bourgade helvétique peut envisager les institutions auxquelles il met chaque jour la main sans sortir pour ainsi dire de sa rue, il conclut à l'inutilité d'aller plus loin et de s'enquérir bien fort des intérêts plus généraux qui sont ceux, je ne dirai pas même de la Confédération toute entière, mais même du canton dont il est citoyen. Aussi, voici ce qui arrive : Berne, capitale fédérale et capitale *radicale* aussi, Berne, le chef-lieu par excellence des idées les plus avancées, le rendez-vous des chefs du parti ultra-démocratique, Berne présente l'aspect tranquille d'une de nos villes de province. Dans le temps où le Conseil national, le Conseil des

Etats, le grand Conseil de Berne sont réunis, si la curiosité pousse un étranger à aller écouter les discussions, il verra avec étonnement qu'il est absolument seul avec les députés; quelques réfugiés désœuvrés prennent place quelquefois aussi sur les mêmes bancs que les mandataires du peuple suisse, mais il est extrêmement rare qu'un Bernois, un Suisse quelconque s'y puisse rencontrer. La constitution bernoise de 1846 proclame la publicité des séances de son Conseil exécutif, sauf certains cas; le huis clos a lieu d'ordinaire, constamment même, par suite de l'indifférence du public. Cette même indifférence se produit dans les jours d'élection avec un éclat dont nous, Français, nous n'avons pu, je crois, donner des exemples, malgré que nous soyons très fort à citer à ce sujet; les Sardes même ne pourraient fournir rien de pareil au fait que voici : en 1846, lorsqu'il s'agit de déclarer d'institution nationale le projet de constitution qui alors triompha, les passions étaient, à coup sûr, aussi excitées que possible. Le conflit entre les radicaux et les conservateurs avait ranimé toutes les espérances des patriciens renversés en 1830, on devait s'attendre à une lutte assez vive. Sur 90,000 à 100,000 électeurs que renferme le canton de Berne, ce terrible canton, à coup sûr le plus vif de tous, 37,000 seulement prirent part au vote, tout le reste regarda faire et ne sortit pas de son apathie.

Certes, aucun événement ne semblerait plus propre à exciter d'inextinguibles animosités que la guerre du Sonderbund et les événements qui l'ont précédée; l'attaque des corps francs se jetant, M. Ochsenbein en tête, sur Lucerne, les renversements de la plupart des anciens gouvernements cantonaux à l'aide de phalanges radicales se promenant d'un bout de la Suisse à l'autre, enfin la conclusion de cette guerre qui fut une espèce de razzia financière exercée sans aucun ménagement sur les vaincus. En Espagne, en Italie, en France, partout on garde pendant de longues années la mémoire et la rancune d'outrages moins visibles. Aujourd'hui il est hors de doute pour tout le monde et tous les partis en conviennent ici, que dans presque tous les cantons vaincus, toute mauvaise impression a complètement disparu. Ceux qui sont encore un peu fâchés, sont les malheureux qui n'ont pu encore, moyennant le paiement intégral des derniers arriérages de leurs contributions de guerre, obtenir quittance complète. Les petits cantons ne doivent plus rien et ne songent plus à rien; le Valais, gouverné par les radicaux, voit son président radical, M. Maurice Barman, épouser Mlle Stockalper qui réunit dans sa personne le double caractère aristocratique et catholique et donner ainsi la mesure d'une fusion tellement sincère que, par un rapprochement simultané,

les deux partis semblent renoncer chaque jour davantage à leurs principes réciproques et la politique du canton cessant d'être catholique ou radicale, devient simplement modérée; Lucerne et Fribourg ne sont pas encore parvenues à un tel et si rare attiédissement; c'est que ces deux cantons sont en retard pour leurs paiements, que les grands et petits Conseils de 1847 ont été rendus, dans tous leurs membres, solidaires de la contribution et que leurs gouvernements actuels sont maintenus par la volonté fédérale contre le vœu des majorités; mais aussitôt que cet état violent qui, par sa nature même, est essentiellement transitoire aura cessé, Lucerne et Fribourg imiteront Zug, Glarus, Schwytz et leurs autres alliés du Sonderbund et laisseront tomber dans l'oubli des griefs dont leurs amis ne se souviennent plus à côté d'eux qui souffrent pourtant encore.

J'ai dit en commençant que ce peuple là était en révolution depuis vingt ans; je m'aperçois bien que tout ce que j'ajoute paraît rendre cette assertion bien difficile à croire; je vous demande toutefois la permission avant de chercher à concilier deux ordres de faits si contradictoires mais cependant également vrais, de poursuivre l'exposé de ce que je sais sur la manière dont les Suisses font leurs affaires.

Ils sont, comme d'autres peuples, divisés en

trois partis, celui des patriciens, auxquels se réunit la vieille bourgeoisie; celui des conservateurs composé des hommes qui ont renversé les anciennes familles et leur pouvoir héréditaire en 1830, enfin celui des radicaux aujourd'hui victorieux et maître de la scène, non pas dans tous les cantons, mais certainement dans les plus importants et dans le Conseil fédéral uniquement pris dans son sein.

Les patriciens, surtout ceux de Berne, exercent encore une sorte d'influence en Suisse, mais c'est par ce qu'ils ont été plus que par ce qu'ils sont aujourd'hui; ils ont toutefois quelques hommes assez remarquables parmi eux; mais ils sont divisés sur les moyens à employer pour reconquérir une part dans les affaires. Il ne m'a pas semblé que les plus audacieux d'entre eux songeassent le moins du monde à ressaisir la direction exclusive du gouvernement; je suis très porté à croire que leur ambition a des bornes vraiment raisonnables; presque tous ceux que j'ai entretenus, regrettent du reste amèrement l'isolement volontaire dans lequel le dépit les a tenus de 1830 à 1846, faute qui certainement a contribué beaucoup au triomphe des radicaux. Du reste, ces patriciens laissent assez bien juger l'esprit qui les anime surtout par deux choses qu'ils répètent à satiété; la première, c'est qu'en 1830, à leur sortie des affaires, ils



avaient su mettre de côté, dans les caisses de l'Etat, 15 millions environ que les conservateurs ont depuis dépensé; la seconde, c'est que le grand malheur dont les radicaux menacent la Suisse, c'est de mettre la main, sous prétexte d'intérêt public, sur les biens particuliers des bourgeoisies qui sont de fait fort considérables. Ainsi gloire et appréhension, l'un et l'autre se supputent. Vous avez vu tout à l'heure qu'il n'y a plus de cette haine politique de 1847 que chez ceux qui n'ont pas encore poussé le soupir du débiteur contraint. Ces patriciens ne sont pas riches, en général; l'argent, en Suisse, va aux paysans et ces derniers ont, proportion gardée, beaucoup plus de bien être, beaucoup plus de fortune que les familles les plus considérables des villes. On assure que dans le canton de Berne, les agriculteurs possédant de quatre à cinq cent mille francs et au-dessus ne sont pas très rares. Peu de patriciens sont aussi bien partagés. Plusieurs hommes politiques ont cru, et je pense que M. de Bois-le-Comte, l'ancien ambassadeur, a été de ce nombre, que les catholiques et les patriciens ne verraient pas sans plaisir, à l'occasion, une intervention des puissances qui en ébranlant, en renversant peut-être le pouvoir des radicaux, donnerait la liberté aux premiers et le pouvoir immédiat ou en expectation aux seconds, en assurant d'abord la vengeance des deux partis

aujourd'hui abattus. Je crois pouvoir affirmer hardiment que c'est une double erreur, et une erreur très complète. Pour les catholiques, j'en ai dit assez tout à l'heure pour faire bien comprendre qu'ils étaient pacifiés, quant aux patriciens, l'idée qu'on pourrait avoir de quelque complaisance de leur part, sur ce point-là, leur déplait si fort, qu'ils aiment à saisir les occasions de se prononcer ouvertement contre toute intervention étrangère que d'avance ils répudient. Il a peu de jours, j'ai eu à ce sujet une conversation assez curieuse avec des hommes portant des noms, à bon droit considérés comme des plus anciens et des plus illustres de la Suisse et dont l'un n'a pas hésité à déclarer que si les étrangers entraient en Suisse, il s'empresserait de prendre sa place dans les rangs de l'armée nationale, sous les ordres des chefs radicaux aujourd'hui au pouvoir. Y a-t-il beaucoup de sincérité dans ces déclarations et d'autres semblables qui se font tous les jours par les patriciens et les conservateurs? Je me permets de n'en rien croire, mais ce que je crois et sans aucune difficulté, c'est que les uns et les autres ont une peur effroyable des vengeances démagogiques, que les journaux ultra-démocratiques les accablent chaque matin de menaces en cas d'invasion et qu'ils ne se soucient nullement d'affronter la colère de gens qui peut-être ne les tueraient pas, car on n'est pas

sanguinaire ici, mais qui certainement les feraient horriblement payer et je ne sais trop si cette perspective ne leur paraît pas plus épouvantable encore. M. de Bois-le-Comte leur a fait courir des dangers de cette nature et ils ne lui ont pas pardonné; les radicaux, à coup sûr, n'ont pas gardé un bon souvenir de notre ambassadeur de 1847; mais je vous affirme que chez les patriciens, c'est bien pire; sa politique et ce qui pouvait en résulter pour eux, est maintenant l'objet des plus amères récriminations. Les patriciens ont des appréhensions d'autant plus vives qu'ils savent que dans le cas d'alliance supposée de leur part avec les étrangers, avec la diplomatie, l'opinion publique les abandonnerait tout à plat à la vengeance des radicaux. Ils ne s'y exposeront certainement jamais de leur plein gré.

Il y a peu de chose à dire des conservateurs. Peu nombreux, en définitive, depuis que le libéralisme avancé s'est séparé de leur camp, ils n'ont pas des chefs bien influents ni bien remarquables et ils penchent de plus en plus vers le parti patricien qui, avec cette facilité d'humeur que j'ai déjà signalée pour le Valais, lui montre aussi de la bonne volonté. Si l'on pouvait supposer que la politique intérieure de la Suisse ne recevra d'ici à un ou deux ans le contre coup d'aucun événement du dehors, je ne fais aucun doute que dans la plupart des cantons, à Berne notamment, le pou-

voir ne passât, au moins en bonne partie, dans les mains patriciennes soutenues de l'appui conservateur et que ce gouvernement là ne fût ni réactionnaire, ni vindicatif, car il n'y a pas de passions en Suisse, c'est une vérité dont il importe de se pénétrer, et s'il n'y a pas de passions, il n'y a pas non plus de ces principes bien décidés, bien tranchés dont le triomphe est un malheur presque insupportable pour les principes contraires. Voici un fait qui va, je pense, éclairer un peu ce que j'avance.

Il y aura au mois de mai des élections générales dans le canton de Berne; les patriciens et les conservateurs réunis seraient fort contents d'y renverser les radicaux et cependant ni l'un ni l'autre ne l'espèrent. Le paysan, disent-ils, n'a qu'une seule règle dans sa conduite politique, c'est d'être content lorsque le gouvernement, quel qu'il soit, lui demande peu d'argent, mécontent à proportion qu'on lui en demande davantage. Or, il ne faut pas perdre de vue que la population rurale est toute puissante en Suisse, par le nombre et par la fortune. En 1830, les paysans qui laissaient tomber le patriciat devant l'insurrection des libéraux, n'auraient éprouvé aucune répugnance à nommer à la plupart des emplois les victimes de la révolution; mais ils furent offensés de la mauvaise humeur des gouvernants tombés qui affectaient de

se tenir à l'écart. Ils ne payaient absolument rien sous les patriciens. Les conservateurs ne leur demandèrent pas beaucoup non plus, parce qu'ils vivaient sur le fond de réserve laissé par leurs devanciers, mais les radicaux étant arrivés quand ce fond de réserve était dépensé ou à peu près, se sont vus forcés d'établir de véritables impôts. A coup sûr, ces impôts-là paraîtraient bien doux au contribuable français; mais tels qu'ils sont, ils irritent vivement la population agricole et c'est sur cette irritation que patriciens et conservateurs comptent également pour faciliter et amener leur rentrée aux affaires; toutefois, ils n'ont pas grande espérance pour le mois de mai, attendu que le paysan ne paye pas encore assez et, par conséquent, n'est pas encore assez hostile au gouvernement radical.

Les radicaux, aujourd'hui aux affaires, se divisent naturellement en deux parts; ceux qui sont satisfaits de ce qu'ils ont personnellement obtenu, ceux qui ne le sont pas encore, et naturellement ces derniers représentent ce qu'on appelle les idées les plus avancées, c'est-à-dire un communisme venu d'Allemagne, auprès duquel le nôtre n'est qu'un jeu d'enfants. Mais voici le correctif; aussitôt que les radicaux, comme M. Staempfli et autres, qui étaient en leur temps de biens chauds socialistes, ont eu le pouvoir en main, ils se sont vus forcés de

mettre un *da capo*, non pas à l'expression de leurs idées, qui sont toujours assez furibondes, mais à leurs actes, attendu qu'ils n'ont pas même la possibilité d'une illusion sur ce fait-ci que la population bernoise les renverserait le jour, mais seulement le jour où ils toucheraient à la propriété. Là est la barrière infranchissable; en deçà on peut faire tout ce qu'on voudra, les Bernois pourront gémir, mais ils ne se fâcheront pas; seulement il faut laisser Mammon en repos. Le gouvernement radical placé devant cette inflexible loi et sentant que toutes les fois qu'il dépense un écu de trop, il avance l'heure de sa perte, est naturellement paralysé sur bien des points et il lui faut agir en plus d'une occasion comme feraient les patriens ou les conservateurs. Ses amis, encore éloignés des affaires, le lui reprochent et se piquent de mieux faire un jour, mais ils se trompent; s'ils viennent jamais à avoir le maniement des affaires de leur pays, ils verront que c'est un étai et qu'il n'est possible à personne de faire des nouveautés sans argent et d'avoir de l'argent des Suisses sans être renversé par eux.

Ainsi contraint par la force des choses à ne pas être aussi radical dans sa politique pratique qu'il en aurait l'intention, le parti dominant a renoncé de même à un grand principe qui lui servait surtout de drapeau et il en a ajourné un autre qui

4

avait aussi, au point de vue de sa morale particulière, un certain intérêt pour lui. En proclamant la nécessité pour la Suisse d'une concentration plus complète des forces par la création d'un pouvoir central plus rigoureux, les radicaux plaçaient entre eux et leurs adversaires un principe qui les distinguait bien nettement. Aujourd'hui, le pouvoir central créé par eux n'a pas de plus violents adversaires qu'eux-mêmes et la souveraineté cantonale traitée par eux avec une violence si pleine de mépris, est devenue à tel point l'objet de leurs respects que, las de batailler à chaque moment pour la maintenir contre la moindre velléité d'action du Conseil fédéral, le gouvernement de Genève, oui, M. James Fazy en personne, vient de demander la révision de la constitution fédérale pour en émonder, pour en retrancher tout ce qui blesse l'omnipotence intérieure des cantons, et de cette façon la centralisation importée en Suisse par les radicaux est aujourd'hui battue en brèche par eux, avant même qu'elle n'ait eu le temps de jeter aucunes racines. Du reste, les radicaux sont, dans leur nouveau jeu, d'accord avec tous les instincts, toutes les tendances de ces vingt-deux nationalités très distinctes, très tranchées.

Voici maintenant le point de morale politique jadis préconisé, aujourd'hui mis de côté par les novateurs. Les capitulations militaires et le ser-

vice étranger étaient taxés par eux de monstruosité; aujourd'hui, ils ont mis de côté l'arrêté fédéral qui défend les enrôlements ou du moins ils le laissent parfaitement éluder par l'établissement de bureaux de recrutement frontières, aux opérations desquels on n'oppose aucune entrave. Ils ont pour cela deux raisons; la première, c'est que le royaume de Naples menace, si l'on ne tient pas les engagements contractés envers lui, de mettre sous le séquestre les biens des Suisses qu'il a sous la main et ils sont considérables; la seconde, c'est que les radicaux veulent se ménager le moyen d'envoyer des auxiliaires à qui leur plaira. Ils ont déjà, en 1848, levé pour le compte du gouvernement lombard, une légion de carabiniers. La question des capitulations est donc aujourd'hui beaucoup plus une affaire de paroles que de faits.

Quant à l'importance du parti radical en lui-même, au point de vue du nombre, elle est peu considérable. Elle n'a pas d'autre réalité que l'existence d'un noyau assez hasardeux de gens de loi, d'étudiants et de personnes sans aveu, soutenus d'ouvriers qui servent de soldats. Lorsqu'il s'est agi de révolutionner un canton, l'état-major et l'armée de l'émeute sont toujours venus d'ailleurs, au moins quant au plus grand nombre; les révolutionnaires indigènes auraient été dans tous les cantons trop au-dessous des nécessités de la



tâche, d'ailleurs bien peu ardue, qui leur était proposée; puisque nulle part la population n'était suffisamment armée d'énergie pour faire bonne contenance à ce qu'elle ne voulait pas. Toutefois, si les radicaux suisses étaient abandonnés à eux-mêmes, ils ne pourraient encore, fût-ce avec l'aide de l'apathie nationale et de leurs voyages qui en font des espèces de bohémiens politiques, suffire à la tâche qu'ils ont accomplie et qu'ils maintiennent, parce qu'ils sont décidément trop peu nombreux et trop en dehors par la considération bien minime dont ils jouissent et qui s'attache ici aux gens sans argent; certainement, ils n'y pourraient suffire s'ils étaient seuls; mais, parmi les chefs les plus influents sont des Allemands naturalisés et parmi les soldats, les plus hardis, les plus indispensables sont des Polonais et des réfugiés de toute nation qui ont figuré dans toutes les révolutions intérieures de la Suisse, comme des auxiliaires aussi appréciés qu'utiles. Voilà le parti radical.

Avant de vous proposer quelques conséquences que je crois pouvoir tirer de ce qui précède, il me reste encore un point très important à toucher, c'est l'existence et la conduite du Conseil fédéral, pouvoir légalement le premier de la Confédération, constitutionnellement chargé de diriger en chef ses intérêts. Ce Conseil fédéral est

composé de sept hommes pris dans différentes parties de la Suisse et il n'a d'action plus particulière sur aucun point du territoire, différent par cela seul du tout au tout de l'ancien Vorort qui disposait en tous temps des ressources cantonales de Berne, de Zurich ou de Lucerne. Placé ainsi au-dessus de souverainetés très réelles, dans une sphère de souveraineté en quelque sorte idéale, il n'a de troupes, d'argent, d'abri que ce que les cantons veulent bien lui prêter; il n'a pas un homme à lui appartenant qu'il puisse directement faire tourner à droite ou à gauche sans que le canton d'où cet homme est venu, ait le droit de dire son mot. Si le parti radical avait pu continuer à se montrer sincèrement centralisateur, le Conseil fédéral aurait trouvé des appuis naturels dans ceux qui l'ont inventé et institué; mais depuis que les radicaux se montrent décidément hostiles, et hostiles avec dédain, à leur création, que restait-il au pouvoir fédéral? Une impuissance complète et que réussit fort mal à dissimuler la jactance ou la finasserie des hommes malhabiles qui en sont les dépositaires. De la jactance, je vous en parlerai tout à l'heure, mais je vais vous soumettre un exemple de finasserie qui me semble assez caractéristique.

Vous vous souvenez, sans nul doute, de l'affaire de Busingen, alors que des soldats prussiens pas-

sèrent sur un coin du territoire suisse pour aller chercher des insurgés badois réfugiés sur un point de l'extrême frontière. Vous n'avez pas oublié l'inquiétude que ce fait nous causa; c'est que nous fûmes tout à fait victimes de la scène qui fut jouée par le Conseil fédéral. Lorsqu'il eut connaissance de l'événement, il se trouva en face de deux résolutions; ou, ne rien dire et ne rien faire, parce qu'il n'y avait pas lieu; dans ce cas, toutes les foudres de la presse allaient tomber sur lui et l'amour propre national se laisserait enflammer; ou bien, donner l'ordre au canton limitrophe d'envoyer quelques centaines de miliciens pour border la frontière et prévenir le retour de faits semblables, et alors, il était d'avance assuré d'un refus. Dans cette perplexité, ne sachant comment s'y prendre pour rejeter loin de lui la responsabilité également trop lourde de l'inaction ou de l'activité, il ouvrit la Constitution fédérale et il y lut que si le Conseil fédéral venait jamais à ordonner la mise sur pied d'un corps d'armée dépassant 10,000 hommes, il devait du même coup appeler auprès de lui le Conseil national pour ne plus agir que sous sa surveillance et d'après ses ordres directs. A l'instant même, le Conseil éclairé mit sur pied 25,000 hommes et convoqua l'assemblée; si l'on n'obéissait pas, il s'en lavait les mains, c'était à l'assemblée qu'on avait à répondre; les cantons

ne s'y exposèrent même et mirent sur pied les contingents qu'on leur demandait; l'assemblée, pour ne pas laisser croire à un patriotisme moins pointilleux que celui du Conseil fédéral, approuva sa conduite et, renvoyant les hommes au logis, s'en retourna chez elle; voilà ce que ce fut que l'affaire de Busingen. Elle n'eut d'autre résultat que d'enfler encore par surcroît la vanité des Suisses déjà singulièrement boursoufflée. Pour ce qui est de la jactance, on en peut prendre le modèle dans une circulaire adressée par le Conseil fédéral aux cantons et qui court en ce moment tous les journaux. Vivement inquiet par les articles publiés récemment dans le *Journal des Débats*, le pouvoir central de la Confédération avait renouvelé avec quelque insistance ses ordres aux gouvernements cantonaux pour leur demander la prompte exécution de son arrêté du 19 novembre dernier relativement au départ des réfugiés, allemands principalement. Dans ce pays-ci, la classe gouvernante, les radicaux, touche naturellement à la presse par tous les côtés et les affaires, même de nature diplomatique, s'entament souvent dans les journaux, après avoir passé par les clubs, même avant d'avoir été portées sur leur véritable terrain; en cette circonstance, les journaux du parti le plus avancé, ceux du gouvernement de Berne, ceux de M. Fazy, ceux du pouvoir cantonal de Vaud,

ne manquèrent pas de dire que la conduite du Conseil fédéral était le résultat d'une pression exercée par la diplomatie. Le Conseil fédéral publia alors cette circulaire dont j'ai l'honneur de vous parler et dans laquelle, outre le sentiment empreint de quelque arrogance qui y règne, on trouve des menaces violentes contre les réactionnaires, qui ne sont de rien dans tout ceci, des protestations d'omnipotence incontestée et incontestable et une invitation aux cantons frontières d'avertir le gouvernement fédéral quand ils entendront parler de rassemblements de troupes étrangères à proximité de la Suisse. Comme il arrive assez souvent en pareil cas, cette pièce belliqueuse n'a pas produit l'effet que s'en promettaient ses auteurs et ceux qui attaquaient avant, continuent leurs attaques de plus belle, après, s'attachant surtout à relever, avec ironie, tout ce que ne dit pas cette pièce, tout ce qu'elle passe prudemment sous silence comme, par exemple, l'affaire de Neuchâtel.

Plus le temps passe, plus l'impuissance du gouvernement fédéral se manifeste au grand jour et par conséquent augmente. Cette impuissance est bien certainement causée surtout par la constitution même de ce rouage gouvernemental; toutefois elle est, pour ainsi dire, doublée par la personnalité des hommes qui son! chargés de l'emploi

éminent de représenter la Confédération. Les plus influents des sept sont bien certainement MM. Druey, Furrer et Ochsenbein. Tous les trois, surtout les deux derniers, sont d'anciens socialistes, révolutionnaires, chefs et instigateurs de corps francs. Par leur position, ils inspirent donc peu de confiance aux patriciens et aux conservateurs; ils ont aussi presque perdu la sympathie de leurs anciens amis politiques, parce que leur politique a dû nécessairement être et a été, en effet, autant qu'il a dépendu d'eux, conservatrice. Ils sont en lutte constante avec les gouvernements radicaux pour les convertir à des vues plus favorables à l'intérêt européen dans la question des réfugiés et peut-être aussi dans celle de Neuchâtel; enfin, pour dernier trait, on les jalouse; tel, qui n'est que président de son canton, voudrait être président de la Confédération toute entière et par un sentiment dénué de prévoyance, mais assez ordinaire, s'occupe, tout en visant à ce poste suprême, de le déconsidérer et de le démanteler. De là, les dénégations d'obéissance, de là les outrages publics que le gouvernement fédéral dévore en silence, faute de moyens pour les punir ou les prévenir. M. Druey, président actuel, serait très disposé, je le veux croire pour ma part, à suivre une ligne de conduite assez sincère vis-à-vis des puissances et à s'acquitter de ce qu'il promet

d'ailleurs avec une facilité toute merveilleuse; il comprend que le gouvernement fédéral retrouverait bien de la bienveillance de l'Europe et qu'en se couvrant de cette égide et en se montrant à l'apathie de ses nationaux, disposé à entrer de plus en plus dans une voie conservatrice, il pourrait espérer une durée plus longue pour son autorité et la préférence contre des compétiteurs qui, de loin, paraissent assez farouches. M. Druey, l'ancien socialiste, définit ainsi le socialisme: « C'est le sacrifice de l'intérêt individuel au bonheur général. » Grâce à cette formule, qu'il renouvelle fréquemment et qu'eût avoué, je crois, quant à la pureté de la doctrine, l'homme le plus hostile aux idées avancées, M. Druey cherche à innocenter ses opinions du temps jadis et à se rendre de plus en plus agréable à tous ceux qui, par mollesse, ou reconnaissance, ou crainte de ses rivaux, peuvent un jour songer à le maintenir au pouvoir. C'est là le bon côté de M. Druey et de ses amis. Voici maintenant le mauvais.

Ces messieurs savent bien que quoi qu'ils puissent faire, les puissances ne les verront jamais de bon œil et que les patriciens et les conservateurs seront toujours assez aises de les voir tomber, le jour où cette chute pourra se faire sans amener des gouvernants encore plus noirs qu'on ne les juge eux-mêmes. Or, le jour de cette chute certaine

un jour ou l'autre, les membres du Conseil fédéral craignant de se trouver isolés, ne veulent à aucun prix se brouiller d'une manière trop complète avec les radicaux qui les ont portés au pouvoir et dans le sein desquels ils sont destinés à se replonger et précisément les deux affaires des réfugiés et de Neuchâtel sont grosses de difficultés irréconciliables, si le Conseil fédéral les traite avec ces dispositions à la bonne foi que j'ai tout à l'heure indiquées. Toucher au gouvernement actuel de Neuchâtel, gouvernement de placage comme bien d'autres en Suisse, serait enlever un butin acquis à la pointe de l'épée; agir franchement contre les réfugiés, c'est frapper dans son nerf l'armée radicale, c'est décimer son corps d'officiers. On comprend dès lors combien la position du gouvernement radical est de nature délicate. A la vérité, il peut, jusqu'à un certain point, se justifier aux yeux de ses amis, quant à la seconde question, en arguant de la profonde impopularité qui frappe aujourd'hui les réfugiés; cette réprobation qui prend sa source dans les dépenses qu'occasionnent aux Suisses ces malheureux et qui atteint, surtout, par conséquent ceux qui sont sans ressources, les plus petits, est tellement forte et vive, que les gouvernements cantonaux les plus dévoués aux réfugiés n'osent trop la braver dans leur langage et que le grand Conseil de Vaud lui-même vient



d'approuver récemment l'esprit de l'arrêté du 19 novembre dernier. C'est que les réfugiés, encore une fois, ont pesé sur le point sensible, qui est la bourse. Quoi qu'il en soit, le Conseil fédéral, tout en s'excusant, ne peut pas se cacher qu'en expulsant les réfugiés, il s'affaiblit dans l'avenir et qu'en se brouillant avec leurs chefs, il se met au ban du parti. Dans cette perplexité, il opère avec une lenteur extrême, il a recours à toutes les ruses, à tous les détours imaginables pour faire vider les lieux aux réfugiés sans les fâcher, il accumule les ménagements pour les chefs, multiplie ainsi les motifs qui existent déjà en si grand nombre de l'accuser de sympathie pour eux et de connivence dans leurs projets, leur laisse, par le fait de ses lenteurs, tout le temps de bien nouer, de bien pousser leurs trames et devient ainsi, tout en ne le voulant pas absolument, le complice des conspirations qui s'ourdissent avec activité, dans ce moment, tant sur la frontière d'Italie que sur celle de France. Ainsi, permettez-moi de résumer en quelques mots les dernières pages, le Conseil fédéral est presque absolument désarmé, en fait et en bonne volonté, pour le bien et quant au mal, il n'a qu'à laisser faire pour que tout aille le mieux du monde. Ce qu'il promet, et je reconnais volontiers qu'il promet avec une grande abondance et une extrême facilité, il ne le tient pas ou le tient

mal et dans tous les cas, il se fait une obligation de bien établir qu'il ne concède rien aux puissances, qu'il ne craint pas les puissances, que la Suisse est prête à tenir tête à l'univers entier et qu'il obéit simplement à un sentiment d'équité. Je vous laisse à penser s'il y a là de quoi concilier à la Confédération la bienveillance des cabinets; enfin, c'est un pouvoir qui dépend de tout le monde et qui doit accommoder sa conduite suivant les goûts les plus divers.

Je terminerai ici, monsieur, cette série d'appréciations en essayant d'en tirer les conséquences intéressant la politique générale. La profonde apathie des Suisses en tout ce qui n'est pas question de gain ou de conservation, les livre à un très petit nombre de radicaux aventureux. Ces hommes, instruits dans leurs doctrines par des révolutionnaires allemands, voudraient faire du territoire de la Confédération une sorte de ferme-modèle pour la culture des différents systèmes socialistes; ils y réussissent en tant que la propriété ne devient pas matière à leurs expérimentations; mais au delà ils sentent eux-mêmes que le terrain leur manquerait et ils ont raison de le sentir. La Suisse n'a donc pas, en définitive, grand sujet de craindre les radicaux, ils n'y fonderont jamais le communisme; mais elle devient vis-à-vis de l'Europe un rendez-vous général pour tous les hommes

dangereux; sur son territoire, on peut impunément s'appeler, se concerter, user des ressources des gouvernements locaux. Les réfugiés sont aujourd'hui impopulaires parce que les masses indigentes que la révolution de Bade a jeté sur les cantons ont dû être fournies de tout aux frais du public; mais quand, avec le temps, on aura réussi à débarrasser le pays de ces révolutionnaires onéreux, et qu'il ne restera plus que des réfugiés chefs substantés autrement que sur le budget officiel, la Suisse reprendra tout l'orgueil d'une hospitalité qui ne coûtera plus rien et se laissera engager de nouveau dans une cause qui lui vaudra de quotidiennes flatteries. La vanité des Suisses est celle de tous les petits peuples, elle est implacable et sans limites; l'idée de jouer un rôle grandiose dans la politique européenne, flatte singulièrement toutes ces imaginations engourdies et le vertige est poussé si loin qu'il leur fait admettre avec fierté l'idée de faire peur à l'Europe en hébergeant ses ennemis. Ils se déclarent dans leur droit, ils préparent leurs canons, exercent leurs milices et vantent l'habileté sans rivale du général Dufour. Enfin, quand il s'agit de réclamations de l'étranger, c'est un débordement de rodomontades qui n'a ni raison ni limite. Permettez-moi de vous avouer que sans m'appuyer sur la nullité profonde des troupes suisses qui, certes, ne valent pas nos

gardes nationales, sans insister sur l'impéritie inévitable de leurs officiers, j'ai peine à me défendre de la conviction que ces vingt-deux nationalités rentrant en elles-mêmes au moment du danger, s'abandonneraient les unes les autres et après s'être montrées incapables d'assez de passion pour soutenir une guerre civile où la religion et les principes soi-disant les plus tranchés les conviaient pourtant à se bien tenir, elles ne seraient pas moins au-dessous des efforts héroïques exigés pour se tirer galamment d'une guerre avec les puissances militaires les plus considérables de l'Europe. Je pense que les Suisses recommenceraient bien simplement ce qu'ils ont fait en 1798. Est-ce à dire que la question des réfugiés finira par quelque esclandre? Incontestablement il y a quelques probabilités pour que cela soit; mais je ne pense pas qu'on soit fondé à considérer cette conclusion comme inévitable. En définitive, les réfugiés s'en vont peu à peu; les Allemands sont presque tous partis; restent, à la vérité, beaucoup d'Italiens et de Français fort dangereux, mais je crois qu'en donnant du temps au Conseil fédéral, il finira par s'acquitter de ses engagements. Que les puissances redoublent de longanimité et elles parviendront très probablement, sans coup férir, sans bruit et sans scandale, à obtenir une solution satisfaisante, non pas à coup sûr dans la forme

(l'intérêt radical et la vanité helvétique s'y opposent également), mais dans le fond. Je ne crois pas non plus, pour en finir avec les deux questions du moment, que l'affaire de Neuchâtel soit, par elle seule, de nature à déterminer des hostilités réelles de la part de la Prusse; car ce n'est pas pour le cabinet de Berlin autre chose qu'une difficulté de dignité, aucun intérêt ne lui rend et ne peut lui rendre utile la possession de la principauté; il n'y a donc là qu'un appoint à une mauvaise humeur venue d'autre part, ou encore, dans une éventualité quelconque, à un prétexte.

Mais ce dont je ne doute pas, c'est qu'en supposant que l'on puisse sortir sans encombre des difficultés actuelles, tôt ou tard d'autres difficultés surgiront semblables aux présentes qui feront éclater l'orage sur ce pays-ci. On peut parvenir à faire sortir de Suisse les conspirateurs aujourd'hui indiqués, mais pour faire rentrer ce pays dans la sincérité de sa neutralité politique et le désarmer de son action propagandiste, il faudrait, ce qui est impossible, en expulser les plus dangereux de tous les réfugiés, ces professeurs émérites de révolution qui, comme le docteur Snell et autres, se sont fait naturaliser et professent en paix et en sécurité les théories les plus subversives; il faudrait aussi pouvoir s'attaquer à tous ces chefs radicaux, maîtres des principaux cantons et qui par leurs

sentiments, sinon par leur position, ressemblent trait pour trait aux hommes que l'on poursuit. Tant que les radicaux suisses, éclairés, guidés, animés, soutenus, échauffés par tous les révolutionnaires de l'Europe, continueront à tenir l'autorité dans la Confédération et je crois que, grâce à l'inertie nationale ce fait-là n'est pas encore prêt de finir, les puissances devront s'attendre à ne recevoir de la Suisse, assez fière d'ailleurs, dans ses différents partis, de tant compter dans le monde, que des mauvais procédés, que des motifs d'inquiétude et des réponses évasives commentées d'une manière sincère mais outrageante par la presse du pays. Une telle situation me donne donc lieu de penser que des conflits sont inévitables; en tout autre temps que celui-ci, je ne pourrais pas espérer que l'époque en fût retardée de beaucoup, mais dans l'époque actuelle, la série et le mécanisme des faits influents sont si compliqués que je ne saurais me permettre d'essayer une prédiction quant au temps où l'Autriche et la Prusse verront leur provision de patience épuisée. Quant à l'Angleterre, je ne vous en parle pas; ce que lord Minto a fait en Italie, et sir E. Lyons en Grèce, M. Peel l'a également accompli en Suisse, les moyens les plus ultra-diplomatiques lui ont à peine suffi pour le mal qu'il voulait faire et qu'il a réalisé, il faut en convenir, et si lord Palmerston

lui marchande le *satisfecit* le plus éclatant, lord Palmerston est bien ingrat.

Voilà, monsieur, quel est l'ensemble de ce qui m'a paru vrai et exact depuis que je suis à même de voir les choses de près. Je sens qu'il y a dans cet exposé des points qui doivent peut-être demander des développements ultérieurs, mais je n'ai pas besoin de vous dire que je me tiens tout prêt à compléter les détails que vous me ferez l'honneur de m'indiquer; vous connaissez assez mon dévouement pour vous et ma respectueuse affection.

Arthur DE GOBINEAU.

Berne, le 26 février 1850.

Monsieur,

Je vous demande bien pardon de me produire encore, comme si ma longue épître n'était pas déjà suffisante, et au delà, pour vous occuper de moi. Mais il faut absolument que je vous adresse encore quelques mots, ne serait-ce que pour m'excuser de vous avoir envoyé toutes ces pages sans avoir même le temps de les relire; j'ai été très pourchassé tous ces jours-ci, et je ne voulais pas vous faire attendre, de sorte que j'ai écrit à bâtons rompus et qu'aussitôt le dernier mot tracé, j'ai expédié le tout. Il y a certainement des mots oubliés, des

phrases à me brouiller à tout jamais avec l'Académie et peut-être pire. Je vous supplie donc d'être indulgent et de pardonner quelque chose, non à la précipitation de la pensée que je crois avoir évitée, mais à celle de la rédaction. Il y a un point sur lequel vous êtes beaucoup mieux informé que je ne saurais l'être. Ce sont les dispositions de la cour de Vienne et je donnerais beaucoup pour en savoir sinon le détail et le développement, au moins le principe. J'ai quelques raisons de croire que M. de Thom, peu favorisé à Paris des confidences de son gouvernement, ne l'est pas beaucoup plus ici et par conséquent les résolutions et leurs suites s'élaborent partout ailleurs. J'imagine que le baromètre des intentions autrichiennes vis-à-vis de la Suisse pourrait bien se trouver dans la poche de ceux de ses agents qui négocient avec la Prusse les affaires générales. On le croirait à sa grande variabilité. Je voudrais bien que M. de Beaumont pût me donner le *la*; personne n'est plus à même que lui de savoir le fort et le faible de tout cela. Mais ce serait trop prétentieux.

Je ne saurais non plus me taire de vous demander quelques mots sur l'état actuel des choses en France. Nous avons un peu la fièvre ici, je vous le confesse, et ni les journaux ni les lettres ne sont propres à nous rassurer. Il y a quelques mois certaines solutions se laissaient entrevoir qui me pa-



raissent devenir problématiques à mesure qu'elles s'attardent; les bonnes cartes ne sont donc pas celles que l'on tient en main dans ce moment? Elles sont donc encore cachées dans le paquet? Je m'y perds; mais je vous supplie de vous faire un peu violence et de me donner un rayon de jour.

Je veux aussi vous demander, monsieur, si vous seriez assez bon pour me donner votre travail sur la Suisse. J'en entends beaucoup parler de tous côtés ici et je ne saurais rester plus longtemps sans l'avoir lu. Permettez-moi donc de vous supplier de faire cesser une véritable honte pour moi et une lacune bien réellement fâcheuse dans mon instruction helvétique.

Adieu, monsieur, je me tais maintenant, très honteux d'avoir tant parlé. Ma femme et moi nous envoyons à Mme de Tocqueville et nos plus affectueux souvenirs et les plus respectueux hommages. Veuillez partager avec une personne qui nous est si chère l'expression du dévouement de votre plus attaché serviteur.

Arthur DE GOBINEAU.

*P.-S.* — Je vous ai envoyé mon autre lettre par une voie *moins excitante* pour la curiosité de messieurs de la poste que la voie directe.

Berne, le 22 mars 1850.

Madame,

J'ai vu dans les journaux et on m'a écrit de Paris que M. de Tocqueville avait été sérieusement malade. Malgré mon désir de savoir au juste ce qu'il en était, connaissant votre répugnance et l'ennui que je vous causerais en sollicitant de vous une lettre, je me suis contenté des nouvelles que me donnait M. d'Avril. Mais il m'écrit ce matin que M. de Tocqueville va mieux. Permettez-moi, madame, de sortir de ma réserve pour vous demander avec instance un mot d'explications sur ce mieux. C'est dans cette phase de maladies que les précautions sont souvent le plus nécessaires et que les inquiétudes sont encore le plus légitimes. Vous pensez aisément, madame, que peu de choses me doivent préoccuper aussi vivement que ce que je viens solliciter de vous. Soyez donc assez bonne pour me dire en trois mots, en une demi-page, si vraiment M. de Tocqueville est sérieusement mieux; je ne saurais vous avoir de rien une plus grande reconnaissance.

Mme de Gobineau me charge de vous envoyer ses meilleurs compliments et je joins à mes supplications tout ce que vous voudrez bien me permettre d'y joindre de plus tendre respect et de plus dévoué attachement.

Arthur DE GOBINEAU.

Berne, le 25 mars 1850.

Monsieur,

On m'écrit hier que vous êtes mieux bien que très souffrant encore. Je veux espérer que cette lettre vous trouvera dans un état de convalescence plus décidé et que, dans tous les cas, il n'y a plus d'accident grave à redouter. Je désire ardemment savoir jusqu'à quel point a été grave et sérieuse la maladie que vous venez de traverser; mais je compte sur la bonté de Mme de Tocqueville pour répondre quelques mots à la prière que je lui ai adressée il y a plusieurs jours.

Sans penser que vous puissiez encore vous occuper assez d'affaires pour prendre intérêt à ce qui se passe ici, je n'en crois pas moins devoir vous renseigner, comme annexe indispensable à ma longue lettre du mois dernier, du fait très capital qui vient de se passer aujourd'hui et qui, probablement et contrairement à toutes les prévisions, va amener la chute des radicaux dans le canton de Berne et par suite dans ceux de Fribourg et de Lucerne et peut-être dans d'autres encore. Vous ne serez pas étonné d'apprendre, vous qui connaissez mieux que personne les côtés faibles des gouvernements démocratiques et leurs presque inévitables fautes, que la catastrophe dont les élections de mai seront très probablement le théâtre, a pour

unique cause les radicaux eux-mêmes. Voici le fait.

Les conservateurs avaient indiqué pour aujourd'hui la réunion, dans le village de Munzingen, à trois lieues de Berne, d'une assemblée de délégués destinée à fixer les choix de candidats à présenter aux électeurs au mois de mai prochain. Par une sorte de bravade, que nulle utilité ne justifiait, le gouvernement de Berne, se faisant l'organe de la partie la plus taquine du camp qui le soutient, indiqua aussitôt le même jour et le même lieu pour la tenue d'une assemblée populaire. Aussitôt les conservateurs répliquèrent par la métamorphose de leur premier projet en celui d'une assemblée toute semblable, sans rien changer ni au lieu ni au jour. Le gouvernement bernois parut alors comprendre la faute qu'il avait commise et, ce qui n'est pas rare, voulant la réparer, il l'aggrava. Il fit courir le bruit que les rixes les plus sérieuses allaient s'engager; il envoya des voitures chargées de matelas et d'objets de pansement à Munzingen; il donna l'ordre à tous les médecins de la ville de se tenir toute la journée d'aujourd'hui en permanence à l'hôpital et enfin il ajouta à toutes ces menaces détournées celle de l'arrestation des chefs conservateurs et l'appel d'un bataillon de milice. Malgré tous ces moyens et peut-être un peu à cause de leur peu d'adresse, la double réu-

nion a eu lieu. On estime à 9,000 ou 12,000 le nombre des conservateurs, celui des radicaux est rabaisé par tout le monde à 3,000 ou 4,000; je ne saurais vous garantir aucun de ces deux chiffres; dans tous les cas, la disproportion est énorme, et, à dater de ce moment, le parti conservateur se présente à la masse flottante des électeurs comme étant celui de la majorité du canton. Que les résultats de l'assemblée de Munzingen puissent être immenses pour la Suisse, c'est ce dont personne ne doute ici et ils ne vont à rien moins qu'à transformer les gouvernements cantonaux et par suite le gouvernement fédéral; cette perspective qui sera comprise facilement au dehors, produira, sans doute, quelque effet en France; je n'ai pas à émettre d'opinion à ce sujet; se serait sans utilité. Mais je termine par une réflexion qui est non pas dirigée sur l'apparence, l'opinion, les mots, mais sur le fait. Admettez que les gouvernements de la Suisse deviennent ce qui s'appelle ici *conservateurs*, ils seront obligés à s'approprier, au moins, à tout le moins dans les premiers moments l'attitude rogue et peu amicale de leurs prédécesseurs dans la politique étrangère. La vanité nationale en fera une condition *sine qua non* de leur popularité.

Je vous écris à la hâte, monsieur, et pour ainsi dire *encore botté et éperonné*; vous verrez dans cette épître un peu décousue mon désir de vous prouver

combien je suis à vous, j'espère encore qu'elle vous trouvera en voie de complète guérison et je vous assure de mon respectueux et bien affectueux dévouement.

Arthur DE GOBINEAU.

Berne, le 28 mars 1850.

Monsieur,

De Serre et d'Avril me confirment l'un et l'autre l'amélioration graduelle de votre santé. Je suis heureux d'être sorti de la cruelle inquiétude que j'ai eue pendant quelques jours. Je ne doutais pas de la force *fondamentale* de votre organisation que j'ai souvent admirée, pourtant je redoutais bien des excès de fatigues accumulés sur bien des soucis; mais, enfin, il ne s'agit plus que d'être un peu prudent pour surmonter les dernières suites de cette terrible secousse.

Je vous demande la permission de vous parler encore de la réunion populaire de Munzingen. Les jours qui l'ont suivie n'ont pas affaibli son importance, au contraire, et le peu d'adresse que montre le gouvernement bernois en faisant soutenir par ses journaux que, dans cette journée, les radicaux étaient de beaucoup plus nombreux que leurs adversaires, déconsidère bien gratuitement les vaincus là où toute possibilité de faire illusion est

absente; car le pays est si petit qu'en quelque sorte tout le monde a vu par ses propres yeux ce qui s'est passé, ou au moins par les yeux de témoins en lesquels on a confiance. La victoire est donc, pour ainsi dire, rehaussée par les soins de ceux qu'elle doit abattre et qui n'ayant plus devant eux qu'un règne de cinq à six semaines jusqu'aux élections de mai où, comme l'a dit un orateur de Munzingen, jusqu'à ce que les cerisiers fleurissent, sont bien dangereusement placés pour sentir l'appétition de faire des fautes.

Le jour même de la réunion je n'ai pu vous donner que les faits en me tenant soigneusement en garde (et je ne sais si j'y ai réussi) contre l'exaltation des partis; aujourd'hui je suis un peu plus en état de vous parler des conséquences probables et je ne saurais mieux le faire, à mon gré, qu'en vous rapportant la conversation que j'ai eue hier avec M. de Fischer, avoyer de Berne en 1830 et renversé par les libéraux d'alors. Que ce soit un homme un peu aigri, un peu entier dans ses opinions, un peu âpre dans le choix des moyens qu'il indiquerait s'il était appelé à donner son avis, cela va sans dire, puisque c'est presque un émigré. Il a tout à fait renoncé, dit-il, à l'idée de recommencer son rôle; mais à part ce que la véhémence de ses sentiments et de ses principes peut lui donner de *trop coloré* dans ses appréciations, c'est bien cer-

tainement un des hommes les plus éminents parmi les plus distingués de la Suisse et, par son langage contenu et plein d'idées, il donne véritablement une image très noble de ce qu'il vaut comme homme d'Etat. Je vous transmets donc son avis sur les suites de la journée de Munzingen en vous mettant simplement en garde contre quelques-unes des conséquences dont je ne saurais parfaitement vous garantir qu'elles ont été tirées par un esprit suffisamment impassible.

M. de Fischer, me donnant son avis sur le programme adopté par les conservateurs à Munzingen, remarqua le soin avec lequel on stipulait le maintien des institutions actuelles; le seul reproche que dans cette pièce parfaitement incolore on semble adresser, et encore de bien loin, à la constitution bernoise de 1846, c'est de ne pas tirer de l'élément communal tout ce qu'il pourrait comporter d'utile pour le canton. Nous nous arrêtons sur ce point-là et il convint que là se trouvait l'endroit désigné pour la brèche à faire dans l'œuvre radicale. Les patriciens voudraient que le grand Conseil, au lieu de se composer de 300 et tant de membres, n'en eût plus que 60 environ, nommés, comme aujourd'hui, par la masse des électeurs et la direction pour ainsi dire suprême de l'Etat serait remise à une assemblée de création toute nouvelle qui, formée de membres élus par



les communes et représentant la volonté non pas nationale, mais communale, constituerait chaque année pendant trois ou quatre jours au plus, une sorte de *Landsgemeinde*, de diète communale, appelée à faire connaître ses vues sur les questions vitales du moment. La réalisation de cette pensée ne serait autre chose que de subordonner la souveraineté nationale, dans la pratique, à la souveraineté communale. Ce que les patriciens espèrent tirer quant à leur intérêt d'une telle organisation, c'est d'anéantir aisément l'influence actuelle des gros paysans qui, par ambition, sont radicaux, et d'utiliser à leur profit la jalousie que la masse des petits propriétaires porte à ses égaux enrichis.

Ce plan a l'avantage incontestable d'être tout à fait en harmonie avec le tempérament politique du peuple suisse. Le fractionnement le plus petit possible du corps national séduit d'abord tout le monde et les radicaux ont été les premiers, malgré leurs principes unitaires, à montrer combien cette influence s'exerçait vigoureusement sur leurs esprits puisque la souveraineté cantonale menacée primitivement par eux, a été par eux-mêmes relevée et plus que jamais préconisée. Mais si les Suisses préfèrent de beaucoup le canton à la Confédération, leur préférence n'est pas moindre pour la commune sur le canton; à proprement parler, la patrie pour eux n'est vraiment que là. Ainsi,

proposer à la masse de transporter la souveraineté dans la commune, c'est lui plaire. Mais l'effet est-il le même sur cette partie des conservateurs appartenant aux anciens libéraux de 1830? A coup sûr, non; ces hommes qui ont fourni deux orateurs importants à l'assemblée de Munzingen, ont, contre la puissance communale, toutes les doctrines françaises et ils lutteraient vigoureusement, si l'on en devait venir à la discussion du projet, encore à demi *in petto*, pour maintenir le chiffre actuel des membres du grand Conseil et la prépondérance parlementaire. Ils seraient soutenus, sur ce point, par une fraction assez importante des patriciens eux-mêmes qui me semblent guidés en ceci par un sentiment analogue à celui qui a fait adopter à beaucoup de légitimistes français, depuis février 1848, les principes du gouvernement constitutionnel tels qu'ils étaient admis et pratiqués par M. Casimir-Perier en 1832. Ainsi, dans le sein de l'assemblée de Munzingen, la masse des paysans tire d'un côté avec une fraction, la plus importante, à la vérité, du patriciat et les libéraux conservateurs issus de 1830, vont de l'autre avec un groupe de leurs anciens adversaires; ainsi, en admettant que les six semaines qui restent à courir jusqu'aux élections n'entament pas la victoire des coalisés, leur triomphe qui coûtera certainement le pouvoir à ceux des radicaux qui

aujourd'hui l'occupent, ne garantit pas le moins du monde l'avènement d'une autorité homogène. Il y a plus. La bataille électorale sera vivement disputée et deux résultats sont également probables. Le premier, c'est la présence dans le Conseil exécutif d'un ou plusieurs radicaux, amis ou rivaux de ceux qui occupent aujourd'hui la place; et dès lors voilà le pouvoir exécutif bien paralysé quant à la politique à suivre vis-à-vis la Confédération; le second, c'est la présence dans le grand Conseil d'une très turbulente opposition radicale. A ces deux maux, on ne sait trop comment parer si ce n'est par un remède héroïque qui serait, dans un avenir aussi prompt que possible, la séparation du Jura de l'ancien évêché de Bâle, doublement odieux au patriciat comme radical et comme catholique. Ici les conservateurs pousseraient d'eux-mêmes à un fractionnement semblable à celui que leurs amis de Bâle ont subi.

Je me reprocherais, monsieur, de vous transmettre toutes ces considérations qui seraient de la politique à longue échéance dans un autre temps et dans un autre pays; mais ici, tout cela, sans être, du reste, aucunement certain, peut prendre corps et figure avant quelques mois, et ce qui en ressort surtout d'immédiatement applicable, c'est que l'avènement aux affaires des vainqueurs de Muzingen pourrait très bien, en définitive, ne pas

donner à l'Europe, si cet avènement a lieu, la satisfaction de voir une politique conservatrice opérer en Suisse un de ces changements à vue si fréquents et toujours si éphémères. Je ne sais trop, en effet, ce que les Fribourgeois et les Lucernois pourraient récolter des bonnes espérances qui aujourd'hui fleurissent dans leurs têtes à profusion.

Je ne dois pas omettre une considération importante. Le Conseil fédéral, depuis longtemps en froid avec le gouvernement de Berne, avait étonné tout le monde en faisant tenir à son journal, *la Gazette fédérale*, la veille de la réunion de Munzingen, un langage tout à fait favorable aux conservateurs. Aujourd'hui, le même Conseil fédéral semble péniblement affecté de l'échec des radicaux. Vous verrez certainement dans cette inconséquence apparente un résultat de la politique difficile que M. Druey et ses amis se sont imposés de suivre. Bien que menacés seulement de loin par les éventualités d'un gouvernement conservateur qui s'établirait à Berne et qui de là faisant jouer son influence sur tous les Etats de la Confédération pourrait pièce à pièce détruire l'édifice des gouvernements radicaux, MM. Druey, Furrer, Ochsenbein sentent bien que leurs concessions récentes ne leur ont pas fait absolument pardonner leur passé; d'autre part, ces concessions ont irrité vivement les radicaux restés derrière eux; ils crai-

gnent donc tout et de tout le monde et s'épuisent à donner d'une main en retirant de l'autre.

Il est inutile, après tous ces détails, que je revienne sur le paragraphe de ma dernière lettre relatif à la modification que pourrait subir, après le mois de mai, la politique extérieure de la Suisse. Je vous ai dit, en quelques mots, tout ce qu'il y avait à dire à ce sujet et le doute ici n'est pas permis. Cette politique serait absolument la même; la vanité nationale contraindrait les conservateurs plus encore peut-être que les radicaux à se montrer rudes vis-à-vis de la diplomatie et si l'intérêt des paysans portait les cantons à se débarrasser un peu plus vite de la charge très onéreuse des réfugiés ordinaires, rien n'obligerait ceux-ci à hâter le départ des réfugiés chefs, bien autrement dangereux, mais qui ne forçant la Suisse à déboursier aucun subside, chatouillent très agréablement par leur présence son goût pour braver ses voisins.

Je n'ai vraiment pas à tirer de conclusions de tout ce qui précède. Je me hasarderai cependant à vous en offrir une. C'est que rien de durable ne saurait s'établir sur un terrain aussi mouvant que celui-ci; que les conservateurs pas plus que les radicaux ne sauraient prévoir ni un long ni un complet triomphe; que l'Europe n'a rien à attendre de ce qu'on appelle, dans les journaux, *le bon sens de la Suisse*, et enfin que, quelles que soient les

agitations de ce pays-ci, dût même le Jura, suivant les prévisions de M. de Fischer, se séparer du pays bernois et former prochainement, en son particulier, à côté du demi-canton de Bâle-Campagne, un autre demi-canton, non moins radical, la Confédération demeure une individualité politique habituée à ces troubles, qui les supporte à merveille et qui, à travers ses différentes transmutations, a le secret de ne pas se nuire et de ne jamais sortir, au moins pour longtemps, du cercle de modération relative dans lequel elle n'a absolument pas à craindre des déchirements comme ceux de l'Europe actuelle.

Adieu, monsieur, mille respects à Mme de Tocqueville à qui ma femme envoie ses meilleurs souvenirs. Laissez-moi vous assurer encore de ma respectueuse et entière affection.

Arthur DE GOBINEAU.

Mon cher ami,

Ma femme étant dans son lit, malade par suite des fatigues que je lui ai données, je veux vous envoyer moi-même de mes nouvelles, quoique je ne sois guère en état de le faire. Mais je le ferai en deux mots. J'ai été très malade et je suis encore très souffrant. Cependant tout péril est passé. Il reste seulement beaucoup de malaise et une extrême

faiblesse. Après avoir guéri de la maladie, il faut guérir des remèdes ce qui est long et pénible.

Je n'ai pu vous remercier d'un travail extrêmement distingué que vous m'avez envoyé peu de jours avant ma maladie. C'était excellent et m'a beaucoup appris. Je vous remercie également de l'intéressante lettre que j'ai reçue hier de vous. Adieu, portez-vous mieux que moi ainsi que Mme de Gobineau, à laquelle je vous prie de me rappeler particulièrement.

A. DE TOCQUEVILLE.

Ce samedi 30 mars 1850.

Berne, le 7 mai 1850.

Monsieur,

Vous savez déjà, sans doute, le résultat des élections générales du canton de Berne, élections qui doivent renouveler à la fois le grand Conseil et le Conseil exécutif qui en émane. Elles donnent la majorité aux conservateurs. Peut-être trouverez-vous à propos que je vous mette au courant de tout ce qui se dit et se prévoit à cette occasion; je n'ai pas besoin, j'espère, de vous avertir que je ne veux vous soumettre que des hypothèses déjà agitées dans d'autres têtes que la mienne et qui par cela seul et malgré leur nature d'hypo-

thèses ont pourtant une certaine valeur réelle et de fait.

La majorité donnée aux adversaires du gouvernement radical n'est pas excessivement nombreuse; tout au plus quelques voix; mais on compte encore, et ce semble avec raison, sur les désertions que la victoire va déterminer dans les rangs des adversaires et surtout on a dans l'histoire récente de la Suisse un exemple frappant de l'impuissance des minorités, si considérables soient-elles; dans l'affaire du Sonderbund, le canton de Saint-Gall fut entraîné et maintenu parmi les états radicaux au moyen d'une majorité de *deux* voix qui ne cessa pas de dominer son grand Conseil et de faire marcher la nation. Ainsi, il n'y a pas à se préoccuper du chiffre plus ou moins considérable auquel montent les voix conservatrices; elles ont la majorité et cela suffit. Voici maintenant le fait le plus important à signaler dans ce revirement de l'opinion bernoise. Presque partout où des patriciens se sont présentés, ils ont été élus et les paysans qui, comme vous le savez, sont les véritables maîtres du canton, ne cessent pas de professer tout haut une préférence marquée pour les descendants des anciennes familles gouvernementales. De sorte qu'en cette circonstance et bien que la victoire appartienne tout aussi bien aux conservateurs libéraux de 1831 et aux patri-



ciens, il est hors de doute qu'au fond, ces derniers ont de beaucoup plus que leurs alliés la faveur populaire, puisque sont élus les hommes les plus connus pour leur opposition aux idées nouvelles, l'ancien avoyer perpétuel de Berne, renversé et exilé en 1831, M. de Fischer et le parent de cet homme d'ailleurs très distingué, M. de Fischer d'Eichberg, beaucoup plus véhément encore et emprisonné pendant deux ans en 1832 pour conspiration contre les libéraux. Ainsi, dans l'opinion des paysans, il y a complètement retour aux vieilles affections. Je me hâte de vous dire toutefois que ni les paysans ni leurs nouveaux élus ne songent à retourner aux institutions exclusives du passé. Ce peuple-ci a des défauts, mais aussi il possède une grande qualité, c'est du bon sens, et j'en ajoute une seconde qui fait presque synonyme en politique, un grand goût pour la modération. C'est de là que vient la modestie de nos patriciens après la victoire; ils s'effacent jusqu'à présent et cédant le pas aux conservateurs libéraux, je pense qu'ils ne réclameront pas plus d'une ou deux places dans le Conseil exécutif. Unis à leurs anciens adversaires, ils songent même, dit-on, à aller plus loin, en faisant arriver dans ce même Conseil un ou deux des radicaux les moins compromis. Ceci s'est fait à Zurich en 1842, mais, par malheur, n'a pas amené d'autre résultat que la défaite

résolue des conservateurs. Toutefois le bruit courait hier que les vainqueurs avaient du penchant à suivre cet exemple. Un des grands mobiles qui semble aussi les y pousser, c'est qu'il sera difficile au gouvernement nouveau de donner satisfaction à tous les griefs des populations bernoises contre l'administration radicale. On en compte trois principaux : 1° L'irrégion répandue dans les masses; de cela on peut encore venir à bout et d'autant plus que les conservateurs libéraux et les patriotes sont généralement des protestants fort zélés; 2° l'immoralité des fonctionnaires; des destitutions très nombreuses vont très justement rejeter dans sa misère première cette tourbe de radicaux qui avait multiplié et envahi les places; peut-être même pourra-t-on réduire le nombre des positions payées; 3° la dilapidation de la fortune publique; c'est, en effet, un grand mal et d'autant plus grand qu'il a nécessité l'établissement inconnu jadis d'un système d'impôts dont on ne saurait trop promettre la réduction; ces impôts sont, en eux-mêmes, fort minimes, mais le Bernois s'en plaint beaucoup et il est très difficile de prévoir comment on pourra le satisfaire sur ce point si capital. De là une certaine crainte de l'avenir dans ceux qui ont maintenant la charge de gouverner, crainte qui les portera peut-être à vouloir tempérer l'opposition radicale. Je n'ai pas en-

tendu dire que des dissentiments se préparassent encore entre les patriciens et les conservateurs libéraux; cependant j'aurais peine à croire que le triomphe si complet des premiers n'eût pas encore attiré l'attention des autres et dans tous les cas, la rénovation communale que préparent les amis de M. de Fischer de Reichenbach (chef actuel des patriciens et membre futur du nouveau gouvernement) ne plaira certainement pas à tous les conservateurs libéraux. De là peut-être sans qu'on se l'avoue encore, des tendances à se montrer généreux pour l'ennemi vaincu. La victoire, pour être complète, n'en est donc pas moins maintenant d'une application difficile; mais encore une fois, il faut compter un peu, sans cependant trop y compter, sur la modération et la sagesse des sentiments de ce peuple; je me permettrai de vous citer encore à l'appui de cette confiance ou demi-confiance, ce qui s'est passé jadis, sous le gouvernement de la médiation. Les patriciens avaient été chassés du pouvoir en 1798 par les révolutionnaires d'alors, unis aux Français; cela ne les empêcha pas, quand l'orage fut un peu calmé, de revenir aux affaires qu'on leur donna à conduire en commun avec les modérés d'alors et tout alla pour le mieux sans autre secousse ni revirement jusqu'en 1815. Un fait positif, c'est que le Bernois ne saurait jamais se dépouiller entièrement d'un

sentiment de déférence affectueuse pour les familles qui l'ont si longtemps et il faut le dire, si honnêtement et si paternellement gouverné et dont tout lui parle, son histoire, ses églises, ses moindres monuments. Voici donc la situation légale des partis après les élections du 5 mai. Je passe maintenant à un autre ordre d'idées, de faits et de suppositions.

La constitution bernoise maintient encore le pouvoir entre les mains de M. Staempfli et de ses amis jusqu'à la fin du mois environ. C'est donc trois semaines qu'ils ont encore à gouverner et à régner. On ne peut s'empêcher de songer à leur dépit bien naturel, à leur violence native, aux efforts inouis et très peu réguliers qu'ils ont fait pour influencer les élections et aux conséquences énormes pour le sort du radicalisme dans toute la Confédération que les élections actuelles semblent devoir amener. Avant d'aller plus loin, une digression sur ce point-là est nécessaire. C'est une vieille habitude pour les cantons suisses que de se régler sur l'exemple de Berne; sans le secours de Berne, jamais les radicaux n'auraient régné ici; Berne leur échappe et tout le monde présage leur chute. Deux gouvernements cantonaux sont surtout menacés; Fribourg d'abord, Lucerne ensuite et Neuchâtel pour être un peu sur l'arrière-plan, ne doit pas être tranquille non plus; car dans ces

trois cantons la peur qu'on a de Berne a pu seule empêcher le renversement des pouvoirs tout à fait étrangers à l'opinion des majorités. Dans ce moment-ci, on peut s'attendre à tous moments à apprendre la chute des radicaux à Fribourg. C'est le pronostic qu'ils tirent eux-mêmes. Vous savez, sans doute, que par un décret assez violent ils avaient condamné les membres de l'ancien grand Conseil et du Conseil exécutif à payer solidairement une amende exorbitante; des réclamations très vives ont été adressées au Conseil fédéral qui, contrairement à l'avis de M. Druey, a renvoyé l'affaire devant le Conseil national. C'était la veille des élections de Berne que l'affaire était en discussion; M. Druey crut probablement que l'élection de Paris serait un encouragement pour les radicaux et qu'il fallait qu'il y joignît un coup d'épaule vigoureux; il fit donc un discours tout à fait en désaccord avec les sentiments de conciliation dont il se targue depuis quelques mois et s'emporta jusqu'à regretter que le général Dufour n'eût pas, tandis qu'il en avait la force, mis le feu à la *jésuitière*, ceci voulait dire Fribourg. Ce langage a été très peu goûté sur le moment; depuis la défaite des radicaux, il l'est encore moins; le Conseil national a renvoyé la réclamation de l'ancien grand Conseil fribourgeois à la médiation du Conseil fédéral, bien disposé, en général, pour la

modération et M. Druey se trouve aujourd'hui le représentant de ce que les idées les plus sauvages du radicalisme ont de plus répugnant. Du reste, comme c'est un politique plus rusé que tous les autres de son école, il cherchera à se retourner et à pallier sa faute. Il n'en est pas moins certain que le gouvernement fribourgeois se regarde comme perdu et M. Staempfli a ordonné la mise sur pied de deux bataillons, probablement sous le prétexte de veiller à la sûreté des frontières. Maintenant on se demande avec inquiétude si M. Staempfli et ses amis se soumettront à l'arrêt des électeurs? — A la vérité, il n'est pas un bataillon de milice qui voudrait aujourd'hui soutenir leur cause; les miliciens sont des paysans, des propriétaires, des Bernois, ils ont le sentiment de la légalité et aucun goût pour la guerre civile. Mais si l'annonce qu'on a fait tant de fois depuis trois mois surtout des projets nourris par la démagogie européenne pour le printemps a quelque chose de réel, on se demande si les radicaux de tous les pays seront d'avis de perdre leur refuge le plus assuré, leur place d'armes, leur centre d'opérations, en se laissant arracher la Suisse et dans le cas où ils ne s'y voudraient pas plier, s'il n'est pas admissible que le signal général étant donné par eux, les radicaux bernois refusent de se retirer du pouvoir et fassent un appel aux réfugiés et aux employés qui vont

perdre avec eux toute protection et toute ressource? La supposition est certainement d'une nature inquiétante, mais on la fait et dans ce cas, M. Druey à peu près seul dans le Conseil fédéral serait la cheville ouvrière du mouvement. A vous dire vrai, je ne crois pas beaucoup à cette grande démarche et bien que l'intérêt pour les démagogues de tous les pays soit ici sans contredit fort grand, je ne les crois pas assez étoffés en courage et en audace spontanée pour jouer ce jeu-là; d'autant plus que la joie qu'ils doivent avoir de leurs progrès en France doit les distraire.

Je crois vous avoir dit le principal de la situation; s'il se présente quelque incident qui vaille la peine de vous être rapporté, je vous le dirai de même. Pour que cette lettre ne soit pas retardée, je vous l'envoie directement; ce n'est pas très sûr mais il me faudrait trop attendre et je vous serais bien reconnaissant si vous vouliez me dire que vous l'avez reçue et en quel état.

Croyez à mon affection profonde et à mon respect.

[Arthur DE GOBINEAU.]

Mon cher ami,

É J'ai reçu hier votre lettre datée du 7 mai. Elle ne m'est point arrivée par la poste ainsi que vous sembliez me l'annoncer. Elle a été apportée par

notre ami d'Avril, si j'en crois mes domestiques. Elle est donc venue par une voie sûre et c'est là l'important.

Cette lettre m'a aussi vivement intéressé que ses devancières et je vous en remercie également. Les précédentes m'avaient donné la clé de la situation et j'avais compris le sens des derniers événements à peu près comme vous me les expliquez. Ce sont de grands événements et pour la Suisse et pour l'Europe entière. Indépendamment des effets particuliers qu'ils peuvent produire, ils manifestent de plus en plus ce mouvement de réaction qui se fait voir presque partout soit dans l'esprit des peuples soit dans les actes des gouvernements contre ce qui a été fait ou pensé à l'époque de 1848. Croyez que ce n'est pas un nouveau courant, mais seulement un remous passager dans le grand fleuve qui nous entraîne; où? je l'ignore; bien loin assurément de la société qu'ont vue nos parents et peut-être de celle que nous voyons nous-mêmes. Ceci, du reste, est moins applicable à la Suisse qu'au reste du continent. La Suisse, malgré la petite fièvre chronique de sa démocratie, me paraît pourvue d'une santé plus robuste et avoir un avenir plus tranquille que la plupart des états qui l'environnent.

Quant à nous, mon cher ami, je ne devrais vous en rien dire; car je ne vois plus notre monde poli-



tique que de loin et à travers une petite lucarne; je lis à peine les journaux; je n'assiste à aucune réunion et, en général, même je refuse la conversation sur les affaires publiques. Ceci tient d'abord au besoin physique que j'ai de me tenir en paix, et s'il se peut, en liesse, et, en second lieu, à la résolution que j'ai prise, n'étant pas forcé de mettre la main à tout ce qui se fait ou se prépare, d'éviter la responsabilité du conseil. Je ne sais donc rien. Mais, n'étant ni sourd ni aveugle, je devine et voici, en abrégé, ce qui me paraît constant : après que le Président eut renvoyé son ministère, les chefs de la majorité se sont figurés qu'il voulait se passer d'eux et de l'assemblée et pousser jusqu'à une monarchie impériale. Ceci ne convenait ni à leur vanité ni à leurs différents intérêts de parti. Ils se sont donc tous réunis contre lui, et son ministère est tombé dans l'impuissance et la misère où vous le voyez.

Le Président, peu à peu maté par l'expérience, a fini par comprendre qu'il ne pouvait se passer de l'assemblée ni obtenir d'elle une révolution *impériale*. Il a vu qu'un nom ne suffisait pas à tout. Il est donc entré en compromis et, si je ne me trompe, quoi que personne ne me l'ait dit, les termes de la transaction sont ceux-ci : de son côté, il renonce à l'empire et ne veut marcher qu'avec l'assemblée. De l'autre, on lui promet une pro-

longation considérable de ses pouvoirs. Des deux parts on veut en arriver comme but à un changement de la constitution et à une suspension de la plupart des libertés et, comme *moyen*, on est d'accord qu'il faut amener le plutôt possible une collision dans la rue et brusquer l'événement au milieu de la victoire. Jusque-là on est sincère. Au delà, chacun espère bien tromper son allié. A vrai dire, on n'est d'accord que sur la bataille. Ne soyez pas assez simple pour considérer en elles-mêmes les lois qu'on a dernièrement proposées, sur la déportation, les élections... (1) et celles de même nature qu'on présentera bientôt si celles-là ne sont pas un excitant suffisant, et indépendamment de cette vue qui domine et absorbe toutes les autres. Je crois qu'on finira par obtenir cette bataille si désirée et qu'on la gagnera; mais quand je songe à toutes les complications, toutes les difficultés, toutes les déceptions et tous les périls qui sortiront du triomphe, je pense qu'il eût été plus facile et plus honnête de chercher à faire vivre la République, quoique, à vrai dire, une république sans républicains soit une machine difficile à faire marcher.

Vous comprenez, mon cher ami, qu'il me tarde de m'éloigner de ce coupe-gorge parlementaire et

(1) Les points se trouvent dans le manuscrit original.

de fuir cette politique florentine. J'en ai, d'ailleurs, une trop bonne raison. Ma santé demande encore les ménagements les plus extrêmes. J'attends donc impatiemment la chaleur pour me rendre chez moi à Tocqueville (par Saint-Pierre-Eglise, Manche). C'est là qu'il faudra m'adresser les lettres.

M. d'Avril m'a rendu un compte excellent de votre établissement en Suisse et de votre position vis-à-vis de M. Reinhard dont je suis d'autant plus satisfait pour vous qu'il est homme de mérite.

Veillez présenter mes hommages à Mme de Gobineau et croire à mon sincère attachement.

A. T.

Paris, ce 14 mai 1850.

Berne, le 31 mai 1850.

Monsieur,

M. de Serre m'écrit ce matin qu'il a eu l'honneur de vous voir et me dit de vous accuser réception de votre lettre d'il y a quelques jours.

Je l'eusse fait plutôt et je m'excuse de ne pas l'avoir encore fait, si je n'avais attendu l'installation de notre nouveau Grand Conseil dont la majorité décidément conservatrice va changer tout à fait le gouvernement bernois et ses allures, pour vous mettre au courant, autant que je le

puis, de notre situation politique. Mais je ne veux pas tarder davantage et je vous remercie mille fois de tout ce que vous voulez bien me dire sur la situation intérieure. Je remets à après-demain ma *longue* lettre; on installe demain nos *novateurs*.

Il n'y a rien de bien rassurant dans le tableau que la France nous met sous les yeux; je comprends votre tristesse à le voir et les échos qui nous en arrivent nous donnent à nous-mêmes bien des motifs d'avoir le cœur serré. Entre autres détails, la contrebande de la poudre est devenue un mal normal de notre frontière de l'est. Mais la pire, c'est que je ne crois pas qu'il soit au pouvoir d'aucune bonne volonté d'éclaircir un tel fouillis de calamités.

Adieu, monsieur, permettez-moi de demander à Mme de Tocqueville si elle m'oublie? Ma femme me charge bien de lui dire que nous pensons beaucoup à elle et en parlons souvent. Permettez-moi de partager entre elle et vous les assurances de mon respectueux et bien vif attachement.

Arthur DE GOBINEAU.

Berne, le 1<sup>er</sup> juin 1850.

Monsieur,

Tout s'est terminé aujourd'hui fort heureusement par l'installation très pacifique, très régu-

lière du Grand Conseil. Il s'est trouvé aux premières opérations que les conservateurs avaient environ 10 à 15 voix de majorité, ce qui est tout à fait suffisant et concluant dans ce pays-ci et les radicaux se tiennent bien et dûment pour battus. Leur politique, depuis le 1<sup>er</sup> mai, peut se diviser en deux parties ou pour mieux dire en deux périodes dont la date du 23 au 24 marque assez bien la séparation. Pendant la première époque, ils menaçaient beaucoup. Ils annonçaient entre autres qu'ils comptaient faire occuper par les troupes les abords de l'Hôtel de Ville, siège ordinaire du Grand Conseil, et qu'ils empêcheraient d'entrer tous les élus dont l'élection était contestée; c'était détruire, à coup sûr, la majorité conservatrice; car, pendant les huit jours que la loi bernoise accorde, après les votes, pour contester la validité d'une élection, ils avaient réclamé contre 75 choix, tandis que leurs adversaires ne contestaient la légalité que de 16 à 17 tout au plus. C'était donc pour eux une manière, violente certainement, mais sûre de changer les résultats des variations survenues, à leur endroit, dans l'opinion publique. A mesure qu'on a approché du 21, date fixée ici pour l'explosion d'un mouvement, à Paris, dans les départements, en Bade, en Italie (on citait tous les endroits de l'Europe), les menaces sont devenues visiblement plus hautes et l'on a pu se

demander avec quelque inquiétude ce qui allait advenir. En même temps, le gouvernement entretenait, par ses journaux, des bruits de conspirations sans cesse prêtes à éclater contre lui, ce qui redoublait la crainte de lui voir chercher un prétexte pour, au dernier moment, se déclarer attaqué, s'investir de la dictature et rompre en visière au futur Grand Conseil. Il ne s'en tint pas aux cris de ses journaux, à des menaces semi-officielles, il se fit donner par son Grand Conseil des pleins pouvoirs illimités, menace motivée, disait-on, par la gravité des circonstances et ce qui donna plus de gravité encore à ce fait déjà bien sérieux par lui-même, il fit rejeter un amendement présenté par M. Bloesch, le futur président du Conseil exécutif nouveau, amendement qui ne demandait rien que de renfermer les pleins pouvoirs dans les limites de la constitution. Ainsi, de fait, le canton de Berne vient de passer près de trois semaines, livré légalement à l'autorité toute souveraine de ses gouvernants, gens, à coup sûr, très démagogues, très socialistes même et corrompus de longue main par les doctrines de l'hégélianisme allemand. Je remarque ici le fait pour y revenir tout à l'heure. Et pendant ce temps que faisait l'autorité supérieure de la Confédération? Elle ne touchait pas ouvertement aux affaires de Berne, mais le premier magistrat de la Suisse,

M. Druet, dans deux discours tenus à l'occasion des affaires fribourgeoises, regrettait, avec les violences de langage les plus inattendues de la part d'un homme qui avait pateliné pendant tout l'hiver et renié publiquement le socialisme à un grand dîner diplomatique, M. Druet regrettait qu'on n'eût pas brûlé la *jésuitière de Fribourg*, et demandait qu'on traitât les vaincus en vaincus, il ajoutait aussi force déchainements contre les aristocrates et, sans beaucoup violenter ses paroles, il était très facile d'en faire l'application aux affaires bernoises. De sorte que, bien que l'on assurât que les autres membres du Conseil fédéral étaient loin de partager les sentiments si vivement exprimés par le président du Conseil, on ne pouvait s'empêcher d'éprouver une certaine anxiété sur ce qui allait advenir car, d'autre part, les conservateurs juraient leurs grands Dieux qu'ayant si positivement la volonté populaire pour eux, ils ne céderaient pas. Ainsi étaient les choses, quand le 21 mai arriva; il passa et aucun soulèvement démagogique n'éclata à l'étranger; le gouvernement devint humble, sa politique dégagea des espérances qui lui étaient venues du dehors, se fit de nouveau toute suisse et de ce grand pouvoir dont il était armé, il ne tira absolument aucun parti et vous penserez certainement comme moi, qu'il y a quelque chose de remarquable, de tout

particulier dans ce bon sens tenace de la race helvétique qui, lorsqu'elle est livrée à elle-même, passe si difficilement les limites que la loi lui impose. En somme, je le répète, depuis le 21, M. Staempfli et ses collègues ont toujours été se tempérant, se calmant et tandis que M. Druey, de son côté, désavouait à demi ou expliquait ses violences de langage, le 1<sup>er</sup> juin finissait par arriver. Voici quelque chose d'assez particulier : dans la séance d'ouverture, il se présentait une difficulté; l'ancien gouvernement, tout entier réélu, siégerait-il dans le Grand Conseil? S'il siégeait, serait-il encore provisoirement chargé du pouvoir exécutif jusqu'à la nomination de ses successeurs qui aura lieu probablement lundi ou dans les premiers jours de la semaine? Il y avait là à soulever une question toute constitutionnelle, puisque la loi bernoise interdit aux membres du Conseil exécutif l'entrée du Grand Conseil. La majorité n'a pas voulu débiter par un acte d'agression, selon elle, sans portée et elle a continué provisoirement les pouvoirs de M. Staempfli et de ses amis, tout en les admettant à siéger comme mandataires du peuple. — Rien ne saurait rendre la placidité surprenante de l'aspect de la ville et quand on réfléchit que le fait capital de ces élections a été de nommer tous les patriciens qui se sont présentés, si bien que des radicaux n'ont été élus que pour n'avoir eu



comme adversaires que de *simples* conservateurs, en d'autres termes que l'événement d'aujourd'hui est une restauration véritable, on a peine à concevoir une telle impassibilité dans une nation. C'était aujourd'hui jour de marché; mais les rues étaient presque désertes et on ne voyait, vendant, que des femmes, attendu que les chefs conservateurs, comme les chefs radicaux avaient défendu à leurs hommes de venir en ville, crainte de tumulte. Les paysans étaient donc presque tous restés chez eux. Les étudiants, radicaux en grand nombre, avaient été chargés par le gouvernement de garder l'arsenal; le gouvernement feignait encore hier au soir, assez naïvement mais pour ne pas se démentir, de craindre une conspiration conservatrice; cette mesure débarrassait la voie publique du seul élément un peu turbulent que possède Berne; aux abords de la maison de ville, on voyait peut-être 200 à 300 personnes qui ne soufflaient pas mot et c'était tout. On ne peut pas imaginer quand on ne l'a pas vu, une restauration faite à moins de frais. Elle n'en est pas moins sérieuse et je crois grosse de conséquences pour la Suisse.

Dans le canton de Fribourg, elle a déjà amené le Conseil national à intervenir en faveur des vaincus du Sonderbund à qui le gouvernement nommé sous la pression des vainqueurs voulait extorquer 1,600,000 livres de Suisse. Il est main-

UNIV. OF  
CALIFORNIA

tenant convenu qu'ils seront censés payer 1,500,000 livres remboursables en quinze ans et portant pour la première période de cinq ans un intérêt de un pour 100, pour la deuxième de 2 pour 100, pour la troisième de 2 1/2 pour 100. C'est une maison bernoise qui s'est chargée de faire l'opération, moyennant 5 pour 100, de sorte que les membres de l'ancien Grand Conseil de Fribourg ne perdront que la différence de ces 5 pour 100 aux trois taux d'intérêt que leur accorde le nouveau gouvernement, ce qui n'est pas excessif en fait bien que toujours assez dur en droit. Cette concession ne sauvera pourtant pas les radicaux de ce pays-là; ils sentent si bien leur position, qu'ils se sont déclarés dès le début en permanence pendant neuf ans et irremplaçables; mais ils avouent eux-mêmes qu'ils ne croient pas à tant de longévité. Dans le canton de Vaud, on vient de voir le phénomène bien rare d'une élection conservatrice et il semblerait que ce n'est pas un fait accidentel. Enfin, à Genève, on a vu, non sans surprise, les élections municipales de la campagne donner partout l'exclusion aux radicaux, de sorte qu'il semblerait que lorsque novembre, époque du renouvellement du Grand Conseil, arrivera, les jours de la démagogie genevoise pourraient bien être comptés.

Voilà, monsieur, où nous en sommes. Il est pro-

Generated on 2021-02-16 16:08 GMT / https://hdl.handle.net/2027/uc1.03437269  
Public Domain in the United States; Google-digitized / http://www.hathitrust.org/access\_use#pd-us-google

bable que dans le premier moment on pourra croire à de meilleurs procédés de la part de la Suisse envers les puissances étrangères; mais je vous ai déjà parlé de la vanité patriotique des Suisses et je crains bien qu'en définitive les conservateurs ne nous soient pas beaucoup plus doux que leurs devanciers.

Adieu, monsieur, mille respects et mille affections pour Mme de Tocqueville et pour vous de votre bien dévoué et attaché serviteur.

Arthur DE GOBINEAU.

*P.-S.* — Pour plus de sûreté, je vous envoie cette lettre sous le couvert de M. de Serre.

Berne, le 11 juillet 1850.

Monsieur,

Je reçois à l'instant une lettre de M. de Serre qui me dit que vous lui avez fait l'honneur de lui écrire et de lui témoigner que vous vous aperceviez d'un certain retard dans ma correspondance. Je vous avoue que j'ai sottement attendu de jour en jour à voir le gouvernement bernois se dessiner un peu, soit par des fautes, soit par des marques un peu sensibles de sa volonté politique, pour vous envoyer quelque chose qui pût vous intéresser. Mais puisque vous pensez toujours à nous et que

vous voulez que je vous témoigne que j'en fais bien autrement de ma part, je vais vous dire, sans plus tarder, où il me semble qu'on en est en Suisse.

Je suis fort tenté de regarder ce pays comme le prototype, l'idéal de la démocratie, si l'on veut, mais plus encore du *self government*. Voilà un nouveau pouvoir installé à Berne, il est composé, d'une part, de gens renversés en 1846, d'autre part de patriciens repoussés des affaires depuis 1831. Ces deux fractions sont portées et soutenues par des adhérents qui ont bien certainement la haine des radicaux vaincus et qui la conseillent, et malgré cela, malgré l'inexpérience évidente des nouveaux gouvernants, il ne s'est pas encore fait une fausse démarche, il n'y a eu aucune manifestation réactionnaire, dans le mauvais sens du mot, et le Conseil fédéral qui ne doit pas aimer et qui n'aime certainement pas le Conseil exécutif de Berne, n'a pas encore pu, tant comme les radicaux, surprendre en faute les nouveaux arrivés. Leur position est cependant plus difficile qu'il n'est d'usage dans des circonstances semblables. Les conservateurs restaurés gouvernent au moyen de la constitution radicale et, tout en gardant *in petto*, sans doute, la volonté de la modifier dans l'avenir, ne se pressent nullement d'en découvrir l'intention; en outre, ils ont pour agents, par une disposition bizarre de cette même constitution, tous les em-

ployés et fonctionnaires de l'ancien régime qui ne peuvent être remplacés qu'en octobre et malgré cela, l'ordre le plus parfait règne partout. La grande occupation du moment, c'est de remettre un peu de régularité dans l'administration des finances. Je fais certainement honneur aux membres du gouvernement d'une partie de cette sagesse; mais je crois que la meilleure part en revient à la nation qui a changé son pouvoir dirigeant pour en acquérir un qui satisfasse davantage 1° ses idées religieuses; 2° son besoin d'économie; 3° son amour de la tranquillité. C'est ce que M. Bloesch et ses collègues comprennent et exécutent sans s'amuser à des violences inutiles et dangereuses contre des radicaux d'ailleurs, socialement parlant, point dangereux. La majorité de l'assemblée ou plutôt du Grand Conseil a très bien laissé nommer M. Staempfli pour son vice-président afin de témoigner qu'elle n'était pas exclusive et pourtant je vous assure que dans ce pays, sans soldats, sans journaux influents, sans partis véhéments (quelque soit leur phraséologie et leurs noms), dans ce pays enfin où l'on voit des majorités de deux voix assurer pendant des années une victoire incontestée à ceux qui la possèdent, les vaincus d'hier sont bien et dûment vaincus sans ressources.

Fribourg et Lucerne, malgré leur impatience, entendent raison. Il me paraît difficile que le pre-

mier de ces états attende encore sept ans, comme le veut la constitution qu'on lui a fait prendre de force, pour se débarrasser de cette même constitution et des intrus qui règnent avec elle; mais j'ai la persuasion que le jour où ils voudront absolument s'en défaire, ils auront une révolution toute pacifique; il en sera de même à Lucerne où toutefois on cherche à amener légalement la revision de la loi fondamentale, et on pourrait bien y parvenir. Ce qui est certain, c'est que s'il y a illégalité quelque part, il n'y aura pas, à proprement parler, lutte violente.

La situation du Conseil fédéral deviendra alors plus intenable que jamais; il n'est, au fond, rien, il ne dispose de rien, il ne peut rien. Cet état chronique, les radicaux déjà en abusaient. Qu'en feront les conservateurs? Ils pourraient bien aller jusqu'au bout. Depuis deux ans, l'esprit cantonal, d'abord étourdi des coups qu'on lui portait, est revenu à lui, a repris ses esprits, il est plus vivace, plus obstiné que jamais; d'ailleurs, franchement, il est immortel en Suisse. Il peut aujourd'hui soutenir, sur preuves, que le nouveau pacte en portant à la tête de la Confédération sept hommes sans influence, sans appui, sans considération réelle a détendu au lieu de les resserrer les liens de l'espèce d'unité qui peut seule convenir aux tribus helvétiques. Il peut affirmer que l'ancien Vorort, canton

puissant, avait bien autrement de moyens d'entraîner ses co-états à la suite de ses décisions que ne le pourrait faire M. Druey ou M. Ochsenbein auquel personne n'a envie d'obéir. Enfin, tournant contre la nouvelle organisation fédérale les espérances aujourd'hui réalisées que celle-ci donnait jadis, il peut démontrer que celle-ci a fait quatre grandes réformes : 1° *l'organisation des péages* : elle met la Suisse en déficits, l'entraîne insensiblement à adopter un système protecteur mortel pour son transit et insoutenable pour un pays qui consomme beaucoup plus de l'étranger qu'il ne lui envoie, et qui va lui créer des difficultés sans nombre avec ses voisins; 2° *l'organisation des postes fédérales*, déjà en déficit avoué; 3° *l'organisation de l'armée* qui élève de tous côtés des plaintes; 4° *l'établissement de l'unité monétaire* qui seule a réussi. Il faut convenir que sur quatre mesures de cette importance quand trois échouent aussi nettement, il y a lieu à récrier. Et qui payera les déficits? Les sept du Conseil fédéral? Ils n'ont rien derrière eux, pas même leurs propres cantons qui ne les ont pas nommés. La conclusion de ceci est qu'il faut s'attendre à une révolution plus ou moins prochaine en Suisse, révolution qui amènera une nouvelle transformation du pacte et dont les conséquences ayant une portée européenne seront nécessairement beaucoup plus graves et auront un

lout autre caractère que les révolutions cantonales. Elle sera conservatrice dans son principe, c'est-à-dire que les conservateurs, par leur victoire, en auront été les premiers auteurs, mais je ne puis croire que les cabinets la laissent s'effectuer et prendre forme sans dire leur mot. Si je poussais plus loin mes inductions, vous m'accuseriez de jouer avec des hypothèses et comme je ne veux pas mériter ce reproche, je m'arrête là; mais, toutefois, je vais ressaisir la question d'un autre côté pour en revenir au point que je quitte.

Je vous ai fait l'éloge de la sagesse helvétique. Il faut voir maintenant l'autre côté de la médaille; c'est moins beau. Si les Suisses sont un peuple qui sait se gouverner, c'est aussi un peuple qui ne sait pas grand'chose d'autre. Le territoire entier de la Confédération ne produit pas un seul homme qui dépasse de quelque peu, intellectuellement parlant, la taille commune, et je crois que ce nivellement, dont vous avez dit quelque chose dans la *Démocratie en Amérique*, pourrait bien être l'effet naturel et fatal de quelque loi inhérente à la nature des gouvernements populaires. L'esprit joue peu de rôle en Suisse; ce qui est jouissance d'imagination est nul et généralement réprouvé; mais tout le monde comprend et chérit les jouissances purement matérielles. Comme le pays, quoi qu'on en dise, est pauvre, faiblement producteur, et con-



somme beaucoup, il faut beaucoup y introduire, la balance commerciale n'est donc pas en faveur des Suisses, la propriété foncière subdivisée jusqu'à l'impuissance est grevée d'hypothèques énormes qui s'accroissent chaque année dans une proportion effrayante et, en fin de compte, ce pays n'est pas loin d'avoir beaucoup plus de dettes et d'obligations que de revenus. Je ne parle pas des Etats, je parle du pays. La conséquence d'une telle situation est que les Suisses, avec leur grande fierté ou pour mieux dire leur grossière, leur brutale personnalité nationale ont, de plus en plus, besoin de l'indulgence de leurs voisins et bien qu'ils n'aient pas l'air de s'en apercevoir encore, l'impatience avec laquelle ils se voient pressés par les douanes allemandes, françaises, italiennes et sardes en fait foi malgré toutes les fanfaronnades contraires. De là, ce résultat probable que la meilleure politique, la plus puissante à faire vis-à-vis d'eux, c'est une politique de menaces ou de concessions douanières combinées avec intelligence et si le jour vient où, comme je le disais tout à l'heure, le pacte sera à refaire, la puissance qui aura le plus d'action et d'influence sur la Suisse sera celle qui, par son attitude en matière de commerce, pourra le mieux éveiller ses inquiétudes et ses espérances intéressées.

Adieu, monsieur, dites bien à Mme de Tocque-

ville de la part de ma femme et de la mienne quelle affection solide et sérieuse nous avons pour elle. De vous à moi, je n'en parle pas, mais comme un oiseau célèbre, je n'en pense pas moins en matière de sentiments et je joins beaucoup de choses dans mon cœur à ce que je vous rappelle ici en finissant du respectueux dévouement de votre fidèle

[ Arthur DE GOBINEAU.

*P.-S.* — M. de Serre me dit que vous allez mieux et que la campagne vous fait grand bien, je n'en doutais pas, non plus que pour Mme de Tocqueville.

J'aurais dû répondre beaucoup plus tôt, mon cher ami, à la lettre très intéressante que vous m'avez écrite le 11 du mois dernier. Mais vous connaissez cette vérité qui mériterait d'être élevée au rang de proverbe : on ne fait rien, quand on a peu à faire. Ce n'est pas ainsi que se passaient les choses, il y a un an, et dans ce temps-là, je trouvais le temps d'écrire à mes amis après m'être occupé des affaires de toute l'Europe. Aujourd'hui, que je ne m'occupe pas même de mes propres affaires, je n'ai de loisir pour écrire à personne.

Je suis dans l'admiration de votre bon sens suisse. Il vaut cent fois mieux que notre génie

français comme nous disons en France. La sagesse de cette petite nation telle que vous me la dépeignez est vraiment digne d'admiration, et si tous les petits peuples se conduisaient ainsi, il n'y aurait bientôt plus qu'eux qui méritassent le titre de grands. Car la grandeur du corps n'est rien; c'est le mérite de l'éléphant et de la baleine. La modération de vos conservateurs me fait envie. Plût à Dieu que les nôtres prissent modèle sur ceux-là. Mais du train dont ils vont, ils ne tarderont pas à nous redonner le goût des Révolutions.

J'ai lu, avec le plus grand intérêt, dans votre lettre, ce que vous dites sur l'état des fortunes en Suisse et sur l'action qu'on pourrait exercer sur ce pays à l'aide des lois de douane. C'est là, malheureusement, une source d'influence qui n'est guère à notre portée. Le malheur des pays libres est de ne pouvoir presque jamais faire de la diplomatie au moyen des tarifs, les moindres changements introduits dans ceux-ci ayant immédiatement un contre-coup sur la politique intérieure et modifiant l'état des partis; ce sont des arguments qu'on ne peut faire valoir au dehors qu'en soulevant de grandes clameurs et souvent de grandes résistances au dedans, ce qui rend cette base de négociation bien difficile à prendre; ajoutez à cela que les assemblées n'entendent presque jamais rien

aux affaires diplomatiques non plus que les diplomates aux intérêts commerciaux. Je ne sais, du reste, si nous avons beaucoup à désirer d'obtenir ce qui s'appelle une grande influence en Suisse. Notre intérêt n'est pas de conduire les Suisses, mais de faire que cette nation conserve sa force et son indépendance vis-à-vis de tout le monde; car son utilité véritable et permanente est de nous servir de rempart et de frontière et pour que ce résultat soit bien atteint, il faut qu'elle jouisse d'elle-même et ne dépende pas même de nous. En tout cas, ce qui me paraît bien certain, c'est que pour parvenir à exercer de l'influence en Suisse, il faut prendre bien garde d'avoir l'air d'y viser. Il me semble que c'est là la première règle que doit s'y faire la diplomatie. Il n'y a pas de folies auxquelles, malgré leur bon sens, on ne pût pousser les Suisses en paraissant vouloir les mener et surtout les pousser. Il ne serait pas sage de compter sur les intérêts matériels et le goût du bien-être même pour les retenir; car les peuples démocratiques ressemblent toujours à ces glorieux qui souvent se jettent par vanité et par étourderie dans des entreprises téméraires où ils sont ensuite obligés de persévérer.

Je ne veux pas finir cette lettre sans vous donner les bulletins de nos santés. Nous allons, ma femme et moi, de mieux en mieux. Nous nous rappelons

l'un et l'autre au souvenir de Mme de Gobineau.  
Croyez à ma bien sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

Berne, le 6 août 1850.

Monsieur,

J'imagine que vous avez reçu ma dernière lettre, un peu longue peut-être et peut-être aussi trop, s'il m'en souvient bien; mais vous m'avez mis la bride sur le cou et je vous dis tout ce qui me semble digne de vous intéresser. Dans ce moment ce qui, pour moi, me plairait davantage, ce serait d'apprendre si Tocqueville vous réussit mieux que les émanations de l'asphalte parisien, ainsi qu'à Mme de Tocqueville. Vous étiez mieux en quittant Paris, mais vous aviez besoin de grands ménagements et une convalescence est toujours une chose très grave. Dites-moi donc, je vous prie, avec quelques détails et non pas de cette façon laconique d'usage pour les indifférents, comment vous vous sentez et si les forces vous reviennent, non seulement d'apparence, mais là bien à fond. Je ne puis pas croire non plus que vous vous consacriez tellement au repos que vous n'employiez votre si grande activité d'esprit à quelque chose grande ou petite; ne me mettez pas tellement à part de vous que de me laisser dans l'ignorance

sur ce point-là. Il me semble que d'Avril m'écrivait il y a quelque temps que vous songiez à rédiger pour vous ce que *nous* avons fait dans les affaires de Rome. Je ne sais si vous avez accompli cette idée, mais elle en valait grandement la peine quoique je vous avoue qu'à distance et en juge impartial je crois que *notre* gloire ne peut pas se scinder et que ce que nous avons fait de mieux, c'est tout; c'est-à-dire de traverser sans nul encombre Rome, Sardaigne, Bade, Hongrie, Allemagne et aussi les Etats-Unis. Je ne pense pas que six mois pareils à ceux que nous avons passés dans la barque gouvernementale se rencontrent jamais deux fois dans la vie d'un homme public et je crois que si vous vous donniez la peine d'embrasser cet ensemble, vous tireriez de l'entrelacs de tant de faits grands et petits de bien frappantes conclusions, pour ne pas parler des tableaux que vous en pourriez faire. Enfin, je voudrais bien savoir si vous pensez au tout ou à l'ensemble.

Pour ce qui est de moi, j'ai reçu du Département la commande d'une série d'études sur la situation agricole, industrielle, douanière de la Suisse; sur les rapports de son commerce avec tous les Etats et enfin avec nous; pour tout dire, je suis chargé de soupeser la Confédération et de dire intrinsèquement parlant ce qu'elle vaut. J'ai envoyé déjà un premier rapport assez volumineux, le

second va partir cette semaine, en tout il y en aura dix ou douze et cela me fait l'effet de représenter la valeur de deux gros volumes. J'ai eu quelque crainte d'abord, quand je me suis vu établissant des moyennes sur la production du foin et des bœufs, dressant des tableaux de populations relatives, d'être au-dessous, trop au-dessous de ma tâche et quand je faisais des rapprochements avec les richesses bovines de la Belgique, de Bade, du Wurtemberg, je ne pouvais m'empêcher de me dire à moi-même comme le Sosie d'*Amphitryon* :

Peste! où prend mon esprit toutes ces gentillesses!

Mais je me suis habitué à me trouver savant et comme on paraît content de mon travail au ministère, je pense le mener à bonne fin, bien que tous ces calculs ne soient pas une plaisanterie. Du reste, si l'on considère combien les Suisses sont utilitaires, je crois (et je n'ai pas de goût pour tout voir dans l'économie politique, comme c'est la manie actuelle) qu'il y a de bonnes armes diplomatiques à ramasser dans les rapports douaniers que nous avons avec la Confédération. Je ne vous dis pas que lorsque vous serez à Paris, je serais très heureux que vous demandiez à Hercule de Serres mes rapports commerciaux; mais j'en serais pourtant bien heureux et je voudrais bien que vous m'en disiez votre avis.

Je ne vous parle pas de la Suisse aujourd'hui, et voici pourquoi. C'est que le Conseil fédéral à la queue de M. Druey, qui se proclame ouvertement démocrate socialiste dans les banquets de l'opposition bernoise, se met en hostilité ouverte avec les conservateurs. En outre, Fribourg, Neuchâtel et Lucerne sont contenus à grand'peine et veulent chasser leurs gouvernements radicaux. De là, il résulte que la marmite bout à gros bouillons et que dans peu de temps, je pourrai vous écrire à ce sujet beaucoup de choses qui auront peut-être plus d'intérêt pour vous parce qu'elles seront plus dessinées et plus positives que ce que je pourrais vous dire aujourd'hui.

Adieu, monsieur, n'oubliez jamais votre ancien chef de cabinet, non plus que Mme de Tocqueville. Vous savez avec quelle respectueuse et tendre affection il tient à vous.

Arthur DE GOBINEAU.

*P.-S.* — Ma femme vous envoie, ainsi qu'à Mme de Tocqueville, tous ses meilleurs compliments.

Je suis bien en retard avec vous, mon cher ami, et je le regrette; car j'aime à vous écrire et surtout à recevoir les lettres que vous m'écrivez. Mais j'ai mené depuis quelque temps une vie qui ne se



prêtait pas à la correspondance. Les journaux vous ont appris que j'ai été à Saint-Lô présider le conseil général et qu'ensuite je suis revenu à Cherbourg pour recevoir et *haranguer* au nom de ce même conseil le Président de la République. J'imagine que vous recevez le *Moniteur* à Berne et que vous y aurez lu mon discours au Président et la réponse de celui-ci. Je ne vous donne pas mon oraison pour une pièce de haute éloquence, mais comme un exercice d'équilibre dans lequel j'espère avoir passablement réussi. Il s'agissait de rester *constitutionnel* en étant empressé, et de mêler la vérité au compliment quoi que ce soit une sauce à laquelle on ne la met guère d'ordinaire. Le Président a été constamment plein d'attention et d'amabilité pour moi, bien que mon naturel et ma santé m'aient empêché de lui montrer le même degré de zèle que la plupart de mes collègues de députation lui faisaient voir. Ma santé, en effet, et c'est là le plus vilain côté de mon tableau, est loin de me satisfaire. Tant que j'ai vécu tranquille à la campagne et dans un demi-silence, j'ai cru que j'étais entièrement guéri; mais depuis que j'ai repris la vie politique, même par son plus petit côté et la vie de salon, même passagèrement, j'ai découvert que je ne l'étais pas; et cette découverte ne laisse pas que de m'inquiéter pour cet hiver. J'ai peine à comprendre com-

ment je pourrai supporter l'agitation parlementaire. En attendant, je vais quitter ce pays qui commence à devenir trop frais pour ma poitrine. Je me rends vers le 25 à Paris, où j'aurai une dernière consultation. Je voudrais bien que les médecins ne m'envoyassent pas passer l'hiver dans le Midi, mais je le crains.

Comme on vous l'a dit, j'avais l'intention de jeter sur le papier les souvenirs que m'a laissés mon passage aux affaires. Je le ferai peut-être un jour. Mais je ne l'ai pas encore entrepris. Vous sentez bien que l'intérêt de ce tableau ne peut être dans ce que j'ai fait, car ma seule pensée a été, pendant ce court ministère, de lutter, sans en être écrasé, contre les difficultés de toutes sortes que je rencontrais et, ne pouvant faire de grandes choses auxquelles l'état de la France ne se prêtait point, d'en faire du moins de sensées et d'honorables. Sauver la dignité et l'influence de mon pays, sans le jeter dans des entreprises que je savais au-dessus de ses forces présentes, telle a été toute ma politique. Il n'y a rien là qui prête beaucoup à l'intérêt du récit. Mais ce qui peut être intéressant, c'est la peinture vraie de l'état de l'Europe et de la France pendant que j'étais aux affaires. Le fond du tableau vaudra mieux que ce que j'aurai à peindre au premier plan.

J'attache un grand prix à lire les mémoires que

vous me dites envoyer au ministère et, à mon retour à Paris, je tâcherai de m'en procurer la lecture par l'intermédiaire de M. de Serre.

Adieu, mon cher ami, rappelez-vous particulièrement au souvenir de Mme de Gobineau et croyez à mon sincère et vif attachement.

A. DE TOCQUEVILLE.

Tocqueville, ce 13 septembre 1850.

Berne, le 4 octobre 1850.

Monsieur,

J'arrive depuis deux jours de mon *inspection* industrielle et j'attendais le départ du portefeuille pour répondre à votre lettre que Mme de Gobineau m'avait envoyée et qui m'a trouvé à Schaffhouse. J'ai vu une foule de choses curieuses au point de vue économique, de plus curieuses encore, peut-être, dans le sens politique, et de toutes manières, affligeantes et inquiétantes. Je vais vous en parler tout à l'heure, mais avant tout il faut que je vous parle de vous-même. Je m'attendais presque à ce que vous me dites de l'imperfection de votre guérison. Vous êtes entré malade au ministère, vous y avez mené une vie de travail et de préoccupations morales à tuer un colosse; il est impossible que l'équilibre se soit bien rétabli

encore. Je ne sais ce qu'aura produit la consultation que vous m'annonciez, mais si elle vous conseille le séjour du Midi, je crois bien que je serai de son avis. Il n'est pas besoin que j'ajoute à quel point je ressens ce que peut être l'inaction et l'éloignement des affaires dans un temps comme celui-ci, pour vous qui êtes si vibrant au sentiment du devoir et de la conscience, mais puisque je suis *de votre maison* et qu'à ce titre vous me donnez mon franc parler, je ne trouverais pas particulièrement malheureux de ne pas vous voir user vos forces dans les luttes qui vont probablement s'ouvrir. Je crains que le résultat n'en vaille pas la dépense. Votre discours à M. le Président de la République m'a causé une vive jouissance. *Nous* avons dû faire des études dans ce genre-là lors de *nos* discours sur Rome. Il y avait des ressouvenirs pour moi et qui me sont bien chers, je vous assure. C'était toujours la même mesure, le même *goût* et le même art de plaire et de réussir avec une inflexible dignité. Ne pensez-vous pas, qu'en définitive, un avenir quelconque où l'on *fera des affaires* ne mérite pas mieux qu'on lui conserve d'aussi précieux secours, qu'un temps présent où l'on ne fait point d'affaires et où toute l'agitation a pour but d'empêcher qu'autrui n'y réussisse? Je vous dis cela tout en sentant, avec terreur, combien le propos est hardi pour un diplomate.

Maintenant je viens à la Suisse, et, en deux mots, je vous avouerai que mon voyage me l'a fait voir dans son ensemble sous un aspect bien inquiétant. Comme habitant de son canton et membre du souverain local, le Suisse est aussi sage que réfléchi; comme Suisse, comme membre de la Confédération, le délire de la vanité est tel, son ignorance des forces de son pays est si ridiculement profonde qu'il est capable de se laisser entraîner à toutes les sottises. L'esprit conservateur fait chaque jour des progrès dans les populations des Etats au point de vue de la politique particulière; mais les chefs manquent partout et, dans la sphère fédérale, l'esprit des radicaux domine sans partage et saisit même les esprits de ceux qui sont sages dans leurs affaires directes. L'industrie suisse est à la veille de grandes souffrances, les impôts vont aller toujours augmentant, le pays quoi qu'on en ait dit quelquefois, est pauvre, la partie énergique de la population que les capitulations militaires emmenaient autrefois, demeure sur ce sol en fermentation, M. Druet et ses amis poussent ardemment au développement de l'esprit militaire qui, par ses applications, contribue à hâter la ruine du pays, car toutes les manœuvres, les mises de piquet, etc. etc., coûtent fort cher, et que peut-il arriver de tout cela, si ce n'est beaucoup de mal? Le mépris des puissances étrangères

est systématique chez le gouvernement suisse et il a été si affiché et si prêché que le paysan auquel on parle tous les jours de son invincible armée de 150,000 hommes, fait très peu de cas des forces de ses voisins. On parle ouvertement en Suisse de la conquête de la Savoie, de celle de la Valteline et peut-être aussi, au besoin, d'une levée de boucliers nouvelle dirigée contre la réaction conservatrice. Pour ma part, je crois la Suisse dans un état dangereux, et cette idée que je rapportais de ma tournée se trouve confirmée par mon arrivée à Berne où je vois le parti conservateur incertain, un peu découragé, inquiet de l'avenir.

Je vous écrirai s'il arrive quelque chose qui, d'ici à peu de temps, confirme mes prévisions; elles sont noires assez. Adieu, monsieur, présentez mes bien tendres respects à Mme de Tocqueville avec tous les souvenirs les plus affectueux de ma femme. Vous savez si je vous aime et combien sont inutiles ici les plus respectueuses protestations.

Arthur DE GOBINEAU.

Paris, le 14 décembre 1850.

Monsieur,

Je suis à Paris avec Mme de Gobineau en ce moment; nous sommes venus voir un peu le temps qu'il y faisait et, je vous l'avoue aussi, jouir de la

bienveillance que le Département a témoigné à mes travaux commerciaux. Comme vous êtes la source et le conservateur de votre chef de cabinet, je vous dois de vous reporter ce qui m'arrive de bien et de bon. Le ministère du commerce a écrit, à mon sujet, deux fort belles lettres de félicitation au ministère et M. de Viel-Castel et la direction commerciale ont demandé la croix pour moi. Le président a refusé disant que j'étais trop jeune de service; comme ce n'était pas, à ce qu'il paraît, une raison sans réplique pour le Département, on m'a reproposé de nouveau le 10 décembre. J'ai subi un nouveau refus, mais M. de Viel-Castel a bien voulu me faire dire que je serais constamment proposé jusqu'à ce que j'eusse obtenu ce que le Département veut me donner. Et, en effet, les précédents aux affaires étrangères ne sauraient être favorables à la doctrine des droits uniquement fondés sur l'ancienneté. Il ne vous paraîtra pas singulier que je mette à plus haut prix la bienveillance si marquée du Département que l'obtention d'une faveur qui, en définitive, arrivera en son temps et qui ne sera que la confirmation de la satisfaction qu'on veut bien me témoigner.

J'ai vu tout d'abord en arrivant M. de Beaumont qui m'a raconté, ce que je savais déjà par M. de Serre, la terrible traversée que vous avez eue et combien vous en aviez souffert ainsi que

Mme de Tocqueville. J'ai pris une part bien vive à un contretemps si funeste dans votre état de santé à tous deux et je souhaite bien ardemment qu'avant de passer en Sicile, le climat de Naples vous remette un peu. Soyez assez bon pour ne pas me laisser plus longtemps sans nouvelles de votre santé physique et surtout de votre santé morale. C'est là pour vous la source première du mal et du bien et le fourreau serait plus solide si la lame était moins aiguisée.

Adieu, monsieur, je ne veux pas vous en dire trop long quand je ne vous parle pas de choses qui aient des droits directs à votre attention et vous parler de mon attachement pour vous, c'est une chose trop claire et trop vieille pour avoir un piquant de nouveauté; je ne suis ici que pour y toucher barre et sur les quinze ou vingt jours que j'y compte passer, il y en a déjà cinq d'écoulés. Je vais donc promptement regagner mon poste. Soyez assez bon pour faire en sorte que j'y reçoive bientôt un mot de vous. Mme de Gobineau envoie ses souvenirs les plus empressés à Mme de Tocqueville à qui je rappelle comme à vous mon respectueux et bien tendre dévouement.

Arthur DE GOBINEAU.

■ P.-S. — M. de Serre me charge de vous présenter ses respects et de vous dire qu'il a remis immédiate-



ment votre lettre à M. de Beaumont et qu'il serait bien heureux si vous vouliez l'employer le plus souvent possible à vous être agréable. Il a craint d'être indiscret en vous l'écrivant lui-même.

Il y a un siècle, mon cher ami, que je veux vous écrire, et que je suis empêché de le faire, tantôt par la crainte que ma lettre ne vous trouve plus à Berne, tantôt par la pensée que peut-être ne serez-vous pas revenu dans cette ville quand elle y arrivera. Je crois cependant qu'aujourd'hui je puis vous y écrire à coup sûr.

Je suis fâché qu'on ne vous ait pas donné la croix, mais je suis charmé d'apprendre que vous l'avez si bien méritée. J'ai voyagé de Toulon à Cività-Vecchia avec M. de Clercq, sous-directeur de la direction commerciale. Nous avons causé de vous, comme de raison, et il m'a fait le plus grand éloge et de vous et de vos travaux. J'en ai éprouvé une véritable joie et dans votre intérêt et dans le mien même, car je mets une sorte d'amour-propre à ce que vous vous distinguiez dans la carrière dont j'ai été si heureux de vous ouvrir la porte. J'ai toujours cru que vous possédiez les principales qualités qui y font faire son chemin d'une manière brillante et que si vous parveniez à mettre un peu plus de liant avec les hommes (vous pardonnez cette petite critique à ma sincère amitié),

il ne vous manquerait rien. Je conçois que vous désiriez la croix et je la désire pour vous très vivement, à cause de votre situation particulière et de votre *jeunesse* diplomatique. Mais elle ne peut vous manquer. Je voudrais bien être aussi sûr du nom que portera le gouvernement qui vous la donnera. J'ai peine à concevoir les refus réitérés du président. Etes-vous bien certain que les choses se soient passées comme on les dit? J'ai toujours trouvé, pour ma part, le président très bienveillant, je pourrais presque dire très affectueux, et si on lui avait rappelé les rapports qui ont existé entre nous, je doute qu'il eût rayé votre nom avec cette persistance.

Je jouis ici de tout le bien-être qu'on peut trouver loin de son pays dans les circonstances où nous sommes. L'esprit est quelquefois agité et inquiet, mais le corps semble faire chaque jour des progrès nouveaux vers un rétablissement complet. Toutes mes forces sont revenues et à peine puis-je apercevoir la trace de la maladie si grave que j'ai soufferte. Je vis dans une grande solitude; travaillant un peu, me promenant beaucoup et je me tiendrais pour aussi heureux que je puisse être, si je n'étais pas excité et troublé, de temps à autre, par les bruits de Paris qui arrivent jusqu'à moi. La raison me dit que de toute manière il vaut mieux que je sois ici, mais l'instinct me pousse

dans la bataille, et l'instinct, c'est plus de la moitié de l'homme. S'il ne fait pas toujours faire les sottises que la raison défend, il rend fort désagréables les actions sages qu'elle commande. Je compte revenir en France au mois d'avril et, si j'y retourne réellement guéri comme je l'espère, je n'aurai pas perdu ici mon temps.

Mille amitiés de cœur. Ecrivez-moi à Naples, bureau restant.

Alexis DE TOCQUEVILLE.

Sorrente, ce 15 janvier 1851.

*P.-S.* — Le chancelier de la légation de Naples, M. Marchand, passe à Berne. C'est une excellente acquisition. J'ai eu de plus particulièrement à me louer ici de lui et je vous le recommande vivement.

Berne, le 1<sup>er</sup> février 1851.

Je reçois, monsieur, votre lettre juste à temps pour en déchirer une que j'allais vous envoyer et qui ne répondrait pas à la vôtre. Je suis on ne peut plus heureux des nouvelles que vous me donnez de votre santé, elle est si nécessaire d'abord à vous, puis aux vôtres dont je suis, puis à tout le monde, que vous ne sauriez, ce me semble, travailler trop soigneusement à la mettre en état de supporter

vaillamment de futurs assauts. Il paraît que maintenant elle est en voie d'y arriver; je vous prie d'y mettre les derniers soins et de ne pas vous en revenir trop tôt. Ce que je dis-là est bien désintéressé car j'ai bien cru et je crois encore qu'il ne dépendait que de vous de me refaire chef de cabinet. Nous aurions recommencé ce travail enragé dont je me souviendrai toute ma vie avec bonheur jusqu'à ce que cela m'arrive encore. Mais votre santé avant tout et puis vous n'auriez peut-être et probablement pas voulu du fardeau. Je suis bien contrit du reproche que vous m'adressez et je le démêle surtout au milieu des bonnes paroles que vous me dites. Mais quelle mémoire vous avez! Il est certain qu'en faisant le procès à mon caractère, c'est M. de Combarel de Leyval que vous vengez! Je vous assure pourtant que pour une pauvre fois que je l'ai pris à partie, il n'était pas payé suffisamment des impatiences qu'il vous avait causées comme à moi. Mais qu'auriez-vous dit si vous aviez su ce qui m'est arrivé pendant mon séjour à Paris? M. de Reinhard écrit pour demander mon changement et m'en avertit par une lettre fort sèche assurant que je l'avais dénoncé au ministre. Le second secrétaire, M. Aymé, écrit au colonel Soleille, pour demander la permission de me tuer si je reviens; l'attaché écrit pour affirmer que la ville de Berne tombera sur

ma tête si je repars. Une enquête se fait officieusement et le résultat est que le général Lahitte écrit une lettre fort sèche à M. de Reinhard, que M. Aymé se voit refuser un congé qu'il demandait et que le père de l'attaché, M. Siméon, est invité à dire à son fils que s'il veut continuer sa carrière, il doit se comporter autrement. Je n'ai pas eu beaucoup à me défendre, mes antagonistes s'y sont si bien pris que l'avis de M. Brénier était que cette histoire racontée par Beaumarchais aurait pu faire un pendant aux singularités de l'affaire Goëzman. Je dois remercier d'autant plus le général Lahitte de cette équité que l'affaire de la croix ne peut pas me laisser penser que je fusse en faveur. La raison d'ancienneté a d'autant moins paru bonne au ministère que le colonel Soleille, après *un mois* de séjour au cabinet, fut fait officier de la Légion d'honneur : il était donc un peu plus jeune que moi, et ce fut pourtant le Département et non le ministère de la guerre qui lui fit sa promotion. Personne n'a douté que votre nom prononcé dans cette affaire n'ait, de suite, levé les hésitations du président, s'il en avait eu. Je n'étais donc pas favorisé et l'acte de justice de M. de Lahitte n'est que plus éclatant. Je n'ai pas besoin de vous dire que je ne suis pas encore tué, mais nécessairement M. de Reinhard me fait une mine assez désappointée. Heureusement que M. de Viel-

Castel m'a promis un très prochain changement qui sera, m'a-t-il dit, dans tous les cas, un avancement. Dans cette pauvre petite intrigue, tout le monde a été unanimement parfait pour moi au Département, je vous le dois comme tout le reste. Maintenant faut-il savoir la cause? Mes rapports ont incité l'humeur de M. de Reinhard. Mme de Reinhard est une ancienne belle qui en souffre par les jeunes femmes et le second secrétaire, nouvellement promu à près de quarante ans d'âge et dix-sept ans de service comme attaché payé! Aussi la perfidie m'étonne beaucoup moins que l'ineptie de la mise en œuvre. Lorsque j'aurai l'honneur de vous voir, je crois que cette histoire-là détaillée pourra vous amuser après dîner. Mais, je vous en prie, ne m'accusez pas de mauvais caractère, j'ai supporté pendant trois mois et plus les mines et même les actes tout à fait agressifs sans me plaindre ni haut ni bas et je n'en aurais pas parlé. Je ne vous dis rien de la politique suisse, je crois qu'il vaut mieux vous laisser tranquille, elle n'a, du reste, rien de bien neuf en ce moment. Quant à ce qui se passe à Paris, vous le savez de meilleure main et plus à fond que moi. Je ne dois pas oublier que tout le monde au Département m'a chargé de choses infinies pour vous, M. Brénier en tête, M. de Lesseps, M. de Clercq, etc. Vous ne me donnez pas de nouvelles de Mme de Tocqueville, mais j'es-

père qu'elle est mieux aussi. Que je suis donc tourmenté de la mauvaise opinion que vous avez de moi! Mais enfin je suis bien sûr que vous ne mêlez pas mon cœur avec mon humeur et que vous êtes bien certain de l'attachement profond et tendre que je joins à ma reconnaissance et à mon respect pour vous.

Arthur DE GOBINEAU.

*P.-S.* — Si je suis encore à Berne quand M. Marchand y viendra, je le recevrai comme je peux faire quelqu'un que vous m'adressez et je serai à lui de toutes manières.

Berne, le 21 février 1851.

Monsieur,

Je viens de recevoir l'avis de ma nomination dans la Légion d'honneur et j'ai deux motifs pour ne pas tarder à vous en informer. Le premier, c'est parce que je serais bien désolé de penser que vous n'y prendriez pas part et que je suis toujours pressé de vous donner avis de tous les pas que je puis faire dans ma carrière dont vous êtes le père. Mais, pardonnez-moi de donner la préséance à la question de cœur, car le second motif ressemble bien à une question de fait et aurait peut-être dû passer devant. Quand M. Brénier m'a témoigné à Paris

qu'il ne comprenait pas le prétendu refus du président de la République, il m'en donnait pour raison principale que par égard pour vous, son sentiment était que la croix m'aurait été donnée de suite, si l'on avait seulement rappelé quelle position j'avais occupée près de votre personne. Je ne doute donc pas que cet argument n'ait été employé et comme le résultat en a été victorieux ce sont de nouveaux remerciements dont je vous suis redevable et que je vous prie de me permettre de vous adresser.

Je ne vous parle pas de la Suisse et c'est avec intention que je m'abstiens de troubler le peu de repos que vos préoccupations, j'imagine, vous laissent encore; cependant comme il en est question dans ce moment-ci et que l'on s'attend à quelque manifestation pour le printemps, si vous jugiez intéressant d'avoir quelques détails sur la situation du pays, je serais très empressé, vous le savez, à vous les faire parvenir. Le fond des choses n'est pas bon et comme vous le pressentiez, l'année dernière, quand les conservateurs bernois sont arrivés au pouvoir, le mouvement qui les poussait n'était pas bien puissant. Il se découvre, de jour en jour, qu'il était encore plus factice qu'on ne croyait. Du reste il est impossible de déployer plus d'incapacité et de faiblesse que les conservateurs n'en ont montré et n'en montrent depuis un



an. Aujourd'hui, chose assez remarquable et curieuse, ils n'échappent à un renversement violent que grâce à l'appui que croit devoir leur prêter leur ennemi capital, le Conseil fédéral, intéressé à faire croire à une apparence de tranquillité et de bon ordre. Au fond et malgré tout ce qu'on peut dire, les conservateurs n'ont pas gagné de terrain, ni dans les faits ni dans les idées depuis un an qu'ils gouvernent le canton.

La nouvelle de ma nomination dans la Légion d'honneur est arrivée pour faire une sorte de contraste avec un événement fâcheux et surtout qui m'a fort inquiété. Ma femme était enceinte de trois mois et après deux mois de souffrances continues, elle a fini par une fausse couche qui la retient encore au lit. Elle vous prie de vouloir bien la rappeler au souvenir de Mme de Tocqueville qui est, j'espère, mieux portante et à qui j'offre aussi l'expression de mon respectueux attachement.

Adieu, monsieur, je vous serais bien reconnaissant si vous ne me laissiez pas si longtemps que vous faites sans nouvelles de vous; bien que je sache que vous continuez à aller mieux, encore serais-je plus content de le savoir de vous-même, comme aussi ce que vous pensez sur l'état général où l'espèce de simplification des affaires allemandes place la politique. Je finis en vous disant encore

et toujours quelle est ma respectueuse affection et mon sincère dévouement.

Arthur DE GOBINEAU.

Sorrente, ce 28 mars 1851.

· Votre lettre du 21 février, mon cher ami, m'a causé une véritable joie et, en même temps, une sensible peine. La peine est venue de ce que vous nous dites de l'accident qui est survenu dans la santé de Mme de Gobineau. J'espère qu'en ce moment et depuis longtemps cette santé qui vous est, avec raison, si précieuse, est rétablie. Quant au fond du malheur il est réparable et vous le réparerez sans doute avant qu'il soit bien longtemps. Ce qui m'a réjoui dans votre lettre est l'annonce de votre croix. Quoique je n'attache pas, en général, grande importance à ces sortes d'honneurs, dans les circonstances où vous étiez il était très désirable de l'obtenir. J'y tenais infiniment pour vous et je sais particulièrement gré à M. Brénier de ce qu'il a fait dans la circonstance. Vous voilà, Dieu merci, en bonne voie et j'espère que vous marchez vite dans la carrière qui s'ouvre si bien pour vous. Vous savez si mes vœux vous y suivront.

Je compte quitter ce pays-ci dans quinze jours et retourner directement par mer à Marseille. Mon congé expire le 1<sup>er</sup> mai et j'espère bien être retourné

à Paris avant cette époque; quand je dis j'espère, cela signifie que je désire ne rencontrer aucun obstacle de santé qui retarde mon voyage; car si vous concluez de cette expression qu'il me tarde de me retrouver dans le monde politique, vous vous tromperiez bien. Il n'y a pour le moment que des embarras à y rencontrer et des coups à y recevoir, et si j'avais une raison valable d'en sortir pour un ou deux ans, je ne manquerais pas, je vous assure, de m'en servir. Mais la politique est une vieille coquine dont on ne peut pas [se] dépêtrer alors qu'on ne l'aime plus. Je retourne donc à Paris à mon grand regret. J'aurai gagné au moins à mon absence, j'espère, une santé plus affermie. Je parle de la poitrine; car le printemps et le sirocco m'ont bien fait souffrir de l'estomac ces derniers temps.

Il me semble qu'il s'amasse un bien gros nuage sur votre Suisse; du moins, c'est l'impression que je reçois des objets à la distance où je suis. Je crains que dès que les puissances allemandes se seront arrangées tant bien que mal entre elles, elles ne fassent, pour cimenter le nouveau lien, une entreprise commune contre la Suisse, non pas seulement avec des notes comme de notre temps, mais avec des soldats. Le roi de Prusse, d'ailleurs, s'étant fait bafouer dans ses grandes entreprises, voudra se donner la petite consolation de triom-

pher à Neufchâtel. Telle est du moins ma prévision et j'ajoute ma crainte. Car un tel événement serait pour nous le dernier coup. Quant à moi, j'aurais plutôt donné ma démission que de me résoudre à le recevoir. On le recevra, pourtant, j'en ai bien peur. Les saints, qui sont rancuneux comme des saints, et qui ont encore sur le cœur l'affaire du Sonderbund (je parle des saints de France), pèseront sur notre gouvernement et le feront plier.

Adieu, donnez-moi de vos nouvelles, dès que vous me croirez arrivé à Paris. Rappelez-nous particulièrement au souvenir de Mme de Gobineau et croyez à ma bien sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

Berne, le 21 avril 1851.

Monsieur,

Je calcule que vous devez être à Paris ou tout près d'y arriver, car votre lettre était du 28 mars et vous me donniez votre départ comme devant avoir lieu sous quinze jours, je ne crois donc pas vous écrire trop tôt et, dans tous les cas, ma lettre vous attendra entre des mains très fidèles. Vous allez recommencer une vie de fatigues, d'ennuis, d'épuisements et, qui pis est, de bien des doutes; pourvu que vous ayez repris assez de santé pour y tenir, tout sera encore pour le mieux.

Vous devinez parfaitement juste dans ce que vous pensez de la situation menacée de la Suisse. Permettez-moi de vous en parler un peu au long et avec le peu d'expérience que mon séjour déjà long m'a pu faire acquérir des affaires helvétiques; j'y suis d'autant plus porté qu'il me semble utile que vous soyez pourvu de tous les renseignements possibles sur un point de notre politique extérieure qui me paraît, au moins dans le moment actuel, le plus exposé à donner lieu à des conflits.

Je vous disais l'année dernière, je m'en souviens, que l'état intérieur de la Suisse ne me paraissait nullement inquiétant. En voyant davantage, je n'ai pas changé d'idées. Conservateurs, radicaux, ultra-radicaux, ultra-conservateurs, en tant qu'ils ne s'occupent que de leurs intérêts nationaux, sont tous beaucoup moins exagérés qu'ils ne veulent en avoir l'air; à la pratique, les excentricités trop graves se modèrent, le peuple très attentif à surveiller ses mandataires ne permet guère, dans chaque canton, que les violences de langage, de sorte que, quand je vois tels patriciens rêver au retour des Magnifiques Excellences de Berne et tels révolutionnaires méditer l'application de l'impôt sur la fortune, je m'en effraye peu, attendu que la pratique ne permet pas tout ce que la théorie autorise et que le poids constant de l'opinion publique assise sur les épaules du gou-

vernant l'empêche de prendre un vol trop audacieux. D'ailleurs, la Suisse est ainsi faite que, dans ses vingt-cinq Etats, tout en définitive est constamment transitoire; tout s'essaye jusqu'à un certain point; rien ne dure et depuis le quatorzième siècle, la révolution est en permanence, à vrai dire, sur ce coin de terre qu'elle est sans cesse occupée à retourner d'un côté ou d'un autre.

Malgré cette situation normale d'agitations qui finissent toujours par se modérer soit au moyen des intérêts clairvoyants, soit même par l'effet des réactifs contraires, la Suisse a constamment vécu au centre des grands Etats européens, et toujours elles s'est sauvée des catastrophes les plus considérables. Il y a mieux, elle s'est agrandie et elle a dû à l'acte de Vienne des accessions de territoires qui ont beaucoup augmenté son importance. Je vous avoue que ce n'est pas à la modération ni au mérite politique des Suisses que je fais honneur de cette longévité extraordinaire. Bien qu'en les constatant, je crois trop complètement d'autre part à l'expérience des siècles pour ne pas être persuadé que tout Etat divisé contre lui-même et livré à des expériences perpétuelles doit périr, pour méconnaître que si la Confédération a traversé plus qu'heureusement tant de siècles de crises continuelles, elle a dû cette fortune à des causes tout à fait extérieures et c'est,

en effet, ce qui est arrivé; le besoin que la France et l'Autriche surtout ont éprouvé constamment d'avoir entre leurs frontières une sorte de tampon pour empêcher leurs chocs est la seule et déterminante raison de la longue vie d'un pays morcelé à l'extrême, sans véritable patriotisme unitaire, sans nationalité d'origine, sans force aucune et enfin sans nulle prudence dans ses relations avec ses voisins. L'existence de la Suisse a donc tenu tout entière aux principes de la politique générale de l'Europe. Mais ces principes n'ont-ils pas changé? Les nécessités d'autrefois sont-elles encore celles d'aujourd'hui? N'existe-t-il pas, au contraire, en ce moment, des motifs d'action tout à fait nouveaux et opposés? Ce sont là, ce me semble, autant de propositions qui se démontrent d'elles-mêmes.

D'abord, la Suisse s'est agrandie en 1815 d'une façon très restreinte pour augmenter sa puissance, mais assez large pour compromettre sa neutralité. Elle a acquis Neuchâtel, le Jura, Genève, le Valais, le Tessin et d'autres districts encore dont on peut dire qu'il n'est pas un seul qui, pour telle ou telle raison, ne soit un terrain de querelle. En outre, se voyant ainsi arrondie, le cœur lui a gonflé, et sa vanité démocratique déjà très poignante, s'en est accrue au point de lui conseiller bien des folies qu'elle a déjà faites

ou qu'elle prépare. Le patriotisme suisse n'existe pas quant aux affaires intérieures; sur ce point-là on ne connaît que l'amour cantonal et chaque Etat, chaque citoyen se fait un devoir de conscience de tirer à soi tout ce qu'il peut; mais en matière de politique étrangère on devient Suisse et comme les cantons généralement peu amis s'ignorent assez entre eux, il s'ensuit que cette politique étrangère est beaucoup empreinte d'imagination. Vous croiriez difficilement aux illusions que les Suisses se font, en général, sur leur puissance et le rôle européen qu'ils doivent jouer, je dis rôle actif, car le principe de la neutralité passe ici pour une honte, la masse des paysans considèrent même très sincèrement le droit qu'on leur a donné, en 1815, de ne pas participer aux coups que leurs voisins peuvent s'entredonner comme une des grandes énormités du congrès de Vienne. Ainsi tout ce qui leur paraît de nature à révéler leur bonne volonté dans ce genre aux puissances qui les entourent leur semble devoir être toujours saisi, c'est une question d'orgueil national. Or, à ne parler encore que de leur territoire même, Neuchâtel est une cause d'irritation pour la Prusse; Genève un danger pour la France, le Tessin une provocation permanente contre l'Autriche; ce sont justement autant de territoires rajustés qui jadis ne faisaient pas partie, du moins



à titre de souverainetés, de la Confédération; j'ai donc raison de dire que la Suisse d'aujourd'hui n'est nullement basée sur les mêmes principes que celle d'autrefois.

Mais pourquoi Genève, le Tessin et Neuchâtel sont-ils de véritables centres d'où un conflit avec l'Etranger peut incessamment surgir? C'est que les nécessités politiques ont aussi beaucoup changé. Autrefois, il n'importait en rien aux grands Etats que les Suisses travaillassent incessamment, avec bruit ou en silence, à la toile de Pénélope de leurs fragiles constitutions. Aujourd'hui, il en va tout différemment; les grands Etats ont, sous le rapport de l'instabilité des idées politiques, acquis beaucoup de ressemblance avec la Suisse, et ce pays, par contre-coup et son désir de représenter un brave personnage aidant, s'est trouvé pris d'un violent désir d'appuyer, au dehors de leurs frontières, tel parti et de nuire à tel autre. Cette question est devenue un point du dogme helvétique. On dit que ce sont les radicaux qui surtout la préconisent; je vous avoue que, sur ce point, je fais peu de différence entre les radicaux et les conservateurs. Comme il s'agit de la vanité publique, tout ce qui aspire à jouer un rôle est également forcé ici à beaucoup d'égards pour la faiblesse des électeurs et quand on a une fois prononcé les mots d'indépendance fédérale et d'hospitalité, on ne

trouve guère de force pour agir avec effet contre les réfugiés, et voilà le grand grief sur lequel aucun Etat de l'Europe ne peut passer aisément condamnation.

Dans le moment actuel, la question de Neufchâtel, à ne l'envisager que dans sa portée présente, me semble, je l'avoue, médiocrement redoutable. Le roi de Prusse est armé, il faut le reconnaître, d'un droit certain au point de vue des traités; mais d'un droit à quoi? A s'appeler prince de Neufchâtel et à toucher par an moins de 100,000 francs de revenu; du reste, il ne peut pas mettre un soldat, ni nommer un fonctionnaire, un seul, à l'exception du gouverneur, dans la principauté. Tel était l'état antérieur à la révolution dernière et l'influence prussienne même chez les hommes qu'on appelle royalistes, était si minime que le seul bataillon intitulé neufchâtelois qui faisait partie de la garde prussienne, ne pouvait malgré cette faveur se recruter qu'avec beaucoup de peine, les gens du pays préférant soit le service de France, quand il y en avait un, soit plus tard celui de Naples. Dans cet état de choses la Prusse ne tenait et ne tient nullement à un annexe qui lui coûtait beaucoup d'argent et ne lui servait à rien et pour le roi, il n'y a ici qu'une question d'amour-propre blessé et de dilettantisme féodal. Voilà l'état *actuel* des choses. Si donc il ne devait

pas changer, je craindrais peu pour l'avenir de la Suisse cette question de Neuchâtel. Mais il n'en est pas de même de l'affaire des réfugiés. Ici il y a danger sérieux, très sérieux et permanent, non pas que je redoute beaucoup une invasion de démagogues sur ce côté de notre frontière, mais parce que la position centrale de la Suisse en fait un club permanent des plus agressifs pour nous, pour l'Italie et pour l'Allemagne. Jamais les machinations ne cessent de Genève au Tessin, des Grisons au pays de Vaud, c'est un va-et-vient perpétuel d'agitateurs acharnés; sur toutes les frontières, il y a des imprimeries clandestines, des fabriques de poudre, des agents de correspondance révolutionnaires. L'autre jour, on a introduit en France deux pièces de canon démontées; chaque semaine des flots de brochures incendiaires pénètrent dans la Lombardie. Les légations réclament l'expulsion des réfugiés. Mon Dieu! c'est se heurter contre l'impossible! Et bien que je croie peu à la bonne volonté du gouvernement fédéral qui ne peut aller trop de front contre ses meilleurs amis, je crois encore beaucoup plus à son impuissance. On internera ou on fera partir bénévolement trente, cinquante réfugiés de bas étage qui ne font que peser sur le budget des communes, mais tous ces réfugiés importants, les seuls dangereux, les seuls dont la prudence des gouvernements limi-

trophes ait à s'inquiéter, on ne les renverra pas. Pourquoi? Parce que celui-ci est en Suisse antérieurement à 1848, et que ce n'est qu'à cette époque que commence légalement la qualité de réfugié; parce que celui-là est naturalisé; parce que tel autre est malade; parce qu'enfin ces derniers dont l'expulsion a été solennellement accordée se sont perdus et qu'on ne sait où ils sont; enfin, parce que tel gouvernement cantonal déclare le pouvoir de la Confédération incompétent pour statuer en pareille matière et refuse net d'expulser ou même d'interner et pendant ce temps, les choses vont leur train dans le monde démagogique, les complots continuent et les communications sur toutes les frontières sont plus actives que jamais. Il y a mieux encore; une nouvelle branche d'activité vient d'être entreprise avec beaucoup de succès par le gouvernement tessinois; il favorise la désertion dans les troupes autrichiennes de la Lombardie; cent treize Hongrois ont été dirigés hier de Berne où on les avait envoyés sur la France pour passer en Amérique. Pendant plusieurs jours ils avaient été caressés, payés, endoctrinés par les Tessinois et ils disaient tout haut ici qu'ils n'arriveraient même pas au Havre, attendu que la révolution européenne allait commencer avant huit jours. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer combien ce rôle nouveau de la Suisse en Europe crée des nécessités nouvelles

et inconnues aux hommes d'Etat d'autrefois; mais réellement, je ne crois pas que cette situation puisse se prolonger indéfiniment.

Je ne vous ai parlé encore que de l'affaire de Neuchâtel et de celle des réfugiés; mais les Suisses ont bien d'autres rapports avec leurs voisins, rapports de frontières, rapports de commerce, rapports de toute nature. Je laisse de côté ceux qu'ils entretiennent avec l'Autriche, la Sardaigne et l'Allemagne et dont aucune de ces puissances n'a lieu d'être contente. Je parlerai seulement de nous. Il est impossible de trouver plus de manques d'égards, plus de hauteur et de brutalité qu'on ne nous en témoigne afin de s'en vanter aussitôt comme d'autant de traits d'indépendance. Je ne vous rappellerai pas comment il y a deux ans, on expulsait de Genève, sans prétexte même, un prince prussien, mais je vous parlerai de nos sœurs de la Charité chassées de Porrentruy avec la dernière violence; des impertinences que nous avons recueillies dans notre intervention officieuse en faveur des moines du Saint-Bernard et du tort grave que nous font les nouvelles douanes fédérales. Sous le régime antérieur à 1850 notre commerce avec la Suisse bénéficiait de 36 millions de francs; désormais, nous allons perdre de plus en plus et notre arrondissement de Gex placé hors de notre ligne de douanes et accablé de produits

suisse sans pouvoir vendre les siens à cette provenance souffre réellement beaucoup. Ainsi agressions continuelles contre notre dignité et contre nos intérêts, voilà ce que nous éprouvons constamment de la part de la Confédération; aussi, je dois vous le dire, notre prestige y est nul, on ne fait de nous aucune estime et le seul sentiment qui pourrait encore nous rapporter quelque chose, la peur de notre colère, on s'en rit. Il est vrai que notre représentant (ceci est tout à fait de vous à moi) fait bien tout ce qu'il faut de son côté pour qu'il en soit ainsi et ne suit guère la voie que le Département n'a jamais cessé de lui tracer, il faut le dire.

Les Suisses me paraissent donc s'exposer beaucoup en ce moment et c'est ainsi que les faits apportent leur démonstration à ce sentiment qui est le vôtre du grand danger qui les menace. Pour en mieux juger encore, peut-être ne trouverez-vous pas inutile de voir l'attitude que les puissances tiennent ici et la manière dont elles ont l'air de recevoir les provocations qu'on ne leur épargne pas.

La Russie est officiellement brouillée depuis 1847. Elle a retiré sa légation et le secrétaire qui est resté, n'a aucun caractère officiel. Il observe beaucoup; c'est un homme d'esprit et me paraît tout attendre de l'action de l'Autriche. Sa politique *parlée* est

uniquement celle du rétablissement de l'ordre en Europe et, ce me semble un peu, à tout prix. Il approuve vivement l'annexion de tous les Etats autrichiens au corps germanique, comme augmentation de forces pour le rétablissement de l'ordre. Du reste, il ne va nulle part et s'efface autant qu'il peut.

L'Autriche tient le langage le plus débonnaire. Elle est fort satisfaite de la Suisse; elle ne se plaint de rien; les désertions de ses Hongrois ne lui arrachent aucune plainte; elle sait que le Conseil fédéral fait tout ce qu'il peut, elle a confiance en lui; quant aux réfugiés, elle s'en remet à ce que nous pouvons obtenir et s'efface. Malgré ce langage doux, elle inspire une terreur générale. On se redit chaque jour que le prince de Schwarzenberg a annoncé hautement sa ferme volonté de ne plus avertir qu'en frappant. On s'attend à tout et tous les jours, et ceux qui ont le moins peur, ce ne sont pas les démagogues tessinois.

La Sardaigne est dans une position assez fautive. Elle n'ose pas trop se plaindre des réfugiés à cause des éventualités italiennes qu'elle paraît vouloir encore réserver; d'ailleurs, elle les craint et, avec plus de bonne foi que l'Autriche, elle se met derrière nos réclamations. Elle cherche du reste à éviter autant que possible les coups du boutoir helvétique et n'y réussit pas toujours.

L'Angleterre est aimée, estimée et respectée par

les radicaux qui comptent beaucoup sur elle. Sa récente déclaration de refus quant aux réfugiés qui voudraient aller sur son territoire n'a même pas entamé sa popularité. Au contraire. On lui en sait gré. C'est un moyen de servir les besoins actuels de la propagande, en rejetant ici le plus de meneurs possible.

La Prusse et toutes les autres puissances allemandes, comme aussi la Sicile et l'Espagne, ont retiré leurs légations, avec des démonstrations d'humeur plus ou moins apparentes.

Ainsi, par le fait, il n'y a ici que deux légations, la France et l'Autriche; la Sardaigne et l'Angleterre n'ont que des chargés d'affaires. Vous voyez que la Suisse ressemble un peu à une maison qui va tomber et que les rats abandonnent, je vous demande de l'indulgence pour cette comparaison.

Vous allez, sans doute, me dire de conclure, de proposer un remède à une situation aussi menaçante. Je vous l'avoue, je n'en sais pas. Je crois avec vous que lorsque l'Autriche aura violenté la Prusse avec l'appui de la Russie, elle voudra lui donner quelque consolation et, dans ce cas-là, il n'est pas improbable que le droit du roi Frédéric-Guillaume IV sur Neuchâtel ne s'enfle beaucoup et ne devienne plus pratique et, par conséquent, plus menaçant pour nous. Il n'est pas improbable non plus qu'en nous réveillant un jour, nous n'ap-



preuions que les troupes impériales ont envahi le Tessin et les Grisons; mais qu'y faire à l'avance? A mon avis, la politique que vous avez suivie et celle que nous suivons encore est la seule que puisse adopter un pays qui ne veut pas chercher les aventures pour en avoir assez en perspective qu'il n'aura pas voulues. Nous essayons de rendre la Suisse moins agressive, l'Autriche moins envahissante; nous faisons le métier très honorable, très mal récompensé, souvent bien peu fructueux de M. Robert séparant Sganarelle et sa femme. Nous le faisons, ou pour mieux dire, le Département voudrait qu'on le fit avec honneur, fermeté, prudence, mesure... Je ne saurais pas imaginer rien de mieux. Seulement nos efforts réussiraient peut-être davantage si le poste que je considère comme le plus important et le plus périlleux du moment était confié à des mains plus habiles.

Hors de la ligne que nous suivons et qui, je le répète, me paraît la seule pratique, il n'y a que deux partis à prendre. Le premier serait de nous entendre d'avance avec la Prusse et l'Autriche pour ramener la Suisse à ses anciennes frontières, ce qui, du même coup, pourrait la faire rentrer dans son antique modestie. Mais nous aurions contre nous l'Angleterre, protectrice actuelle des radicaux, et le partage de territoire qui s'ensuivrait ne manquerait pas d'appeler les réclamations

de tous les Etats du monde. D'ailleurs, il n'est pas certain que les deux cours du Nord qui nourrissent peut-être des projets plus ambitieux et plus complets, voulussent de notre proposition. Ou bien, à la première démarche sérieuse de l'Autriche, nous pourrions renouveler en Suisse l'expédition de Rome et nous charger de mettre l'ordre nous-mêmes chez nos voisins. Mais ce parti-là pourrait nous mener insensiblement plus loin encore que le premier, parce qu'il serait moins facile à définir et à limiter et d'ailleurs, comme le premier, il aurait l'inconvénient capital de prétendre devancer les événements; je ne vois donc pas autre chose à faire, que de faire mieux faire ce que nous faisons et pour le reste à nous en remettre à l'avenir et... au futur congrès.

Pardon, monsieur, en voilà bien long; mais il y avait si longtemps que je n'avais parlé de tout cela avec vous! J'ai glissé rapidement sur bien des détails; je vous ai fait grâce des fanfaronnades des Suisses au sujet de leur armée de 150,000 hommes, de leurs projets de conquête sur la Valteline et la Savoie, de leurs espérances de voir soulager la redoutable et croissante misère qui les ronge, au moyen de la solde démagogique, car ce n'est pas gratis qu'ils comptent servir la révolution européenne; je ne vous ai pas dit non plus assez que les Tessinois, au milieu de leurs bravades, croient

tous les matins que le maréchal Radetzki a profité dans la nuit du nouveau bateau à vapeur du lac Majeur pour jeter ses bataillons sur leurs plages; mais je vous en ai raconté assez pour que vous puissiez voir que toute la politique étrangère de la Suisse n'est qu'un malheureux tissu de provocations insensées et de faiblesse réelle et que Dieu seul, et encore par un miracle, peut empêcher les choses de finir très mal.

Adieu, monsieur, écrivez-moi, je vous en prie, le plus tôt possible. Mme de Gobineau n'est pas bien. Elle présente ses souvenirs empressés à Mme de Tocqueville. J'y joins tous mes respects que je vous prie de partager avec l'expression constante du plus fidèle et sérieux dévouement.

Arthur DE GOBINEAU.

Je voulais vous écrire en arrivant à Paris, mon cher ami, mais du moment où je suis tombé dans le courant des affaires publiques, celui-ci m'a entraîné et ne m'a pas laissé le temps de respirer. Je veux cependant vous remercier de la lettre si intéressante que j'ai reçue de vous, peu après mon arrivée à Paris. Elle me prouve de plus en plus ce que j'avais toujours cru, que la carrière dans laquelle vous avez été jeté un peu par hasard vous convient plus qu'aucune autre et qu'elle forme le théâtre sur lequel vous êtes appelé par la nature

à vous distinguer le plus. Je voudrais seulement que vous eussiez à jouer votre rôle autre part qu'à Berne, puisque le climat de Berne ne convient pas à Mme de Gobineau. Vous aurez de la peine, sous d'autres rapports, à trouver mieux, soit au point de vue pécuniaire, soit même à celui des affaires dont un secrétaire d'ambassade peut avoir à s'occuper. Mais la raison de santé domine tout et je me joindrais volontiers à vos amis pour hâter le moment de votre changement, si je me croyais quelque influence sur le ministre; mais, en vérité, je ne m'en flatte pas. Je ne puis donc que vous réserver mon zèle pour le premier moment où il pourra s'exercer. Vous avez, du reste, dans M. de Baroche un ami sur le dévouement duquel vous pouvez compter.

Je vous écris de Versailles où je suis venu m'établir. Désespérant d'avoir cette année des vacances assez longues pour pouvoir me rendre à Tocqueville et ne voulant pas essuyer les chaleurs de Paris, j'ai pris le parti de louer une petite maison située dans un grand parc qu'occupe Rivet dans la banlieue de Versailles. Je suis établi là depuis une dizaine de jours; tous les matins je pars pour ma boutique et le soir je reviens au logis. Cette vie mêlée de travail d'esprit et d'agitation de corps me convient beaucoup jusqu'à présent et je me porte mieux que je ne l'ai fait depuis trois mois. C'est ici qu'il

faut me répondre. Mon adresse est : *chez M. Rivet, conseiller d'Etat, grille du Grand-Montreuil, Versailles.*

Vous n'avez pas oublié sans doute votre ancien collaborateur Chateaubriand; voilà deux ans que ce jeune homme travaille au ministère. Ce temps est assez long pour justifier complètement la faveur qu'on lui ferait de le nommer attaché payé, quand une vacance se présentera. Vous savez comme moi qu'on n'est réellement dans la carrière diplomatique que le jour où on a ce grade. Jusquelà on ne vous a accordé qu'une prétention et non un droit. J'aime le jeune homme et je suis surtout très attaché à ses parents. J'attacherais donc un prix particulier et je tiendrais infiniment à ce qu'il pût parvenir le plutôt possible au grade qui fixera son avenir. Je désirerais que vous voulussiez bien écrire dans ce (sens) à de Serre qui, placé comme il l'est, peut beaucoup en pareille matière. Je vous prie de lui dire qu'après ce qui peut être fait à votre convenance la chose que je désire le plus ou plutôt la seule que je désire du ministre des affaires étrangères est l'avancement de Chateaubriand. Je dirai, moi-même, cela à de Serre si je le rencontre, mais je vous prie, en attendant, de le lui écrire en ajoutant ce que vous fournira de pressant sur ce sujet votre amitié.

Je ne sais où vous trouvera cette lettre et si je

dois l'envoyer à Berne ou à Nice. Je sais que vous avez séjourné quelque temps dans cette partie du Piémont. Peut-être avez-vous passé par Turin. Dans tous les cas, et avec la perspicacité que je vous connais, vous avez dû porter un jugement sur l'état de ce pays, dont le sort peut influer sur la tournure de nos propres affaires. Je n'ai pas besoin de vous dire que vos observations en cette matière comme en toute autre seraient bien reçues. Notre état intérieur, sans être critique, est toujours fort grave. On aura bien de la peine à gagner le mois de mai prochain sans que (le) fil qui nous tient en équilibre ne casse et sans que nous arrivions à quelque phase révolutionnaire.

Adieu, rappelez-nous au souvenir de Mme de Gobineau et croyez à ma sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

Ce 12 juin 1851.

Berne, le 24 juin 1851.

Monsieur,

Je ne fais que de recevoir ce matin même votre lettre qui m'a été chercher à Nice d'où elle est revenue pour m'atteindre au débotté, car j'arrive et je vous assure qu'elle m'a fait bien plaisir de toutes façons. Je n'aime pas beaucoup, je le con-

fesse, à vous voir m'oublier un temps et je crains toujours qu'à force de me voir dans la perspective de l'absence sous le seul jour diplomatique, vous ne mettiez un peu dans l'ombre de votre souvenir mon affection et mon attache de cœur à vous. Je suis bien fier certainement lorsque vous semblez content de votre œuvre; mais, au fond, je tiens encore plus à ce que vous m'aimiez un peu *de suite*.

Je me suis occupé sans retard d'écrire à Hercule de Serre pour ce bon petit Chateaubriand que j'ai revu à Paris au mois de décembre toujours le même et toujours bien digne de votre protection, car il en est reconnaissant au plus haut degré. Je viens de faire la lettre et elle partira en même temps que celle-ci; je vous dirai sans retard la réponse qui va certainement m'arriver dans cinq ou six jours. Mais, avant de la recevoir, je crois que je la devine et, si vous me le permettez, je vais vous faire un peu l'étalage des connaissances que mes efforts pour me tirer d'ici m'ont donné de l'état du personnel diplomatique. En première ligne je suis convaincu qu'Hercule admettra, sans difficulté, pour candidat à la première place d'attaché payé vacante, celui que vous protégez. Sur ce point, lui et moi sommes unis comme sur tous les autres et je vous répons de lui; mais où est cette place d'attaché payé? Là est la question, elle n'existe certainement pas, il faut en faire

vaquer une, il n'y a pas deux moyens. M. de V. C. que vous connaissez très bien sera fort disposé à vous être agréable; mais il objectera que pour faire une vacance dans les attachés payés, il en faut nommer un deuxième secrétaire; c'est donc un deuxième secrétaire qu'il faut faire premier. Je ne sais pas quel attaché payé est en situation de se faire faire place en ce moment, mais quant au deuxième secrétaire c'est Guitaut et voici comment je le sais. Il vient d'être tout à fait question de m'envoyer à Vienne. Menneval devant être nommé ministre, moi je le remplaçais; Guitaut venait à Berne. Comme on comprend au ministère toute la convenance de me changer de poste, la combinaison reste toujours debout et on n'attend qu'une vacance dans un poste de ministre. L'important pour Chateaubriand serait d'entrer dans cette série et de profiter ainsi des bonnes volontés qui servent Menneval, moi et Guitaut. Mais une fois admis dans la série, reste toujours la difficulté de trouver un poste de ministre vacant. On le cherche et, à cause de Guitaut et de Menneval, je suis bien persuadé qu'on le trouvera; toutefois, comment cela aura-t-il lieu? Sur quelle tête éclatera l'orage? Voilà ce que personne probablement ne sait encore. Pour moi, je l'avoue bien franchement, je voudrais pouvoir contribuer à ce que la volonté ministérielle ne renversât pas tel ou tel qui sem-



blent un peu exposés et tombât droit sur M. de Reinhard. J'ai pour cela deux raisons : la première, c'est qu'il le mérite amplement. La seconde, c'est qu'on lui ferait beaucoup moins de mal qu'à tout autre, attendu qu'il n'a plus guère que trois ou quatre ans à attendre pour avoir sa retraite et qu'il serait facile de lui trouver soit une place dans une commission, soit toute autre situation payée qui l'empêcherait de perdre son temps d'ancienneté. Quant à ce qu'il le mérite, c'est chez moi l'objet d'une conviction passablement inébranlable et indiquée.

Certes, j'ai à m'en plaindre et je ne me donne pas comme impassible dans la question. Il a été, à brûle-pourpoint, sans prétexte, disant seulement que je l'avais *dénoncé* au ministre, demander ma mise en disponibilité avec une perfidie qui, du reste, n'éclata que paralysée par sa sottise même et n'eut, comme je vous l'ai dit alors, d'autre fin qu'une lettre fort militaire du général de La Hitte dans laquelle M. de Reinhard était engagé à rentrer en lui-même. Mais, à part cela, M. de Reinhard fait-il ou ne fait-il pas son devoir? Est-il au-dessous des immenses intérêts qui lui sont confiés? Ne nous déconsidère-t-il pas profondément sur le point le plus dangereux de la politique européenne? Je crois qu'au ministère vous ne trouverez pas la plus légère illusion à cet égard

et si, jusqu'à présent, M. de Reinhard a survécu à tous les accès d'humeur qu'il a donnés au Département, c'est qu'on respecte en lui, avec beaucoup de raison, l'ancienneté des services et l'approche de la retraite. Il n'en est pas moins vrai cependant que le service souffre beaucoup et que notre situation ici est peut-être devenue incurable. Nous sommes à ce point que la Sardaigne obtient des Suisses ce qu'ils ne nous donneraient pas; à ce point qu'on se moque de nous publiquement et que d'outrages en outrages, nous en serons peut-être conduits quelque jour par une impatience bien naturelle au point de faire quelque démonstration militaire sur la frontière. Si nous commettons cette étourderie, l'Autriche ou entrerait dans le Tessin pour y rester à jamais, ou bien, chose très possible bien qu'un peu bouffonne, prendrait contre nous le parti de l'indépendance helvétique. Elle est en situation de jouer également les deux rôles. Pour nous notre situation est désolante, humiliante, on en revient; mais pleine de périls, et nous n'en avons pas besoin aujourd'hui.

On ne fait pas au Département la moindre difficulté d'admettre que mon changement est nécessaire. M. Brénier avait déjà voulu m'envoyer à Berlin; M. de Viel-Castel fait tout ce qu'il peut; M. Baroche s'y prête avec une grâce par-

faite; mais aucun premier secrétaire ne veut venir à Berne et ils ont raison. Il faut donc qu'il y ait une vacance de ministre pour que Menneval me fasse place. Moi, mes motifs personnels pour m'en aller sont nombreux. La question de convenance, je vous dirai bien entre nous, qu'elle n'est pas si grave que le Département la suppose et je ne tiens pas du tout à ce qu'il se détrompe. M. de Reinhard et moi nous vivons ensemble sur un pied apparent qui suffit au monde. Il était d'abord tenté de me malmener un peu; mais j'ai réussi, à l'aide d'une réserve très stricte et très froide, mais très respectueuse à le mettre en garde lui-même contre ses entraînements; d'ailleurs, en ce moment, comme il n'est pas très brave, il a grand peur d'Hercule et me fait des avances que j'accepte avec déférence dans la mesure à laquelle m'oblige, je crois, la discipline. M. Aymé qui voulait me tuer, ne m'a pas tué. Je ne le connais absolument pas et n'ai avec lui nulle relation, pas même celle de nous saluer, et quand j'aurai l'honneur de causer avec vous de cette campagne-là, je vous dirai pourquoi je ne suis pas très fâché de la position. Je ne suis rien à la légation. Je ne fais absolument rien; on ne me montre que ce qu'il est impossible de me cacher; on ne me consulte jamais, bref je suis tenu en dehors de tout. Cela ne m'empêche pas d'ailleurs de tout savoir, attendu que la léga-

tion est la maison de verre du philosophe antique et que j'étudie le pays pour moi-même. C'est une situation qui a ses difficultés, elle a aussi ses périls; mais je serais indigne d'être jamais diplomate si je ne me plaisais à jouer que sur des roses; ces positions-là forment et apprennent; ce n'est pas ce qui me pousse à vouloir m'en aller et je tiendrais bon encore longtemps s'il n'y avait que cela. N'en dites rien, je vous en prie, à Paris, je ne tiens pas à passer pour si brave, on me laisserait me débattre. Mais le climat de Berne est intolérable. Je lui dois certainement la fausse couche de ma femme, ce que je lui dois en plus, c'est une grande terreur et très justifiée de voir ma fille devenir difforme. Personne ici, après un séjour un peu prolongé, n'échappe au goître et déjà le cou de Diane commençait à prendre des courbes, légères sans doute, mais fort significatives. Il faut être Suisse pour se résigner à cette perspective.

En outre, et cette raison est aussi forte, je ne me soucie pas d'être ici quand il éclatera quelque chose de trop grave. Comme j'ai fait le Jérémie depuis un an et que j'ai dit combien la situation était dangereuse, toutes les fois qu'on me l'a demandé, en indiquant les moyens que je croyais propres à sortir de peine, je ne me soucierais pas du tout d'être, dans un moment de catastrophe, chargé du fardeau, attendu que ce qui se pouvait

faire, il y a un an, n'est plus de mise aujourd'hui, que le mal empire et que l'autorité d'un chargé d'affaires intérimaire n'est pas assez sérieuse pour lui permettre de rien réaliser de bien et de salubre dans une débâcle. Je me verrais donc impuissant, on ne tiendrait peut-être pas compte de la différence des moments, du changement des faits; je passerais pour avoir mal vu et mal compris, peut-être pour avoir trompé le Département; quelle figure ferais-je? Voilà ce dont j'ai la plus grande peur du monde et ce qui fait que je souhaite ardemment m'en aller. Car, vous le dites avec bien de la vérité et une grande profondeur de vues, c'est en Suisse que le rôle diplomatique pourrait être le plus considérable; il l'est trop pour un secrétaire qui serait coupable de l'avoir dit et répété et qui ne serait pas investi de ce qu'il faut pour le porter. Voilà ma plus grande raison pour m'en aller, je suis sûr que vous l'appréciez.

J'ai encore mille choses à vous dire et sur le Piémont entre autres. J'ai traité aujourd'hui la question personnelle; quand Hercule de Serre m'aura répondu, je vous le communiquerai et en même temps, je vous dirai le reste. Mais, vraiment, je me sens dangereusement ici, et je n'ai pas envie que ma fille et ma femme prennent le cou que je vois à toutes ces dames.

Adieu, monsieur, peut-être trouverez-vous qu'il

ne serait pas inutile qu'Adolphe d'Avril vint prendre vos ordres. Il est bien au fait de la situation du personnel, et je me hâte de vous le dire, ses vues ne se croisent nullement avec celles de Chateaubriand. Il serait bien heureux de vous renseigner. Présentez, je vous en prie, mes plus respectueux compliments à Mme de Tocqueville. Ils sont aussi à vous avec l'expression constante de mon plus tendre dévouement.

Arthur DE GOBINEAU.

Berne, le 30 juin 1851.

Monsieur,

La réponse de M. de Serre à ce que je lui ai écrit pour Chateaubriand a été conforme à ce que j'avais supposé. Le bon vouloir entier et la difficulté celle que j'avais supposée. Je lui ai dit l'espèce de chaîne électrique qui me semblait possible à construire et dont je vous ai proposé le dessin. Maintenant, j'attendrai de savoir ce que vous pensez de tout cela. Malheureusement, des intérêts bien autrement graves se sont venus jeter à la traverse. Vous n'avez guère le temps de penser à ces infiniment petits; je ne sais donc même si je vous en dirais ces quelques mots sans l'occasion qui s'en présente par la nécessité de vous parler du Piémont.

Ce sujet-là je ne saurais pas le retarder sans risquer de perdre la meilleure part de ce que j'ai à en dire et qui, étant toute d'impressions, pourrait s'effacer si je ne la fixais pas. Voilà donc ce que j'ai vu et surtout senti.

Le pays est matériellement fort riche. Les cultures y sont admirables et doivent principalement à la présence des mûriers et à l'élève des vers-à-soie qui en est la conséquence une visible prospérité. Les terres rapportent aisément 50 pour 100 et la propriété, sans être arrivée à ce morcellement effréné où je la vois en Suisse, l'est du moins assez pour que le paysan y ait la plus grande part. Il y a donc une réelle prospérité dans le pays au point de vue agricole et comme l'industrie est encore peu importante, il ne s'est formé nulle part de ces centres manufacturiers qui en répandant la misère et la démoralisation dans les basses classes, favorisent le développement des passions révolutionnaires. L'administration de l'ancien régime, j'entends celui qui a précédé 1848, était excellente, prévoyante, paternelle, et c'est elle bien certainement qui a fondé l'état de richesse actuelle du pays. Deux points gênaient pourtant dans le système tombé, la grande prépondérance des jésuites et l'action immodérée de la police; c'est sur ces deux bases que se fonde l'attachement réel du peuple piémontais pour ses nouvelles institutions

auxquelles il ne comprend pas grand'chose, sinon qu'elles l'ont soustrait au despotisme réel de certains couvents et des carabiniers royaux. Du reste, il est religieux par tempérament et très attaché à la maison de Savoie. Il n'y a qu'un seul petit défaut italien que toutes les sévérités de la loi résumées par la potence ne peuvent déraciner; il ne peut renoncer au brigandage sur les grandes routes. Mais à part ce travers, la population est douce et nonchalante et n'entend absolument rien à la politique dont elle ne s'est jamais mêlée, même pendant les mois les plus tumultueux de 1848. Le grand révolutionnaire fut Charles Albert et l'école démagogique ne se recrute que dans quelques avocats sans causes qui n'ont personne derrière eux. Je penserais donc tout à fait que le Piémont est à l'abri des révolutions futures, s'il n'avait pas d'une part son gouvernement, de l'autre le port de Gênes.

A la tête des affaires est le chevalier d'Azeglio, homme de beaucoup d'esprit, mais d'un esprit italien, sincèrement libéral mais de ce libéralisme de déclamations qui est plus particulièrement compréhensible à la péninsule, aimant tout ce qui brille et chatoie dans l'opinion qu'il professe et se souciant peu du reste. Il s'est fait nommer colonel de cavalerie, il peint, chante, compose des opéras, les joue et quand il arrive au Conseil, il s'endort. A



peine d'une main fatiguée et avec force bâillements consent-il à signer ce qu'on lui présente; quelquefois, il le parcourt, rarement il le lit. En somme, la galanterie est sa grande affaire.

Un homme moins apparent encore, mais qui gagne du terrain dans l'opinion, c'est M. le comte de Cavour. Il appartient à une famille qui compte des industriels parmi ses membres et il s'est rangé avec passion parmi les protecteurs de la doctrine économique du libre échange. Il s'occupe, en ce moment, de modifier dans ce sens la législation commerciale de son pays; nul doute que cette activité qu'il déploie n'amène des résultats considérables et que l'on peut déjà entrevoir. En effet, M. de Cavour indique déjà suffisamment sa pensée qui est de mettre dans l'ombre le caractère agricole que le Piémont a eu jusqu'ici et de développer à un aussi haut degré que possible l'esprit industriel. Pour faire réussir ce projet, il fallait s'appuyer sur quelque chose de sympathique au sentiment public; ce quelque chose a été l'essor à donner à la prospérité du port de Gênes et comme Gênes est un port franc, les idées libre-échangistes de M. de Cavour ont été un lien tout naturel entre le ministre et la ville commerçante.

Mais vous vous souvenez certainement de tous les embarras que la patrie des Doria a donné dans le moyen âge à la politique de l'Europe.

On ne savait qu'en faire; toujours elle s'offrait au tiers et au quart et toujours elle se reprenait quand elle découvrait que son maître ne se laissait pas exploiter aussi largement qu'elle l'entendait, ce qui porta Louis XI à lui conseiller, en dernier ressort, de se donner au diable, attendu que pour lui, il ne voulait pas d'elle. Eh bien! Je comprendrais que le Piémont finit quelque jour par lui adresser un compliment semblable. Ce que veut Gênes, c'est gagner de l'argent et en gagner beaucoup et, en sa qualité de port franc, elle n'a pas à sa portée de meilleur moyen que d'attirer dans ses bassins le plus de commerce de transit possible; de là le sentiment qui domine dans la politique de M. de Cavour et la plus sérieuse manifestation qu'il en ait encore faite, son récent traité avec l'Angleterre. Voilà, désormais, ce dernier pays, en vertu de ce pacte nouveau, en possession d'inonder le Piémont de ses denrées, mais ce n'est pas tout. L'Angleterre, déjà bien chère au port de Gênes, devient ainsi la principale cause de sa fortune; l'Angleterre y est donc naturellement fort choyée, mais comme la faveur publique est variable et que l'Angleterre aime les bases plus solides, elle a noué les relations les plus intimes avec les nombreux réfugiés qui vivent à Gênes et s'en fait une milice pour s'assurer d'une influence irrésistible sur ce terrain.

De là, ses désirs plus vastes que ceux du port de Gênes, mais conformes aux intérêts communs, cherchent à hâter la construction des chemins de fer sardes d'abord, et suisses ensuite, afin de nous retirer, d'une part, le parcours de la malle des Indes, objet de première importance, et d'un autre côté, d'attaquer à revers la consommation du centre de l'Europe. Aussi, n'est-il pas douteux que les avances de l'Angleterre vont faciliter l'achèvement des voies ferrées du Piémont et, si les Suisses y consentent, hâter l'exécution du réseau helvétique. Il y a déjà eu des démarches dans ce sens. De cette manière, le Piémont deviendrait, d'abord, un pays précieux de consommation pour les produits britanniques, puis, et ce second point serait peut-être plus important encore, un entrepôt général des mêmes denrées à destination de la Lombardie, de la Suisse et de l'Allemagne méridionale. Je ne répète pas ce que j'ai dit plus haut pour le parcours de la malle de l'Inde.

A cette série d'observations, l'idée qui se présente naturellement à la pensée, c'est le souvenir du Portugal et de ce qu'une situation commerciale analogue en a pu faire. Mais cette réflexion est si naturelle, si spontanée, si inévitable que, d'une part, les Anglais n'ont pu manquer de comprendre qu'elle viendrait à l'esprit des natio-

naux, sinon dans le premier moment d'engouement, au moins après quelque temps d'expérience et qu'ensuite les puissances voisines du Piémont, la France et l'Autriche, ne manqueraient pas de lui donner accès.

Que le Cabinet de Vienne, comme le nôtre, ait un intérêt très direct et très sérieux à ne pas laisser le Piémont s'engager d'une manière si absolue dans l'alliance anglaise, ce point, je crois, n'a pas besoin de démonstration. Malheureusement, il m'est difficile d'imaginer comment, avec les moyens dont nous disposons actuellement, nous pourrions empêcher un travail d'assimilation, d'appropriation, nécessairement voilé, patient et imperceptible pour les yeux inattentifs bien qu'en définitive très dévorant. Mais l'Autriche n'est pas dans la même passe de paralysie; au contraire, elle semble éprouver quelque chose d'analogue à l'état de ces convalescents qui, revenus d'une crise violente, ont faim et besoin de se mouvoir et d'user de leurs facultés, et, dans cette affaire, l'Autriche sera d'autant plus intéressée à se remuer que les moyens dont l'Angleterre peut disposer pour établir son influence en Sardaigne (je dis en Piémont), sont de nature à inquiéter et à irriter le gouvernement impérial et royal. Je vous ai dit de la manière dont l'Angleterre étend et soutient son influence à Gênes,

en se faisant la patronne active des réfugiés; elle ne peut faire autrement en Piémont que d'appuyer le peu d'éléments démagogiques qui y existent, de les réchauffer, de leur donner du cœur, bref, de transformer ce qui s'appelle le parti italien en ce qui s'appellera le parti anglais, si l'on veut jamais donner aux choses leur vrai nom. L'Autriche ne pourra pas supporter cela, les partis conservateurs, les libéraux sages s'en effrayeront et je crois que là est le germe de très sérieuses difficultés et qui ne sont pas loin.

C'est, dit-on, l'avis du roi Victor-Emmanuel. Ce prince est très brave, très loyal, très bon officier de cavalerie, mais comme le chef de son ministère, il sacrifie beaucoup aux grâces et se soucie peu des travaux du gouvernement. Il aime à prévoir le jour où il abdiquera parce que, dit-il, il se fera postillon, aimant aussi beaucoup les chevaux. Il ne croit pas à l'avenir du régime constitutionnel, attaqué par une meute de politiques peu dangereux s'ils n'étaient que Piémontais, redoutables pour son pays si petit comme unitaires italiens et protégés anglais. Quant à lui, il tiendra à la constitution qu'il a jurée jusqu'au dernier moment; mais le point d'honneur satisfait, il passera très volontiers la couronne au duc de Gênes.

Celui-ci paraît être un esprit plus sérieux. Il est le chef des rétrogrades; il est certain que la

constitution n'est pas pour lui l'objet d'un culte bien vif et on ne doute pas que, sous sa conduite, la politique piémontaise, fermant ses sympathies à tout le monde, ne s'enfermât en tête à tête avec l'Autriche. L'armée, chose assez curieuse, ne s'en fâcherait nullement; elle aime fort la maison royale et ne veut tenir compte que de cette base du gouvernement; elle n'a pas de haine pour les Autrichiens, fière qu'elle est, se voyant si petite, de leur avoir si bien tenu tête, mais elle exècre et méprise les Italiens qui l'ont mal secondée, puis insultée, puis attaquée. De sorte que je ne serais pas surpris de voir, avant un temps bien long, la maison de Savoie rentrée dans l'alliance autrichienne; il me semble difficile que les Anglais, malgré toute leur bonne volonté et n'ayant que des points d'appui lointains, puissent s'impatroniser assez vite dans le pays pour que l'impopularité que va amener partout à la nouvelle politique commerciale de M. de Cavour la ruine de l'industrie indigène et la faveur outrée accordée à Gênes, enfin, et surtout, la peur des menées démagogiques ne les jettent pas par terre avant qu'ils ne soient assis. S'ils occupaient la Sicile, il ne faudrait répondre de rien.

Le pire de tout, bien certainement, c'est que j'hésite à savoir si ce sera l'Angleterre ou si ce sera l'Autriche qui domineront là, dans ces belles

et fertiles provinces situées à nos portes; je calcule les chances et, sauf meilleur avis, et avouant d'ailleurs que j'ai manqué de bien des moyens de bien voir, je suis porté à croire que l'Autriche l'emportera; mais ce dont je suis trop convaincu c'est que là, nous n'avons rien, ni influence, ni sympathie, que nous n'inspirons ni respect, ni affection, ni crainte et que, quelque chose qui arrive, rien n'est à glaner pour nous dans ce champ si voisin, où l'Anglais sera le moissonneur, à moins que ce ne soit l'Autrichien.

Ah! monsieur, je ne sais s'il y a beaucoup de points consolants dans les misères intérieures, mais je n'en vois partout que de bien désolants dans notre politique au dehors. Ce qui est en Piémont est en Suisse à un degré bien plus haut encore; nous n'avons plus, comme dans la politique ancienne, ce protectorat de fait sur les petits Etats allemands; sur qui agissons-nous? Qui nous seconde? De quel point de l'horizon tourne-t-on les yeux vers nous? Et pendant ce temps, par suite d'une politique que je ne m'explique pas suffisamment, la Russie aide l'Autriche à se construire une puissance qui dépassera, je le crains, celle dont Charles-Quint poursuivait l'idéal, si l'incorporation de toutes ses parties dans la Confédération germanique vient à se réaliser. Alors que serons-nous et d'où nous viendra le

secours et si nous nous tirons du mal intérieur, n'y a-t-il pas de quoi mourir des coups que nous pourrons, nous, devenus chétifs, recevoir de tant de gros voisins? Je n'ose rien décider sur tout cela et ce sont autant de doutes pénibles qui m'obsèdent.

Quand vous serez sorti de la tâche si capitale et si ardue que vous avez acceptée, je vous demande un petit mot de souvenir. Il ne me faut pas oublier que M. de Butenval, à Turin, et ici, notre chancelier, M. Marchand, m'ont chargé de vous rappeler leur dévouement. Je suis un peu pour tout le monde la continuation de votre reflet et je vous avoue que je m'en pare aussi bien que je puis le faire, tout en ne passant pas à l'indiscrétion. Adieu, monsieur, mille respects à Mme de Tocqueville et à vous, avec l'assurance bien sentie de mon profond attachement,

Arthur DE GOBINEAU.

M. de Beaumont avait eu la bonté de me témoigner le désir de voir les rapports que j'ai adressés sur la Suisse au Département. Quand vous aurez un peu de loisir, si vous vouliez bien les parcourir et qu'il s'en souciât encore, je serais bien heureux que vous les demandiez à d'Avril. Il ne faut pas que le Piémont m'empêche d'ajouter que de Serre m'écrit de nouveau qu'il a parlé de Chateau-



briand au ministre, lequel est fort bien disposé. De Serre aurait été prendre vos ordres et se rap-  
peler à vous si ses augustes fonctions... Il paraît,  
en somme, qu'un chef de cabinet continue à avoir  
de quoi s'occuper.

Hanovre, le 3 août 1851.

Monsieur,

Vous savez probablement déjà que le ministre  
vient de m'envoyer ici comme chargé d'affaires  
pour remplir l'intérim de M. de Ferrières qui va  
pour deux ou trois mois à Paris. Vous pouvez  
penser avec quel plaisir j'ai reçu l'ordre de venir  
à Hanovre et me suis vu arracher à la satisfaction  
très douce de n'avoir d'autre contact officiel avec  
les affaires à Berne que de *copier* de loin en loin  
une dépêche de M. de Reinhard, tâche un peu  
contraire à ma position hiérarchique, mais que,  
du reste, par esprit de conciliation, je n'ai jamais  
refusée. Je vous aurais écrit de Berne mon départ,  
mais il a suivi immédiatement l'ordre du minis-  
tère, parce qu'on me disait de me hâter et je vous  
écris en arrivant. Vous allez avoir maintenant  
la prorogation, dites-moi, je vous en prie, si votre  
santé a souffert de vos derniers travaux. Vous  
n'avez pas fait là une des moindres actions de  
votre vie publique, ni une des moindres œuvres

de votre vie intellectuelle. Je serais bien heureux si vous vouliez bien me donner ce rapport (1) capital avec votre signature en haut (ceci tient à la fois de l'affection et de la bibliophilie). Quand je connaîtrai un peu le terrain ici, je vous demanderai la permission de vous en parler.

Pour aujourd'hui, je ne vous écris qu'une lettre de voyageur, n'ayant rien d'autre à vous dire que ce qui m'arrive et à vous prier de me rappeler respectueusement et *bien tendrement*, si vous me le voulez permettre, au souvenir de Mme de Tocqueville et de partager avec elle les mêmes sentiments qui sont pour vous bien éternels en moi.

Arthur DE GOBINEAU.

N'allez-vous pas aller à Tocqueville pendant la prorogation?

Mon cher ami,

J'ai appris hier, avec une grande joie, par de Serre, ce qui vient de vous arriver et en rentrant chez moi je trouve votre lettre. Je veux sur-le-champ vous dire le plaisir que me cause votre changement de situation. Ce que vous devenez et ce que

(1) Le célèbre rapport fait à l'Assemblée législative au nom de la commission chargée d'examiner les propositions relatives à la revision de la Constitution du 8 juillet 1851, qui se trouve dans les *Œuvres complètes* de Tocqueville, t. IX (*Études économiques, politiques et littéraires*), p. 574 et suiv.

vous n'êtes plus sont deux motifs de satisfaction presque aussi grands l'un que l'autre. Je craignais toujours qu'il ne vous arrivât mal à Berne, je dis mal dans votre situation; car je n'ai jamais pu prendre, je vous l'avoue, très au sérieux, la crainte que vous paraissiez concevoir pour le cou de Mme de Gobineau. Celui-ci ne m'a jamais paru disposé à devenir goîtreux et je suis certain qu'il fût resté aussi rond et aussi uni qu'autrefois, en dépit de l'eau des glaciers. Mais il n'en était pas de même de votre situation qui aurait bien pu prendre à Berne un mauvais tour. Vous en voilà tiré et tiré avec un grand avantage. Vous êtes placé sur un théâtre où vos qualités ne peuvent manquer de paraître. Je vous répète que c'est une vraie joie pour moi, je devrais dire pour nous; car ma femme s'unit pleinement au sentiment que j'éprouve.

Ainsi que vous l'avez jugé, je vais quitter Paris ou plutôt Versailles, car la chaleur m'avait fait fuir Paris et m'avait porté à louer une petite maison très agréable à habiter et qui est placée dans les environs de Versailles. Je me rends en Normandie. Mais seulement pour la durée du conseil général. Je reviendrai ensuite ici où je laisse ma femme. Nous avons renoncé, à notre très grand regret, à nous établir cette année dans notre cher Tocqueville. Un si grand dépla-

cement pour si peu de temps, après tant d'autres, serait bien cher et je ne veux point mettre l'embaras dans mes finances. Vous savez ma théorie sur ce point : il n'y a de notre temps qu'une seule force durable, c'est celle qu'on tire de son caractère. Il n'est qu'une seule façon de conserver intact avec certitude son caractère; c'est de n'avoir jamais besoin d'argent. Ergo, je conclus que quand on ne peut pas augmenter son revenu, il faut savoir borner sa dépense. Le second moyen est aussi efficace, quoique moins agréable que le premier.

Je suis très content que vous ayez trouvé du mérite dans ma dernière œuvre. L'effet produit en France m'a, en somme, satisfait et ce qui m'est revenu de l'étranger, surtout de l'Angleterre, m'a plus satisfait encore. Je vais vous envoyer l'exemplaire que vous désirez. Maintenant, pourquoi ai-je fait ce rapport, dans quel but, par suite de quelles nécessités et de quelles circonstances? Cela ne pourrait se dire que dans une conversation très longue et très intime. On ne dit point de ces choses par la poste. Il y aurait, pourtant, fort à vous apprendre sur notre situation dont l'aspect, surtout dans la partie qui est cachée au public, change sans cesse et si rapidement que celui qui est hors de France depuis quelques mois doit se garder de juger et se tenir dans une grande circonspection.

Ma santé a bien supporté les dernières épreuves.

J'en suis content et ne lui demande que de se maintenir.

Adieu. Mille amitiés de cœur. Je recevrai ce que vous aurez à me dire avec un extrême intérêt comme vous pouvez croire.

A. DE TOCQUEVILLE.

Ce 6 août 1851.

Hanovre, le 18 septembre 1851.

Monsieur,

J'ai attendu quelque temps pour vous écrire parce que je n'étais pas fâché de me reconnaître un peu dans mon nouveau poste avant de vous en parler. Il m'arrive une chose assez particulière; c'est que, grâce à l'union du Zollverein et du Steuerverein, réalisée, en principe, du moins, par le traité qui vient d'être signé, le Hanovre, pays des plus morts pour la politique générale, vient de devenir subitement un des pivots de ce qu'on appelle la question allemande, espèce de tohu-bohu où toutes formes et couleurs changent incessamment et n'ont pas de nombre. Je ne me plains pas de ce hasard, comme vous pouvez bien croire, mais je me fais aussi remarquer à moi-même que le théâtre est bien autrement vaste qu'en Suisse, l'intérêt bien autrement vital pour l'Europe, et la solution bien autrement inté-

ressante, attendu que si la Suisse ne trouve pas elle-même son issue, on pourra la lui faire; l'Allemagne, au contraire, est *sui juris* et ne peut faire autrement dans son ensemble que de le rester.

Comme je ne vous donne ici que des impressions et des notions générales pour ne pas vous entraîner dans les méandres si tortueux des politiques particulières de chaque Etat germanique, je signalerai à votre attention ce fait de premier ordre que pour acquérir l'alliance commerciale du Hanovre et de ses alliés, l'Oldenbourg, les villes libres, Lippe-Schaumbourg, la Prusse a dû faire une nouvelle évolution. Depuis six mois, elle cherchait à lutter avec l'Autriche d'exaltation réactionnaire; elle a restauré chez elle les diètes provinciales et menacé chez les autres les institutions représentatives. Le roi même est intervenu à Cologne dans des questions de presse. Il n'était pas douteux, il y a trois semaines ou un mois, pour le public, que la Prusse voterait contre le régime constitutionnel hanovrien quand il s'agirait, à la Diète de Francfort, d'appliquer la compétence fédérale. Maintenant tout a changé. Voici que le Hanovre a rattaché le Steuerverein au Zollverein. La Prusse est, commercialement, maîtresse des rives allemandes de la mer du Nord. Elle peut supposer et elle suppose certainement qu'une influence politique, ressemblant de près

à un protectorat, va être la conséquence d'un tel état de choses sur des Etats déjà topographiquement englobés dans son sein et elle se flatte, à la faveur de cette circonstance, de n'avoir pas à craindre ce qui lui est arrivé en 1848 et depuis quand les Etats du Midi, bien qu'unis à elle par la politique commerciale, se sont cependant dévoués à l'Autriche dans les questions plus hautes.

Ce calcul paraît simple; je crois pourtant qu'au fond, il pourrait donner lieu à des mécomptes, mais quoi qu'il en soit, pour payer la condescendance du Hanovre et de ses associés, pour s'assurer le concours des corps législatifs des pays intéressés, dans l'acceptation d'un traité d'union fort impopulaire, la Prusse ne peut faire autrement que de prêter son appui aux constitutions qu'elle menaçait hier et d'en faire un objet de consolation.

Je ne crois pas qu'elle gagne, par cette conduite, autant qu'elle le croit. Sa politique n'inspire ni confiance ni sympathie à cause de sa versatilité, et elle prend, rejette et reprend avec tant de facilité les principes les plus opposés qu'il en est résulté dans toute l'Allemagne une sorte de dégoût que la hauteur et la morgue ordinaire à la diplomatie prussienne ne font qu'entretenir et exaspérer.

L'Autriche, au contraire, a un système défini, connu, on pourrait dire nécessaire et d'où elle ne

se départ pas. Parce que l'on craint tout de ses sentiments connus, on lui sait un gré infini quand elle ne pousse pas la réaction à l'extrême. C'est ce qui arrive en ce moment où la certitude que le retrait de la constitution du 4 mars n'entraînera pas celui de beaucoup de bonnes mesures nouvelles, excite une véritable reconnaissance. Enfin, l'Autriche, beaucoup plus redoutée que la Prusse, est plus estimée aussi et n'est pas plus haïe. Je crois donc que l'avantage acquis par le nouveau traité au Cabinet de Berlin pourrait bien être plutôt apparent que réel. D'autant plus que l'exécution des articles n'aura lieu qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1854 et d'ici-là que ne peut-il pas arriver?

Adieu, Monsieur, veuillez présenter mes plus affectueux respects à Mme de Tocqueville et les agréer aussi pour vous-même. Vous savez combien est entier pour vous mon attachement dévoué.

Arthur DE GOBINEAU.

J'ai relu le *Rapport* plus à tête reposée. C'est une des plus belles choses que vous ayez jamais faites et, j'ose le dire, une des œuvres les plus capitales de la philosophie politique. Il y a une sérénité, une grandeur de vues au milieu d'une situation si compliquée et compliquée, il faut l'avouer, par beaucoup de choses qui, de loin,



paraissent un peu mesquines, que l'impression de plaisir et d'admiration qu'on en éprouve redouble à mesure qu'on y réfléchit plus. Je suis votre conseil; je ne juge pas ce qui se passe en France et me confesse incompetent, mais c'est bien dur de vivre ainsi aveugle.

Entre cette lettre et la suivante, il se trouve une lacune qui, jusqu'ici, n'a pas pu être comblée.

Berne, le 29 avril 1852.

Monsieur,

Que de remerciements je vous dois et je vous fais! La réponse de M. Flourens achève de m'ôter l'ombre d'un doute qui me restait; heureusement, j'avais devancé son jugement et l'ensemble de mes idées n'en reçoit pas de trouble. Pourtant, j'accepte avec bien de l'empressement l'offre que vous me faites. S'il ne vous ennuie pas trop de lire le chapitre de *l'Unité de l'Homme* dans *l'Histoire des travaux et des idées de Buffon* et de m'en communiquer la quintessence, vous me rendrez un véritable service. Il sera complet si vous voulez bien joindre à ce résumé le titre de l'édition, le chiffre du volume et celui de la page.

Pour ce qui vous concerne, voici ce qui me vient de suite à l'esprit. Il me semble que je prendrais

la source des idées novatrices en Allemagne dans la philosophie, la théologie et l'érudition. On peut remarquer que dans tous les pays du monde, ces trois branches des connaissances humaines ont servi au développement théorique de l'esprit; mais en Allemagne, l'action a été plus directe et a abouti plus vite à la pratique, parce que les universités ont joué un plus grand rôle dans l'ordre social que chez nous. J'excepte le moyen âge.

En acceptant ce point de vue, je crois qu'il y aurait utilité à feuilleter les écrits polémiques de Luther et d'Erasme et ceux de plusieurs de leurs contemporains, entre autres les espèces de pamphlets très curieux de Ulrich de Hutten (*Epistolæ aliquot obscurorum virorum*, je ne sais si le titre est bien exact, je le cite de mémoire, mais sauf *aliquot*, ce doit être cela). Au dix-septième siècle, il y aurait quelque chose à voir dans les écrits de Leibnitz qui, *très conservateur*, comme on dirait aujourd'hui, n'en est pas moins occupé de combattre contre le mouvement des esprits, preuve qu'il existait. Au dix-huitième siècle, il y a Moïse Mendelssohn qui entrait dans la polémique sociale par les idées de réaction juive. C'est un grand esprit. Lessing est un vrai révolutionnaire; la critique littéraire et le drame lui ont surtout servi d'armes; il est impossible qu'il n'existe pas des traductions au moins partielles

de ces deux écrivains, du dernier surtout, entre autres de son drame assez avancé *Emilia Galotti*.

Les biographies de Schiller et de Goëthe, mais surtout de Schiller, peuvent fournir encore beaucoup de renseignements et surtout ouvrir des points de vue sur l'état de la société allemande. Je me rappelle que Pierre Leroux, dans sa préface à sa traduction de *Werther*, doit parler de la nature révolutionnaire de ce héros de roman dont l'original vrai était, en effet, ce que Goëthe l'a dépeint, un mécontent.

Je ne vous offre ceci que comme une avant-garde. Soyez assez bon pour me dire les points qui vous paraîtront utiles à approfondir et je m'y mettrai de suite. Je vais, du reste, chercher d'autres points plus saillants, ou mieux, plus précis.

Adieu, monsieur, encore merci. Mettez-moi, je vous prie, aux pieds de Mme de Tocqueville à qui Mme de Gobineau se recommande et croyez bien à mon plus tendre et respectueux dévouement.

A. DE GOBINEAU.

Les conservateurs viennent de triompher à Berne. Mais, malheureusement, je n'ai foi à la solidité de rien de ce qui se peut faire en Suisse. Du reste, je fais aussi la petite baleine dans ce moment-ci et je suis submergé dans mes quatre volumes.

Paris, ce 15 mai 1852.

Je suis fort en retard avec vous, mon cher ami, les dix derniers jours viennent de se passer dans les ennuis et les embarras d'un déménagement, voilà mon excuse. J'ai cependant eu le temps de lire le chapitre de Flourens que j'ai trouvé dans la seconde édition de son livre intitulé : *Histoire des travaux et des idées de Buffon*, édition in-12; 1850; chap. xiv, page 199. Ce que j'ai à vous en dire sera court : Buffon et, après lui, Flourens, croient à la diversité des *racés*, mais à l'unité de l'*espèce* humaine. La seule raison qu'ils me paraissent en donner l'un et l'autre, c'est que toutes *les racés produisent entre elles d'une manière continue*. Ce qui est, à ce qu'il paraît, pour les savants en histoire naturelle, une preuve complète et sans réplique et le fait est qu'il est difficile de croire que Dieu se fût amusé à créer deux espèces si semblables et si voisines qu'elles pussent se confondre, de manière à effacer complètement la ligne de démarcation qu'il avait tracée entre elles. Ce qui arriverait si elles pouvaient donner des produits communs qui finiraient par prendre la place des deux espèces originaires. Flourens fait remarquer avec raison que ce signe secret de la reproduction annonce

l'unité d'espèce chez les animaux à travers les plus grandes dissemblances de formes, tandis que les plus grandes ressemblances de formes n'indiquent rien sur ce point quand la faculté de reproduction manque. C'est ainsi que le bouledogue et la levrette de manchon, quoique deux animaux d'un aspect si différent, se reproduisent, tandis que l'âne et le cheval qui se ressemblent au point de se confondre presque à l'œil, ne peuvent faire qu'un mulet improductif.

L'homme, suivant Buffon et Flourens, est donc d'une seule espèce et les variétés humaines sont produites par trois causes secondaires et extérieures : le *climat*, la *nourriture* et la *manière de vivre*.

La seule portion de ce chapitre qui me paraisse appartenir en propre à Flourens est une dissertation sur le *réseau muqueux noir* qui se trouve sous l'épiderme des nègres et qui a fait dire à Voltaire : « La maladie des systèmes peut-elle troubler l'esprit au point de faire dire qu'un Suédois et un Nubien sont de la même espèce lorsqu'on a sous les yeux le *reticulum mucosum* des nègres qui est absolument noir et qui est la cause évidente de leur noirceur inhérente et spécifique? »

Or, il résulte des observations faites par Flourens, que cette même matière qu'il appelle *couche pigmentale* existe, avec une couleur moins foncée,

chez l'homme rouge d'Amérique, qu'on la retrouve encore moins prononcée, mais très visible, chez le Kabyle, le Maure et l'Arabe, qui sont de la race blanche et que même on en aperçoit un germe dans l'Européen.

Je vous remercie des détails intéressants que vous me donnez sur l'Allemagne. Je n'ai pu encore, toujours à cause de ma révolution intérieure, m'informer de l'existence de traductions. Sans traduction, c'est pour moi lettre morte. S'il vous vient d'autres idées à l'esprit et d'autres livres à la mémoire sur le même sujet, vous m'obligerez de me le dire. Remarquez que c'est encore moins les causes qui avaient produit un état révolutionnaire des esprits en Allemagne vers la fin du siècle dernier qui m'occupent, que l'étendue, le caractère de cet état d'esprit, les lieux où il règne, les symptômes par lesquels il se manifeste. De telle façon que des productions allemandes, même médiocres, même assez obscures, m'en apprendraient peut-être beaucoup sur ce point. Des ouvrages écrits par des étrangers sur l'Allemagne vers ce temps, des voyages pourraient jeter des lumières sur le sujet qui m'intéresse, des actes publics, des mémoires particuliers seraient souvent de nature à mettre en relief ce que je cherche.

Je quitte Paris dans quinze jours pour me rendre

chez moi en Normandie. Si vous m'écrivez après ce terme c'est donc à Tocqueville, par *Saint-Pierre-Eglise (Manche)*, qu'il faut adresser vos lettres. Je passerai là tout l'été. Mille amitiés de cœur.

A. DE TOCQUEVILLE.

Ne nous oubliez pas auprès de Mme de Gobineau.

Saint-Cyr, par Tours (Indre-et-Loire),  
ce 11 octobre 1853.

Mon cher ami,

Par une coïncidence bien extraordinaire, je reçois le même jour votre livre et la lettre que vous m'avez adressée à Tocqueville, il y a six jours (1). Le premier m'est apporté de Paris par mon père et l'autre m'est renvoyée de la Normandie où je n'ai pas été cet été. Je n'ai plus de logement à Paris; de telle sorte que le portier de mon ancienne maison s'est borné à garder précieusement votre ouvrage sans m'avertir, et comme j'ai supprimé les journaux français, plus inutiles à lire que des journaux censurés (lesquels laissent au moins entrevoir ce que le gouvernement ne veut pas qu'on dise) et ne reçois que des

(1) Cette lettre, comme aussi celles dont il est question dans les lettres du 17 novembre et 20 décembre 1853, n'ont pu être retrouvées jusqu'ici.

journaux étrangers, il en résulte que j'ignorais même que votre œuvre eût paru et étais tous les jours tenté de vous écrire pour vous demander ce qui vous empêchait de vous présenter devant le public.

Je ne vous dirai rien de l'ouvrage dans cette lettre, sinon que je vais le lire bien attentivement, non pour vous donner une appréciation de détail; car autant que j'en puis juger par la table, il est le produit de recherches profondes sur des parties de l'histoire de l'homme qui ne me sont pas familières, mais du moins pour vous faire connaître, au vrai, mon impression générale. C'est, je pense, tout ce que vous attendez de moi. Je ne vous ai jamais caché, du reste, que j'avais un grand préjugé contre ce qui me paraît être votre idée-mère, laquelle me semble, je l'avoue, appartenir à la famille des théories matérialistes et en être même un des plus dangereux membres, puisque c'est la fatalité de la constitution appliquée, non plus à l'individu seulement, mais à ces collections d'individus qu'on nomme des *races* et qui vivent toujours. Si je suis un lecteur très entraîné par la vive amitié que je vous porte à voir votre livre en beau, d'une autre part je suis attiré par mes idées préexistantes sur le sujet à vous chercher noise. Je ne suis donc dans aucun sens un juge impartial, c'est-à-dire un bon juge. Mais, enfin,



Je ferai de mon mieux. Je ne puis m'empêcher non plus de craindre pour vous que la température actuelle de l'esprit public ne soit pas favorable au développement de votre succès. Car, si on tombe chaque jour davantage dans la matière par les goûts, les habitudes et même la nature de plus en plus terre à terre de toutes les doctrines politiques et morales, on devient spiritualiste en diable en fait de philosophie. Les socialistes ont fait et font encore si grande peur que l'épicier lui-même ne veut plus entendre parler que de sciences bien orthodoxes et de bonnes lettres, afin de servir de frein au peuple, comme il dit, et d'empêcher celui-ci de piller son magasin et d'abolir la propriété et la famille. Il ne règne pas plus de liberté d'esprit que de toute autre et il suffit qu'une thèse paraisse avoir une tendance dangereuse pour qu'il se fasse une sorte de silence universel autour d'elle. On n'a ni assez de foi, ni assez de passions, ni assez de vie pour la combattre; on s'écarte d'elle et la laisse passer silencieusement sans la repousser ni l'admettre. Il ne faudrait donc pas vous décourager, si vous n'aviez pas immédiatement le succès que mérite, en tout cas, un si grand et si profond travail. Les causes n'en seraient pas dans le livre, mais dans le temps où il paraît.

J'ai maintenant à vous expliquer pourquoi je vous écris de Tours et non de Tocqueville où je

devrais et voudrais être. La maladie grave que j'ai eue cet hiver a été causée comme je vous l'ai dit, je crois, par un rhumatisme. Les médecins m'ont conseillé de ne point habiter cette année les bords de la mer, très contraires aux douleurs rhumatismales. J'ai donc loué à une demi-lieue de Tours une petite maison et je m'y trouve si bien, j'y jouis d'une tranquillité si profonde après toutes les agitations des dernières années, je suis si heureux d'y échapper à la mauvaise humeur stérile de ceux qui ne sont plus rien et à la médiocrité et à la bassesse triomphante de ceux qui sont devenus quelque chose, que j'ai résolu de prendre ici mon quartier d'hiver. J'ai fait venir des livres; de temps à autre un véritable ami se souvient par hasard que je suis au monde et vient passer quelques jours avec moi. Ma santé est sensiblement améliorée. Je suis guéri de la maladie, mais souffre encore de l'effet des remèdes qui m'ont mis les nerfs de l'estomac dans un désordre dont ceux-ci ont de la peine à se remettre. Mme de Tocqueville est bien rétablie. Il ne me manque, enfin, pour être réellement heureux que de faire de meilleure besogne. Je suis effrayé et attristé du peu qu'ont produit ces quatre derniers mois. L'horizon s'étend à mesure que je marche et, quoique très certain de renfermer l'œuvre dans de certaines limites assez peu étendues, je ne suis

pas aussi sûr de savoir me borner dans les études préparatoires.

Je conçois que vous désiriez maintenant quitter Berne. Je le souhaite, aussi, très ardemment pour vous; le temps écoulé et les services déjà rendus devraient vous faciliter ce changement. Mais il n'y avait rien de plus livré au bon plaisir que la destinée des diplomates, même dans le temps où presque rien n'était livré au bon plaisir. Qu'est-ce que cela doit être aujourd'hui!

Adieu, mon cher ami. Rappelez-nous très particulièrement au souvenir de Mme de Gobineau quand vous lui écrivez et croyez toujours à ma vive et sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

Saint-Cyr près Tours, ce 17 novembre 1853.

J'ai toutes sortes de pardons à vous demander, mon cher ami, d'abord pour ne vous avoir pas écrit aussitôt après vous avoir lu, et ensuite pour avoir laissé pendant dix ou douze jours, bien malgré moi, votre dernière lettre sans réponse. Quant au premier méfait, il a été amené par une sorte d'embarras que causait à mon esprit la lecture de votre ouvrage et l'embrouillement où j'étais au milieu des critiques et des louanges que j'avais à vous adresser. Quant à mon silence, depuis

quinze jours, il a été nécessité par l'obligation de lire rapidement des livres empruntés aux bibliothèques de Paris et qu'on réclamait. Maintenant, venons au fait : j'agirai autrement que la plupart des gens, je commencerai avec vous par les critiques. Elles portent sur l'idée mère elle-même. Je vous avouerai franchement que vous ne m'avez pas convaincu. Toutes mes objections subsistent. Vous avez, néanmoins, bien raison de vous défendre d'être matérialiste. Votre doctrine est plutôt en effet une sorte de fatalisme, de prédestination si vous voulez; différente toutefois de celle de saint Augustin, des jansénistes et des calvinistes (ce sont ceux-ci qui vous ressemblent le plus par l'absolu de la doctrine) en ce que chez vous il y a un lien très étroit entre le fait de la prédestination et de la matière. Ainsi, vous parlez sans cesse de races qui se régénèrent ou se détériorent, qui prennent ou quittent des capacités sociales qu'elles n'avaient pas par une *infusion de sang différent*, je crois que ce sont vos propres expressions. Cette prédestination-là me paraît, je vous l'avouerai, cousine du pur matérialisme et soyez convaincu que si la foule, qui suit toujours les grands chemins battus en fait de raisonnement, admettait votre doctrine, cela la conduirait tout droit de la race à l'individu et des facultés sociales à toutes sortes de facultés. Du reste, que la

fatalité soit mise directement dans une certaine organisation de la matière ou dans la volonté de Dieu qui a voulu faire plusieurs espèces humaines dans le genre humain et imposer à certains hommes l'obligation, en vertu de la race à laquelle ils appartiennent, de n'avoir pas certains sentiments, certaines pensées, certaines conduites, certaines qualités qu'ils connaissent sans pouvoir les acquérir, cela importe peu au point de vue où je me place qui est celui de la conséquence pratique des différentes doctrines philosophiques. Les deux théories aboutissent à un très grand resserrement sinon à une abolition complète de la liberté humaine. Or, je vous confesse qu'après vous avoir lu aussi bien qu'avant, je reste placé à l'extrémité opposée de ces doctrines. Je les crois très vraisemblablement fausses et très certainement pernicieuses.

Il est à croire qu'il y a chez chacune des différentes familles qui composent la race humaine de certaines tendances, de certaines aptitudes propres naissant de mille causes différentes. Mais que ces tendances, que ces aptitudes soient invincibles, non seulement c'est ce qui n'a jamais été prouvé, mais c'est ce qui est, de soi, improuvable, car il faudrait avoir à sa disposition non seulement le passé mais encore l'avenir. Je suis sûr que Jules César, s'il avait eu le temps, aurait

volontiers fait un livre pour prouver que les sauvages qu'il avait rencontrés dans l'île de la Grande-Bretagne n'étaient point de la même race humaine que les Romains et que tandis que ceux-ci étaient destinés par la nature à dominer le monde, les autres l'étaient à végéter dans un coin. *Tu regere imperio populos, Romane, memento*, dit notre vieille connaissance Virgile. Lorsqu'encore il s'agit de familles humaines qui, différant entre elles d'une manière profonde et permanente par l'*aspect extérieur*, peuvent se faire reconnaître à des traits distinctifs dans toute la suite des temps et être ramenées à une sorte de création différente, la doctrine, sans être à mon avis plus certaine, devient moins invraisemblable et plus facile à établir. Mais quand on se place dans l'intérieur d'une de ces grandes familles, comme celle de la race blanche par exemple, le fil du raisonnement disparaît et échappe à chaque pas. Qu'y a-t-il de plus incertain au monde, quoi qu'on fasse, que la question de savoir par l'histoire ou la tradition quand, comment, dans quelles proportions se sont mêlés des hommes qui ne gardent aucune trace visible de leur origine? Ces événements ont tous eu lieu dans des temps reculés, barbares, qui n'ont laissé que de vagues traditions ou des documents écrits incomplets. Croyez-vous qu'en prenant cette voie pour expliquer la destinée des

différents peuples vous ayez beaucoup éclairci l'histoire et que la science de l'homme ait gagné en certitude pour avoir quitté le chemin parcouru, depuis le commencement du monde, par tant de grands esprits qui ont cherché les causes des événements de ce monde dans l'influence de certains hommes, de certains sentiments, de certaines idées, de certaines croyances? Encore, si votre doctrine, sans être mieux établie que la leur, était plus utile à l'humanité! Mais c'est évidemment le contraire. Quel intérêt peut-il y avoir à persuader à des peuples lâches qui vivent dans la barbarie, dans la mollesse ou dans la servitude, qu'étant tels de par la nature de leur race il n'y a rien à faire pour améliorer leur condition, changer leurs mœurs ou modifier leur gouvernement? Ne voyez-vous pas que de votre doctrine sortent naturellement tous les maux que l'inégalité permanente enfante, l'orgueil, la violence, le mépris du semblable, la tyrannie et l'abjection sous toutes ses formes? Que me parlez-vous, mon cher ami, de distinctions à faire entre *les qualités qui font pratiquer les vérités morales* et ce que vous appelez *l'aptitude sociale*? Est-ce que ces choses sont différentes? Quand on a vu un peu longtemps et d'un peu près la manière dont se mènent les choses publiques, croyez-vous qu'on ne soit pas parfaitement convaincu qu'elles réussissent précisément

par les mêmes moyens qui font réussir dans la vie privée; que le courage, l'énergie, l'honnêteté, la prévoyance, le bon sens sont les véritables raisons de la prospérité des empires comme de celle des familles et qu'en un mot, la destinée de l'homme, soit comme individu soit comme nation, est ce qu'il la veut faire? Je m'arrête ici; permettez, je vous prie, que nous en restions là de cette discussion. Nous sommes séparés par un trop grand espace pour que la discussion puisse être fructueuse. Il y a un monde intellectuel entre votre doctrine et la mienne. J'aime donc bien mieux en venir à ce que je puis louer sans restriction. Malheureusement, bien que je n'aie pas été moins vivement impressionné dans ce sens que dans l'autre, je suis obligé d'être beaucoup plus court, parce que je ne puis entrer dans le détail de ce que j'ai approuvé; mais, en gros, je vous dirai que ce livre est, de beaucoup, le plus remarquable de tous vos écrits; qu'il y a une très grande érudition, autant que j'en puis juger, dans le rassemblement de tant de faits et un grand talent, une perspicacité rare, dans le parti que vous en tirez. Ceux qui approuvent votre idée mère ou qui désirent qu'elle soit vraie (et de nos jours, après les fatigues de ces soixante ans de révolution, il y en a beaucoup en France qui n'aspirent qu'à une pareille croyance) ceux-là doivent vous lire avec



un véritable entraînement; parce que votre livre est bien construit, marche bien vers le but et y conduit avec un grand plaisir pour l'intelligence. Je vous ai prouvé ma sincérité dans la critique, croyez également à ma sincérité dans la louange. Il y a un vrai et très grand mérite dans votre œuvre et elle vous met assurément à la tête et au-dessus de tous ceux qui ont soutenu des doctrines analogues.

Ayant écrit tout ceci très rapidement et avec une sorte de *furia francese* (je rentre ici dans votre système), j'ai la main fatiguée et je vous demande de terminer là. Ce n'est pas d'ailleurs un sujet qu'on puisse traiter par lettre. Il est trop compliqué et trop vaste; mais nous en causerons *abondamment*, quand nous nous verrons. Dites-moi seulement si la presse s'est occupée déjà de vous? Je reçois un journal anglais et un journal allemand (car je me suis mis bravement à apprendre l'allemand) mais j'ai fait l'économie des journaux français qui, comme je vous l'ai dit, je crois, me paraissent avoir résolu un problème cru jusqu'à présent insoluble, qui est d'être plus insignifiants que des journaux censurés. Je ne sais donc ce qu'ils contiennent que par ouï-dire. Il me semble que les *Débats* ont dû volontiers rendre compte d'un livre aussi considérable.

Nous sommes ici jusqu'au mois de mai. Je vou-

drais bien qu'à cette époque nous ayons la chance de vous trouver à Paris. On vous laisse bien longtemps enterré dans vos neiges des Alpes. Je m'en afflige, sans y pouvoir rien. Je vais très bien. Je travaille beaucoup et les journées semblent voler. Adieu. Croyez à ma bien sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

*P.-S.* — Ne nous oubliez pas, je vous prie, auprès de Mme de Gobineau.

Saint-Cyr près Tours, 20 décembre 1853.

Je reçois votre seconde lettre, mon cher ami, qui me donne le regret ne n'avoir pas répondu à la première. Je ne l'ai point fait parce que, ainsi que je vous l'avais mandé, je ne voulais plus traiter avec vous le sujet autrement qu'en conversation. Si la discussion ne fait, dit-on, le plus souvent qu'enraciner les gens dans leur avis, que sera-ce de la discussion par écrit? C'est du temps perdu ou du moins mal employé. Vous avez peut-être raison; mais vous avez pris précisément la thèse qui m'a toujours paru la plus dangereuse qu'on pût soutenir de nos jours. Cela, indépendamment de ce que je persiste à croire votre principe faux dans l'extension extrême que vous lui donnez, suffit pour que vous ne puissiez me convertir, surtout

de loin. Le siècle dernier avait une confiance exagérée et un peu puérole dans la puissance que l'homme exerçait sur lui-même et dans celle des peuples sur leur destinée. C'était l'erreur du temps; noble erreur, après tout, qui, si elle a fait commettre bien des sottises, a fait faire de bien grandes choses, à côté desquelles la postérité nous trouvera très petits. La fatigue des révolutions, l'ennui des émotions, l'avortement de tant d'idées généreuses et de tant de vastes espérances nous ont précipités maintenant dans l'excès opposé. Après avoir cru pouvoir nous transformer, nous nous croyons incapables de nous réformer; après avoir eu un orgueil excessif, nous sommes tombés dans une humilité qui ne l'est pas moins; nous avons cru tout pouvoir, nous croyons aujourd'hui ne pouvoir rien et nous aimons à croire que la lutte et l'effort sont désormais inutiles, et que notre sang, nos muscles et nos nerfs seront toujours plus forts que notre volonté et notre vertu. C'est proprement la grande maladie du temps; maladie toute opposée à celle de nos parents. Votre livre, de quelque manière que vous arrangeiez les choses, la favorise au lieu de la combattre : il pousse, malgré vous, à la mollesse l'âme de vos contemporains déjà trop molle. Cela ne m'empêche pas de voir ce qu'il y a de très remarquable dans votre œuvre et même de m'intéresser vivement à elle comme on le

fait à ces mauvais sujets qui ont pour pères vos meilleurs amis et qui d'ailleurs, ce qui arrive souvent aux mauvais sujets, savent plaire. Mais je ne suis pas devenu assez allemand en étudiant la langue allemande pour que la nouveauté ou le mérite philosophique d'une idée me fasse oublier l'effet moral ou politique qu'elle peut produire. Il me faudra donc votre éloquence *parlée* pour me convaincre absolument.

Quant à l'Académie des sciences morales et politiques, je n'ai pas besoin de vous dire, mon cher ami, que j'abonde de tout cœur dans l'idée de Rémusat. A quelle section croit-il que puisse correspondre votre candidature? J'imagine que ce ne peut être que celle d'histoire philosophique et générale? Là, Rémusat a une action considérable; puisque à cette section appartiennent Thiers, Mignet, Guizot, trois membres principaux qu'il peut dès à présent très bien disposer. Si j'étais à Paris, je me joindrais à lui très volontiers; mais je ne reviendrai pas dans cette ville, comme je vous l'ai dit, avant le mois de mai. De loin en cette matière on ne peut rien, lorsqu'il n'y a pas, surtout, de *vote proche*. Savez-vous s'il y a des vacances dans cette section? Car le nombre des correspondants est fixé. Quant à l'époque où il faudra poser ostensiblement et pousser vivement votre candidature, cela dépendra absolument du bruit

que fera votre livre ou qu'il fait, car aucun bruit quelconque ne pénètre ici jusqu'à mon oreille. Une démarche préliminaire consisterait à offrir votre livre à l'Académie si vous ne le lui avez déjà offert et d'arranger les choses pour que cette offre fût faite en votre nom par un membre qui attirerait l'attention du corps sur l'écrit. Rémusat vous rendrait facilement ce service. Dans tout ce qui pourra dépendre de moi, comptez, j'ai à peine besoin de vous le dire, sur ma bien sincère amitié. Si je n'aime pas beaucoup l'œuvre, j'aime l'auteur et cela vaut mieux, quoique peut-être cela ne vous satisfasse pas complètement. Comptez également sur Beaumont, je crois pouvoir le dire à l'avance.

Ce qui m'intéresse autant que votre avancement académique, c'est votre avancement en diplomatie dont vous ne me parlez pas. J'imagine pourtant que, durant votre séjour à Paris, vous cherchez les moyens de ne point retourner à Berne. Vous auriez bien dû m'apprendre si vous avez quelque chance de réussir. Nous continuons à mener ici une vie qui nous est très utile et ce qui est plus difficile à croire et non moins vrai, qui nous semble de plus en plus agréable malgré l'hiver et la solitude. Adieu. Rappelez-vous bien particulièrement au souvenir de Mme de Gobineau et croyez à mon inaltérable attachement.

A. DE TOCQUEVILLE.

Paris, le 3 janvier 1854.

Monsieur,

Avant de répondre à votre bonne et si aimable lettre, j'ai voulu avoir quelque chose à vous mander sur son effet. Je l'ai montrée à M. de Rémusat, qui m'en a félicité et à qui elle a, je l'espère, haussé le courage pour persévérer dans ses bonnes intentions. Comme vous le jugiez utile, j'ai envoyé mes deux volumes à M. Mignet pour qu'il voulût bien les offrir à l'Académie, ce qui a eu lieu dans une séance où M. de Rémusat m'a présenté à lui. Il m'a aussitôt donné une marque très sentie de sa bienveillance en pressant *mon parrain* de se charger de faire un rapport verbal à la docte assemblée ce qui a été accordé et qui aura lieu, je pense, un de ces prochains samedis. J'ai aussi envoyé mon livre à M. Guizot, je l'avais adressé à M. de Beaumont déjà antérieurement. Je crois donc que j'ai fait ce qui était de moi. Pour les journaux, les *Débats* me donneront un article vers la fin de ce mois, je pense, et M. de Rémusat s'occupe de me trouver quelqu'un de compétent pour en faire un autre dans la *Revue des Deux-Mondes*. Mais, de ce côté, il y a des difficultés et la première est de mettre la main sur cet homme compétent. Il y a des physiologistes, il y a des historiens, peut-être trouverait-on des philologues quoique cet animal

soit d'une extrême rareté, à ce qui me semble, sous la latitude de Paris, mais quelqu'un qui soit assez de tout cela, voilà ce qu'il est difficile de découvrir. Aussi suis-je assez inquiet de ce côté; mais il faudra bien, à toute fin, arriver à un résultat. Ce point débrouillé, ma foi, monsieur, vous, M. de Rémusat et le ciel ferez le reste, j'imagine, car je suis dans vos mains. Je ne vous parle pas des vives attaques que mon défenseur me fait éprouver. Elles ressemblent beaucoup aux vôtres et je me défends de mon mieux. Je suis dans cette position, vis-à-vis de lui comme de vous, de ne pas savoir si je dois pleurer de ne pas plaire de tous points à des esprits que je vénère, ou rire et être touché profondément de l'abandon qu'ils font de leurs répugnances devant l'intérêt qu'ils me portent. Je crois qu'il faut prendre les deux partis à la fois.

Pour ce qui est de la carrière, voici ce qui en est : je suis ici par ordre du ministre, parce que M. de Fénélon avec qui je n'ai pas eu l'ombre d'une discussion a écrit qu'il ne pouvait pas vivre avec moi et qu'il demandait qu'on me mît ailleurs. On m'a fait venir; on m'a donné l'assurance qu'il n'y avait aucun grief contre moi, qu'au contraire on était fort satisfait de mes services, mais que, *probablement*, je devais m'être arrangé de façon à exaspérer Fénélon sans lui donner prise sur moi; qu'en

conséquence, comme je désirais changer de poste depuis longtemps, on me changerait d'ici à un ou deux mois, qu'en attendant je n'avais qu'à me tenir tranquille. Je suis ici avec ma solde entière et dans l'attente de ce que je souhaite depuis si longtemps. Je ne suis donc pas à plaindre.

M. Drouyn de Lhuys a fait mon éloge à tout le monde. Le fond de l'affaire pour Fénélon est qu'il a été fort mécontent de la bienveillance qu'on m'a témoignée au Département pour mon intérim et la folie qui le travaille a fait le reste. Quant aux motifs qui ont fait agir le ministre, je ne les sais pas. Mais, bref, je suis content. Je voudrais que vous le fussiez aussi de moi en tous points; cette idée me tourmente. Nous présentons tous nos respects à Mme de Tocqueville et cette année comme toutes les autres qui sont venues et viendront je pense que vous vous souviendrez du dévouement de votre bien tendrement attaché serviteur

A. DE GOBINEAU.

Paris, le 9 février 1854.

Monsieur,

J'ai cette fois-ci de bonnes nouvelles à vous donner de moi au point de vue de la carrière. Je ne retournerai plus à Berne. Le ministre m'envoie, dans mon grade, à Francfort. Ce n'est pas,



sans doute, autre chose qu'un déplacement; mon épaulette ne change en rien, ni en plus ni en moins; mais je sors de Suisse où j'étais comme pétrifié et comme ensorcelé; mais je vais dans un bon climat et j'en laisse un détestable; mais je vais voir des affaires directement générales et qui semblent promettre de devenir, chaque jour, plus riches de ce caractère; mais je vais avoir enfin, j'espère, et c'est là un grand point, un ministre assez sûr de ses forces pour ne pas me faire le triste honneur d'avoir peur de moi. M. de Reinhard et M. de Fénélon m'ont assez exercé le caractère et je vous assure qu'avec le dernier surtout qui est incontestablement fou à lier et qui finira mal, j'ai fait des pas notables vers la perfection. Enfin, je vais à Francfort, je suis fort content, très philosophe et patient sur la question d'avancement et je serai très heureux, si vous me dites que vous êtes content aussi. J'avais pensé à vous demander la permission d'aller passer quelques heures auprès de vous, parce qu'il m'est bien dur d'être venu en France sans vous avoir vu. J'ai mille et mille choses à vous demander et à vous dire. Mais je n'ose aventurer ma requête, parce que je pars vers le 20 et que d'ici là je m'aperçois qu'il me faudra beaucoup d'assiduités et d'efforts employés aux affaires de mon livre, sans compter mon oncle dont la tendresse ne veut pas me perdre de vue.

C'est de mon livre surtout que j'aurais voulu vous parler, car je crains toujours ce grand abîme d'objections dans lesquelles je vois bien que je pourrais me noyer. Elles ne sont pas de celles qui s'effacent à la réflexion; au contraire, elles se creusent et le mal empire. Appliquez, je vous en prie, à empêcher les choses d'en arriver là, l'amitié que vous voulez bien avoir pour moi. Soyez sûr que j'ai bien des choses à répondre. Enfin, il faut que je prenne mon parti jusqu'à nouvel ordre.

J'ai eu l'honneur de voir M. Guizot. Il est fort bon pour moi; mais c'est à César que je reporte cette faveur que je n'ai pu mériter, c'est-à-dire à M. de Rémusat. M. de Beaumont a bien voulu m'écrire aussi une lettre où j'ai vu un reflet de vous. Il y aura, dans quelques jours, dans les *Débats* un article, probablement fort obligeant, par M. Alloury. Mais l'auteur m'a annoncé qu'il était fâché d'avoir entrepris cette tâche, car, dit-il, il se perd dans le sujet. On me dit cela beaucoup ici. Les philologues s'effrayent de la partie physiologique, les naturalistes s'effarouchent de l'histoire.

Adieu, monsieur, Mme de Gobineau envoie ses meilleurs souvenirs à Mme de Tocqueville, et je vous prie de partager avec elle les plus tendres respects de votre bien dévoué serviteur

A. DE GOBINEAU.

Saint-Cyr, ce 19 février 54.

J'ai reçu avec grand plaisir votre lettre, mon cher ami. Elle m'a appris une excellente nouvelle en me faisant connaître votre nomination à Francfort. Pour un homme comme vous qui sait nager dans la bouteille à l'encre de l'esprit allemand, vous vous trouverez là, comme on dit en terme de natation, en pleine eau. Sérieusement, je crois cet événement très heureux pour vous. Une longue disponibilité était à craindre et je l'aurais redoutée à cause de l'impression plus ou moins défavorable qui reste toujours contre un diplomate qu'on rappelle et qu'on ne renvoie pas ailleurs. Vous connaissez sans doute Tallenay aussi bien que moi. Vous le trouverez, je crois, aussi peu disposé à laisser écrire une dépêche à ses secrétaires d'ambassade qu'à les inviter à dîner. Il ne faut pas essayer de le forcer sur le premier point, si vous ne voulez voir renouveler à Francfort l'histoire de Berne qui s'aggraverait en recommençant. Si même il vous laisse pendant quelques semaines l'intérim, je vous conseille d'être fort modeste et assez inactif pendant ce temps-là. Vous n'avez pas besoin de prouver votre capacité, mais votre *sociabilité*, rappelez-vous cela tous les jours. Faites des livres, mais point de mémoires ni de dépêches, si vous voulez arriver bientôt à n'avoir

plus de supérieur. Voilà, du moins, mon avis que je vous donne en vieil ami et sans en être prié.

Comptez qu'à mon retour à Paris je surveillerai vos affaires académiques et que, si je vois quelque chose d'immédiat à faire, je le ferai. Je crois mon voisin Beaumont bien disposé. Je n'ai point causé avec lui, parce que je ne l'ai pas vu. Mais il m'a écrit et m'a parlé avec beaucoup de considération de votre œuvre, quoiqu'il y fasse les mêmes objections que moi. Que voulez-vous? Nous sommes de vieux entêtés qui avons donné dans la liberté humaine, comme Louis Courier disait, qu'il avait donné dans la charte, et qui ne saurions, du tout, en revenir.

Si vous restez cet été à Francfort, comme je le pense, il se pourrait que nous eussions l'occasion de nous y voir. Car, mon intention est d'aller un peu courir en Allemagne, et il se peut que je passe par la ville qui va devenir votre résidence. J'aurai un vrai plaisir à causer un peu avec vous.

Adieu. Bon voyage. Je vous souhaite toutes sortes d'aspects et d'utilité dans votre nouveau séjour, beaucoup d'activité littéraire et de somnolence diplomatique. Veuillez nous rappeler particulièrement au souvenir de Mme de Gobineau et croire à ma bien sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

Francfort-sur-Mein, 7 mars 1854.

Monsieur,

J'ai voulu, avant de vous répondre, reconnaître un peu mon terrain. Vos instructions sont si sages et si commandées par les circonstances que je serais un grand fou d'avoir la moindre chose à y objecter. Je vais donc les suivre de point en point. Il n'est plus trop possible aujourd'hui de dire, comme le faisait M. de Reinhard, que je n'étais même pas capable de copier et, comme le répétait M. de Fénélon, qu'hormis le chinois, je n'étais propre à rien; désormais, comme vous le remarquez très justement, ma position est à peu près assurée de ce côté, il me reste à ne rien faire. Par bonheur, mon inclination se trouve tout à fait du même côté que la sagesse. Les choses iront donc tout seul. J'ai du reste trouvé M. de Tallenay fort accueillant et très aimable. M. Cintrat lui avait écrit une lettre fort bienveillante pour moi.

L'espoir que j'ai de vous voir cet été me fait un plaisir que vous ne pouvez imaginer. J'ai mille et mille choses à vous dire et à causer avec vous sur une foule de points. Vous avez, probablement, eu connaissance de l'article du 24 du mois dernier dans les *Débats* sur mon livre. La critique y était peu intelligente. Je crois pouvoir le dire avec impartialité, car le ciel ne m'a pas fait sensible à ce

qui est blâme ou éloge imprimé. En somme, la politesse de la forme, la maladresse des jugements et surtout la longueur matérielle de l'ensemble paraissent m'avoir été utiles, car le libraire a vendu un certain nombre d'exemplaires dans les jours qui ont suivi la publication de ce travail. Il m'a donc fait du bien.

J'ai laissé M. de Rémusat dans des dispositions pour moi qui me paraissent servir vos vues et qui d'accord avec celles que vous voulez bien m'annoncer chez M. de Beaumont me sont infiniment précieuses. Beaucoup de choses m'ont flatté dans les impressions que j'ai vues pour moi à Paris. M. Mignet et M. Guizot ont été très bons pour moi et M. Mérimée, en se chargeant, avec beaucoup de grâces, de recherches nécessaires pour mon troisième volume a bien voulu me donner un autographe de lui, à coup sûr, fort intéressant. C'est une tête à l'aquarelle d'une bohémienne des Vosges, fort remarquable spécimen de la race des Zigeuners allemands. Il l'a copié sur un pastel de Maréchal qu'il possède (1). Ce sont des marques d'intérêt auxquelles je suis fort sensible.

Mais c'est surtout aux vôtres que j'attache du prix. Et rien n'est plus juste; qui est plus à vous que moi? Adieu, monsieur, Mme de Gobineau se

(1) Ce tableau se trouve dans la collection Gobineau à Strasbourg.

210 CORRESPONDANCE DE A. DE TOCQUEVILLE

joint à moi pour vous envoyer ainsi qu'à Mme de Tocqueville mille respects et souvenirs.

A. DE GOBINEAU.

Francfort-sur-Mein, 12 juillet 1854.

J'attendais une réponse de vous, monsieur, à mes deux ou trois lettres, mais, résolument, vous ne voulez pas me gêner. C'est vous-même, en personne, que j'attends maintenant. Je crois bien que le mauvais temps aura un peu retardé vos projets de voyage; mais non pas au point de vous les faire abandonner; je l'espère du moins. Nous parlons sans cesse de vous et du désir que nous avons de causer un peu. Il ne faut pas que le ciel nous enlève cela.

J'ai toujours présent à la pensée comme la règle de mon *ordre* la maxime que vous m'avez écrite en sachant que je venais ici : « Pas de dîners, pas de dépêches. » La prédiction s'est parfaitement réalisée. Je rencontre quelquefois M. de Tallenay dans le monde, très rarement chez lui. Il ne met pas les pieds à la Chancellerie et quand nous nous voyons, nous parlons de la pluie et du beau temps. Mais je ne me plains pas et si je suis passé du régime de la grue qui voulait me manger à celui du soliveau, je trouve cela admirable. Du reste, il faut être juste pour tout le monde : il n'y a absolument

rien à faire ici qu'à tenir compte de ce qui s'y passe et ce n'est pas grand chose. La Diète est un bureau d'affaires pour la bureaucratie allemande; c'est à peine et de fort loin un corps politique. Elle n'exerce pas d'influence; les deux grandes cours ne veulent pas qu'elle en ait; la Bavière et la Saxe, quand elles croient en prendre, agissent directement; il n'y a donc que les tout petits Etats qui voudraient y aller bon jeu bon argent. Leur impuissance dans les résultats achève de donner à ce malheureux corps germanique un vernis de ridicule dont il se passerait bien. Aussi rien n'est-il plus ordinaire que de voir les deux hommes sérieux de cette assemblée, je dis sérieux par leur caractère et par leur position, les ministres d'Autriche et de Prusse, se plaindre amèrement du vide de leur métier et de l'ennui de leurs fonctions.

Si vous venez ici bientôt, vous verrez tout cela de vos yeux. Je commence à croire que le néant n'est pas moins curieux que toute autre chose. Du moins faut-il s'y accoutumer. Je voudrais bien savoir aussi où vous en êtes de vos travaux. J'y pense souvent et en attends le résultat avec une vive impatience. Pour les miens (*si parva licet componere magnis*) j'aurai fini mes deux derniers volumes dans trois mois à peu près.

Adieu, monsieur, ma femme vous envoie ses meilleurs souvenirs ainsi qu'à Mme de Tocqueville



212 CORRESPONDANCE DE A. DE TOCQUEVILLE

avec qui je vous prie de partager mon bien tendre,  
bien solide et respectueux dévouement.

A. DE GOBINEAU.

Bonn, le 22 juillet 1854.

La lettre que vous m'avez écrite le 12, mon cher ami, après avoir beaucoup couru le monde m'est enfin parvenue ici. Je ne sais ce que vous voulez dire quand vous me parlez de plusieurs de vos lettres auxquelles je n'aurais pas répondu. Je n'ai reçu, en réalité, qu'une lettre de vous depuis la dernière que je vous ai écrite. Dans cette lettre vous me parliez de l'Allemagne et vous exprimiez le désir que je pusse réaliser l'idée d'aller à Francfort. Si vous m'avez écrit depuis, votre lettre s'est perdue et ne m'a pas rencontré.

J'ai quitté la France vers le milieu du mois dernier et suis venu presque sans m'arrêter jusqu'à Bonn d'où je vous écris et où j'habite depuis environ un mois. J'ai pensé que je ne pouvais mieux faire, avant de pénétrer en Allemagne, que de chercher à dissiper un peu des ténèbres profondes qui ont toujours enveloppé cette partie de l'Europe à mes yeux et pour arriver à ce résultat j'ai cru, je pense, avec raison, que le mieux était de rester longtemps dans le même lieu et d'y étudier sérieusement le pays dans les livres et dans la con-

versation des hommes. La vue superficielle de beaucoup de gens et de beaucoup de pays ne m'aurait pas instruit autant. J'ai choisi Bonn, parce que j'y connaissais déjà quelques membres de l'Université, que j'y trouvais une grande bibliothèque et des hommes prêts à me renseigner et à compléter les idées toujours imparfaites qu'on puise dans les livres. J'ai donc élu domicile à Bonn. Nous y avons loué une petite maison sur les bords du Rhin et, sauf que je ne soupe pas, j'y vis comme un véritable naturel du pays. Malheureusement, il me manque de pouvoir parler la langue; je commence à comprendre assez bien celle des livres, mais la conversation n'est encore pour moi qu'un son. Néanmoins, je me rapproche chaque jour davantage du but que j'avais en vue en venant ici et je ne suis pas mécontent de ma campagne. Je voudrais bien qu'elle me conduisît à Francfort, mais je ne suis nullement sûr qu'il en soit ainsi, quelque plaisir que j'eusse à vous serrer la main et à causer avec Mme de Gobineau et avec vous. Tout le cours de mes études actuelles me porte vers le Nord et j'imagine qu'en sortant d'ici je me dirigerai vers Dresde et Berlin. Je crois rester encore un mois à Bonn, non continuellement peut-être, car j'aurai probablement une petite tournée à faire bientôt en Westphalie où j'ai plusieurs questions qui m'intéressent à examiner.

Mais Bonn restera mon quartier général, et ma femme, je pense, n'en bougera. Jusqu'à présent ma santé se trouve aussi bien que mon esprit du genre de vie que je mène et j'espère les ramener l'une et l'autre en France en état de me servir et de se servir mutuellement. Car, sans la santé, le travail est impossible et l'absence de travail dans un esprit encore si actif que le mien détruit la santé.

La peinture très intéressante que vous me faites de votre Diète ne m'a pas surpris. J'imaginai les choses à peu près telles que vous me les dépeignez. Elles sont tellement le produit nécessaire de la condition politique de l'Allemagne et de ses lois fédérales qu'il est difficile, ces conditions étant données, de concevoir la Diète autrement que vous me la représentez. La constitution fédérale allemande est une des plus vicieuses qui se puisse imaginer; mais fût-elle une des meilleures, les choses n'en iraient guère autrement du moment qu'on viendrait faire marcher ensemble deux gros couplés comme l'Autriche et la Prusse et tous les petits compagnons qui les accompagnent en diète. Les fictions légales qui ne sont pas toujours aussi impuissantes qu'on le prétend ne peuvent rien quand elles veulent se mettre à ce point à la place des faits. La machine ne peut pas remplacer à ce point la nature vivante et animée. Un gouvernement fédéral ne peut quelque chose que quand

les Etats couplés sont à peu près égaux et homogènes (et encore même dans ce cas n'est-il jamais bien fort), ou bien lorsque la prétendue puissance fédérale s'exerce au profit et par l'entremise d'un confédéré assez puissant pour appuyer avec sa force individuelle le commandement qu'il donne au nom de tout le monde. Mais au diable, vais-je vous faire un cours de droit politique? Ma faconde vous prouvera du moins le plaisir que j'ai à causer avec vous, même par lettre. Si je puis, je ferai mieux et j'irai causer de vive voix. Adieu. Mes hommages, je vous prie, à Mme de Gobineau et à vous mille amitiés de cœur.

A. DE TOCQUEVILLE.

Francfort-sur-Mein, 28 juillet 1854.

Je n'ai pas été peu désolé d'apprendre que deux de mes lettres avaient été perdues, monsieur, et surtout que si près l'un de l'autre, à une demi-journée de chemin à peine, l'été se passerait peut-être sans que j'aie la joie de vous voir. S'il n'y avait pas eu d'indiscrétion à vous le demander, j'aurais été heureux de vous faire au moins une petite visite dans une quinzaine de jours d'ici. Je regrette dans tous les cas beaucoup de ne pas vous voir venir passer au moins deux ou trois jours à Francfort. Je crois que plusieurs choses vous

auraient intéressé et surtout de voir le président de la Diète qui est certainement un des hommes les plus importants de l'Allemagne, je ne dis pas seulement par sa position, mais surtout par son caractère et sa carrière et ses talents. Peut-être auriez-vous trouvé quelque plaisir à l'entendre parler de son pays. Je vois que vous êtes très sérieusement absorbé par vos études et vos travaux au moins préparatoires. Je m'en réjouis et pour vous à qui cela donne, nécessairement, une certaine somme de bien-être que de telles préoccupations procurent, et pour moi qui, avec tant d'autres, en jouirai et en profiterai. Mais vous ne me témoignez que l'intention de voir la Prusse. Si j'osais, je vous en témoignerais bien de l'inquiétude; car si le mouvement apparent de l'Allemagne est dans le Nord, la force sérieuse, la force déterminante me paraît résider plutôt dans le Sud. On a toujours un peu passé cela sous silence et je voudrais beaucoup savoir votre sentiment là-dessus. Pour ne pas parler du passé qui donnerait bien des marques de ce fait, ou plutôt de cet état de choses, les affaires actuelles, comme celles de 1848, le témoignent bien curieusement. Il semble que l'impulsion, en ce moment, vienne du Sud et le phénomène se fait d'autant plus remarquer que le Nord y cède avec plus de mauvaise grâce. Je ne sais pas si vous me pardonnez tout ce bavardage-là. Je suis comme

les gens qui, rêvant merveilleuse une femme qu'ils ne connaissent pas, lui font des beautés à leur guise et oublient un peu le tort qu'ils lui feraient si, par hasard, elles les avait.

Nous sommes, du reste, dans une continuation d'exagération de farniente et il n'en peut être autrement, puisqu'à parler physique, nous représentons, en Allemagne, le point central où les forces négatives et positives de l'électricité se neutralisent. On ne s'occupe guère que de l'emprunt autrichien qui a des succès merveilleux dans tout ce pays-ci. J'ai tant et tant de choses à vous dire que je ne vous dis rien et voilà quatre pages qui n'ont au fond aucun sens. Pardonnez-les moi, comme vous me pardonnez tant d'autre choses et dites-moi si décidément, de façon ou d'autre, je ne vous verrai pas. Mme de Gobineau vous envoie ses plus tendres souvenirs ainsi qu'à Mme de Tocqueville. Je suis bien heureux de voir que, comme vous, elle ne se trouve pas mal du Rhin et je lui demande de partager avec vous les respectueuses affections de l'homme qui vous aime le plus et vous est le plus attaché.

A. DE GOBINEAU.

Wiesbaden, 1<sup>er</sup> septembre 1854.

Je reçois à l'instant votre lettre ici, monsieur, et c'est pour moi un vif chagrin que de savoir

pour quel motif vous êtes à Wildbad. Heureusement que Mme de Tocqueville va mieux et quelque désagréable que soit la façon dont ce mieux-là s'annonce, encore est-ce quelque chose que l'espoir qui va avec. L'important c'est de ne pas s'en tenir là et de finir par un rétablissement sérieux; alors ce sera le contraire des affaires de ce monde qui commencent mal, continuent mal, finissent mal et que l'espérance accompagne à travers toutes ces phases.

Pour moi, je ne suis pas si vaillant que vous le croyez. Après avoir traîné depuis trois ans, surtout, des maux d'estomac affreux, j'ai passé cet hiver à des douleurs plus pratiques. D'abord des douleurs violentes dans les jambes, puis maintenant dans les bras, bref un épuisement complet. Il m'a fallu planter là mes travaux et venir ici boire de l'eau, prendre des bains et ne rien faire; j'en ai jusqu'au 15. Mais vous savez peut-être que je ne suis qu'à une heure et demie de Francfort et toujours sur mon territoire diplomatique. Si donc vous arriviez avant le 15, soyez assez bon pour m'écrire un mot et j'arriverais avec une joie que vous pouvez penser car j'ai bien besoin de causer avec vous de mille et une choses. Je remarque bien que dans vos rares lettres vous me dites que vous travaillez et, dans celle-ci, vous me dites encore que vous avez emporté des livres. Mais il y

a si longtemps que vous ne m'avez rien dit du fond que je ne m'imagine plus du tout où vous en êtes, comme, par exemple, si l'étoffe n'a pas grandi sous vos doigts, pendant les travaux préparatoires, ce qui est si ordinaire ou si, ce qui n'est pas rare non plus, elle ne s'est pas transformée. L'intérêt que vous paraissez attacher à l'Allemagne me semble indiquer ou l'un ou l'autre de ces mouvements.

Naturellement, je ne fais rien depuis huit jours que je suis ici, mais je suis comme l'oie de la fable qui, bien que ne sachant pas parler, n'en pensait pas moins. Je vais avoir fini dans un ou deux mois les dernières retouches à donner à mes deux derniers volumes, qui m'ont beaucoup occupé car je les ai refaits trois ou quatre fois du haut en bas. Ensuite j'ai d'autres projets. Je ne puis qu'être heureux de ce que m'ont valu mes deux premiers volumes. Je leur dois de précieux éloges et même de précieuses amitiés. J'espère que ceux qui vont les suivre ne détruiront pas cet effet et bien qu'ils contiennent des faits et des démonstrations qui vont au delà de celles du premier volume, j'espère toujours en votre indulgence.

Mme de Gobineau est bien sensible à votre souvenir et vous envoie ses meilleurs compliments. Elle se joint à moi pour dire à Mme de Tocqueville combien nous prenons part à vos souffrances et, pour moi, je vous serre la main avec les sentiments



de respectueuse et dévouée affection que je vous ai si sérieusement vouée.

A. DE GOBINEAU.

Francfort-sur-Mein, 15 octobre 1854.

Je me suis bien douté, monsieur, quand j'ai vu la saison s'avancer et aucune nouvelle de vous n'arriver que vous ne passeriez pas par Francfort. Nous sommes très affligés, ma femme et moi, de la triste raison de votre retour subit en France et nous regrettons beaucoup qu'un supplément d'Italie ne rétablisse pas la santé de Mme de Tocqueville, car nous avons peu confiance dans les brouillards et l'humidité d'un été français pour faire ce que les eaux d'Allemagne n'ont pu. Toutes ces misères de santé sont un des plus grands chagrins de la vie.

Pour monsieur votre neveu, je crois, qu'il y a lieu, sans hésiter, de lui conseiller de passer par les bureaux et de ne pas débiter par être attaché libre. Il y en a dans ce moment-ci plus de 100 à 130 et à peine une place d'attaché payé est vacante par an. En outre, ce corps illustre jouit d'une détestable réputation et la mérite consciencieusement, de sorte qu'on doit préférer, ce me semble, recruter la carrière dans les bureaux, où il y a peu d'aigles, j'en conviens, mais où l'on apprend,

cependant, à avoir l'air de savoir quelque chose, ce qui vaut mieux que ce qu'ont à offrir les attachés libres. Il me semble donc que ce début serait meilleur.

C'est bien vrai que nous ne sommes pas dans une époque très intellectuelle et je comprends bien le dégoût et l'ennui que l'aspect de cette vérité vous inspire; mais, comme vous dites, je n'en suis pas beaucoup troublé dans mes travaux. Il y a à cela plusieurs raisons. La première, c'est que les moyens de démonstration dont je me sers étant exclusivement scientifiques, cela m'a habitué à ne compter sur aucune espèce de popularité, le milieu dans lequel j'opère n'étant, évidemment, pas de la compétence du grand nombre. Ensuite, je suis si convaincu que l'hébètement actuel des esprits est, d'une part, universel, dans tous les pays, de l'autre sans remède, sans ressource et en croissance indéfinie, qu'il n'y a, pour moi, que deux partis à prendre, ou me jeter à l'eau, ou suivre mon chemin sans m'occuper nullement de ce qu'on appelle l'opinion publique. Je me suis arrêté au second point et ne prends souci que de quelques centaines d'esprits qui se tiennent encore vivants au-dessus de l'atonie générale. Sous ce rapport, je suis content. Mes deux derniers volumes sont tout à fait prêts. Je cherche à trouver le moyen de les publier de façon à avoir les épreuves, ce qui

n'est pas facile, ni surtout commode. Je voudrais en finir avec ce livre, parce que j'ai autre chose en tête qui s'y rattache, à la vérité, d'une manière assez étroite, mais qui, cependant, voulait être traité à part. C'est, je crois, une découverte d'histoire naturelle, ressortant de recherches linguistiques pures. Mais voilà bien vous occuper de mes travaux et vous, vous ne me parlez jamais des vôtres, malgré mon vif désir d'en savoir quelque chose. Je crois que vous êtes moins juste que moi et que vous ne voyez partout que des brebis noires. Adieu, monsieur, ma femme envoie à Mme de Tocqueville et à vous ses plus tendres compliments et j'y joins mes respectueuses assurances d'affection et de dévouement pour l'un et pour l'autre.

A. DE GOBINEAU.

## TROISIÈME PARTIE

(1855-1859)

---

Francfort-sur-Mein, 8 janvier 1855.

Voilà un siècle, monsieur, que je ne vous écris pas parce que je crois toujours que je vais vous voir la semaine prochaine et le temps passe et mille contretemps m'empêchent de partir. Le dernier vient d'être assez rude. Ma fille a été assez gravement malade depuis douze jours pour nous inquiéter beaucoup. Enfin, depuis ce matin, seulement, elle est mieux et j'espère que je me mettrai en route vers jeudi. Je ne puis tarder bien longtemps, du reste, et si je vous écris aujourd'hui, c'est surtout par ennui de ne l'avoir pas fait depuis si longtemps.

Je ne vais à Paris que pour y toucher barres. Vers la fin du mois, je pars pour la Perse avec M. Bourée, tout en conservant mon poste à Franc-

fort, qui m'a été garanti par le Département. J'ai eu des raisons diverses pour accepter les propositions qu'on m'a faites à cet égard et ce qui a rendu surtout facile ma détermination c'est l'étroite amitié qui me lie au chef de la mission. J'espère bien que je vais être assez heureux pour causer avec vous de tout cela. Il n'y a que quelques jours que c'est définitivement résolu.

Mes deux derniers volumes sont sous presse. Ils paraîtront pendant mon absence et je vous les recommanderai avant de partir, non pas pour eux, mais comme vous me l'avez dit vous-même, pour leur père. Je ne suis pas, d'ailleurs, sans quelque espérance que les jours où vous aurez de l'humeur contre le siècle, vous ne soyez tenté d'être un peu de mon avis; dans tous les cas, vous ne douterez pas que cet avis-là ne soit, pour moi, vérité mathématique bien démontrée et, à ce titre, vous me le pardonnerez. Il n'est pas ce qu'on peut appeler gai : mais qu'est-ce qui est gai?

J'ai appris par de Serre que votre neveu venait d'être nommé attaché à Vienne. Il me semble que vous l'avez jeté là, du premier coup, dans le plus difficile endroit pour un jeune homme. Ces grandissimes légations sont une rude épreuve pour le caractère, les mœurs et les habitudes d'un débutant et je doute qu'il y trouve beaucoup d'exemples édifiants. Nous venons aussi d'avoir un attaché

libre, M. Gaston de la Rochefoucauld, qui nous arrive rempli de bons conseils et de bonnes intentions : je ne sais si cela durera; mais, à coup sûr, monsieur votre neveu aura plus de mérite à se bien tenir, parce qu'il a plus de camarades. C'est une race particulière que les attachés, et il semblerait que son existence est un fort argument contre la doctrine que tout ce qui est sur la terre, est bon à quelque chose.

Je voudrais bien que ma lettre vous trouvât en bonne santé, ainsi que Mme de Tocqueville. Nous, nous sommes encore tout consternés des tristes émotions que nous venons d'avoir. Mais j'espère que nous en sommes sortis. Mme de Gobineau vous envoie, en double, ses plus attachés souvenirs. Pour moi, j'espère bien avant la fin de la semaine prochaine venir frapper à votre porte. C'est un plaisir que je ne me console pas encore d'avoir manqué en Allemagne.

Adieu, monsieur, vous savez que personne ne vous est plus attaché et plus respectueusement et plus tendrement dévoué que moi.

A. DE GOBINEAU.

*P.-S.* — Je ne dois pas oublier d'ajouter que M. de Tallenay insiste pour que je vous dise qu'il est resté pour vous plein de reconnaissance. M. de Valbezence m'écrit la même chose de Calcutta.

J'espère qu'il en est plus de deux que l'on pourrait citer.

Compiègne, ce 19 janvier 1855.

Vous devez être arrivé à Paris maintenant et je voudrais y être moi-même, mon cher ami, pour vous serrer la main et vous souhaiter toutes sortes de prospérités dans le grand voyage que vous allez entreprendre. Mais je n'arriverai pas encore immédiatement dans cette ville et quand je viendrai le mois prochain m'y établir, je crains bien que vous ne soyez déjà décampé. Recevez donc mes adieux par écrit puisque je ne puis les faire autrement. Mes vœux n'en sont pas moins vifs et sincères pour être sur le papier. Je savais, depuis longtemps, qu'il était question pour vous de cette mission et, bien que j'eusse préféré en être instruit par vous-même, j'en désirais pas moins vivement vous voir réussir; car dans votre métier comme à l'armée, les campagnes comptent et en général les plus rudes assurent le plus de droit. Tenez-moi, je vous prie, au courant de vos faits et gestes; j'ai une vieille habitude de m'intéresser à vous que je ne puis pas perdre.

Vous me traitez avec beaucoup trop d'honneur en me disant que j'ai jeté mon neveu dans la carrière diplomatique. Il s'y est bien jeté tout seul, je ne l'y ai aidé qu'indirectement, et quand il a

persisté à vouloir prendre ce parti. Du reste, les dangers que vous me signalez spécialement avec tant de raison ne sont pas ceux qu'on doit craindre pour mon jeune homme, ou bien il faudrait que la diplomatie transformât les hommes comme l'alchimie prétendait transformer les métaux. Mon neveu est un travailleur qu'il faudra pousser dans le monde au lieu de le retenir d'y aller trop et qui manquerait plutôt du côté de ces qualités légères qui dans votre métier font souvent réussir les choses sérieuses. J'espère donc qu'il échappera à ce sort presque inévitable qui finit d'ordinaire par confire un attaché dans la sottise, quelque sensé que l'ait fait la nature. Je redoute plutôt que mon neveu n'ait de la peine à recouvrir convenablement les qualités très solides et fondamentales qu'il possède de ce vernis luisant qui est nécessaire pour les faire valoir. J'ai été très heureux qu'il trouvât de Serre à Vienne et *très touché* de l'accueil que celui-ci a fait à mon jeune attaché. Veuillez le lui dire quand vous lui écrivez et l'assurer que rien ne me sera plus sensible que ce qu'il pourra faire pour bien guider ce jeune homme. Il trouvera en lui un collaborateur plein de zèle, un homme très sûr et capable de s'attacher fortement par l'intérêt qu'on lui montre. Il me mandait encore hier : « J'ai toujours très à me louer de M. de Serre. C'est, assurément, de tous les membres de l'ambassade,



l'homme qui me plaît et me convient le plus. »

J'attends vos derniers volumes avec une grande impatience, mais sans me sentir plus tenté, au moins quant à présent, de vous croire. Mes impressions personnelles ne me portent pas de ce côté. J'ai souvent de l'humeur contre l'humanité. Qui n'en aurait, même en vivant, comme moi, assez loin d'elle? Mais non contre le siècle, qui, après tout, marquera comme un des grands siècles de l'histoire; celui où l'homme a le plus soumis la nature et achevé la conquête du globe. Si vous avez besoin, en votre absence, d'un coup d'épaule *académique*, dites-le, je vous prie. Vous savez que là comme ailleurs, je suis disposé à vous être utile. Adieu. Bonne santé, ne m'oubliez pas absolument et écrivez-moi quand vous serez arrivé à votre destination.

A. DE TOCQUEVILLE.

P.-S. — J'envoie cette lettre à M. Brénier, ne sachant pas votre adresse.

Paris, 24 janvier 1855.

Monsieur,

M. Brénier m'a remis la lettre que vous avez eu la bonté de lui adresser pour moi. Elle m'a touché par plus d'un côté et je vous en remercie bien vivement. Si je ne vous ai pas dit plutôt le

voyage de Perse, c'est qu'il n'était fait que comme le mariage d'Arlequin. Le Département consentait mais je demandais certaines choses qui ne m'étaient pas encore suffisamment garanties pour que je pusse regarder la chose comme faite et je vous ai écrit aussitôt la décision pourvue de tous ses éléments.

Je serais désolé de partir sans vous avoir vu ainsi que Mme de Tocqueville et ce sera pourtant du 5 au 10 février. Voulez-vous me permettre d'aller pour quelques heures avec vous à Compiègne?

Je vous écris ceci au milieu des courses et entre deux épreuves à corriger. Aussi est-ce fort décousu. Soyez assez bon pour me le pardonner en faveur de l'affection si respectueuse et si vraie dont je n'ai pas besoin, je pense, de vous renouveler l'expression pour que vous en soyez sûr.

A. DE GOBINEAU.

Rue Miromesnil, 5.

Je veux vous écrire deux mots, mon cher ami, quoique je ne sois pas très en état de rien faire en ce moment. J'ai gagné, il y a quelques jours, une forte grippe et quoique ce ne soit pas grave, il est prudent à moi de ne pas négliger une petite maladie de cette espèce après les grandes maladies qui me sont survenues durant les dernières années dans les organes de la respiration. Je me tiens donc bien

coi au coin de mon feu, ne parlant pas et tâchant de ne pas penser beaucoup plus. C'est une raison de plus pour que je ne puisse pas consentir à ce que vous veniez ici. Par le temps qu'il fait et au moment d'un si long voyage, cette petite course d'ailleurs serait une corvée qu'à aucun prix je ne veux vous laisser faire. J'espère néanmoins vous voir, si Dieu nous envoie bientôt le dégel et que ma grippe me quitte. Je suis obligé d'aller à Paris le 7, à moins que ma santé ne s'y oppose absolument. On retarde toujours un peu son départ quand il s'agit d'entreprendre un voyage comme le vôtre. J'espère donc vous trouver à Paris le 7 et aussitôt après mon arrivée chez mon père (19, place de la Madeleine) j'enverrai savoir si vous y êtes encore en effet.

Au revoir donc, et si contre mon attente je ne pouvais arriver à Paris avant votre départ, bon voyage et mille vœux pour vos succès. Ecrivez-moi en tous cas sur votre santé. Mes hommages à Mme de Gobineau et à vous, beaucoup de bonnes amitiés.

A. DE TOCQUEVILLE.

Ce 27 janvier.

Les longues descriptions politiques et sociales écrites de Téhéran qui se trouvent dans les lettres suivantes et qui forment des contributions importantes à l'ethno-

graphie persane seront d'autant mieux accueillies par les amis de Gobineau qu'elles peuvent servir de supplément aux récits déjà publiés dans ses ouvrages sur l'Asie centrale. (*Trois ans en Asie*. Nouvelle édition. Paris, Leroux, 1905. — *Les religions et les philosophies dans l'Asie centrale*. 3<sup>e</sup> édition. *Ibid.*, 1900.)

Téhéran, 7 juillet 1855.

Monsieur,

Je vous écris au débotté, car nous sommes là depuis quatre jours seulement. Toutefois, chose inouïe en Orient, l'étiquette s'est hâtée en notre faveur et nous avons déjà vu le roi et le grand vizir qui ont été l'un et l'autre on ne peut mieux pour nous. Quant à la route, nous l'avons faite lestement en gens qui n'auraient eu d'autre profession de leur vie et Mme de Gobineau à cheval, ma fille sur un âne devant un palefrenier arabe, ont fait leurs cinquante jours de marche, gravissant des montagnes sans chemin, traversant des rivières avec une facilité surprenante. Quant à Diane, non seulement elle n'a été ni fatiguée ni malade, mais elle a grandi et grossi du double et depuis qu'on n'est plus sous la tente, elle ne sait à quel saint se vouer. C'est une vraie Turcomane, sauf la couleur qui est d'une Abyssinienne.

J'ai vu des choses bien curieuses et trop pour pouvoir les dire toutes ici. Pendant un séjour de

six semaines en Egypte, j'ai eu lieu de faire bien des observations qui n'ont pas toutes été à l'honneur des Européens dans ce pays. Nulle part l'improbité et la rapacité ne sont plus impudentes. Aussi sommes-nous suffisamment méprisés par les populations qui, à la vérité, nous craignent, ce qui fait, à certains points de vue, un heureux contrepoids. Nous avons beaucoup entendu discuter la question du percement de l'isthme de Suez et nous avons vu par nos yeux. Comme citoyen du monde, je n'ai pas d'opinion là-dessus; comme Français, je suis contre, parce qu'il est trop évident qu'avec le développement qu'a pris et que prend, malgré l'opposition anglaise, la marine grecque (j'entends celle des Hellènes et des Grecs turcs), les bénéfices du passage (si bénéfique il y avait ce qui, malgré tout ce qu'on peut dire, est loin de m'être démontré) seraient, dans l'avenir, pour une nation qui ne me paraît pas nécessairement destinée à nous être favorable. Dans tous les cas, le commerce oriental de Marseille serait fort compromis, en même temps que celui de Bordeaux serait, à coup sûr, ruiné.

Nous avons passé des journées très intéressantes à plusieurs égards à Suez, à Djeddah, à Aden, à Mascate et à Bouchir. Puis, nous voilà ici, après avoir traversé la Perse dans toute sa longueur. Nous avons, certainement, vu beaucoup de ruines,

j'entends de ces ruines de villes et de villages qui n'ont pas le plus petit intérêt historique, nous avons vu beaucoup de déserts et nous avons cheminé des journées entières sans rencontrer personne autre que nous-mêmes. Si je parle des habitants au moral, nous avons assisté au spectacle d'un grand décousu d'idées et de principes de toute nature; mais, somme toute, ce peuple-ci nous ressemble bien plus par ses dispositions pratiques que les Turcs et les Arabes et avec toute l'âpreté au gain des Hindous, il est loin d'avoir leur rigidité de vues en toutes matières. En somme, ce sont des coquins qui sont assez nos cousins et je crois que nous pourrions nous dire avec quelque justice : voilà comme nous serons dimanche.

Un de ces jours, je vous parlerai de l'attitude un peu dure de l'Angleterre ici. Je n'en vois pas trop bien le but si ce n'est de faire trouver grâce aux Russes. Pour le moment, je ne veux que vous dire de suite combien je vous suis attaché au fond de l'Asie comme partout et vous prier de présenter à Mme de Tocqueville tous mes souvenirs, tous mes respects que je vous envoie également comme votre plus attaché et tendrement dévoué serviteur.

A. DE GOBINEAU.

Je ne sais si vous avez appris la mort de mon oncle qui m'a laissé assez de fortune pour me

trouver indépendant. Je suis sûr que vous y prendrez part.

Demavend, 5 novembre 1855.

Monsieur,

Je vis dans l'espoir de recevoir bientôt quelque nouvelle de vous et de savoir si Mme de Tocqueville et vous êtes bien portants et contents autant que faire se peut. Vous avez ma première lettre de Téhéran depuis longtemps et peut-être auriez-vous pu me répondre déjà. J'ai un désir extrême de savoir où en sont vos travaux. Il me semble qu'avec la perfection extrême que vous voulez y apporter, vous avez eu le temps de sortir des études préparatoires et de mettre la main à l'œuvre directe, si toutefois quelques modifications ne sont pas survenues sur le fond de votre pensée. Dites-moi, je vous prie, ce qui en est et où vous en êtes. C'est pour moi d'un intérêt que la distance géographique ne peut certainement affaiblir.

Je vous écris de trois petites journées de Téhéran. Nous avons fait une petite course dans les montagnes, en partie pour voir le pays, quelque peu aussi pour fuir le choléra qui a fait d'assez grands ravages dans la ville et qui nous a tué, dans la légation, deux domestiques européens et un natif. La maladie, du reste, a presque disparu, le froid est

venu, nous sommes ici au milieu des neiges et nous allons rentrer dans quelques jours.

Je ne sais si vous avez pris quelque intérêt aux détails que je vous ai mandés déjà; dans le doute, je ne m'abstiendrai pas et je continuerai.

L'intérêt de la Perse n'est assurément pas, au point de vue politique pratique, comparable à celui que peut faire naître un Etat d'Europe de second ordre. Cependant, si l'on estime pour quelque chose ce qui n'est pas la politique de demain et qu'on tienne compte de celle d'après-demain, être à Téhéran c'est se trouver au sommet d'un observatoire d'où la vue est assurément très étendue sur les positions et les intérêts respectifs de la Russie et de l'Angleterre. La Perse, à en croire les Anglais eux-mêmes, est la clef de l'Inde et les préoccupations extraordinaires qu'ils ont de ce côté, si extraordinaires qu'elles semblent exagérées, forcent naturellement l'attention de l'observateur désintéressé à s'attacher avec la leur sur ce point qui leur paraît si important. Les inquiétudes des Anglais pour l'Inde sont, en Orient, hautement avouées et me paraissent, je le répète, extrêmes. Ils ont cru, depuis une vingtaine d'années, que l'état d'abaissement absolu, dans lequel ils tenaient la population native de ce grand empire, une des sources de leur prestige européen, était, pour eux, gros de périls à venir en fomentant



une disposition perpétuelle à la révolte. Ils ont donc changé de système. Ils ont cherché par tous les moyens et continuent fermement à gagner la sympathie de leurs sujets hindous, en s'occupant activement de satisfaire à leurs besoins, en respectant leurs idées, en s'occupant de leur bien-être et je crois que jusqu'à un certain point ils ont réussi, au moins, à faire prendre patience aux vaincus. On a beaucoup exagéré l'inaffection des troupes cipayes, on s'est un peu arrêté à des apparences quant à leur manque prétendu de bonne volonté et de courage; tout cela est vrai. Mais ce qui l'est également et qui subsistera aussi longtemps que l'empire anglo-indien, c'est l'incompatibilité d'humeurs d'un peuple asiatique avec un peuple européen et surtout avec les Anglais. Voilà ce qui légitime toutes les craintes, toutes les méfiances et ce qui développe au plus haut degré l'inquiétude dans l'esprit des agents britanniques de tous ces pays-ci, à la moindre apparence d'une commotion dont le contre-coup pourrait éveiller les fantaisies des populations d'au delà de l'Indus.

Ce dont personne ne doute, ce dont ces populations elles-mêmes ne paraissent pas douter, c'est de leur incapacité complète à s'affranchir d'elles-mêmes. Divisées comme elles le sont, surveillées, affaiblies, appauvries, elles resteront sous le joug et le savent, tant que des événements extérieurs

ne viendront pas ébranler le pouvoir britannique dans leur péninsule. Elles sont donc toute attention aux événements extérieurs de quelque nature qu'ils soient et, par contre-coup, la communauté anglo-indienne ne l'est pas moins qu'eux et, mieux informée, plus prévoyante, ayant tout à perdre, l'est, comme je le disais tout à l'heure, jusqu'à l'exagération.

Parmi les événements extérieurs qui se font le mieux apprécier comme possibles, une entreprise de la Russie sur l'Inde occupe assurément la première place. Non pas, qu'à mon avis, le gouvernement de Calcutta ait précisément à redouter l'apparition sur l'Indus d'une armée européenne, entreprenant en règle la conquête du pays. Bien que beaucoup de gens s'obstinent à considérer le fait comme praticable, au point de vue militaire, ce dont je doute fort, je le crois plus particulièrement inadmissible au point de vue politique. Mais s'il ne s'agit pas d'une conquête que le Cabinet de Pétersbourg méditerait d'exécuter, s'il s'agit simplement d'une expédition de 30,000 à 40,000 hommes, entraînant avec elle les troupes persanes, les Afghans, les Ousbegs de Khiva et de Bokhara, venant donner la main à une insurrection du Syn dh et du Pendjab et, de là, propageant l'insurrection partout où elle pourrait rencontrer des aliments, je crois, en effet, que dans ce

but de destruction pure, la Russie peut se trouver en situation de plonger l'Angleterre dans un océan de difficultés d'où il ne pourrait résulter, en définitive, pour cette dernière puissance, dans les meilleures hypothèses, que des pertes considérables d'hommes, d'argent, d'influence et un ébranlement funeste de sa position dans le monde, quant à l'avenir.

Les populations asiatiques que je viens de nommer, Persans, Afghans, Ousbegs sont accoutumées depuis des siècles à considérer l'Inde comme la plus riche des proies. Parce que toutes, dans leurs courts instants de puissance, ont envahi ce pays et en sont constamment revenues avec des trésors que leur mémoire pleine d'imagination leur rappelle au centuple, elles s'imaginent que ce pays d'abondance est toujours resté le même. Elles ne savent pas et, si on le leur disait, elles ne croiraient pas que les Anglais ont achevé d'épuiser ce qu'elles avaient laissé derrière elles. Au contraire, habituées à considérer les Anglais comme la plus riche nation du monde, elles multiplient les fabuleuses richesses de l'Inde par celles qu'elles prêtent à ses possesseurs actuels et vivent dans le constant désir d'aller mettre les mains sur les accumulations d'or, d'argent et de pierreries qu'ils s'imaginent exister là-bas. Ils sont d'autant plus pressés de le faire qu'ils sont eux-mêmes plongés

dans une misère tous les jours croissante. La Perse, ravagée par les guerres qui ont amené, à la fin du siècle dernier, l'avènement de la dynastie actuelle, l'est encore bien davantage par l'administration inconcevable, même en Asie, du roi actuel et de son ministre. Les tribus militaires meurent de faim, leurs chefs, hors d'état de faire subsister leurs gens, n'aspirent qu'à une guerre qui leur en fournirait les moyens. Outre cela, les Anglais sont franchement détestés ici, on peut le dire en toute certitude. Leur impopularité est générale et comme on croit savoir que tous leurs moyens d'intimidation se borneraient à la destruction de Bouchir dans le golfe persique, comme, par confirmation, la morale que l'on tire ici de la guerre actuelle est qu'ils ont fort peu de troupes disponibles et, enfin, comme on se flatte, en cas d'insuccès dans une attaque sur l'Inde, que ces mêmes Anglais ne pourraient pas tirer une vengeance bien éclatante des outrages qu'on aurait commis envers eux, l'opinion générale des tribus militaires et de leurs chefs est ici qu'il faut quelque jour passer l'Indus.

Les Afghans sont encore bien davantage de cet avis. D'abord, ils sont plus pauvres, s'il se peut; que les Persans. Ensuite, ils sont plus guerriers et se soucient infiniment moins de leurs actions; chaque chef pensant qu'en dernière analyse, il

peut trouver un refuge sûr dans ses montagnes.

Ajoutez à cela qu'il n'est pas dans l'humeur asiatique de regarder de bien près aux conséquences d'une action agréable. Tout ceci est de plus en plus vrai pour les peuples de Khiva, de Bokhara et du Turkestan.

Dans ce moment-ci, une légation afghane est à Téhéran. Elle n'a aucun rapport avec les Anglais ni avec nous. Qu'elle n'en ait pas avec les Russes, c'est ce qui est beaucoup moins certain. Quant aux affaires qu'elle vient traiter, tout le monde les connaît. Elle vient proposer de placer Hérat et Kandahar sous la suprématie persanne, à condition qu'on fera, à frais communs, une expédition contre Kaboul, afin d'en chasser le vieux Dost-Mohamed, jadis l'ennemi, aujourd'hui la créature dévouée des Anglais. En cas de succès, on parle de réaliser le grand dessein et de marcher sur l'Indus.

Malgré la bonne volonté que l'on a ici d'entrer dans cette politique, deux points, cependant, en entravent la réalisation immédiate. D'abord, la prise de Sébastopol a donné des inquiétudes sur l'aptitude actuelle de la Russie à seconder le mouvement. Cette victoire a produit ici une très vive impression et, malgré la politesse excessive des ministres persans, il est assez manifeste qu'au fond du cœur on n'en est pas bien aise. Voir les

puissances européennes s'entrebattre, n'a rien que d'agréable pour des hommes d'Etat orientaux; mais, puisqu'il fallait absolument un vainqueur, nul doute qu'on eût préféré un abaissement de l'Angleterre. Ceci ne saurait faire question. Dans la position que cet événement a créé, l'imagination toujours très active des conseillers du Schah s'est retournée à demi vers de nouvelles hypothèses et puisque le but d'une guerre que leur monde désire ardemment est surtout le butin, on s'est demandé si, dans l'impossibilité de piller l'Inde, il n'y aurait pas quelque compensation à piller les provinces caucasiennes. On a été plus loin : on a même émis une prétention d'une nature vraiment politique, mais que je crains bien de vous voir trouver quelque peu exorbitante. On a déclaré qu'en cas de jonction des troupes du Schah avec les forces anglo-françaises et d'action commune, on prétendait au futur congrès se faire représenter, prendre rang dans la famille des Etats civilisés et avoir son territoire garanti contre les agressions futures de la Russie d'abord, mais aussi de n'importe quelle puissance.

Tout ceci frise l'impossibilité d'aussi près que possible. Mais, la morale à en tirer, c'est que, forcément, la Perse se trouve jetée, à un moment ou à un autre, dans les bras de la Russie. Ce n'est qu'une question de temps.

Voici, maintenant, l'autre point. Le Schah hésite beaucoup à se mettre en campagne, parce que, heureux ou malheureux dans ses opérations militaires, il n'est nullement assuré de rentrer dans sa capitale, tant son impopularité et celle de sa dynastie est à son comble. Le Sud n'a jamais été soumis qu'à peu près. Non seulement la cour ne saurait, sans d'immenses et constants périls, résider à Ispahan, elle ne peut même y aller qu'avec un train d'artillerie. Les régiments recrutés dans toutes ces régions, les plus considérables de l'empire en étendue, sont tenus le plus loin possible, et on ne les emploie que lorsqu'on ne peut faire autrement. Ceci est l'état normal depuis que les Kadjars sont sur le trône. Mais ce qui est nouveau, ce qui date de ce règne-ci, c'est que les régiments du Nord ne sont pas moins suspects, et à fort bon droit. La tribu royale elle-même proclame hautement, comme on le fait d'ailleurs communément dans ce pays-ci où l'on s'exprime sur les matières politiques avec la plus grande liberté, proclame hautement, dis-je, son dégoût de l'état de choses actuel et sa haine pour la famille souveraine sortie de ses tentes. Enfin, l'Ouest et le Nord, les provinces les plus riches et les plus productives de la Perse, sont travaillées par une secte plus politique que religieuse, les Bâbis, véritables communistes par les doctrines, comme par les moyens, et dont

le roi a d'autant plus peur qu'il y a quatre ans, ils ont essayé contre lui d'un guet-apens où il a été blessé et d'où il n'a échappé que par miracle. Il ne faudrait ici que l'apparition d'un de ces aventuriers hardis que l'Orient produit avec une abondance extrême pour mettre la dynastie persane dans le plus grand péril. Voilà une des grandes causes de l'inaction actuelle, inaction qui n'augmente pas peu le mécontentement et qui est, elle-même, un danger.

Mais vous remarquerez que ceci est transitoire. Ce que cette dynastie épuisée n'osera peut-être pas faire, ce sera une recommandation puissante pour un prétendant quelconque que de le promettre; rien ne dit d'ailleurs que ceux-ci ne se décideront pas.

Les Anglais, je le répète, comprennent tout ce que cette situation a de menaçant pour eux. Dans les efforts d'esprit qu'ils font sans cesse pour imaginer un moyen d'en conjurer les inconvénients, ils vont jusqu'à raviver les idées mères de la triste politique qui les avait déjà induits en 1838 à vouloir constituer, sous leur direction, un Etat unitaire dans l'Afghanistan. Leur plan était, alors, de créer entre la Russie et l'Inde une barrière de plus. Vous vous souvenez à quoi ces tentatives aboutirent alors et l'épouvantable catastrophe de Kaboul. Aussi, je doute fort que ce retour à des



projets dénués, évidemment, de toute chance de réussite soit goûté, dans l'Inde et à Londres, par les esprits sérieux. Mais, dans le besoin de se prendre à quelque chose, voilà qu'un des agents les plus distingués, à tous égards, que le gouvernement britannique possède dans l'Inde, vient de proposer un nouveau système et on nous assure ici que les ouvertures du colonel Rawlinson ont eu beaucoup de succès à Londres et y sont l'objet d'un examen approfondi.

Il s'agirait, dit-on, de placer la barrière entre la Russie et l'Inde dans les provinces caucasiennes en y constituant un Etat chrétien indépendant, en obtenant la franchise de la Caspienne et en y faisant naviguer des navires, une flottille sous pavillon anglais. La légation britannique à Téhéran montre pour cette invention un engouement, une passion qui témoigne mieux que tout le reste de l'étendue et de la persistance de ses craintes.

S'il m'est permis d'exprimer une opinion, non pas sur le projet de M. le colonel Rawlinson, mais sur ce qu'on nous représente comme tel, j'avoue que je ne partage que faiblement les espérances qu'il inspire. Un Etat chrétien en Géorgie serait flanqué à l'est et à l'ouest de populations musulmanes et, qui pis est, déprédatrices que la Russie n'a jamais pu soumettre que très imparfaitement ou pas du tout. Il serait exposé à des conflits per-

pétuels avec la Perse qui userait sans scrupule avec lui de toutes les prérogatives du plus fort. Il n'aurait nulle tentation d'entretenir par lui-même une marine sur la Caspienne par la raison qu'il trouverait là peu ou point de commerce pour l'alimenter. Les tarifs russes le repousseraient d'As-trakan et les steppes hantées par les tribus turco-manes n'ont rien que de très rébarbatif. Il faudrait donc qu'à perpétuité des forces anglaises stationnassent dans le nouvel Etat chrétien. Mais une armée permanente d'au moins 150,000 hommes n'ont pu depuis vingt ans réduire au repos les provinces caucasiennes. Les Anglais seraient-ils disposés à y entretenir une force égale? Il est permis d'en douter. Mais le fissent-ils, il s'entend de soi-même que leurs embarras seraient plus que doubles de ceux des Russes, attendu qu'ils auraient outre Schamyl et ses montagnards, outre les Tcherkesses, outre tous les gens de ces régions-là qui dans les Russes détestent surtout le gendarme, ils auraient incessamment les armées russes elles-mêmes sur le dos. Dans le cas, donc, où le projet de M. le colonel Rawlinson serait à peu près ce qu'on nous dit, et je crois qu'il ne saurait s'en écarter que par les détails, je pense que vous inclinerez à croire avec moi, qu'il donne grandement prise à la critique. Je prendrai ma conclusion dans une parole bien vraie que vous me dites un matin, quand nous

étions au boulevard des Capucines : « L'empereur de Russie pourrait s'intituler l'*Empereur*. » J'ai bien peur, en effet, qu'il ne soit le plus fort, et cela non pas par les qualités personnelles du souverain revêtu de ce titre, non pas par le mérite de telle ou telle branche de son pouvoir, mais par la pesanteur spécifique des choses. Je supprime les développements. Si, à la paix, le cabinet de Pétersbourg, sous un prétexte ou sous un autre, prétend se dédommager de ses pertes dans la mer Noire aux dépens de la Perse, il a sous la main les deux magnifiques provinces du Mazenderan et du Ghilan. Ses troupes y entreront et elles y resteront. Le pays les attend et qui plus est les désire; il a menacé déjà de se donner de lui-même aux Russes. Certes, nous ne recommencerons pas la guerre pour empêcher cette usurpation et ce qui est plus étrange mais non moins certain, c'est que la Perse en prendra son parti, surtout si elle croit y trouver un point d'appui plus solide pour s'agrandir dans l'est. C'est l'idée fixe, c'est la *frontière du Rhin* de tout le monde ici. On rêve Tamerlan, on rêve Nadir-Schah, on se croit enrichi du jour au lendemain et le positif compte peu.

Je travaille beaucoup ici. Je me suis surtout occupé activement de me perfectionner dans la langue et je parle maintenant assez couramment. Je trouve un extrême intérêt dans mes entretiens

journaliers avec les natifs et je suis loin d'en avoir aussi mauvaise opinion qu'on se plaît à le faire en Europe. Ce ne sont ni des anges ni des parfaits honnêtes gens, mais ce ne sont pas non plus les monstres de perversité qu'on nous représente. Si cela vous intéresse, je vous parlerai quelque jour de ce côté de la question.

Je pense que vous aurez reçu mes deux derniers volumes. C'est là, je le crains bien, que vous n'allez guère être content de moi. Dites-moi votre sentiment, je vous en prie. J'aime mieux que vous me traitiez mal que de ne pas me traiter du tout.

Souvenez-vous aussi, je vous prie, de mes désirs relativement à l'Académie, aussitôt que l'occasion s'en présentera. Il me semble que j'ai plus que jamais des titres au grade scientifique que je sollicite. Puissiez-vous être de cet avis. On m'écrit de Paris beaucoup de choses obligeantes qui me donnent lieu de penser que ma nomination ne paraîtrait pas déplacée. Je compte rappeler à M. Mignet la bienveillance qu'il m'a témoignée.

Adieu, monsieur, Mme de Gobineau se recommande au souvenir de Mme de Tocqueville et au vôtre. Partagez mes respects et mes affections qui, vous le savez, ne peuvent jamais faiblir.

Comte A. DE GOBINEAU.

*P.-S.* — Je vous ai dit, je crois, que mon oncle

était mort et m'avait laissé une fortune très bien venue. Vous aurez probablement reçu la traduction américaine du premier volume de mon livre. On m'a écrit qu'il avait dû paraître à New-York vers le mois d'août.

Tocqueville, ce 13 novembre 1855.

J'ai reçu, il y a à peu près un mois, mon cher ami, la lettre que vous m'avez écrite de Téhéran le 7 juillet. Je vous aurais répondu plutôt si j'avais su comment vous faire parvenir ma lettre. Mais je suis devenu, volontairement, si étranger à ce qui se passe dans la partie de notre planète que nous occupons, que j'ignore qui dirige aujourd'hui le service des dépêches au ministère des affaires étrangères et que j'ai attendu que mon neveu qui, comme vous le savez sans doute, est un peu de la boutique, vint me voir pour le charger de la présente missive.

J'étais inquiet de vous. Car, sans reproche, vous ne m'avez pas gâté en fait de nouvelles depuis votre départ de France et j'ai été obligé d'écrire à Vienne à votre ami de Serre pour savoir si vous n'étiez pas noyé dans la mer Rouge ou dans le golfe Persique. Votre lettre m'a entièrement rassuré. Le résultat que vous m'annoncez dépasse mes espérances. Cinquante jours de désert sous la tente sans en être fatigué, voilà qui est admi-

nable. Faites, je vous prie, nos félicitations aux deux voyageuses sans oublier le cheval et l'âne qui les portaient et qui me paraissent mériter une mention particulière; car, dans pareille aventure, une bonne part du succès est due aux qualités de la monture. Maintenant que je ne crains plus pour votre caravane les dangers du voyage, mon imagination s'effarouche un peu pour vous de l'idée du choléra. J'ai lu dans le journal qu'il sévissait avec grande violence au lieu où vous êtes et que plusieurs domestiques de l'ambassade en étaient morts. Ne me laissez plus, je vous prie, six mois sans me donner signe de vie.

Je vous conterai en deux mots mon histoire depuis que nous nous sommes quittés. Peu de temps après votre départ de Paris, je suis venu m'y établir moi-même pour quelques semaines et, quand les beaux jours sont arrivés, je suis venu ici. J'y habite depuis cinq mois, j'espère bien y rester deux encore. Je vis le matin dans mon cabinet où je travaille sérieusement, l'après-midi dans les champs où je surveille des travaux d'une autre espèce. Je me suis porté passablement. Le temps a passé avec une rapidité prodigieuse; je n'en ai jamais passé aucun qui m'ait paru plus agréable. Il est fâcheux de ne bien connaître l'art de vivre que quand la vie est si avancée!

· Je trouve très ridicule, mon cher ami, d'en-

voyer à plus de mille lieues de chez soi un petit morceau de papier aussi peu intéressant que cette lettre. Cela n'en vaut pas la peine sans doute. Mais que voulez-vous que vous dise de curieux un campagnard tel que moi? C'est vous qui devez avoir l'esprit plein de choses intéressantes à raconter. Faites-moi part, je vous prie, de quelques-unes. Vous voilà au cœur du monde asiatique et musulman; je serais bien curieux de savoir à quoi vous attribuez la rapide et en apparence *inarrétable* décadence de toutes les races que vous venez de traverser, décadence qui a déjà livré une partie et les livrera toutes à la domination de notre petite Europe qu'elles ont fait tant trembler autrefois. Où est le ver qui ronge ce grand corps? Les Turcs sont des soudards que la nature semble n'avoir destinés qu'à être trompés et battus par tout le monde. Mais vous habitez aujourd'hui au milieu d'une nation musulmane qui, s'il faut en croire les voyageurs, est intelligente, raffinée même; qui l'entraîne depuis des siècles dans cette irrémédiable décadence? Est-ce seulement affaire d'équilibre? Serait-ce que nous avons monté pendant que ceux-ci restaient à la même place? Je ne le crois point. Je crois qu'il y a eu mouvement, de deux parts, mais mouvement en sens contraire. Vous dites que nous ressemblerons un jour à la canaille que vous avez sous les yeux : peut-être.

Mais avant que cela n'arrive, nous serons ses maîtres. Quelques millions d'hommes qui, il y a peu de siècles, vivaient presque sans abri dans des forêts et des marécages, seront avant cent ans les transformateurs du globe qu'ils habitent et les dominateurs de toute leur espèce. Rien n'est plus clairement annoncé d'avance dans les vues de la Providence. Si ce sont souvent, je l'avoue, de grands coquins, ce sont du moins des coquins à qui Dieu a donné la force et la puissance et qu'il a mis manifestement pour un temps à la tête du genre humain. Rien ne tiendra devant eux sur la surface de la terre. Je n'en fais aucun doute. Je crains que ceci ne vous semble sonner un peu l'hérésie philosophique. Mais si vous avez pour vous la théorie, j'ai la confiance que j'aurai pour moi les faits, bagatelle qui n'est pas sans importance.)

Mais me voilà bien loin d'Ispahan. J'y reviens pour vous embrasser de tout mon cœur et vous prier de ne pas tarder si longtemps à m'écrire. Vous savez que je ne serai jamais indifférent à ce qui vous touche. A mon retour à Paris je verrai s'il y a quelque chose à faire du côté de l'Institut et tout ce qui est possible sera fait. Rappelez-nous particulièrement au souvenir de Mme de G. Embrassez pour nous Mlle Diane et croyez à ma sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.



Tocqueville, ce 8 janvier 1856.

J'ai reçu, mon cher ami, votre seconde lettre (celle datée du 5 novembre dernier) et je ne saurais trop vous en remercier. Sa lecture m'a extrêmement instruit et intéressé et tout ce que je demande, c'est qu'il vous vienne souvent la bonne pensée de m'en écrire de semblables. Tout ce que peut me dire un homme aussi intelligent que vous d'un pays qui m'est si peu connu a infiniment de prix à mes yeux. Vous avez pu voir dans ma dernière lettre, si vous l'avez reçue, que mon esprit était déjà très curieux de savoir ce que vous pensiez de cette Asie centrale dans laquelle vous vivez. Votre lettre ne répond pas aux questions que je vous ai faites; mais à plusieurs autres que j'étais sur le point de vous faire. Continuez, je vous prie, dans cette bonne voie, en dehors des affaires proprement dites sur lesquelles assurément je ne vous questionnerai jamais. Vous avez mille choses à me dire qui m'intéressent au plus haut point, ou plutôt *tout* ce que vous me diriez sur l'état des peuples parmi lesquels vous vivez, leurs constitutions, leurs mœurs, leurs tendances, leurs besoins, leurs passions, tout cela vaut pour moi de l'or; car tout cela m'importe beaucoup à savoir, comme observateur du monde, m'intéresse extrêmement et m'est inconnu.

Que puis-je faire de mon côté pour m'acquitter dans la même monnaie? Malheureusement, rien. On ne sait rien en France, et moi je sais moins que personne. Car voilà plus de six mois que je vis au fond d'une province, occupé de tout autre chose que de politique et m'en trouvant très bien, ce me semble, au physique et au moral. Quant aux nouvelles privées, je n'en sais pas une seule qui mérite de vous être envoyée à travers le désert. Je vois qu'on considère généralement la perte de Kars et encore plus la conquête d'Hérat par les Persans comme des événements fâcheux et qui sont surtout de nature à inquiéter les Anglais. Mais, que vous parlais-je là de choses qui seront de bien vieilles histoires lorsque vous recevrez cette lettre?

J'ai reçu vos deux derniers volumes; mais je ne les ai pas encore lus, parce qu'ils me sont arrivés au moment où je faisais mes paquets pour venir ici et que mon domestique a eu la sottise de les mettre dans une malle qui restait à Paris. Je ne puis donc vous envoyer le blâme auquel vous paraissez vous attendre. Je n'ai cessé, du reste, d'être fort divisé avec moi-même quand il s'agit de cet ouvrage : je désapprouve le livre et aime l'auteur et ai quelquefois de la peine à me retrouver dans des sentiments si contraires. Ce que je désapprouve du reste dans le livre, je vous l'ai déjà dit, ce n'est pas la façon, tant s'en faut, c'est la ten-

dance que je crois dangereuse. Si nous péchions par excès d'enthousiasme et de confiance en nous-mêmes comme nos pères de 1789, je regarderais votre ouvrage comme une *douche* salutaire. Mais nous sommes arrivés malheureusement dans l'excès contraire. Nous n'estimons plus rien, à commencer par nous-mêmes; nous n'avons foi en rien, pas même en nous-mêmes. Un ouvrage qui cherche à nous prouver que l'homme ici-bas obéit à sa *constitution* et ne peut presque rien sur sa destinée par sa volonté, c'est de l'opium donné à un malade dont le sang s'arrête de lui-même. Voilà pour le livre; quant à l'auteur c'est un homme de beaucoup de talent et fort de mes amis dont je voudrais bien faire un confrère. Ce point de vue me force à louer l'œuvre en faveur de l'ouvrier. Voici ce qui m'est venu dans l'esprit à propos de l'Académie. Rien ne plaît plus à un corps savant que les travaux qu'on fait pour lui. Ne pourriez-vous pas, *en dehors de la politique, bien entendu*, trouver dans le pays où vous êtes le sujet d'un mémoire intéressant sur la législation, l'état social, l'histoire... (1) des nations chez lesquelles vous habitez? Vous m'enverriez ce mémoire, je le présenterais en votre nom et le lirais. La démarche vous serait, assurément, utile à l'Institut; mais il ne faudrait

(1) Les points sont de Tocqueville lui-même.

pas qu'elle pût vous nuire ailleurs. Demandez-vous bien sérieusement avant d'écrire rien de semblable ce qu'on en penserait au ministère et ne sacrifiez pas l'affaire principale à la secondaire. En tous cas, choisissez un sujet auquel on ne puisse trouver à redire.

Je me réjouis de l'héritage dont vous me parlez. Nous vivons dans un temps où l'argent est nécessaire, même pour faire les choses qui valent mieux que lui. Il faut le mépriser et le garder.

Rappelez-nous particulièrement à votre aimable compagne de voyage et croyez à tous mes sentiments de vive amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

*P.-S.* — Répondez à Paris où je serai dans trois semaines. Adressez votre lettre 19, place de la Madeleine.

Téhéran, 15 janvier 1856.

Monsieur,

Vos reproches sont si tendres et si aimables que je suis au désespoir de les avoir mérités et que je ne voudrais pour rien au monde ne pas les avoir reçus. Cependant, il me semble que je vous ai écrit aussitôt que j'ai cru avoir assez bien vu quelque chose pour pouvoir le dire avec quelque conviction et vous aurez vu depuis votre lettre

que je vous ai écrit encore sans attendre de réponse. C'est ce que je ferai dorénavant, maintenant que je sais que vous vous intéressez à ce point de l'Asie.

Assurément, il le mérite et à plus d'un égard et je vais, en vous en parlant, me trouver pleinement d'accord avec les principales opinions que vous m'indiquez, bien qu'en dissentiment sur des points de détail. Que les Européens soient destinés à dominer ici, à posséder même le pays, cela ne peut pas faire l'objet d'un doute. Ils ne le voudraient pas que la chose se ferait de même et je crois que cette terre se soulèverait plutôt pour se jeter dans la circonférence des frontières russes, que de souffrir d'en rester en dehors. Je regarde ce point comme tellement inévitable, je crois l'attraction que notre puissance exerce sur cet empire, ou plutôt sur ces lambeaux d'empire, comme tellement puissante qu'elle a à mes yeux l'infaillibilité d'une loi physique. Sur ce point nous sommes complètement du même avis. Quand je vois de plus l'Inde anglaise gouvernée, et il faut bien l'avouer, plus heureuse qu'elle ne fut depuis huit cents ans et sentant son bonheur, gouvernée, dis-je, par un personnel politique et administratif montant à neuf cents et quelques Européens, tout compris, gouverneur général et magistrat de district; quand, d'un autre côté, du côté du nord de la

Perse, on saisit les marques constantes d'attention intelligente avec laquelle les provinces gouvernées par le Schah observent la façon dont leurs anciens compatriotes du Daghestan et du Schirwan sont menés par les Russes et comparent avec envie leur propre situation à la leur; qu'enfin, on les voit tous, Musulmans et Hindous, depuis Calcutta jusqu'à la frontière turque, plein de respect et de crainte pour le nom européen et plein de mépris pour le nom turec qui jadis dominait toute leur admiration, on est amené à ces deux conclusions : d'abord, comme vous le dites très bien, que les nations asiatiques, j'entends ici, par excellence, celles de la Perse et de l'Inde, ne sont pas stationnaires d'idées et ne refusent ni d'apprendre ni de comprendre; puis à celle-ci, qui est enveloppée dans a première, mais qui mérite aussi d'être examinée à part, que leurs préjugés de religion, de race et d'éducation ne sont aucunement intraitables.

Quant à la première proposition, voici quelques faits dont l'humilité même me paraît concluante. Je ne parle ici que de la Perse, parce que j'y suis et que la Perse est encore bien plus malléable que l'Inde. Depuis le temps des Sefévis, depuis l'époque de Chardin, les Persans ont pris aux Russes l'usage des fenêtres, celui des souliers à notre mode; depuis quinze ans, ils ont accepté le thé et

tout l'attirail russe. Dans les harems, comme dans la vie extérieure, ils ont proscrit, avec le même dégoût que nous, cette malpropreté personnelle qui révoltait tant les compagnons du général Gardanne. Non seulement à Téhéran, dans les familles riches ou aisées, l'usage du linge et l'habitude d'en changer fréquemment sont des coutumes générales, mais, dans les campagnes, les gens du pays, même des muletiers m'ont dit qu'un homme qui n'était pas tout à fait pauvre aurait honte de ne pas renouveler sa chemise et ses bas (autre imitation de l'Europe) une fois au moins, deux le plus ordinairement, par semaine. Ils professent beaucoup d'estime pour les produits de l'industrie européenne et les copient souvent d'une manière assez intelligente. J'ai vu des couteaux fabriqués à Schyraz où l'on avait imité, sur la lame, jusqu'aux noms des fabricants anglais dont les œuvres avaient servi de modèle. Enfin, ils s'emparent le plus possible des étoffes de coton imprimées qui remplissent les bazars des plus petites villes et l'on rencontre ici, dans les rues, des marchands dont toute l'industrie consiste à vendre des allumettes fabriquées à Vienne et qu'ils crient sous le nom de *Kougherta féringhi!* (allumettes européennes!) avec toute la bonne grâce que pourraient y mettre leurs pareils d'Europe. Pour dernier mot, savoir le français ou l'apprendre est ici compté,

dans la population, comme une qualité de premier ordre. Nous devons ce bienfait-là aux Russes, et les mères, fort ignorantes pour leur propre compte, sont, dans bien des cas que je sais, le mobile puissant d'un mode d'éducation qu'elles forcent leurs maris à donner à leurs enfants et qui repose principalement sur cette connaissance. Quant aux obstacles que la religion pourrait imposer ici, je n'en tiens, pour ma part, aucunement compte. Il y a des coquins, il y a des scélérats qui, pour se donner un prétexte d'opprimer ou de voler quelque Arménien, pourront mettre en avant leur haine pour les infidèles; il y a des Mollahs qui, pour se faire une réputation de sainteté, se mettront en frais d'un langage intolérant et éviteront avec soin tout contact avec des gens qui ne sont pas Schiïtes; il y a encore des esprits faibles qui se croiront souillés et impropres à la prière, s'ils ne lavent pas trois fois la tasse où a bu un Européen, mais coquin, prêtre, exagéré, dévot à cerveau débile, ce sont là des productions de tous les pays et de tous les temps. En 1828, un affreux accident fit égorger, par la populace du Bazar, toute la mission russe dont la conduite violente et indécente avait du reste, dès longtemps, exaspéré toute la population. Ces messieurs, sous prétexte de chercher des chrétiennes, entraînent de force dans les harems, s'y comportaient de la manière



la plus brutale et vexaient les Téhéranais de mille manières. Leur maison même fut rasée dans une émeute terrible. Un attaché seul échappa et ce fut par un Mollah qu'il fut sauvé. Cet homme le garda huit jours chez lui, le cachant avec la sollicitude d'un père. Le chef du clergé de la ville, homme extrêmement considéré et dont une parole imprudente avait causé le déchainement du peuple, se punit de lui-même en renonçant à sa position et en s'exilant à Kerbela auprès du tombeau des Imams. Il y est resté jusqu'à sa mort, sans vouloir reprendre aucun emploi. Pour vous donner une idée plus complète de l'esprit des masses dans cette catastrophe, deux malheureux Cosaques de la légation s'étaient enfuis dans le palais d'Angleterre, alors inhabité, parce que la mission était en voyage. Des furieux, en poursuivant leurs victimes, mirent le pied dans un parterre où étaient des roses. Leurs camarades les en firent sortir en les accablant d'injures et en protestant que ce n'était ni aux Anglais, ni aux Européens qu'ils en voulaient, mais aux Russes de la légation seulement. Les Cosaques furent trainés dehors et tués dans la rue.

Voici pour ce qui regarde les fanatiques et la canaille. Quant à la nation, je ne sais si je vous ai déjà fait sa statistique religieuse. Un cinquième au moins est composé d'Ali-Illâhis, gens qui pré-

tendent qu'Ali est une incarnation de Dieu et qui, pour cette ressemblance de dogmes, vivent très fraternellement avec les chrétiens. Les Guèbres n'ont pas diminué et ce qui n'était pas autrefois, il y en a une colonie assez importante par sa richesse à Téhéran même. Au fond, il y a du magisme dans toutes les croyances de la Perse et cette doctrine vivace est pour une bonne part dans la formation du schisme qui sépare ce pays-ci de la Turquie. Outre les Guèbres, il y a les Soufis, auxquels appartiennent tous les gens un peu lettrés, classe dont les opinions très philosophiques vacillent entre l'extase et l'athéisme; pour conclusion et en ne tenant compte que pour mémoire des indifférents qui forment la majorité, au dire des musulmans eux-mêmes, s'il y a un quart des Persans que l'on puisse considérer comme professant de forme l'islamisme, c'est beaucoup. Dans une nation ainsi classifiée, le fanatisme, comme vous voyez, est bien difficile. Aussi n'en ai-je jamais vu, pour ma part, la moindre trace et je vis assez avec les Persans.

Quant aux préjugés de race, il faut que vous me pardonniez ici d'insister un peu sur mon terrain. De race persanne, il n'en existe pas plus, dans le sens scientifique du mot, qu'il n'y a de race française, et de toutes les nations de l'Europe, nous sommes assurément celle chez qui le type est le plus effacé.

C'est même cet effacement-là que nous prenons, au physique comme au moral, pour notre type. De même chez les Persans. Sur une couche sémitique extrêmement antique, des populations ariennes sont venues se superposer. Elles se sont mêlées à leurs devancières. Puis les Mèdes et les Perses sont revenus les raviver; puis des invasions indo-germaniques venues de la Scythie ont agi dans le Nord, tandis que dans le Sud les Arabes reprenaient le dessus. Les Parthes ont recommencé le conflit au profit d'une prépondérance blanche; puis ils se sont abîmés dans les flots montants des masses du Sud et de l'Ouest. Les Turcs, blancs eux-mêmes, ont été suivis d'essaims mongols qui ne l'étaient plus tout à fait, tant s'en faut; puis les Arabes musulmans ont encore inondé le pays jusqu'à Bokhara. Enfin, les Tatares à demi finnois sont encore revenus. C'est un déluge d'invasions et d'évolutions de races mélangées perpétuel. J'ai vu, dans le Sud, des villages peuplés de gens semblables, trait pour trait, aux types de Persépolis; j'ai vu, dans le Nord, des physionomies tout allemandes, mais dans les villes, même les moindres, de parfaits Européens, quant au teint, à la taille, aux allures, aux formes du visage et du corps et quand je dis Européen, j'entends surtout des gens de nos grandes villes les plus mélangées. Ces gens n'ont et ne peuvent avoir aucun préjugé

de race. La démocratie est ici à son comble. Les Ilats, ou nomades, se croient à la vérité plus nobles que les citadins et ils fondent, en grande partie, leur orgueil sur ce que, de toute antiquité, les maîtres de la Perse sont sortis de leurs tentes. Ils ont raison. Mais ils ne sont pas plus purs de sang que les autres, à peu d'exceptions près, et, quand ils sont au service, ils laissent très bien reposer ces prétentions qui feraient rire. Plus violents de caractère que leurs autres compatriotes, moins avides d'argent, plus honnêtes, dit-on, ayant des mœurs un peu plus pures, ils cherchent de leur mieux à se défendre du grand reproche qu'on leur adresse de manquer d'éducation et ils ont un peu honte d'eux-mêmes. Du reste, ils n'ont aucun avantage social sur les gens des villes, bien loin de là, et les membres de la tribu royale eux-mêmes, les Kadjars, passent après le premier homme venu qui, formé aux belles manières et un écritoire passé dans sa ceinture, porte le titre d'écrivain (Mirza). Or, tout le monde est Mirza et je viens de renvoyer un palefrenier qui portait très naturellement ce titre. Il est, cependant, assez souvent question de noblesse ici et il y en a de différentes espèces. Celle des Seyds ou descendants du prophète que l'on trouve par tout le monde musulman. Elle s'acquiert dans une famille par le mariage avec une

fille de Seyd et nous avons ici un collègue, Haydar-Effendi, chargé d'affaires ottoman qui, descendu à la troisième génération d'un chrétien de la Macédoine, n'en est pas moins Seyd, parce que sa mère tenait de même par un lien aussi imperceptible à la tribu de Koreïsch. Les Persans sont absolument de même. Quand un Seyd est portefaix, sa qualité ne lui fait pas donner un grain de plus par ses pratiques, mais s'il a de la fortune, de la science, de la considération personnelle par une voie quelconque, c'est un ornement. Il y a encore la simple origine arabe et ancienne qui est un avantage d'opinion. Appartenir à une tribu turque importante, comme, par exemple, celle des Karagueuslou, auprès d'Hamadan, est aussi une chose dont on tire vanité. Mais, je le répète, tout cela ne rend pas plus respectable de fait aux yeux du public, ne facilite même pas la carrière d'un jeune homme et n'ouvre nullement la porte des dignités. Le dernier gouverneur d'Ispahan, un des habiles administrateurs de la Perse, à la persanne, était domestique il y a quatre ans. Il en parle en toute liberté et touche dans la main à ses anciens camarades, ce qui ne cause ici d'étonnement d'aucune sorte; cependant, il passera devant tel Schah Zadeh ou prince du sang qui n'a pas le sou. Ainsi, à aucun degré, ni national, ni aristocratique, la nation persanne proprement

dite n'a de préjugés de sang. Elle est trop mêlée pour cela et elle pousse l'oubli de tout préjugé : à cet égard jusqu'à considérer sur le pied de l'égalité la plus parfaite les nègres qui abondent ici.

L'éducation, ici, n'est pas ce qu'on peut appeler forte, ni dans le sens moral, ni dans le sens scientifique. Très peu de personnes, même dans le peuple, ignorent les éléments de la lecture et de l'écriture. On sait, généralement, au moins, un peu d'arabe, assez pour comprendre les prières. On a appris quelque chose de géographie et d'histoire musulmanes et, sous ce rapport, le dernier porteur du Bazar ferait honte à beaucoup d'Européens qui se croient bien élevés. Il sait les noms et les principales actions, vraies ou supposées, des princes les plus célèbres et au moins quelques traditions du prophète. Il peut réciter par cœur un nombre plus ou moins grand de fragments des poètes et, enfin, s'il ajoute à cela d'avoir une belle écriture, ce qui est ici un mérite de premier ordre, de savoir tourner une lettre dans le beau style, avec force expressions arabes, et une certaine aptitude aux affaires, ce que tous ces gens-là possèdent d'instinct, c'est un Mirza; il commencera probablement par donner le Kalioun, la pipe persanne, au premier venu pour 25 francs par mois, mais toutes les carrières honorées et lucratives lui sont ouvertes et rien ne s'oppose à ce que de

degrés en degrés et sans que personne songe jamais à trouver mauvais ses commencements, il devienne premier ministre.

L'éducation morale est, généralement, la partie la plus faible. Mentir à peu près toujours, friponner le plus possible, trouver très naturel, malgré la loi religieuse, un amour qui se trompe de sexe, être armé de pied en cap de la personnalité la plus dévorante et qui a détruit tout à fait jusqu'à l'ombre du patriotisme et toutes les relations d'affection, sauf celles de la famille qui sont, il faut le dire, on ne peut plus tendres et plus étroites, ce sont là les tristes qualités que les Persans, comme la plupart des Asiatiques ont, à peu près universellement, revêtues. Maintenant, voyons les circonstances atténuantes. Tout le monde vole en Perse. Le gouverneur de ville vole l'habitant et l'employé sous ses ordres qui vole ses alentours. L'argent qu'il devrait envoyer au gouvernement, il le garde en grande partie, mais afin de faire goûter les prétextes qu'il invente à cette fin, il paye une sorte de pension au premier ministre qui, craignant quelquefois, à son tour, que le roi ne s'impatiente, lui fait sa part pour lui fermer la bouche. Je charge mes gens de m'acheter la première chose venue, parce que l'usage ne me permet pas de paraître dans la ville autrement qu'à cheval, entouré de sept ou huit domestiques.

Mon homme me fait payer 20 francs ce qui en vaut 15. Je dis : Non, je sais que cela ne vaut que 15 francs et je ne donnerai pas ce que tu me demandes. Il sort, soi-disant pour raisonner le marchand; mais comme je sais qu'il faut, pour que le marchand me vende, que les soldats de la porte aient un droit d'entrée, le chef des ferrachs (ou valets de pied), un autre, et mes gens particuliers, encore un, sans quoi, je n'achèterais rien au monde, je donne 18 francs et tout le monde est content. Mais, en même temps, rien n'est plus rare qu'un gouverneur ou un employé se permettant des violences manifestes pour arracher l'argent de ses administrés; le vol de grande route est, pour ainsi dire, inconnu. Je ne range pas dans cette catégorie des invasions de tribus qui peuvent avoir lieu quelquefois dans les montagnes du Sud. C'est là, en quelque sorte, un fait de guerre. Le vol par effraction est on ne peut plus rare et c'est ici l'usage de laisser sur les tables, sur les meubles, dans tous les coins des objets rares et précieux, dans des maisons où il y a trente domestiques qui, tous, friponnent sur le prix des choses et ne toucheront jamais à un diamant placé en vue. Il nous est arrivé vingt fois de laisser dans nos tentes, à la campagne, une foule d'effets et de choses de valeur. Tout cela était gardé de nuit par de pauvres soldats qui n'ont quelquefois pas



touché un sou de leur solde pendant un an et qui sont réduits pour manger à des écorces de melons et de pastèques. Jamais un clou ne nous a manqué. La malhonnêteté est donc renfermée dans certaines spécialités. Voilà ce qu'il est important de distinguer pour rester juste et pour voir clair.

La grande affaire de tous les Persans, c'est la politesse. Tout homme, depuis le paysan jusqu'au prince, connaît les formules qu'il doit employer à chacun. La grande vertu, celle qui domine toutes les préoccupations des particuliers et de l'opinion publique, c'est le sentiment des convenances. Etre un voleur, un débauché, un menteur insigne, voire un ivrogne, tout cela ce n'est rien ou se peut pardonner. Mais ce qu'on ne pardonne pas, c'est de manquer aux formes, et, dans le fait, il est extrêmement rare que personne y manque.

Je ne sais si je me trompe, mais ce sentiment qui existe à un même degré en Chine, dans l'Inde et ici, et qui prend un certain empire chez nous, bien qu'à un degré infiniment moindre, attendu qu'il y est encore dans l'enfance, me paraît un trait caractéristique de populations énervées et chez lesquelles le sentiment viril a disparu. Remplacer toute la moralité privée et publique par des procédés, permettre la cruauté, pourvu qu'elle ne soit pas accompagnée de signes de passion,

tolérer tout à la condition que ce tout souvent ignoble, parfois odieux, s'enveloppera sous des apparences souriantes et placides, je vous avoue que je vois là, d'une part, le dernier mot de ce qu'on appelle la civilisation, et d'autre part, un grand abandon de tous ces principes qui peuvent souvent donner à des peuples une grande puissance répulsive à l'égard des autres, mais qui, certainement, aussi, les défendent contre l'annexion et les débarrassent souvent de la conquête.

Je crois donc les Persans, tout comme les Hindous, très propres à passer sous une domination européenne et, qui plus est, tout à fait en disposition de s'accommoder à leur sort futur; par conséquent, la plus grande erreur que l'on pourrait commettre, ce serait de les juger d'après les populations musulmanes des bords de la Méditerranée. Ils ne leur ressemblent en aucune façon. Comme vous le dites très bien, les Turcs sont des lourdauds, bons à être battus et trompés, et quant aux autres, ce sont des sauvages indisciplinés et indisciplinables.

Le jour où le Nord de la Perse sera russe ou peut-être le Sud sera anglais, ne sera pas, du reste, un jour indifférent dans l'histoire du monde et les effets, des effets terribles, ne tarderont pas à se produire. Les conquérants trouveront ici des soldats admirables et aussi bons à mener au

feu que durs à la fatigue et aux privations; un sol qui se repose depuis si longtemps qu'il est, pour ainsi dire, vierge et j'ai vu de mes yeux qu'on n'a qu'à le gratter pour y faire pousser des moissons. Les montagnes offrent à fleur de terre un charbon de la première qualité, du fer superbe, du cuivre natif dont j'ai les plus beaux échantillons, du soufre et d'autres minéraux. Quand on permettra aux gens d'ici d'agir sous l'empire de lois définies et protectrices, ils se développeront dans le sens des intérêts matériels, tout comme nos populations. Ce qu'ils n'auront jamais, je crois, c'est un jugement très sûr, c'est une judiciaire très saine, c'est de la suite dans les idées. Je ne rencontre pas un oriental si distingué qu'il puisse être, d'ailleurs, chez qui il n'y ait, sous ces différents rapports, des solutions de continuité curieuses et c'est à cela que j'attribue principalement l'impuissance où je les vois de se gouverner jamais eux-mêmes. En un mot, ce sont des gens d'esprit, des gens habiles à comprendre leur intérêt, dans le petit sens du mot, mais ce sont des gens irrémédiablement dégénérés.

Sans doute, nous, Européens, nous les dominerons et ils se laisseront dominer. Nous les dominerons, parce que nous avons plus de tenue dans le génie, bien autrement d'énergie dans la pensée et si nous sommes bien loin de valoir les popu-

lations blanches dont nous descendons par quelques côtés, nous avons, assurément, gardé plus de fixité dans nos volontés que les Orientaux. Mais les dominer sera tout ce que nous pourrons faire et il ne nous sera pas possible de nous les assimiler. Ils prendront de nous ce qu'il leur conviendra de prendre et laisseront tout le reste, et si quelqu'une des deux parties imite l'autre, incontestablement pour moi, ce sera nous; nous descendrons jusqu'à eux sur tous les points où nous serons en contact. Les Russes se sont-ils haussés au niveau des Allemands? Jamais; mais partout où ils l'ont pu, ils sont descendus au niveau des Grecs. Une fois maîtres de la Perse, ils se régleront sur ce modèle et il en résultera un compromis qui sera, pour l'Européen soumis à ses effets, de la pure décadence. Mais, au moins, y gagnerons-nous matériellement? Vivrons-nous, commercialement, financièrement parlant, aux dépens de l'Asie? Sucérons-nous sa substance? Non, ce sera elle qui nous épuisera à la longue, parce que les qualités dominatrices que nous avons encore iront s'épuisant et que, tout en nous les laissant exercer tout notre soûl, elle profitera bien naturellement et sans le savoir des avantages incontestables, *inégalables*, que sa corruption même lui a acquise. La rapacité au gain, l'économie dans l'intérieur des familles, la sobriété

extraordinaire, le bas prix des salaires, ce sont là des avantages contre lesquels nous ne pourrions jamais lutter, et eux, le jour où nous leur aurons fait des routes, où nous leur donnerons le pouvoir de placer leurs capitaux, sans risquer de les voir enlevés, dans des fabrications où ils excellent, ils nous donneront des cotonnades, des soieries, des produits agricoles, tout ce que nous voudrions comme nous le voudrions, à des prix si bas qu'il nous faudra renoncer à la lutte. Regardez ce qui se passe déjà dans l'Inde.

La métropole désirait depuis longtemps établir dans cette possession la suprématie des capitalistes anglais. On avait réuni des fonds considérables et l'entreprise s'était faite avec cette entente des choses et ce bon sens et cette force que les Anglais savent mettre à ces sortes de choses. En peu d'années tout fut mangé et perdu. L'entreprise échoua complètement. Les Européens qui font le commerce dans l'Inde ne sauraient s'y produire que comme agents des natifs et leur position est si précaire, si défavorable, que tous les jours leur nombre diminue. Les productions purement européennes, dans l'Inde, sont aujourd'hui, l'opium que les Anglais considèrent eux-mêmes comme un avantage très fragile, attendu que le jour où les Chinois renonçant à des lois de douane inexécutables, voudront

cultiver chez eux cet opium, ils l'obtiendront d'aussi bonne qualité que dans l'Inde et à des prix incomparablement inférieurs. Puis, l'indigo et tous les possesseurs d'indigoteries font de mauvaises affaires. Le reste, fabrication et agriculture, banque et opérations de commerce, est dans les mains des natifs, à tel point que les différences entre le commerce de l'Inde et celui de l'Angleterre tombent, pour la plus grande partie, entre les mains de ces derniers. J'ai vu à Djeddah de beaux bâtiments de formes européennes, portant pavillon anglais. Il en vient, en moyenne, quarante par an de cette façon dans ce port qui alimente de denrées indiennes toute l'Arabie occidentale. Armateurs, spéculateurs, traficants, capitaines, matelots, tout est natif. L'Angleterre protège et n'a pas d'autre avantage. A Aden, j'ai vu des boutiques et beaucoup; il y avait dedans un tiers à peu près de fabricants anglais, le reste était natif ou allemand ou suisse. Qui est-ce qui vendait? Des Parsis; pas un négociant anglais n'existe à Aden; de même à Mascate, de même à Bouchir de même à Schyraz.

Ici le peuple consomme des cotonnades anglaises; c'est à des natifs qu'on les achète. Mais elles ne sont pas recherchées par les gens qui ont quelque revenu, parce qu'elles sont de qualité très inférieure. Mes domestiques n'achètent et

ne portent que des produits persans, un peu plus chers, à cause de l'absence de routes et de la difficulté des transports, mais incomparablement plus beaux. Les Russes vendent ici des draps allemands et du sucre raffiné. Mais le jour où ils seront maîtres de ce pays couvert de troupeaux et qui a des lainages admirables, les natifs exporteront, sous leur pavillon, des draps contre lesquels nous ne pourrions pas lutter, comme finesse et beauté, et qui coûteront un tiers de moins. Tous les Persans ont envie de voir l'Europe, parce qu'ils savent que là est le bien-être matériel et la sécurité qu'ils ne savent pas créer chez eux (je dis la dernière). Prenons-y garde. Cette grande admiration pour le bien-être matériel est unie chez eux à une immense capacité de le produire, et quand ils le produiront, ayant dans leurs champs la soie, le coton, la canne à sucre, pouvant avoir le café dans le Sud, ils nous revendront tout cela. Maintenant que nous nous acheminons de plus en plus vers cet axiome : « Bien manger, bien boire, se bien vêtir, se bien loger, est le but suprême de l'humanité, » prenez garde! Les nations vieilles de l'Asie sont exactement du même avis et en sont bien autrement convaincues et depuis plus longtemps que nous. Nous leur apprendrons à renouveler leurs procédés de ce grand art, mais peu de temps se passera et elles nous donneront

et elles nous vendront cher leurs leçons, nous laissant, d'ailleurs, sur les bras toute la charge et les glorioles du gouvernement. Quand la Grèce eut conquis l'Asie mineure, l'Asie mineure l'étouffa. Quand Rome eut conquis l'Asie mineure avec la Grèce, elle fut de même noyée dans ce succès corrompateur. Quand nous, Européens, serons les maîtres de l'Asie, nous aurons là, comme les jeunes gens de bonne maison, un intendant, qui nous inculquera les vices dont nous manquons encore et qui nous mettra sur la paille. J'avoue que, lorsque je vois un si grand désir d'ouvrir la Chine et d'appeler à soi toute cette partie du vieux continent, dont la vieillesse est si vorace, je m'étonnerais qu'on n'examinât pas un peu mieux quelles peuvent être les conséquences de ce compagnonnage si j'étais encore capable de m'étonner de quelque chose.

Adieu, monsieur, ma femme et Diane vous remercient du tendre souvenir que vous leur gardez et du haut de leurs gloires asiatiques elles vous envoient les plus affectueux compliments ainsi qu'à Mme de Tocqueville. Mettez-moi, je vous prie, à ses pieds. Vous me parlez de l'Institut dont je n'ai pas voulu, je crois, vous ennuyer dans ma première lettre, quoique je l'aie fait dans la seconde. Je suis touché sensiblement de cette sollicitude et j'attends l'effet tout-puissant



d'une intervention si chaude. Je n'ai, d'ailleurs, besoin de rien, vous le savez, pour être et rester à vous. Je désire, cependant, le succès et pour l'honneur et aussi pour mille causes graves bien que d'une autre nature. Pensez toujours à moi un peu, je vous écrirai dans quelque temps. Personne n'a pour vous des sentiments plus profondément dévoués et plus respectueusement attachés que moi.

Comte A. DE GOBINEAU.

Téhéran, le 20 mars 1856.

Monsieur,

Vos lettres me font un plaisir extrême et en même temps me tiennent en souci perpétuel. Avant de passer à vous expliquer ce souci, je vous remercie tendrement de votre sollicitude pour ma nomination et je fais ce que vous me dites. Je vous envoie aujourd'hui, par Adolphe d'Avril, un mémoire sur la Perse pour l'Académie (1). Mais, comme vous l'indiquez, je fais aussi demander à M. de Walewski l'autorisation de la lecture. Bien qu'il n'y ait rien de politique *appliquée* là dedans, encore est-ce nécessaire, vous avez raison. Je n'ai pu m'adresser directement

(1) Malheureusement ce mémoire semble être perdu.

à mon supérieur suprême, parce qu'une réponse était trop longue à avoir. La réponse vous arrivera donc, j'espère, par une cascade d'intermédiaires dont Mme de Kergorlay sera la dernière. Enfin, je vous remercie encore du fond du cœur.

Je suis sensible au reproche que vous me faites de ne pas répondre directement à toutes vos questions. Sans nul doute, cela sera. Mais je dépends beaucoup de la veine d'observations dans laquelle je suis placé, au moment où je prends la plume pour vous écrire, et quand je les crois propres à vous intéresser, j'écris sans choix. Je vous assure que je suis accablé sous les richesses ici et puissamment intéressé. Il en résulte, dans ma pensée, beaucoup de désordres. Je sens qu'avec vous je me répète, je ne classe pas bien. Peut-être aussi m'arrive-t-il de vous écrire deux fois la même chose parce que j'oublie que vous l'avez déjà, croyant l'avoir donnée à un autre. Ce sont là les inconvénients du travail de mineur, beaucoup d'incohérences. Mais voici quelque chose qui me tourmente encore plus, c'est le reproche que vous me faites sans cesse d'endormir des gens qui ne sont déjà que trop somnolents. Si je les endors, ce n'est pas en les caressant, toutefois. Mérimée m'écrit que l'on voudrait me manger et qu'on parle de me brûler. Maury, votre bibliothécaire de l'Institut, m'assure qu'il m'a très maltraité dans un article de

l'*Athenæum* et me dit, avec la bienveillance amicale qui est le fond de son humeur, tous les gros mots possibles et ainsi de suite. Si je suis un corrupteur, je le suis avec des corrosifs et non pas avec des parfums. C'est qu'au fond, soyez-en sûr, il n'y a rien de cela dans mon livre. Je ne dis pas aux gens *vous êtes excusables* ou *condamnables*, je leur dis : *vous mourez*. Loin de moi l'idée de prétendre que vous ne pouvez pas être conquérants, agités, transportés d'activités intermittentes, loin de moi de vous empêcher de le faire ou de vous y pousser. Cela ne me regarde nullement. Mais je dis que vous avez passé l'âge de la jeunesse, que vous avez atteint celui qui touche à la caducité. Votre automne est plus vigoureux, sans doute, encore que la décrépitude du reste du monde, mais c'est un automne, l'hiver arrive et vous n'avez pas de fils. Fondez des royaumes, des grandes monarchies, des républiques, ce que vous voudrez, je ne m'y oppose pas, tout cela est possible. Allez tourmenter les Chinois chez eux, achevez la Turquie, entraînez la Perse dans votre mouvement, tout cela est possible, bien plus, inévitable. Je n'y contredis pas, mais, au bout du compte, les causes de votre énervement s'accroissent et s'accroîtront par toutes ces actions même et il n'y a plus personne au monde pour vous remplacer quand votre dégénération sera complète.

La soif des jouissances matérielles qui vous tourmente est un symptôme positif. C'est un critérium aussi sûr que la rougeur des pommettes dans les maladies de poitrine. Toutes les civilisations en caducité l'ont eu avant vous et comme vous s'en sont applaudies. Le cœur me soulève à lire les phrases des journaux à ce sujet et je ne les lis jamais. Eh bien! Y puis-je quelque chose et parce que je dis ce qui se passe et ce qui arrivera, ôtai-je la moindre chose à la somme de vos jours? Je ne suis pas plus assassin que le médecin qui dit que la fin approche. J'ai tort ou j'ai raison. Si j'ai tort, de mes quatre volumes, il ne reste rien. Si j'ai raison, les faits échappent à tout désir de les voir autrement que les lois naturelles ne les ont faits.

Je suis avec beaucoup d'intérêt l'impression produite par mon livre en différents endroits. En Allemagne où, en général, on se préoccupe plus que chez nous de la vérité intrinsèque, il me paraît qu'on s'effraie un peu, mais qu'on insiste. J'ai conquis là de précieuses amitiés. En France, on se demande si je suis légitimiste, républicain, impérialiste, pour ou contre le journal *l'Univers*, mais on n'est pas flatté de voir que je ne prouve pas que les Français sont exclusivement le premier peuple du monde. Si je l'avais prouvé aux Anglais, je conçois qu'ils auraient pu en faire

quelque chose; mais, nous, à quoi cela aurait-il servi? Il me semble que la conviction est acquise et que personne, à Paris, n'y contredit.

En Amérique, c'est plus singulier que partout ailleurs. Trois personnes distinguées que je ne connais pas m'ont fait l'honneur de m'écrire. Une d'entre elles a traduit toute la partie systématique de l'ouvrage et me demande mon avis sur la seconde édition qu'il va publier, la première étant presque épuisée. Je n'ai pas vu cette première, mais d'après ce qu'il me dit, il a conservé tout ce qui établissait la permanence des races et les effets des mélanges, c'est-à-dire la partie vive du système. Quant aux conséquences, il n'a pas osé les présenter à son public. Il n'a pas voulu leur dire que du moment que les races étaient inégales, en se mariant à une race inférieure, on dégénérait. Cependant, j'entrevois qu'il ne leur a pas caché que la famille anglo-saxonne des Etats-Unis était supérieure à la nature mexicaine et que cette proposition a été acceptée sans nulle peine. Ce qu'il ne leur aura pas traduit, sans nul doute, c'est le chapitre sur les Etats-Unis. Quoiqu'il en soit, il me dit que même les journaux abolitionnistes ont reconnu l'exactitude des principes posés. De sorte que sur cette terre essentiellement pratique, avec des corrections et des inconséquences, ils ont su faire d'une théorie toute scientifique un pavé

que les partis se jettent à la tête. Je n'y vois pas d'inconvénients, mais j'en vois beaucoup à ce que vous, monsieur, qui m'aimez, vous gardiez comme une arrière-pensée sur la moralité de ma conception. Que puis-je dire? Si la vérité n'a pas une moralité supérieure en elle-même, je suis le premier à convenir que mon livre en manque tout à fait, mais il n'a pas non plus le contraire, pas plus que la géologie, pas plus que la médecine, pas plus que l'archéologie. C'est une recherche, une exposition, une extraction de faits. Ils sont ou ils ne sont pas. Il n'y a rien à dire de plus. ↵

Je ne vous parle pas de la Perse aujourd'hui, vous en parlez suffisamment dans ce mémoire. J'espère avoir fini dans quelques semaines un livre de philologie qui sera comme un appendice avec démonstrations de mon premier ouvrage, car, puisque j'ai une fois levé l'étendard de la révolte contre les anciens systèmes historiques, j'irai certainement jusqu'au bout et je n'abandonnerai pas les quelques personnes qui viennent déjà avec moi. Comme je vous le dis, il y a ici des trésors : manuscrits, pierres gravées, recherches archéologiques, médailles, tout concourt à mon but, tout m'est bon. Mais, diable, si je comprends bien que vous ne partagiez pas ma manière de voir, je ne veux pas que vous me condamnerez sur des péchés que je ne fais pas et je ne me contente

pas du tout du manteau que vous jetez sur mes fautes. Je vous en prie, regardez-les bien en face et regardez aussi les gens auxquels s'appliquent mes doctrines. Tirerez-vous une étincelle d'un morceau de cuir? Adieu, monsieur, nous vous envoyons toutes les tendresses et les affections possibles pour vous et Mme de Tocqueville. Pensez à nous et au respect dévoué que vous me savez pour vous.

Comte A. DE GOBINEAU.

Téhéran, le 1<sup>er</sup> mai 1856.

Monsieur,

Vous avez probablement reçu, à l'heure qu'il est, le mémoire que vous m'avez si affectueusement demandé pour l'Académie des sciences morales et politiques. D'après une lettre que je reçois, à mon tour, d'Adolphe d'Avril, il semblerait que l'autorisation du Département ne me fera pas défaut. J'en serai certainement charmé.

Je suis un peu contrarié, sans être très ému, de la manière lente dont la connaissance de mon livre et des opinions principales qu'il contient se répand en France. J'ai reçu d'Amérique mon premier volume traduit, commenté, annoté par un monsieur Hotz de Montgomery et le docteur Nott de Mobile, avec des lettres où ils paraissent prendre la chose

à cœur. En Allemagne, la *Gazette d'Augsbourg*, dans un article dont je ne connais pas l'auteur, se plaint qu'on se sert de mes idées sans en indiquer toujours la source, ce qui veut dire qu'on s'en préoccupe et on m'écrit qu'un livre y a paru ou va y paraître, qui se donne pour construit d'après mes données; d'Angleterre et de Suisse, je reçois également des avis pareils et chez moi on me délaisse un peu. Je ne crains pas que vous me soupçonniez d'haïer après la louange; vous seriez plus disposé peut-être à me croire altéré de combat. Ni l'un ni l'autre, au fond. Mais je voudrais qu'on me discutât sérieusement dans mon pays. Je ne sais que trop d'où vient le silence et ça ne fait pas trop d'honneur aux nôtres. Ces gens-là qui sont toujours prêts à mettre le feu partout, matériellement, et qui ne respectent rien, ni en religion, ni en politique, ont toujours été, de tous temps, les plus grands lâches du monde en matière scientifique. Toute nouveauté leur fait une peur étrange et ils vont si loin dans ce sens qu'ils n'aiment pas même à la combattre, de peur de la toucher. C'est ainsi qu'avec leur peu de goût organique pour le protestantisme, ils l'ont laissé établir partout au seizième siècle. Ils ont joué avec, ils en ont ri, quand il est né ils en ont approuvé un peu; ils s'en sont dégoûté ensuite, ils ne l'ont pas su combattre et, pour s'en



débarrasser, ils n'ont rien pu faire ensuite que la guerre civile, là, où les choses prises à temps, quelques gens habiles auraient suffi pour démontrer à tout le monde qu'il ne fallait pas prendre un chemin aboutissant à un but dont l'esprit national ne voulait pas. Ainsi de toutes les sciences. Du grand au petit, c'est la même chose. Pour être si révolutionnaires, nous ne sommes guère novateurs.

Je vous demande donc votre protection en ceci. Je n'aurais pas trop bonne grâce à le faire, sachant que vous ne m'approuvez pas, s'il s'agissait d'obtenir une apologie; mais ce n'est rien moins que cela que je veux, c'est de la discussion d'abord et, ensuite, montrer que j'ai raison. Mais si on ne me discute pas, c'est absolument comme si on me comblait d'éloges irréflechis. Les choses tombent d'elles-mêmes dans ce double état. Faudra-t-il que j'attende que mes opinions rentrent en France, traduites de l'anglais ou de l'allemand? Je sais que ce n'est pas sans exemple, mais je voudrais faire tout au monde pour me soustraire à cette dure nécessité.

Je voudrais bien que vous puissiez causer de cela avec M. Mérimée. Je lui en parle aujourd'hui après lui avoir donné des détails un peu excessifs, je le crains, sur l'Afghanistan. Voici une idée qui m'est venue. Le général de Prokesch-Osten a

annoncé à l'Académie des sciences de Vienne, dont il est membre, qu'il se proposait de lui envoyer un examen critique de ma doctrine historique et l'Académie a accepté, exceptionnellement, par égard pour lui, tout en faisant remarquer que c'était sortir de ses habitudes. M. de Rémusat, l'année dernière, m'avait promis d'en faire à peu près autant à l'Académie des sciences morales et politiques. Je doute qu'il l'ait fait. M. Mignet avait eu la bonté de l'en presser beaucoup. Il me l'avait promis, mais je ne puis nier que sa disposition d'esprit devait l'y faire répugner, « car, me disait-il, si ce que vous dites est vrai, j'aime mieux que ce soit un autre que moi qui l'affirme ». Si vous pouviez prendre cette tâche à sa place, je sais que vous ne craindriez pas la nouveauté de la doctrine et il ne me manquerait, pour être tout à fait heureux, que de vous voir convaincu par mes dernières raisons que la moralité n'est pas engagée dans le débat et qu'une histoire écrite, comme je l'entends, est tout aussi sévère pour le mal que la méthode de Tacite ou de Thucydide et un peu plus clairvoyante sur les causes. J'avoue que je caresse beaucoup cette idée de vous voir mettre votre lumière devant ce que j'ai fait. A qui demanderai-je quelque chose, sinon à vous?

Adieu, monsieur, nous vous aimons à Téhéran, comme à Francfort, comme à Paris. Tout va bien

pour nous; j'espère que dans une quinzaine nous irons camper à Hamadan et je vous pourrai parler alors d'Ecbatane, des Kurdes et de tout ce que je ne sais pas encore. Mettez-moi, je vous prie, aux pieds de Mme de Tocqueville et prenez pour vous mes plus respectueuses et plus tendres affections.

Comte A. DE GOBINEAU.

Tocqueville, par Saint-Pierre Eglise (Manche),  
ce 30 juillet 1856.

Je suis bien en retard avec vous, mon cher ami; mais je suis sûr que vous avez excusé mon long silence sachant le triste événement qui le causait. Vous n'ignorez pas que j'ai eu le grand malheur de perdre mon père vers l'époque où votre mémoire m'arrivait et au moment même où je recevais votre dernière lettre, celle du 1<sup>er</sup> mai. Vous avez pu jeter assez profondément les yeux dans l'intérieur de notre famille pour savoir la place qu'y tenait notre bon et cher père et pour comprendre quel trouble affreux a dû jeter dans toute notre existence sa perte. Presque aussitôt après sa mort, nous avons quitté Paris et sommes venus nous renfermer dans la retraite d'où je vous écris.

Venons à vous. Votre mémoire m'a très intéressé et je ne doute pas qu'il ne produise le même

effet sur l'Académie. Il l'a déjà produit sur Mignet qui s'est chargé de le lire en mon absence. Il n'a pu encore le faire, à cause de l'encombrement des lectures déjà retenues. Mais cela, je crois, ne tardera guère. Tous ces détails doivent déjà vous être connus par la correspondance de d'Avril qui continue à se montrer pour vous très bon ami. Ce qu'il n'a pu vous dire, c'est tout le regret que j'éprouve de ne pouvoir, moi-même, me charger de la lecture de votre travail et le faire précéder, comme je le voulais, d'un petit préambule sur l'auteur. Mes raisons de ne pas le faire ne sont que trop bonnes.

J'avoue que, même sans ces raisons, j'aurais été un peu embarrassé de soulever dans le sein de l'Académie la discussion que vous désirez sur votre grand ouvrage. Je ne pourrais le faire qu'en attaquant vivement vos idées, ce qui me répugne tout à fait. Vous savez que je ne puis me réconcilier avec votre système d'aucune façon et j'ai l'esprit si *toqué* à cet endroit que les raisons mêmes que vous me donnez pour me le rendre acceptable m'enfoncent de plus en plus dans mon opposition qui ne demeure *latente* qu'à cause de mon affection pour vous. Vous vous comparez dans votre avant-dernière lettre à un médecin qui annonce à un malade qu'il a une maladie mortelle et vous dites : qu'y a-t-il là d'immoral? Je réponds que si l'acte

n'est pas immoral en lui-même, il ne peut produire que des conséquences immorales ou pernicieuses. Si mon docteur me venait dire un de ces matins : « Mon cher monsieur, j'ai l'honneur de vous annoncer que vous avez une maladie mortelle, et comme elle tient à votre constitution même, j'ai l'avantage de pouvoir ajouter qu'il n'y a absolument aucune chance pour en réchapper d'aucune manière, » je serais d'abord tenté de battre le médecin. Secondement, je ne verrais plus autre chose à faire que de me mettre la tête sous la couverture et d'attendre la fin prédite, ou si j'avais l'humeur qui animait les personnages de Boccace durant la peste de Florence, je ne songerais qu'à m'abandonner sans efforts à tous mes goûts en attendant cette fin inévitable afin de faire au moins la vie, comme on dit, courte et bonne. Encore je pourrais mettre à profit la sentence en me préparant à la vie éternelle; mais il n'y a pas de vie éternelle pour les sociétés. Ainsi donc votre médecin n'aurait décidément pas ma pratique. J'ajoute que les médecins, comme les philosophes, se trompent souvent dans leurs pronostics et j'ai vu plus d'un homme condamné par eux se porter ensuite très bien et en vouloir au docteur qui l'avait inutilement effrayé et découragé. Vous voyez, mon très cher ami, qu'étant très disposé à admettre les talents de l'auteur, je ne saurais faire valoir ses

idées. Néanmoins, comme j'ai un grand désir d'appeler l'attention sur vous, si j'étais à Paris, je ferais de mon mieux pour susciter soit un éloge soit même une demi-critique de vous de la part d'un de nos confrères et dans la discussion ainsi élevée je glisserais volontiers un mot qui, tout en faisant mes réserves sur l'esprit du livre, mettrait en relief le mérite de l'écrivain. Mais ces choses ne peuvent se faire de loin et il faut attendre pour les réaliser l'hiver prochain.

Vous vous plaignez avec raison du silence qu'on garde en France sur votre livre. Mais vous auriez tort de vous en affecter, car la raison principale naît de causes très générales que je vous ai déjà indiquées et qui ne sont pas de nature à vous diminuer personnellement en rien. Il n'y a place aujourd'hui en France à aucune attention durable et vive pour une œuvre quelconque de l'esprit. Notre tempérament qui a été si littéraire, pendant deux siècles surtout, achève de subir une transformation complète qui tient à la lassitude, au désenchantement, au dégoût des idées, à l'amour du fait et enfin aux institutions politiques qui pèsent comme un puissant soporifique sur les intelligences. La classe qui en réalité gouverne ne lit point et ne sait pas même le nom des auteurs; la littérature a donc entièrement cessé de jouer un rôle dans la politique et cela l'a dégradée aux yeux

de la foule. Comment voulez-vous qu'un livre de philosophie transcendante comme le vôtre, qu'un livre en quatre volumes, tout rempli d'érudition, puisse parvenir à troubler le profond sommeil léthargique qui appesantit en ce moment l'esprit français? Il y a vingt ans, on aurait pu voir dans vos systèmes un moyen d'attaquer l'Eglise et cela (outre le mérite scientifique du livre) vous aurait donné des prôneurs et des lecteurs. Mais vous n'ignorez pas qu'aujourd'hui nous sommes devenus extrêmement dévots. Le curé de mon village nous donne tous les jours en exemple au prône les vertus chrétiennes de l'empereur, sa foi, sa charité et le reste... (1). Granier de Cassagnac va à confesse. Que vous dirai-je? En même temps que nous pensons plus que jamais et uniquement aux biens de la terre, nous avançons chaque jour davantage dans la voie de la sainteté. Je vous assure que Mérimée lui-même, qui entre quatre yeux se vante encore de n'avoir jamais été baptisé, n'oserait préconiser en public des doctrines comme les vôtres. Car, enfin, il faut bien reconnaître que, bien que vous donniez des coups de chapeau à l'Eglise et que vous fassiez, peut-être de bonne foi, de grands efforts pour ne pas vous placer hors de son giron, le fond même de votre système lui est

(1) Les points sont de Tocqueville.

hostile et que presque toutes les conséquences qu'on est en droit d'en tirer vont plus ou moins contre ses propres théories. Cela fait que vous trouverez en France beaucoup de gens qui vous diront comme Rémusat : *je crois ce que vous avancez, mais j'aime mieux que d'autres le proclament*; mais vous en rencontrerez difficilement un qui voudra se porter en avant comme votre champion. Je crois donc que la chance de votre livre est de revenir en France par l'étranger, surtout par l'Allemagne. Les Allemands, qui ont seuls en Europe la particularité de se passionner pour ce qu'ils regardent comme la vérité abstraite, sans s'occuper de ses conséquences pratiques, les Allemands peuvent vous fournir un auditoire véritablement favorable et dont les opinions auront tôt ou tard du retentissement en France, parce que de nos jours tout le monde civilisé ne forme qu'un pays. Chez les Anglais et les Américains, si on s'occupe de vous, ce sera dans des vues éphémères de parti. C'est ainsi que les Américains dont vous me parlez et qui vous ont traduit, me sont très connus comme des chefs très ardents du parti antiabolitionniste. Ils ont traduit la portion de votre ouvrage dont s'accommodaient leurs passions, celle qui tendait à prouver que les noirs appartenaient à une race différente et inférieure, mais ils n'ont rien dit de la portion de votre œuvre qui



ferait penser que la race anglo-saxonne est, comme toutes les autres, en décadence. Je crois donc qu'un livre qui a autant de mérite réel que le vôtre est appelé à prendre une place considérable dans l'esprit des penseurs de tous les pays, mais que, sauf en Allemagne peut-être, il n'est pas destiné à agiter la masse des lecteurs auxquels il n'arrivera qu'un retentissement de votre œuvre.

Vous savez sans doute que de mon côté j'ai repris sérieusement le métier d'auteur, malgré tout le mal que je viens d'en dire. J'ai prié d'Avril de vous envoyer un exemplaire de mon livre. Je n'ai pas, assurément, à me plaindre, quant à présent, du public ni des journaux, mais je vous prie de croire que je suis assez intelligent pour ne pas me faire d'illusion sur cette sorte de succès. J'ai fait un livre court; j'ai pris le seul sujet qui puisse encore exciter jusqu'à un certain point l'attention publique et que, malgré cela, il soit encore permis de discuter : la Révolution française. On avait montré jusqu'ici le dessus de l'objet; je l'ai retourné et j'ai montré le dessous. Un certain nombre de passions encore vivantes ont trouvé leur compte à m'accuser ou à me louer. De là, un certain bruit qui dure encore. Mais je sais bien que le lecteur que mon livre émeut le plus est encore plus ému du cours de la rente. Je serais curieux d'avoir votre opinion sur cet ouvrage qui s'il ne me donne

pas de renommée durable m'a, du moins, aidé à passer de mauvais temps et transformé en bonnes années le passage toujours si difficile des affaires à la retraite. Maintenant, j'ai tant pris de goût à la vie que je mène; je la trouve si favorable au bien-être de mon esprit et à ma santé, que j'aurais bien de la peine à la quitter s'il le fallait. Mais les premiers temps où je l'ai menée eussent été bien rudes, si sortant de la politique agité et malade je n'avais pas préparé de longue main une occupation qui pût non seulement me remplir, mais me passionner. Me voilà arrivé au bout de ma neuvième page. Je ne veux cependant pas finir sans vous prier de nous rappeler au souvenir de Mme de Gobineau et sans vous embrasser de tout mon cœur. Croyez que je n'oublierai pas à mon retour à Paris votre désir d'une discussion académique. J'espère pouvoir la faire naître. De votre côté, écrivez-moi quelquefois. Vos lettres me font un grand plaisir. Est-ce qu'il ne sera pas bientôt question de vous rapprocher en vous élevant?

Mille amitiés.

Téhéran, le 29 novembre 1856.

Monsieur,

Avec tout ce plaisir extrême que j'ai à recevoir vos lettres, je suis resté bien longtemps sans

répondre à la dernière, bien que j'en eusse plus d'envie encore peut-être que pour toutes les autres. Ne m'accusez pas. Je viens de traverser l'aventure asiatique la plus rude et la plus pénible que j'aurai jamais. Mme de Gobineau s'étant trouvée enceinte et, du même coup, abandonnée par sa femme de chambre française, il ne pouvait être question d'aucune manière qu'elle restât ici. Nous nous sommes donc mis en route pour la frontière russe. Après seize jours de marche très heureux, nous avons traversé une contrée infestée de rivières et Diane a pris la fièvre des marais. Nous l'avons portée à grand'peine à Tébriç où elle est restée vingt-cinq jours plus près de la mort que de la vie; je vous laisse à penser ce que nous avons senti et comment nous avons vécu. Enfin Dieu nous l'a rendue. Je les ai conduites jusqu'à l'Araxe, sur le territoire russe; j'ai une lettre de Tiflis qui me dit que Diane va très bien et grâce à un ami incomparable, le général de Prokesch, je pense que maintenant ma femme et ma fille sont toutes deux en sûreté à Constantinople, d'où elles se rendront à Paris. Moi, cependant, je suis revenu ici en quatorze jours, trainant avec moi ma maison civile et militaire à peine en état de suivre; car pendant que Diane absorbait toutes mes pensées, sur 22 hommes que j'avais dans mon camp, 18 étaient malades, un est mort, la femme du

consul anglais de Téhéran est morte, la femme de chambre dont la désertion avait été la cause première de tous ces malheurs, est morte et mon intendant persan n'est pas encore rétabli. Mais, enfin, je suis arrivé et me voilà chargé d'affaires, tout seul avec un drogman, le reste de la légation, y compris tous les domestiques européens, est ou mort ou retourné en France. Je vous avoue que, sauf le chagrin moral que j'ai d'être séparé de ma femme et de ma fille que je n'ai jamais quittées, je ne sens nullement le poids de la solitude. Au fond, je m'arrange très bien des Persans, Afghans, Parsis avec lesquels je vis; il en résulte seulement que je ne parle ou n'entends le français que quand les Russes viennent me voir, ce qui n'est pas un si grand mal que ça en a l'air. Les Persans me savent gré de la façon dont je vis avec eux et comme je suis le premier diplomate, depuis Darius, qui ait parlé lui-même avec eux et traité les affaires directement, sans interprète, ils me disent qu'ils sont contents de moi et me comblent d'amabilités.

J'ai lu votre livre avec l'empressement que vous pouvez croire, puis je l'ai laissé à Tébriz aux mains d'un homme d'une rare distinction d'esprit, M. de Khanikoff, consul général de Russie qui me l'a demandé avec insistance (1). Puisque vous voulez

(1) Voir la lettre de ce voyageur célèbre que nous reproduisons à la fin de ce livre.

bien me permettre de vous en parler, je le ferai, mais avant permettez-moi aussi de répondre à une phrase de votre lettre qui concerne mes propres opinions. Il est nécessaire que j'éclaircisse ce point-là qui tient de près à ceux dont je vais parler.

Vous me paraissez, sinon révoquer en doute, au moins être en suspens sur la portée réelle des déclarations catholiques qui se trouvent dans mon livre. Il paraît qu'à cet égard je n'ai pas été assez précis et je le regrette; si, d'une part, le professeur de Ewald, l'illustre hébraïsant, m'accuse d'être un des adeptes de la Compagnie de Jésus, en termes d'ailleurs fort polis, monsieur je ne me rappelle plus son nom a dit, dans le *Journal des Débats*, que j'étais matérialiste; d'autres, comme vous-même, inclinent à croire que j'ai fait acte de déférence pour la tournure d'idées à la mode et que ma religion n'a pas plus de conséquences.

Comment, vous, qui me connaissez si bien, pouvez-vous accueillir un tel soupçon? Est-ce que cela me ressemble? Suis-je vraiment l'homme à flatter une opinion qui me semblerait fausse et ne serais-je pas plutôt un peu trop enclin à accuser celle qui ne me semblerait pas suffisamment vraie? Qu'est-ce que mon *Essai sur les Races* sinon une preuve que je ne crains ni n'accepte les idées les plus reçues et les plus chères à ce siècle-ci? Croyez-vous que j'aurais voulu par une lâcheté qu'au fond on ne me

demandait pas, faire excuser des hardiesses que je n'avais pas besoin de commettre? Non, si je dis que je suis catholique, c'est que je le suis. Dans la dernière perfection? Assurément non et je le regrette et je désire que cela soit un jour; quand je dis catholique, c'est catholique tout à fait, cœur et intelligence et si je croyais comme vous que mes opinions historiques y font disparate, je les abandonnerais à l'instant. Sans doute, j'ai été philosophe, hégélien, athée. Je n'ai jamais eu peur d'aller au bout des choses. C'est par cette porte finale que je suis sorti des doctrines qui ouvrent sur le vide pour rentrer dans celles qui ont une valeur et une densité. Outre cette raison métaphysique, j'en ai eu deux autres encore et je dirais même trois, si la troisième pouvait vous sembler valable, bien qu'elle ait été très forte pour moi. Mais je la passe sous silence. Les deux autres, les voici : M. de Rémusat, qui a exercé sur moi une certaine influence bien que quelquefois, comme dans le cas actuel, d'une façon qu'il n'aurait peut-être pas attendue, m'a dit un jour : « Vous êtes bien un produit de votre siècle; avec des idées féodales, vous voilà antichrétien. » Cette observation très juste dans son ironie me frappa beaucoup et j'y ai pensé souvent. Non pas que, systématiquement, j'aie des prétentions à la conséquence qui ne me paraît pas être une qualité à la portée hu-

maine, au moins dans sa perfection; mais, parce que je n'aime pas, naturellement, en moi, voir subsister des disparates trop choquants. Il s'agissait de savoir si, en fin de compte, je cesserais de considérer la liberté féodale comme la chose la plus calomniée et la plus mal comprise qui soit au monde par des générations qui n'en ont plus été dignes, ou bien si je préférerais sacrifier Feuerbach et d'autres hommes dont les doctrines politiques me faisaient horreur. Premier point.

Second point. Quand j'ai vu la révolution de mes yeux, non plus en esprit, toutes ces blouses sales m'ont produit un tel dégoût, ont tellement exagéré, si vous voulez, mes notions du juste et du vrai, que j'aurais été capable de me faire moine, si je n'avais pas été marié, pour en prendre plus sûrement le contrepied. Cela n'était que des préparations. La vie vraiment active a fait le reste peu à peu et l'Asie l'achève. Ici, on appelle à la prière toute la journée. La vie n'est pas sans périls.

Qu'est-ce que je ferais d'opinions philosophiques très bonnes au coin du feu, très stériles à cheval?

Et voilà comme quoi je suis très sincèrement, très complètement, très profondément catholique, et bien que je confesse, à mon grand regret, que s'il n'y a pas, ce me semble, de lacunes dans ma foi, il y en a dans ma conduite, je sens que pour peu qu'on me poussât, et que les circonstances le vou-

lussent, on me mettrait en situation de me faire appeler fanatique par le parti ennemi.

C'est ainsi fait que votre livre m'a causé un plaisir extrême. J'y ai vu, bien que vous ne l'ayez pas dit, que vous étiez disposé à considérer comme une époque de transition les quatorzième, quinzième et seizième siècles, c'est-à-dire de décomposition. Que dans ces temps, dont le dernier est si sottement vanté, au point de vue politique, tout ce qui était institutions libres, libres dis-je, et solides, bien enchaînées, bien bâties, avait été battu en ruines par les légistes et le pouvoir royal et la démocratie naissante. Vous avez admirablement montré que la révolution française n'avait rien inventé et que ses amis comme ses ennemis ont également tort de lui attribuer le retour à la loi romaine, la centralisation, le gouvernement des comités, l'absorption des droits privés dans le droit unique de l'Etat, que sais-je encore? L'omnipotence du pouvoir individuel ou multiple, et ce qui est pire, la conviction générale, que tout cela est bien et qu'il n'y a rien de mieux. Vous avez très bien dit que la notion de *l'utilité publique* qui peut du jour au lendemain mettre chacun hors de sa maison, parce que l'ingénieur le veut, tout le monde trouvant cela très naturel et considérant, républicain ou monarchique, cette monstruosité comme de droit social, vous avez



très bien dit qu'elle était de beaucoup antérieure à 1789 et de plus vous l'avez si solidement prouvé qu'il est impossible aujourd'hui, après vous, de refaire les histoires de la révolution comme on les a faites jusqu'à présent. Bref, on finira par convenir que le père des révolutionnaires et des destructeurs fut Philippe le Bel.

Mais parce que tout cela est aussi clair à mes yeux que le soleil et que vous l'avez rendu encore plus évident, permettez-moi de vous demander ce que vous trouvez à admirer dans les Constituants de 1789? Ils n'ont inventé aucune des idées qu'on leur attribue communément, vous le faites toucher du doigt. Ils ont seulement précipité la ruine de ce qui faisait résistance au plein épanchement de ces idées, et assurément vous ne les approuvez pas en elles-mêmes. Elles venaient tranquillement, dans tous les cas, et leur avènement complet était inévitable. Ce que ces messieurs ont fait a été d'ouvrir la porte à la violence et à toutes les atrocités démocratiques. Ont-ils au moins opposé une digue momentanée aux éléments boueux qu'ils déchaînaient? Nullement. Après avoir siégé deux ans, leur concile a abouti à la plus triste élucubration qui se soit jamais vue, une constitution impraticable, non seulement dans ce temps-là, mais dans tous les temps imaginables et ils se sont séparés sur la plus insigne

bévue qu'un corps politique ait jamais commise, au vu et au su de l'histoire universelle. Pourquoi avez-vous donc de la sympathie pour ces gens-là? Ils n'ont rien inventé, ils n'ont même rien coordonné, ils n'ont rien prévu, ils ont fait des phrases et leur action s'est bornée à ouvrir la porte à ce qu'ils ne voulaient pas, je veux bien le croire de quelques-uns d'entre eux. Mais, comme ils avaient crié à la tyrannie quand il n'y avait pas de tyrannie, vous le démontrez à fond, comme ils avaient pris des massues pour tuer des mouches, et qu'ils s'étaient empressés de se jeter à la traverse pour faire très mal ce que l'on faisait du moins tranquillement depuis des siècles, je ne vois pas de raison pour m'intéresser à eux. Il y a d'ailleurs, je l'avoue, quelque chose d'assez vil dans cette assemblée qui avait applaudi aux premières violences, à cette sottise comédie de la prise de la Bastille, à ces premiers massacres, à ces incendies de châteaux, pensant que tout cela ne l'atteindrait pas, et simplement parce qu'elle n'avait pas prévu que l'on couperait aussi la tête à ses membres, vous pensez qu'on peut qualifier le mal qu'elle a fait du nom d'erreurs généreuses? Pourquoi *généreuses*? Je hais certainement plus les Montagnards que les Constituants, mais je ne sais pas s'ils méritent davantage le mépris, et quant aux Girondins, j'en suis sûr.

Voici les premières réflexions que je voulais vous soumettre. Il est encore un autre point qui m'a frappé. Vous faites observer très justement dans la préface que dans l'amour que vous professez de tout temps pour les institutions libres, vous n'êtes séparé de ceux qui ne les croient pas praticables que par la différence du mépris qu'ils ont et que vous n'avez pas pour vos concitoyens. Il me paraît très difficile de pouvoir qualifier d'institutions libres la mécanique plus ou moins compliquée que l'on superpose à une société comme la nôtre pour la faire mouvoir. Un peuple qui, avec la république, le gouvernement représentatif ou l'empire, conservera toujours pieusement un amour immodéré pour l'intervention de l'Etat en toutes ses affaires, pour la gendarmerie, pour l'obéissance passive au collecteur, au voyer, à l'ingénieur, qui ne comprend plus l'administration municipale, et pour qui la centralisation absolue et sans réplique est le dernier mot du bien, ce peuple-là, non seulement n'aura jamais d'institutions libres, mais ne comprendra même jamais ce que c'est. Au fond, il aura toujours le même gouvernement sous différents noms et puisqu'il faut qu'il en soit ainsi, mieux vaut que ce gouvernement, toujours le même en principe, soit, dans la pratique, aussi simple que possible. Vous rappelez-vous du temps où j'avais l'honneur d'être auprès de vous

dans votre cabinet des affaires étrangères? Est-ce que le métier que nous faisons était beau? Quand l'Europe entière en combustion réclamait votre travail de jour et de nuit et qu'il fallait tout laisser pour répondre à une interpellation de M. Savoye, qu'est-ce que la liberté publique gagnait à cela? Quand les Autrichiens menaçaient le Piémont de la rupture de l'armistice et d'une marche sur Turin, et que vous écrivîtes cette belle et courageuse dépêche que je ne saurais oublier, ne vous attendiez-vous pas à être parfaitement désavoué par la majorité de l'assemblée et obligé de vous retirer? Qu'est-ce que la liberté ou l'honneur du pays gagnait à une pareille forme de gouvernement, si ce n'est que les exigences les plus funestes de la tactique parlementaire, c'est-à-dire les questions de personnes les plus étroites, bien autrement étroites que les plus mesquines susceptibilités royales, se cachaient derrière une responsabilité collective, c'est-à-dire l'absence de responsabilité? Il y aurait eu deux chambres au lieu d'une que c'eût été la même chose, et n'en déplaise à M. d'Haussonville, il y a plus à reprendre qu'il ne dit dans la politique étrangère du règne de Louis-Philippe. Je ne vois nul motif, enfin, pour donner le titre d'institutions libres à aucune des formes que la nation française, faite comme elle est, a donné depuis cinq cents ans ou donnera

jamais à ses gouvernements. De l'anarchie tant qu'on voudra et du despotisme toujours, il s'agit seulement de savoir comment il est habillé et je l'aime mieux en habit noir qu'en blouse et beaucoup mieux en habit brodé qu'en habit noir. C'est cet habit noir qui nous a fait la jeunesse que nous avons.

Vous voyez que je suis de ceux qui méprisent et c'est pour cela que je vous ai soumis mes protestations. Pardonnez-moi en faveur du respect et du dévouement que vous me savez pour vous.

Comte A. DE GOBINEAU.

Tocqueville, ce 14 janvier 1857.

Votre lettre du 29 novembre que j'ai reçue, il y a environ un mois, mon cher ami, nous a donné de véritables émotions. Quel horrible voyage! Tous les miens ne sont que des jeux d'enfants à côté de celui-là. Si en même temps que je recevais votre lettre, je n'en avais pas reçu une d'Avril qui m'annonçait l'heureuse arrivée de Mme de Gobineau et de votre fille, j'avoue que votre lettre ne m'aurait point encore rassuré sur le sort de celle-ci. Je vous confesse que j'ai toutes les peines du monde à comprendre comment une considération de la nature de celle dont vous me parlez a pu vous décider à précipiter votre femme et

votre fille dans les périls d'une pareille route, si connue par ses dangers et à moitié de laquelle il fallait que vous abandonniez les vôtres. J'admire la témérité de Mme de Gobineau et je suis plein de joie et presque de surprise que cette témérité ait réussi. Maintenant, je tiens Mlle Diane pour immortelle. Vos amis pourront vous dire avec quelle inquiétude je la voyais partir. Je vous avoue que connaissant les effets produits d'ordinaire par l'Orient sur les voyageurs de son âge, j'avais peu d'espérance de revoir cette charmante enfant et que l'image de la fille de M. de Lamartine assiégeait douloureusement mon imagination en vous faisant mes adieux. La voilà à l'abri de cet horrible danger, Dieu soit loué!

Vous avez pris bien sérieusement je ne sais quelle mauvaise plaisanterie qu'il paraît que je vous ai faite sur votre religion. Cela prouve qu'il ne faut pas badiner avec des amis dont deux ou trois déserts et autant de mers nous séparent, de façon qu'un mot pris de travers ne peut se redresser qu'au bout d'un an. Non, mon cher ami, calmez-vous, je ne vous ai jamais pris pour un noir hypocrite, je vous connais trop bien, comme vous dites, pour avoir jamais cette opinion de vous. Dieu m'en garde! Je vous ai cru l'un de ces gens, comme il y en a tant et comme il y en a toujours eu tant, même dans les siècles de foi, qui sont rem-

plis de vénération et d'une sorte de tendresse filiale pour la religion chrétienne, sans être malheureusement par cela des chrétiens absolument convaincus. Dans cet état de l'âme, on ne croit pas faire acte d'hypocrisie en témoignant toutes sortes de respects à une religion si bienfaisante et si sainte (en prenant au moins ce mot dans le sens d'un des grands instruments de moralité et de civilisation dont Dieu se soit jamais servi). Plusieurs des plus beaux génies dans les temps modernes ont été assurément des hypocrites de cette sorte; ceux surtout qui ont professé des doctrines qui, tout en leur paraissant vraies, avaient à leurs yeux même l'inconvénient de paraître contraires au dogme chrétien et par conséquent de pouvoir ébranler la foi dans les âmes où elle se rencontrait encore, si aucun effort n'était fait pour atténuer ce résultat funeste. C'est parmi ces coquins-là que je vous ai mis, pardonnez-moi ça. Je vous avoue qu'il m'était impossible de croire que vous n'aperçussiez pas la difficulté de concilier vos théories savantes avec la lettre et même l'esprit du christianisme. Quant à la lettre, qu'y a-t-il de plus clair dans la genèse que l'unité du genre humain et la sortie de tous les hommes du même homme? Et quant à l'esprit du christianisme, son trait distinctif n'est-il pas d'avoir voulu abolir toutes les distinctions de race que la religion juive avait

encore laissé subsister et de ne faire qu'une espèce humaine dont tous les membres fussent également capables de se perfectionner et de se ressembler? Comment cet esprit peut-il, je dis naturellement et pour le gros bon sens de la foule, se concilier avec une doctrine historique qui fait des races distinctes, inégales, plus ou moins faites pour comprendre, juger, agir, et cela par suite d'une certaine disposition originaire qui ne peut changer et qui limite invisiblement le perfectionnement de quelques-unes? Le christianisme a évidemment tendu à faire de tous les hommes des frères et des égaux. Votre doctrine en fait tout au plus des cousins dont le père commun n'est qu'au ciel; ici-bas il n'y a que des vainqueurs et des vaincus, des maîtres et des esclaves par droit de naissance, et cela est si vrai que vos doctrines sont approuvées, citées, commentées par qui? par les propriétaires de nègres et en faveur de la servitude éternelle qui se fonde sur la différence radicale de la race. Je sais que, à l'heure qu'il est, il y a dans les Etats-Unis du Sud des prêtres chrétiens et peut-être de bons prêtres (propriétaires d'esclaves pourtant) qui prêchent en chaire des doctrines qui, sans doute, sont analogues aux vôtres. Mais soyez sûr que la masse des chrétiens composée de ceux dont l'intérêt ne ploye pas, à leur insu, l'intelligence de votre côté, soyez sûr, dis-je, que dans le monde le



gros des chrétiens ne peut pas éprouver la moindre sympathie pour vos doctrines. Je ne parle pas des opinions matérialistes qui ne s'y trouvent pas renfermées, dites-vous. Soit; mais dont il est impossible qu'une foule d'esprits ne les fassent pas sortir.

J'avoue donc que la lecture de votre livre m'avait laissé des doutes sur la solidité de votre foi et que je vous avais placé irrespectueusement parmi des hommes que des doutes n'empêchent pas de traiter le christianisme avec un vrai et profond respect et qui ne croient pas faire acte d'hypocrisie en travaillant à rendre leurs idées aussi compatibles que possible avec lui. Vous me dites qu'en ceci je me suis trompé et que vous êtes devenu un chrétien absolument convaincu. Que le ciel vous entende! Vous serez le plus heureux des hommes dans ce monde, sans parler de l'autre; j'en suis profondément convaincu et soyez sûr que personne plus que moi ne se réjouira de vous voir persister dans cette voie. Hélas! elle n'est pas ouverte à tous les esprits et beaucoup qui la cherchent sincèrement n'ont pas eu jusqu'ici le bonheur de la rencontrer. Si j'ai parlé avec humeur peut-être (je ne me le rappelle plus) des dévots, c'est que le cœur me soulève tous les jours en voyant de petits messieurs qui passent leur temps dans les clubs et les mauvais lieux ou de grands drôles qui sont capables de toutes les bassesses aussi bien que de

toutes les violences parler dévotement de *leur sainte religion*. Je suis toujours tenté de leur crier : « Soyez plutôt païens avec la conduite pure, l'âme fière et les mains nettes, que chrétiens de cette façon-là. »

Je descends de ces hauteurs vers un très petit objet qui est l'Institut. Je vous trouve des chances très bonnes pour arriver bientôt dans ce lieu-là. Jusqu'à ces derniers temps l'entreprise me paraissait présenter des difficultés presque insurmontables. Dans l'Académie des sciences morales et politiques, on n'entre que par la présentation d'une section. Les deux sections auxquelles vous appartenez le plus naturellement, la philosophie et l'histoire, me semblaient, par une foule de raisons qu'il serait trop long d'expliquer, avoir des abords peu accessibles. Mais voici un nouvel état de choses qui va nous donner de grandes facilités : nous avons eu, il y a un an, un petit coup d'Etat imperceptible dirigé contre l'Institut, et en particulier contre l'Académie des sciences morales et politiques. On nous a adjoint dix confrères sous le nom de section de politique. Villemain les a nommés *la garnison*, parce qu'en effet ils sont entrés de force dans la place pour la tenir en sujétion. Comme ces académiciens très peu académiques pour la plupart n'ont point été *élus*, suivant la loi organique et toujours suivie, mais nommés par le

gouvernement contrairement à cette loi, nous ne les considérons pas tout à fait comme des confrères et nous ne leur témoignons pas beaucoup d'égards. Mais le même sentiment ne s'attache point à ceux des membres de cette section qui, à chaque vacance, seront élus. Or, à ladite section vient d'être créé comme à toutes les autres un corps de correspondants, dix je crois, lesquels le gouvernement s'est abstenu de nommer et qu'il veut bien laisser à l'élection. Il s'agit pour vous d'être un de ceux-là. Si la section vous présente, vous avez la probabilité d'être élu; car nous vous aurons une majorité dans le sein de l'Académie. Or les titres demandés pour faire partie de la section politique sont de nature si différente que je ne vois pas quel genre d'étude pourrait empêcher d'y aspirer. Il s'agirait donc d'être présenté par la section. L'intermédiaire naturel auprès d'elle nous a paru, à Rémusat et à moi, devoir être M. Lefèvre. D'Avril a dû vous mander que, d'après notre conseil, il avait vu M. Lefèvre et avait été content de lui. Rémusat est dans des dispositions excellentes. Je retourne à Paris dans quinze jours et vous pouvez être assuré que je pousserai vigoureusement votre affaire et ferai de mon mieux pour qu'elle réussisse.

24 janvier 1857.

Je vous demande, mon cher ami, la permission de ne point discuter vos théories politiques. Ne pouvant avoir la liberté telle qu'elle existait il y a cinq cents ans, vous préférez n'en avoir aucune : soit. De peur de subir le despotisme des partis, sous lesquels du moins on pouvait défendre par la parole et la presse sa dignité et son indépendance, vous trouvez bon d'être opprimé d'une seule manière et par un seul individu à la fois, mais si bien que personne, pas plus vous qu'un autre, ne peut souffler mot. Soit encore. On ne peut disputer des goûts. Plutôt que d'assister aux intrigues qui règnent dans les assemblées, vous préférez un régime où le plus grand événement peut être amené dans l'ombre en vue d'un coup de bourse ou du succès d'une affaire industrielle. De mieux en mieux. Il faut avouer que j'ai du malheur avec vous. Je vous ai trouvé, depuis que je vous connais, le tempérament essentiellement frondeur (vous voyez comme je vous tiens incapable d'hypocrisie). Il faut que ce soit précisément dans le moment actuel que je vous voie enfin satisfait des choses et des hommes! Sérieusement, à quoi pourraient aboutir des discussions politiques entre nous? Nous appartenons à deux ciels diamétralement opposés. Nous ne pouvons donc avoir l'espérance de nous

convaincre. Or, en fait de questions graves et d'idées neuves il ne faut point discuter avec ses amis quand on n'a pas l'espérance de les persuader. Nous sommes l'un et l'autre parfaitement logiques dans notre manière de penser. Vous considérez les hommes de nos jours comme de grands enfants très dégénérés et très mal élevés. Et, en conséquence, vous trouvez bon qu'on les mène par des spectacles, du bruit, beaucoup de clinquant, de belles broderies et de superbes uniformes qui, bien souvent, ne sont que des livrées. Je crois comme vous nos contemporains assez mal élevés, ce qui est la première cause de leurs misères et de leur faiblesse; mais je crois qu'une éducation meilleure pourrait redresser le mal qu'une mauvaise éducation a fait; je crois qu'il n'est pas permis de renoncer à une telle entreprise. Je crois qu'on peut encore tirer parti d'eux comme de tous les hommes par un appel habile à leur honnêteté naturelle et à leur bon sens. Je veux les traiter comme des hommes, en effet. J'ai peut-être tort. Mais je suis les conséquences de mes principes et, de plus, je trouve un plaisir profond et noble à les suivre. Vous méprisez profondément l'espèce humaine; au moins la *nôtre*; vous la croyez non seulement déchuë mais incapable de se relever jamais. Sa constitution même la condamne à servir. Il est très naturel que pour maintenir du moins un peu

d'ordre dans cette canaille, le gouvernement du sabre et même du bâton vous semble avoir de très bons côtés. Je ne crois pas néanmoins que pour ce qui vous regarde vous soyez tenté de tendre le dos afin de rendre un hommage personnel à vos principes. Pour moi qui ne me sais ni le droit, ni le goût d'entretenir de telles opinions sur ma race et sur mon pays, je pense qu'il ne faut pas désespérer d'eux. A mes yeux, les sociétés humaines comme les individus ne sont quelque chose que par l'usage de la liberté. Que la liberté soit plus difficile à fonder et à maintenir dans des sociétés démocratiques comme les nôtres que dans certaines sociétés aristocratiques qui nous ont précédé, je l'ai toujours dit. Mais que cela soit impossible, je ne serais jamais assez téméraire pour le penser. Qu'il faille désespérer d'y réussir, je prie Dieu de ne jamais m'en inspirer l'idée. Non, je ne croirai point que cette espèce humaine qui est à la tête de la création visible soit devenue ce troupeau abâtardi que vous nous dites et qu'il n'y ait plus qu'à la livrer sans avenir et sans ressource à un petit nombre de bergers qui, après tout, ne sont pas de meilleurs animaux que nous et souvent en sont de pires. Vous me permettez d'avoir moins de confiance en vous que dans la bonté et dans la justice de Dieu.

Quoique votre solitude de Téhéran semble vous convenir, je vous avoue que je vous vois avec cha-

grin et non sans quelques inquiétudes ainsi laissé tout seul dans un pays aussi éloigné et aussi perdu. Ma seule consolation est que vous allez, j'espère, y gagner bientôt le droit d'en sortir. Il semble que la Perse a pris dans ces derniers temps une importance qui doit, naturellement, fort accroître la position de celui qui y conduit les affaires de la France et le mettre en relief aux yeux du maître. Distinguez-vous-y mais n'y restez pas trop longtemps. En attendant, donnez-moi de vos nouvelles. Je n'oserais jamais vous envoyer un aussi long et un aussi indéchiffrable griffonnage, si je ne vous savais si expert dans l'art de deviner ce que j'ai voulu écrire. Portez-vous bien. Mille et mille amitiés bien sincères. Croyez que je n'oublierai pas vos intérêts académiques.

A. DE TOCQUEVILLE.

Evidemment, Gobineau fut blessé par les sarcasmes qu'avaient provoqués ses critiques sur le livre de son maître. Mais trop grande était la piété qu'il gardait à celui-ci, trop profond le respect qu'il lui avait voué, pour qu'il eût pu se laisser entraîner à lui répliquer sur le même ton. Il préféra donc cesser le combat.

Téhéran, 20 mai 1857.

Monsieur,

Vous m'avez répondu par six pages d'ironie à mes raisonnements. J'en conclus que vous ne

voulez pas discuter. Ne discutons donc pas et parlons d'autre chose.

Je vous aurais écrit depuis longtemps, attendu que, de ma part du moins, je n'aime pas voir languir la correspondance entre nous, mais j'ai été réellement accablé d'affaires et absorbé par le travail. Nous avons eu toutes les émotions de la guerre, comme on peut les avoir dans l'Asie centrale, embellies de discussions diplomatiques à l'européenne, d'intrigues orientales et d'essais de violence à surveiller, à empêcher, ce qui n'était pas toujours facile et de quelques menus égorgements qui, ne me regardant pas, ont dû me laisser inactif mais non pas sans attention. Nous venons de finir bravement par un impôt volontaire qui a amené quelques petits troubles dans le voisinage de la ville et tout va le mieux du monde. Pendant que j'avais tout ce tracassé, et les affaires persanes ne se traitent pas vite ni simplement, j'étais également sollicité par mes propres travaux qui en étaient à cette période passionnante où on a trouvé beaucoup de choses inconnues, mais où il s'agit de les éprouver, de les classer et de leur donner leur vraie valeur. J'ai eu cette fortune de mettre la main sur plusieurs manuscrits persans peu connus de nom et encore moins étudiés de fait; j'étais déjà, par eux, transporté dans une toute autre sphère que celle où l'on voit d'ordinaire l'histoire



de la Perse avant l'islamisme quand deux autres livres, inconnus aux savants du pays eux-mêmes, sont venus encore agrandir mon horizon et me procurer de vraies jouissances. J'y ai joint la trouvaille d'une classe de médailles, non encore déchiffrée jusqu'à présent et dont la lecture va changer profondément toute la classification des rois Arsacides; enfin une assez belle collection de pierres gravées antiques que je me suis faite et qui embrasse la période intermédiaire entre Cyrus et les premiers Khalifes me permet de changer aussi tout le fond des idées reçues relativement au rôle de la Médie et de la Perside dans l'empire des Achéménides. Voilà tout à l'heure mon ouvrage terminé en gros et n'ayant plus qu'à subir les interminables corrections, modifications et *ajoutements* que les hasards de mes constantes recherches peuvent m'amener. Mais enfin, me voici, sur ma table, le manuscrit de mes trois forts volumes, *Histoire généalogique des nations iraniennes*, qu'avec l'aide de Dieu je rapporterai en Europe et qui me montrent à moi-même que je n'ai pas perdu mon temps. Il va sans dire qu'au fond c'est la démonstration de ce que j'ai dit dans mes races humaines, sur l'histoire des Ariens de l'Asie centrale. Un jour, je ferai la même chose pour les populations primitives de l'Occident. Comme émotion de détail, je suis, en ce moment,

dans l'attente de savoir si pendant les deux ans qui viennent de s'écouler, quelqu'un n'aura pas déchiffré la classe des médailles que j'ai trouvée en même temps que je m'en occupais. J'ai envoyé l'annonce et le détail de l'affaire au général baron de Prokesch qui est très érudit en cela comme en autre matière et j'attends sa réponse. Si, comme je l'espère, je suis arrivé le premier, je dirai qu'on vous envoie un exemplaire de ma lettre qui paraîtra dans le journal asiatique allemand. Il va sans dire qu'en France on a bien l'esprit trop vaste et trop délicat pour s'occuper de pareilles niaiseries, je n'ai donc pas pensé à en importuner la presse de Paris. Le moins que j'aurais risqué c'est que, dans l'intervalle de l'arrivée de ma lettre à sa publication, un homme d'esprit daignât prendre la chose sous sa responsabilité.

Je vois bien que je ne vous parle que de moi, mais c'est par misère. Je ne sais pas au monde de quoi je pourrais vous parler. Je suis resté sans journaux d'Europe depuis janvier jusqu'à ces derniers jours et les premiers que j'ai lus m'ont donné la sensation que si je reste encore un an ici, j'aurai besoin d'un dictionnaire pour les comprendre. Il paraît qu'on invente une quantité de jolies choses. J'ai vu, par exemple, dans la description d'un bal que les *lanciers* étaient très amusants. Mon chancelier, qui est mon seul com-

pagnon, car je n'ai ni attaché, ni personne, soutient que les lanciers c'est un jeu dans le genre du casse-tête chinois. Je suis plus porté à croire que cela doit ressembler à colin-maillard. Voilà à quel degré de sauvagerie nous tombons graduellement.

Adieu, monsieur, tout ceci n'est qu'un horrible bavardage depuis le premier mot jusqu'au dernier. Mais pardonnez-moi en faveur de mon impuissance à moins mal faire. Priez Mme de Tocqueville de ne pas m'oublier et de partager avec vous mes plus affectueux et plus tendres respects.

Comte A. DE G.

Camp de Djyzèr (Téhéran),  
20 septembre 1857.

Monsieur,

Cette lettre est probablement la dernière que je vous écrirai, car M. le baron Pichon étant nommé ministre ici, ma charge va se trouver terminée et je vais revenir. Seulement, j'ai quelque idée que le nouveau ministre qui ne connaît pas le pays ne se pressera pas de venir et s'il me faut partir dans un ou deux mois, j'aurai un voyage un peu dur dans les montagnes de l'Arménie turque qui sont une vraie Sibérie. Mais j'en ai déjà vu de bien des couleurs.

J'aurai fait une moisson assez considérable de

faits pour faire envisager sous un jour nouveau l'histoire ancienne de l'Asie centrale et j'ai eu le bonheur depuis que je ne vous ai écrit de découvrir la langue et les moyens de lecture de l'es-pèce la plus difficile des écritures cunéiformes. Les résultats seront, je crois, de quelque valeur, surtout ceux qui découlent des principes sur lesquels je me suis appuyé. Mais tout en étant très attentif aux restes antiques et aux manuscrits, je n'ai pas cessé non plus de considérer la nature vivante qui est un commentaire bien indispensable en ces matières.

Le gouvernement actuel de la Perse se compose de trois assises d'institutions de différents âges et qui donnent lieu à la théorie constitutionnelle la plus étrange dont j'aie jamais entendu parler. Les lois et règlements administratifs, surtout pour les campagnes, remontent à l'époque des Arsacides et comme ceux-ci se sont piqués de restaurer l'état de choses existant avant les Achéménides, on remonte ainsi jusqu'à Cyrus. Ce qui constitue le pouvoir politique fonctionnant régulièrement est d'institution sassanide; l'Etat est sassanide et comme c'est lui qui donne la consécration légale, l'administration arsacide est devenue sassanide pour avoir été adoptée à l'époque de la dynastie de ce nom et ce faisceau réuni a été accepté par les premiers conquérants musul-

mans qui se sont contentés de changer la religion de l'Etat, et de substituer la légitimité religieuse des Khalifes à la légitimité des Sassanides dont ils se sont déclarés héritiers. Ainsi, les Khalifes n'ont été que la continuation des rois de la race de Schapour.

Mais les Khalifes ont cessé de régner en Perse et vous savez comment. Différentes dynasties turques, persannes, puis mongoles et tartares, se disant gouverneurs ou lieutenants au nom de l'Abbasside, se sont succédées à tour de rôle, par le droit de la force. Les juristes persans ne reconnaissent pas toutes ces dynasties pour légitimes parce qu'il leur manque deux conditions *sine qua non*; la première, d'être investies du droit qui résidait dans la lignée sassanide, et dont les Khalifes avaient hérité; la seconde, de posséder la prérogative de l'imamat qui seule avait rendu les Khalifes aptes à saisir régulièrement le droit des derniers Sassanides. Par conséquent, depuis que le Khalifat de Bagdad n'existe plus, la Perse n'aurait plus eu de souverains de droit; mais il y a plus. Comme les Persans sont Schiïtes et reconnaissent pour des usurpateurs tous les Khalifes Abbassides et n'admettent pour Khalife légitime que le seul Ali, il en résulte qu'après la chute de Yezdedjerd, dernier roi sassanide, il n'y a eu qu'un seul souverain légitime, Ali; tous les autres ne sont pas

considérés comme tels, je dis tous les autres y compris les rois de la dynastie actuelle qui sont tenus pour des usurpateurs tout comme les autres. Les conséquences pratiques de cette doctrine sont assez curieuses.

Le Schah n'étant pas un véritable Schah ne possède qu'à titre de violence. Aussi, sa prière ne serait jamais valable comme faite dans un lieu qu'il détient injustement, s'il ne prenait soin de payer un loyer soit pour une partie de son palais à Téhéran, soit pour l'emplacement de terrain que couvre sa tente quand il est en voyage. Cet argent revient aux mosquées et alors, considéré comme locataire, il peut faire une prière pure. Tout personnage religieux qui aspire à la sainteté ne peut ni s'asseoir chez le roi, ni accepter rien de ce qu'on lui offre, fût-ce une goutte d'eau; parce que le roi ne possède que du bien injustement retenu et qui n'est pas à lui. Ce qui est remarquable, c'est que ce n'est pas là une doctrine secrète. Il est arrivé, sous le père du Schah actuel, qu'un des chefs du clergé d'Ispahan invité à venir le voir n'a consenti à s'asseoir qu'après avoir repoussé avec son bâton le tapis qui couvrait le sol et s'être mis sur la terre nue. Les courtisans ont applaudi beaucoup à cette conduite et le prince ne s'en est pas fâché. Enfin, voici qui est plus grave. La race des Imams est considérée comme toujours vivante,

au moyen de certaines idées de métempsychose plus voisines des doctrines hindoues que de l'islamisme. L'imamat peut se révéler d'un moment à l'autre dans un homme inconnu. Il y a certains signes extérieurs qui sont déterminés d'avance. Alors, cet homme-là sera le souverain légitime et la plénitude du droit lui appartiendra. Il y a quatre ans, un Imam s'est montré; le roi a failli de très peu d'être assassiné; il y a eu des supplices atroces infligés aux prisonniers, 300 environ. Deux villes ont été prises d'assaut aux rebelles avec beaucoup de peine et le gouvernement sait que même parmi ses membres les plus considérables et dans le clergé il est resté un successeur de l'Imam qui a été fusillé à Tébriz. Aussi, a-t-on ici une peur effroyable de ces sectaires qu'on appelle des Bâbys et que l'on n'ose chercher nulle part de peur de les trouver partout. Cependant, on reste dans la constitution antique faute de pouvoir en sortir et lorsqu'au jour du Neurouz, ou de la nouvelle année persanne, a lieu le grand salut royal, il se passe une véritable représentation de cet état de choses. Les soldats, les grands, le peuple sont réunis dans la place du Palais. Le premier ministre debout est à la tête de la foule à trente ou quarante pas du trône. Le roi arrive et s'assoit. Quelques princes l'entourent qui portent son sabre, sa masse d'armes, son bouclier. Une conversation familière

s'engage entre le roi et le ministre représentant la nation. Le roi demande comment vont toutes choses? Le ministre répond naturellement que tout va le mieux du monde. Cependant, dit le roi, nous avons entendu dire que le choléra avait tué beaucoup de monde l'année dernière? — On a exagéré les choses, répond le ministre; grâce à la fortune du roi, le mal a fait peu de ravages. — Mais enfin, dit le roi, est-ce que les subsistances sont à bon marché? — Grâce à la fortune du roi, reprend toujours le ministre, il n'y a rien à souhaiter sous ce rapport. — Mais, poursuit le souverain, sachez que si vous voulez être heureux, il faut que les fonctionnaires publics soient intègres afin de mériter la protection de Dieu; car sans elle, etc., suit un discours moral qui n'est interrompu de temps en temps que par les : assurément, sans doute, vous avez parfaitement raison, etc. du ministre. Après cette scène, le roi fume un kalia et on fait circuler dans des vases d'or et d'émail des sorbets et des fruits. Ensuite, le roi se lève et s'en va. Vous voyez que dans cette scène, le roi ne prend pas le rôle de chef de la nation, il repousse aussi celui d'usurpateur, puisqu'il a l'air étranger à toutes choses, qu'il feint de tout ignorer et qu'il se renseigne sur ce que tout le monde sait. Il prend le personnage d'un chef de bandes étranger, mais essentiellement bien-



veillant et j'oublie de dire qu'on distribue de sa part de l'argent à l'assistance. Tout ceci est bien sensible encore dans l'organisation financière où le roi ne touche pas un sou de l'Etat, mais au contraire lui prête fréquemment de l'argent. Mais je m'aperçois que je n'ai plus de papier et vous, je le crains, plus d'attention. Mais si, par hasard, cela vous intéresse, nous aurons le temps d'en parler cet hiver. Adieu, monsieur, vous savez tout mon respectueux attachement et mon dévouement ancien et entier.

Comte A. DE G.

Château de Trye, 8 mai 1858.

Monsieur,

En arrivant, j'ai commencé par venir ici pour embrasser ma femme, ma fille Diane et faire connaissance avec ma nouvelle née. Je suis resté quelques jours, puis j'ai été à Paris et j'ai couru chez vous à l'hôtel Bedford. Vous étiez parti depuis deux jours, ce qui m'a été une mortelle déconvenue, car j'avais un désir extrême de vous embrasser. Allez-vous maintenant rester jusqu'à l'hiver à Tocqueville? Ne viendrez-vous pas du tout à Paris? J'en serais on ne peut plus contrarié, car je ne sais ce qui arrivera de moi et mon séjour ici, à ce que m'a dit le ministre, peut finir d'un mo-

ment à l'autre. Je suis ce qu'on appelle à la disposition, c'est-à-dire à solde entière mais pouvant, dans les vingt-quatre heures, recevoir une destination et un ordre de départ. Je souhaite donc ardemment avoir une espérance plus rapprochée de vous voir que l'hiver, car où serai-je cet hiver?

J'ai eu un voyage assez dur et je crois qu'il ne me faudrait pas recommencer. Mais la fatigue ne m'a pris qu'ici. En somme, je suis parfaitement bien portant et il n'y a pas de mal. Je m'occupe, en attendant une destination, de préparer pour la publication une partie de mes travaux. J'extraits des six volumes que j'ai à peu près finis sur l'Iran ancien (Histoire d'après les sources originales, linguistique, étude des dialectes, numismatique et glyptique), un mémoire sur un nouveau système de lecture des alphabets cunéiformes et je crois avoir trouvé la solution du problème. Je dis je crois, je ne sais pas trop pourquoi. Si je n'en étais pas sûr, n'y étant pas forcé par métier et n'étant pas savant de profession, je ne le ferais pas. Je suis donc très occupé. J'ai, en outre, les miens qui m'occupent. Je suis enchanté de ma fille Christine et j'ai trouvé ma femme dans un état de santé un peu raffermi malgré les fatigues de sa condition de nourrice.

J'aurais des millions de choses à vous dire et je ne puis que vous répéter sur tous les tons que je voudrais bien vous voir. Mais on me dit que

vous travaillez beaucoup à la continuation de vos recherches sur l'histoire administrative et aussi à l'agriculture. Je n'ai rien à dire; ce sont deux belles choses. Mais je les envisage en ce moment d'un œil très morne, car, en y réfléchissant, elles me font conclure que vous ne bougerez pas de chez vous. Je n'ai encore vu personne, excepté mes supérieurs car je ne suis resté à Paris que pour affaires de service. Tout m'attirait, tout me fait rester à Trye.

Ma femme me dit qu'elle vous a trouvé très bien portant et beaucoup mieux qu'à notre départ et surtout très gai. Elle vous envoie ses meilleurs compliments ainsi qu'à Mme de Tocqueville aux pieds de qui je me mets.

Adieu, monsieur, écrivez-moi, je vous prie, un mot sur vos dispositions, que je sache ce que je dois espérer et croyez toujours au tendre et respectueux dévouement de votre plus attaché

Comte A. DE GOBINEAU.

Trye-Château.  
Oise.

Tocqueville par Saint-Pierre-Eglise,  
ce 12 mai 1858.

Je pensais bien que vous étiez revenu, mon cher ami, car j'avais lu dans les journaux anglais et allemands que je reçois, qu'un diplomate fran-

çais, attaché à l'ambassade de Perse, *M. Nobineau*, venait d'arriver à Marseille. Je vous avais reconnu aisément sous ce travestissement exotique. Je me suis informé de vous à mon arrivée à Paris. On m'a dit que vous étiez allé voir votre femme et vos enfants; ce qui m'a semblé assez simple. Il paraît que j'ai quitté Paris deux jours avant que vous revinssiez dans cette ville. J'en suis bien contrarié; car vous pouvez croire que j'aurais eu grand plaisir à vous embrasser, au retour de ces aventures lointaines. Je regrette d'autant plus de vous avoir manqué que je ne puis prévoir exactement quand nous nous joindrons. Je compte revenir à Paris le mois prochain, mais je me trouve si content d'être revenu chez moi, je suis si heureux au milieu de mes champs, que je recule le plus que je le puis le moment où je dois rentrer dans la grande ville. A la fin de juillet, le chemin de fer de Caen arrive jusqu'à nous. Il se peut que cette circonstance me détermine à remettre à l'automne le voyage que je devais faire dans l'été. Ce qui est certain, c'est que je passerai nécessairement cette année un temps assez long à Paris. Ce séjour est nécessité par le besoin que j'éprouve de faire des recherches nécessaires à la continuation de mon travail que vous appelez, je ne sais pourquoi, *une histoire administrative*, quoiqu'il s'y trouve moins d'administration que

toutes autres choses. Il n'est pas exact non plus, pour le dire en passant, que je m'occupe beaucoup d'agriculture. Mon agriculture consiste en une prairie et quelques moutons. La vérité, c'est que j'ai pris un goût passionné pour la vie que je mène à la campagne, mélange d'activité intellectuelle et de mouvement en plein air. Mon corps et mon esprit s'en trouvent bien et je crois que je vous paraîtrais mieux portant et surtout plus content que quand nous barbouillions du papier ensemble.

Je vois que, de votre côté, vous continuez à ne pas vous donner tout entier au métier et que votre esprit ne perd pas la bonne habitude de travailler pour lui-même. Vous êtes toujours le plus grand *piocheur* que je connaisse et c'est merveille de voir un homme qui arrive de faire un si grand et si difficile voyage, lequel, à son débotté, occupe ses loisirs à faire un mémoire sur l'écriture cunéiforme. Le sujet, du reste, est très intéressant. Mais vous êtes trop homme d'esprit pour ne pas savoir qu'en pareille matière un homme qui n'est pas un savant de profession et qui parle à des savants, est tenu à avoir deux fois raison. Je ne doute pas que sur ce sujet comme sur plusieurs autres, vous ne rapportiez des travaux très curieux de vos pèlerinages diplomatiques. Il me tarde bien de pouvoir causer avec vous de ce que vous avez vu, de ce que vous voyez et de mille autres choses encore.

Mme de Gobineau a dû vous dire dans quel état se trouve l'affaire de l'Institut et comment elle a su que mon zèle pour vos intérêts académiques n'était pas sans danger pour vous; ce qui m'a porté non à me refroidir mais à rester pour le moment à l'état de calorique latent. La vérité des choses est que la majorité de l'Académie des sciences morales et politiques nous a été enlevée par le coup d'Etat microscopique qui nous a imposé contre la loi et l'usage dix intrus, dont quelques-uns avaient assez de mérite pour choisir un autre parti. Cette garnison, comme on les appelle, a, il faut le reconnaître, une attitude fort modeste au milieu de la place. Elle ne parle guère et surtout n'empêche pas de parler. Mais quand il s'agit du scrutin, elle se retrouve forte de toutes les passions devenues plus hostiles par la contrainte. Lui imposer nos candidats est impossible. Il ne nous reste que la faculté de choisir entre les siens. Nous ne pouvons faire passer un choix malgré elle. Mais elle ne peut que rarement être assez d'accord avec ses partisans naturels dans le reste de l'Académie pour faire élire son candidat malgré nous. Il résulte de là que l'important pour vous est de faire que cette garnison vous présente ou du moins vous agrée. Après quoi je me chargerai volontiers de vous amener mes amis. C'est l'ordre naturel des choses et il n'y aurait point d'efficacité

ni peut-être de santé pour vous, tant que vous serez un soldat militant de la diplomatie, à vouloir l'intervertir.

Ne tardez pas trop à me donner de vos nouvelles et croyez à ma sincère amitié. Nos souvenirs affectueux à Mme de Gobineau.

A. DE TOCQUEVILLE.

Tocqueville, ce 5 août 1858.

Votre lettre (1) m'a fort intéressé, mon cher ami. C'est, du reste, le résultat qu'ont, en général, vos lettres. Il me tarde beaucoup de savoir quelle sera la fin de votre aventure de linguiste? Il est bien difficile que vous vous trompiez, si sincèrement et sans mettre votre imagination trop en action, vous parvenez à trouver toujours un sens aux mêmes caractères. Une hypothèse qui permet de prévoir certains effets qui se reproduisent toujours ressemble absolument à une vérité démontrée. Le système de Newton ne repose guère sur un autre fondement. Si, en réalité et de l'aveu du monde savant, vous avez découvert un secret si important qu'on cherche inutilement depuis si longtemps, il est incontestable que cela vous don-

(1) Cette lettre semble être perdue, comme aussi celles dont parle Tocqueville dans les lettres suivantes.

nera immédiatement une place très élevée dans le monde éclairé. Je désire donc bien vivement, et pour la science de l'homme en général et dans l'intérêt d'un certain homme pour lequel je conserve beaucoup d'amitié, que votre découverte aboutisse. Tenez-moi donc au courant de ce qui va se passer.

Je crains, comme vous, qu'on ne nous joue le mauvais tour de vous envoyer à l'extrémité du monde avant que nous n'ayons pu nous revoir et causer. Cependant, voilà le temps qui s'écoule et l'époque approche où, suivant les probabilités, je ferai un petit voyage à Paris. Mon intention serait de m'y rendre vers la fin du mois prochain. Si vous êtes encore en France, nous pourrons, j'imagine, nous joindre enfin. J'ai grande envie de vous revoir. Ainsi que vous le dites, peut-être avec raison, il m'est arrivé quelquefois de ne pas bien comprendre ce qui se passait dans votre esprit et ce qu'une correspondance quelconque ne peut pas apprendre dans un heureux pays où l'on écrit avec la persuasion que le secret des lettres n'est jamais respecté. Il n'y a plus en France, à l'heure qu'il est, qu'un seul moyen d'échanger librement et complètement ses pensées, c'est de se renfermer dans une chambre bien close et de causer entre quatre yeux.

Je vous ai un peu grogné, je l'avoue, dans ma



dernière lettre, à propos de ce que vous me disiez de mes travaux. Je vous en demande pardon. Mais n'était-il pas permis d'être un peu de mauvaise humeur quand un homme intelligent comme vous, qui a lu ce que je viens d'écrire et qui a pu si bien juger d'avance de ce qui me reste à faire, transforme une étude générale sur les causes, le mouvement et les effets de cette immense évolution de l'humanité qu'on appelle la révolution française en un ouvrage sur les institutions administratives? Il ne faudrait pas appartenir au *genus irritabile* que vous connaissez pour ne pas s'exciter un peu de cette manière de définir une œuvre que l'auteur lui-même envisage sous un si différent aspect.

Je n'en dis pas plus long aujourd'hui, étant dans un trou où l'on n'a rien à dire. Ne tardez pas à me donner de vos nouvelles. Rappelez-nous au souvenir de Mme de Gobineau et surtout croyez à ma bien sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

Tocqueville, ce 16 septembre 1858.

Ce n'est pas parce que votre avant-dernière lettre ne m'eût pas satisfait, mon cher ami, que je n'y avais pas répondu. Je croyais tous les jours

partir pour Paris et mon principe est qu'il ne faut écrire qu'aux gens avec lesquels on ne peut causer. J'ai, en effet, été à Paris, il y a quinze jours. Mais je n'ai passé dans cette ville que quarante-huit heures. J'y allais, surtout, pour consulter mon médecin, n'étant pas fort satisfait de ma santé depuis trois mois. Il m'a trouvé assez souffrant pour m'ordonner de repartir sur-le-champ exécuter à la campagne un traitement qu'il eût été difficile et incommode de suivre seul à l'auberge. Je compte revenir, et cette fois pour longtemps, à Paris vers le 8 du mois prochain. J'espère encore vous y trouver et, si cela arrive, j'en éprouverai une vraie joie; car j'ai une grande amitié pour vous, malgré les querelles que vous m'accusez avec quelque raison de vous faire. Cette mauvaise habitude de ma part ne date pas malheureusement d'hier et j'ai peur qu'elle ne soit devenue un mal un peu chronique. Je vous suis très attaché; j'ai de l'estime et de l'affection pour vous. Mais il y a entre les tempéraments de nos deux âmes des différences et même des contrariétés qui produisent ce dont vous vous plaignez, non à tort. J'aime les hommes; ce m'est très agréable de pouvoir les estimer et je ne connais rien de plus doux que le sentiment de l'admiration, quand il est possible. Quand je ne puis ni estimer ni admirer mes semblables, ce qui m'arrive bien souvent, je le con-

fesse, j'aime du moins à rechercher au milieu de leurs vices les quelques bons sentiments qui peuvent s'y trouver mêlés et je me plais à attacher ma vue sur ces petits points blancs qui s'aperçoivent sur le fond noir du tableau. Quant à vous, soit naturel, soit conséquence des luttes pénibles auxquelles votre jeunesse s'est courageusement livrée, vous vous êtes habitué à vivre du mépris que vous inspire l'humanité en général et en particulier votre pays. Comment voulez-vous, par exemple, que je ne sois pas un peu impatienté quand je vous entends dire que notre nation n'a jamais pris les choses que par le côté petit et mesquin et n'a pas produit d'esprits hors ligne, si ce n'est peut-être cet ignoble Rabelais dans les œuvres duquel je ne suis jamais arrivé à trouver un louis d'or qu'après avoir remué, à grand dégoût, des tas d'ordures? Comme si plusieurs des plus grandes choses de ce monde n'avaient pas été faites par nous? Comme si ce n'était pas nous, surtout, qui depuis trois cents ans, par une succession non interrompue de grands écrivains, avons le plus agité l'esprit humain, l'avons le plus poussé, animé, précipité dans tout le monde civilisé, en bien ou en mal, cela peut se discuter, mais puissamment, qui en doute? Je ne connais pas un étranger si ce n'est peut-être quelque cuistre de professeur allemand qui porte sur la France le juge-

ment que vous, Français, vous portez d'elle. Je ne vous dis pas cela pour vous faire la guerre, mais comme exemple de ce qui fait que tout en vous aimant beaucoup je ne puis m'empêcher de vous quereller. Je trouve également que dans la même lettre vous êtes, de la même manière, injuste pour les contemporains. A quelle époque de leur vie, MM. Thiers, Villemain, Cousin même, malgré le choix un peu ridicule de ses sujets, ont-ils mieux fait que dans leurs derniers ouvrages? Et quant à leur valeur intrinsèque, quel historien plus célèbre aujourd'hui en Europe que M. Thiers, quel esprit plus brillant que Villemain, quel meilleur écrivain que Cousin? Lamartine ne reste-t-il pas le plus grand poète incontestablement de l'époque, bien qu'il n'écrive plus aujourd'hui que des vers détestables et de la prose qui vaut les vers? Ce qui est malheureusement vrai et très triste, c'est que ces hommes, non pas d'un grand génie, mais assurément d'un grand talent, deviennent des vieillards et ne sont remplacés par personne. Dans les générations placées au-dessous de ceux qui ont aujourd'hui de cinquante à soixante-dix ans, c'est-à-dire de ceux qui, après avoir été des gens d'esprit, deviennent graduellement de vieilles bêtes, quel homme, je ne dirai pas d'un certain talent, mais d'un vrai éclat, d'une grande célébrité s'annonce? Les anciens romanciers eux-

mêmes, les anciens vaudevillistes comme Scribe qui assurément ne sont pas des Molière, ni des Le Sage, mais qui étaient lus passionnément dans tout le monde civilisé, ne sont pas remplacés par des hommes qui semblent appelés le moins du monde à faire le bruit que ceux-là ont fait. Voilà ce qui m'attriste et ce qui m'inquiète parce que le fait est nouveau et que par conséquent il est impossible encore de prévoir quelle sera sa durée. Il tient, je crois, en partie à l'extrême fatigue des âmes et aux nuages qui remplissent et alanguissent tous les esprits. Il faut de fortes haines, d'ardents amours, de grandes espérances et de puissantes convictions pour mettre l'intelligence humaine en mouvement et, pour le quart d'heure, on ne croit rien fortement, on n'aime rien, on ne hait rien et on n'espère rien que de gagner à la bourse. Mais la France n'a pas eu, jusqu'à présent, un tempérament qui lui permit de res'er aussi longtemps affaissée dans le seul goût du bien-être et j'espère toujours que le même mouvement, s'il doit venir, qui la relèverait, ranimerait sa vie littéraire.

Il me serait bien difficile de dire pourquoi j'ai été conduit et comment à vous conter tout cela. C'est une vraie causerie à bride abattue. Ne répondez point, puisque bientôt nous allons nous voir après cette longue absence et parler de tout cela et de mille autres choses. Mille amitiés de

cœur. Ne nous oubliez pas auprès de Mme de Gobineau.

A. DE TOCQUEVILLE.

Mon cher ami, si en effet je vous avais dit qu'il ne fallait pas m'écrire sans que je vous eusse indiqué mon adresse, je suis au plus haut degré dans mon tort. Mais voici ce qui me l'a donné. En arrivant ici, j'ai trouvé que Cannes était une espèce de village où la demeure de chacun était connue du public. Partant de là, je n'ai pas imaginé que mes amis eussent autre chose à faire en m'écrivant que de mettre pour adresse : à Cannes, Var. Je suis, du reste, bien content de l'explication que vous me donnez de votre silence; car je m'en plaignais amèrement, *in petto*, et je me disais que vous étiez de tous mes amis le seul qui n'ait montré aucune sollicitude pour moi. J'ai cependant été plusieurs fois dans un état de nature à la faire naître. D'abord très bien durant les deux premiers mois. Puis, survient au jour de l'an, pour étrennes, deux ou trois maladies nouvelles plus douloureuses que tout ce que j'avais senti jusque-là. Ceci a duré un mois. Février a heureusement réparé les torts de janvier. J'ai repris mes forces. La maladie des bronches, qui m'a forcé de venir ici, semble marcher vers une guérison assez

rapide et je commence enfin à me sentir re-  
naître.

Je *veux tout* ce que vous avez écrit, et le livre sur le voyage (1) et celui sur les langues cunéiformes (quoique sur ce dernier point je sois peu capable de juger). Ainsi donc, mon cher ami, je vous prie de m'envoyer sans le moindre retard ce qui est imprimé et ce qui s'imprime; vous êtes bien sûr d'avoir en moi un lecteur très avide d'apprendre quelque chose sur cet Orient que vous venez de parcourir.

J'ai frémi pour vous en voyant la position dans laquelle vous vous êtes trouvé. Dieu soit loué que cet orage se soit dissipé (2). Mais quelle est, *au fond*, votre situation? Vous savez qu'il n'y a pas d'ancien ministre qui ne conserve un grand faible pour son chef de cabinet. J'éprouve pour vous ce sentiment en plein. Et cependant est-il bien vrai que j'ai été ministre? Il y a des jours où j'en doute. Adieu, mon cher ami, présentez mes hommages à Mme de G. et croyez à ma sincère amitié.

A. DE TOCQUEVILLE.

Cannes, Var, ce 28 février 1859.

(1) *Trois ans en Asie*. Paris, 1859.

(2) Il semble que, pendant son absence, des gens qui ne voulaient pas du bien à Gobineau, l'avaient donné pour un homme hostile au gouvernement.

Château de Trye, 4 mars 1859.

Monsieur,

J'ai évidemment l'honneur d'être de tous vos amis celui qui vous inspire le moins de confiance et, sans reproche, ce devrait être tout le contraire, car il n'est aucun que vous ayez essayé si constamment et si longtemps. Mais je n'en gémiss qu'à moitié, me tenant pour ensorcelé depuis un an vis-à-vis de vous. Je ne peux pas sortir des apologies pour une cause ou pour l'autre. Je ne dirai donc rien que ceci : personne ne vous aime plus que moi, ni plus fidèlement, ni plus constamment; le reste importe peu.

Pour mes affaires de carrière, je n'y comprends rien. Le ministre paraissait fort content de moi à mon retour, puisqu'il m'a envoyé aux Tuileries où l'empereur m'a témoigné beaucoup de satisfaction de ma conduite. Franchement, j'ai pris cela très au sérieux, croyant, qu'en effet, j'avais fait mon devoir dans des circonstances où ce n'était pas absolument simple. Là-dessus, on veut m'envoyer en Chine, comme Premier. C'était, non pas comme une disgrâce, mais comme un châtiement. Le ministre est revenu, à la vérité, sur cette décision; mais il m'a fait dire que, par mes observations, j'avais acquis une mauvaise note et que si



je reculais encore à la première destination qu'il me donnerait, il me mettrait certainement en disponibilité. Voilà où j'en suis et je n'y comprends pas grand'chose. On me fait entendre que l'on n'est pas sûr de mes sentiments et de mon dévouement. Je trouve cela injuste pour deux raisons: d'abord parce que je suis incapable de ne pas bien servir qui je sers, du moment que je sers. Ensuite, parce que j'aime sincèrement le pouvoir absolu vis-à-vis du peuple français. Enfin, je crois tout cela fort obscur. J'espère, cependant, qu'on ne me traitera pas plus mal, sans motif.

Je vous envoie mon livre sur les *Cunéiformes*. Le *Voyage* va être imprimé ces temps-ci. Vous l'aurez aussitôt qu'il sera prêt. Lorsque j'ai commencé mes travaux sur les *Cunéiformes*, je ne savais pas où cela me mènerait et si je l'eusse deviné, il est bien probable que j'aurais gardé ma découverte pour moi et n'en aurais rien dit, car la paix vaut mieux que tout. A l'apparition de mon livre, les savants réunis en conclave ont décidé, qu'ils ne diraient pas un mot et laisseraient la chose mourir sous le silence. Mais j'ai fait un article dans le *Moniteur* où j'ai exprimé l'idée que les monuments attribués à Ninive n'étaient pas assyriens mais perses et de l'époque de Xerxès pour la plupart, et j'ai traduit un certain nombre d'inscriptions courtes du musée du Louvre qui corroboreraient

mon opinion. Cela a fâché un M. Oppert, chargé de rédiger le voyage de la Commission française en Mésopotamie et un des coryphées de la chose, qui m'a adressé un article de grosses injures, mais sans le moins du monde discuter ni mon système ni mes raisons. J'ai donné au *Journal asiatique* un mémoire où je discute la base principale de mon système au point de vue des conditions particulières d'existence des langues de la Perse. Après l'avoir gardé trois mois sans vouloir me donner de réponse, on m'a dit qu'on ne pouvait pas l'insérer parce que je doutais de certains points que l'on déclare incontestables. J'ai répondu que, quelle que fût mon opinion sur ces points-là, il n'en était pas question du tout dans le mémoire; mais que j'étais tout disposé à le reprendre, que seulement je devais faire remarquer que je continuais mes traductions, que j'avais des résultats historiques importants et qu'il ne faudrait pas venir m'accuser de ne pas faire connaître mes moyens de lecture, puisqu'on ne voulait ni les examiner ni les soumettre au public. Là-dessus mon interlocuteur (c'est M. Mohl de l'Institut) me demande de lui laisser au moins mon mémoire, pour qu'il pût m'en dire personnellement son avis. Ce que j'ai fait. Et j'en suis là. Vous voyez que cela ne marche pas tout seul. En attendant, je vais publier un autre travail sur les monuments

de Ninive (Khorsabad) qui appartiennent à Xerxès. Dans l'article du *Moniteur* je n'émettais ce nom qu'avec beaucoup de restrictions et de doutes. Mais, depuis, j'ai lu de nouveaux textes qui m'ont montré que je ne me trompais pas. J'achève la traduction d'une inscription très longue (de 150 lignes) en arabe ancien qui paraît appartenir à la jeunesse de ce roi et être antérieure à l'issue de la guerre de Grèce. Par une circonstance extrêmement heureuse, ce morceau est écrit en prose rimée comme les plus anciennes parties de la *Genèse*, le *Koran*, etc. Quand on voudra écouter, je donnerai à qui me le demandera la transcription en caractères arabes modernes du morceau tout entier et je demanderai, en cas où ma méthode serait fautive, par quel phénomène inexplicable son application à un texte cunéiforme produirait une pièce d'éloquence en ancien arabe rédigée en prose rimée et relatant des faits historiques dont l'un se trouve dans Hérodote. La démonstration de la possibilité de ce genre d'erreurs vaudrait la peine d'être faite, à moins qu'on ne voulût s'arrêter à l'idée que c'est moi-même qui ai composé la pièce. Mais je ne sais pas l'arabe assez bien pour cela, il s'en faut. Je sollicite partout en Allemagne et à Paris le secours de quelque arabisant de bonne volonté qui, au lieu de s'en tenir à de stériles négations, veuille bien consentir à essayer si, en appliquant ma méthode,

il lit et comprend. Le jour où j'aurai obtenu cela, tout sera fini. Mais c'est trop simple pour ne pas être difficile.

En somme, je l'avoue, je ne suis pas très édifié de la conduite des gens compétents à mon égard sur aucun point. Tandis que M. de Rémusat, dans un récent article, veut bien me faire l'honneur de déclarer que j'ai trouvé et exposé un nouveau système historique, bon ou mauvais, mais qui m'appartient, les orientalistes, comme M. Renan, dans son livre sur l'*Origine du langage*, et M. Maury dans la *Revue des Deux Mondes*, copient des chapitres de mon livre sur les *Races* et ont le plus grand soin du monde d'ignorer mon nom. Cela va au point qu'obligés de citer le livre que le professeur Pott de Halle a fait sur le mien et où mon nom figure dans le titre, ils tronquent ce titre pour me faire garder l'incognito. Ce sont des petites choses et il va sans dire que je n'en souffle mot. Mais voilà l'esprit de la science au dix-neuvième siècle, l'esprit qui l'anime c'est l'esprit mercantile et la concurrence commerciale. L'ennui c'est que j'ai plus de peine qu'il ne faudrait et une grande perte de temps. Vous me demandez des nouvelles de ce que je fais, en voilà trop.

Je voudrais bien vous voir, car je ne vous ai pas vu. J'avais quelque idée de vous recommander un séjour en Egypte. Je suis sûr que votre santé

s'en trouverait admirablement et c'est si facile un voyage de cette espèce! Neuf jours! Mais je sais toute la répugnance de Mme de Tocqueville pour la mer et puisque vous êtes presque absolument bien, Dieu merci, il n'y a rien à faire de plus. Peut-être est-il bien nécessaire que vous continuiez courageusement quelque temps encore à ne pas travailler, au moins d'une manière fatigante; c'est l'ennui qui pèse un peu dans une telle hygiène. Mais la santé vaut tous les prix dont on l'achète. Je suis pourtant bien avide de voir la suite de *l'Ancien Régime et la Révolution*. Je comprends que vous ne m'en ayez rien dit. Mais, au fond, et derrière les nécessités du présent, vous devez y penser. Mais permettez-moi de revenir toujours sur ce point : ne vous croyez pas si bien que vous renonciez au repos absolu. Adieu, monsieur, mille respects à Mme de Tocqueville et à vous avec le désir que vous croyiez un peu plus à l'entier et bien tendre attachement de votre chef de cabinet

Comte DE GOBINEAU.

Château de Trye, 21 mars 1859,  
Oise.

Monsieur,

J'espère que vous avez reçu mon livre sur les *Textes cunéiformes* et j'espère surtout que votre

santé se soutient. J'ai été à Paris ces jours-ci et j'ai vu M. Mérimée qui m'a donné de vos nouvelles et M. de Rémusat qui en avait aussi. Je compte que vous allez me dire que le mieux dont vous vous félicitez dans votre dernière lettre et dont tout le monde me parle ne fait que se consolider et se fortifier. Je sais bien que Cannes est un bon lieu et que du repos et un loisir pas ennuyeux suffiront pour vous remettre, mais j'eusse aimé aussi (et je crois que je vous l'ai dit) vous voir pour un hiver en Egypte. Les choses auraient fini ainsi bien plus promptement. Mais je sais que Mme de Tocqueville n'aime pas la mer et, en somme, tout va bien. Ainsi pourquoi regretter le mieux? C'est peut-être par pure partialité pour les Pyramides.

Je vous annonce que je viens de recevoir une destination. Je vais faire une campagne de six mois à Terre-Neuve comme commissaire pour étudier les limites des pêcheries. J'ai pour collègue de la marine, M. de Montaignac que vous connaissez bien et qui est en même temps commandant de la station. Je ne doute pas que nous soyons très contents l'un de l'autre. Pour moi, j'y ferai tout mon possible. On considère cette mission comme avantageuse pour moi à beaucoup d'égards. Ainsi je ne dirai rien de ses inconvénients dont le principal est de me faire quitter les miens, ce qui ne me platt jamais.

M. de Rémusat m'a dit que vous travaillez. J'en suis très heureux à un certain point de vue, mais je ne voudrais pas vous voir vous fatiguer. Je sais que vous ne prenez pas doucement les choses de l'esprit et que vous y mettez toute votre âme et toutes vos forces. C'est pourquoi, je vous en prie, ménagez-vous encore pour n'avoir pas l'ennui d'un autre hiver en quarantaine. Ceci est aussi bien nécessaire.

Mon *Voyage* paraîtra en juin ou juillet. Je souhaite qu'il réussisse aussi bien près de vous qu'il paraît réussir près du libraire. D'abord, celui-ci voulait faire une édition in-12. Maintenant il veut deux éditions, l'une in-12, l'autre in-8, et il a encore l'idée d'y mettre des gravures. Vous voyez que je suis dans les honneurs. Mais les *Cunéiformes* me tiennent surtout à cœur. Voilà que je suis en relation réglée avec M. Renan pour lui expliquer mon système. Il vient de lire à l'Institut un mémoire où il rompt en visière aux *erreurs* de M. Rawlinson et de M. Oppert. Je souhaite que ce soit une transition à ce que nous puissions nous entendre. Mais la critique est non pas (*sic*) plus aisée, elle est aussi plus agréable que l'acquiescement. Enfin, je ferai de mon mieux pour acquérir cette importante conversion, et si vous pouvez indirectement ou directement échauffer le zèle de M. Renan, en lui faisant savoir que vous vous inté-

ressez *non pas à moi, non pas à mon triomphe, mais à ce que la chose soit étudiée à fond et en conscience*, je crois que vous ferez une chose bonne. Adieu, monsieur, nous envoyons mille respects et tendres affections à Mme de Tocqueville. A vous et de cœur.

Comte DE GOBINEAU.

Nous avons vu, par la lecture des dernières lettres de Tocqueville, que Gobineau avait, par la suite, évolué de manière à être regardé par Tocqueville moitié comme un enfant chéri, moitié comme un enfant terrible. De graves dissentiments s'étaient élevés à propos de plusieurs questions vitales, tant du domaine de la politique que de celui de l'histoire et de la philosophie, entre le jeune et ardent esprit et son vénérable patron; à l'improviste, ils se voyaient en présence l'un de l'autre comme des antagonistes : l'un libéral convaincu, l'autre conservateur inflexible; l'un, sinon aimant, au moins acceptant la démocratie, l'autre la haïssant et la combattant à outrance; l'un passionément Français, l'autre laissant, sans doute, à désirer sous ce rapport; l'un optimiste, tempérament sanguin, l'autre pessimiste et prophète de malheur.

Cependant, de grands esprits comme ceux-ci, quand ils sont en même temps de grandes âmes, ne sauraient devenir sérieusement étrangers l'un à l'autre. Et si le lecteur de cette correspondance ne peut se défendre d'un respect sincère pour la profondeur de conviction, la hauteur de pensée et même la noblesse d'expression avec laquelle chacun de ces deux gentilshommes de



la vieille roche a défendu son point de vue, il admirera presque plus encore la magnanimité et la loyauté parfaite qui leur fait conserver, à chacun, parmi des controverses parfois si aiguës, toute leur estime et même toute leur affection pour l'ami devenu adversaire.

Tocqueville l'a dit très bien lui-même : « En fait de sentiments élevés et délicats, nous sommes et serons toujours de la même secte. » Dans cette parole, nous voyons non seulement la devise de leur amitié, mais l'idée mère de toutes leurs manifestations, comme la raison d'être de leur rapprochement.

Ce rapprochement a eu lieu à la fin comme au commencement, comme le prouvent symboliquement les dernières paroles de Tocqueville, et plus encore l'émouvant billet que Gobineau écrivit, sous l'impression douloureuse que lui causa la nouvelle de la mort de son maître chéri, à la veuve de celui-ci, et qui termine toute la correspondance comme un accord final d'une profonde et majestueuse harmonie :

Sydney (Nouvelle Ecosse), 27 mai 1859.

Chère madame,

J'ai appris ici le malheur qui vous a frappé et avec vous toutes les personnes qui vous sont attachées. Vous savez si je suis de ce nombre et depuis combien d'années je suis dévoué de cœur à celui qui n'est plus. Peu de ses amis se sont trouvés mêlés à sa vie d'aussi près que je l'ai été et ont eu autant

d'occasions de connaître la grandeur de son esprit, l'élévation de son cœur, les mérites de toute nature qui le mettaient si haut au-dessus de la plupart des hommes; peu de ceux qui l'ont aimé ont eu plus de raison que moi de lui vouer une affection et une reconnaissance sans bornes et je crois qu'il était bien convaincu que c'étaient là mes sentiments et que je lui appartenais du meilleur de mon cœur.

Vous n'en doutez pas non plus, chère madame, et je vous prie dans ces tristes jours de vous rappeler quelle part je prends à votre affliction. En tous temps, veuillez bien me compter comme votre plus attaché serviteur et croire que je ne serai jamais plus heureux que lorsque vous voudrez bien me montrer que vous vous en rappelez. Vous ne doutez pas du vif désir que j'ai de savoir des nouvelles de votre santé déjà si peu forte et qui doit être, en ce moment, bien cruellement éprouvée. Si vous pouvez trouver un moment pour m'en écrire quelques mots je vous en remercierai bien vivement.

Adieu, chère madame, et croyez-moi bien tout à vous et aussi profondément que respectueusement attaché et dévoué.

Comte DE GOBINEAU.

*P.-S.* — M. de Montaignac, mon compagnon de

350 CORRESPONDANCE DE A. DE TOCQUEVILLE

voyage, se joint à moi pour vous offrir l'expression de son respect.

Voici mon adresse :

*A bord du Gassendi,  
Station navale française à Sydney, Cap Breton.  
Halifax (Nouvelle Ecosse),  
par Liverpool.*

## APPENDICE

---

*Lettre de M. N. Khanikoff sur l'ouvrage de Tocqueville :  
l'ancien régime et la révolution (1).*

23 novembre (5 décembre) 1856,  
Nihmetabad.

Monsieur le Comte,

... Je profite de cette occasion pour vous restituer l'ouvrage de M. Tocqueville sur l'ancien régime et la révolution et de vous remercier bien sincèrement du plaisir que vous avez bien voulu me procurer en me donnant le moyen d'étudier un livre si remarquable. J'ai lu assez d'ouvrages publiés en français, en anglais et en allemand sur la révolution de 1789, je me suis spécialement occupé de la littérature française au dix-huitième siècle et je dois avouer que, nulle part et chez personne, je n'ai rencontré tant de lucidité dans l'appréciation des faits qui ont amené ce grand événement et tant d'esprit d'analyse, pour classer ces faits d'après leur influence respective sur la réforme radicale de la

(1) Voir p. 295 de ce livre.

société française. Comme après ce que [je] viens de dire et surtout après ce que je me permettrai de dire dans le cours de cette lettre, je ne puis pas être suspect de vouloir trouver des taches dans le soleil, je vous dirai franchement que l'auteur a eu bien tort, selon moi, de débiter par une naïveté, incompréhensible dans un homme comme M. de Tocqueville, placée dans la préface et par une grande banalité dans le premier chapitre. La naïveté est de croire que ce n'est que dans les archives et du tout dans la littérature, qu'on retrouve « l'ancien régime tout vivant, avec ses passions, ses préjugés et ses pratiques » et que ce n'est que là que « chaque homme parle librement sa langue et laisse pénétrer ses plus intimes pensées » [?]. Ceci prouve que M. de Tocqueville est beaucoup plus littérateur qu'il n'a été employé du gouvernement, car je vous prie de remarquer qu'il ne parle que d'archives du gouvernement, et il a la complaisance de croire que l'employé se farde et se grime moins en parlant à son chef que l'homme de lettres en s'adressant au public. Pourquoi supposerai-je qu'un intendant quelconque parlerait avec plus de sincérité au contrôleur général que Figaro au comte Almaviva? Est-ce à cause du sentiment du devoir? En admettant même que ce sentiment ait été si profondément enraciné dans les cœurs des employés de l'ancien régime, ce qui par parenthèse aurait certes empêché cet ancien régime d'aboutir à une commotion aussi violente, n'y a-t-il pas toujours à parier dix contre un qu'un individu qui s'adresse à un autre, son chef par-dessus le marché, trouvera plus de raison, sinon plus de profit à tâcher de donner à l'expression de sa manière de voir la tournure la plus favorable pour convaincre son unique

auditeur qu'un individu qui s'adresse au public? Excluant même tout motif personnel et intéressé, ne nous arrive-t-il pas, à nous tous, en écrivant officiellement, d'exposer les mesures proposées d'une manière qui nous donne l'espoir de les voir acceptées par quelqu'un que nous savons d'avance ne pas posséder les moyens d'en apprécier la nécessité et l'urgence au même degré que nous, et de sacrifier ainsi une partie, moins essentielle il est vrai, mais tout de même réelle, pour assurer ce qui nous paraît indispensable? Ceci me fait croire que d'admettre la sincérité absolue des mémoires et communications officielles des employés de l'ancien régime, même de leur supposer plus de sincérité relative qu'aux peintures de mœurs faites par de grands observateurs de la société du siècle passé, c'est créer une chimère.

La chose banale me paraît être la peine que se donne M. de Tocqueville d'établir que les contemporains ont mal jugé la portée de la révolution à laquelle ils assistaient, c'est une chose tellement connue que tout écolier le sait et dont personne n'a le droit d'être étonné, car le contemporain ne voit que le fait, sans avoir ni le temps ni les moyens de remonter à son origine et de suivre son développement sans quoi on a beau être qui l'on veut, on ne pourra jamais se rendre bien compte de la portée d'un fait. En même temps, justement pour la révolution française, on pourrait citer le fameux : « Non, sire, c'est une révolution » qui prouverait qu'en France même, il y avait des esprits éclairés qui appréciaient le mouvement populaire à sa juste valeur. Ces deux petits défauts, tout minimes qu'ils soient, par leur position au commencement de l'ouvrage ont manqué de me priver du plaisir d'en

continuer la lecture et je crains qu'ils ne fassent le même effet sur d'autres, car moi je ne m'attendais guère de trouver plus loin toutes les belles choses que contient le livre de M. de Tocqueville. On ne peut pas dire que tout y soit nouveau, il y a beaucoup de précédesseurs de l'auteur tels que Cabet, Louis Blanc, etc., qui ont présenté les abus de l'ancien régime avec beaucoup plus d'énergie qu'il ne le fait, mais justement ils en mettent trop et les rancunes haineuses du roturier et du petit bourgeois qui se reflètent sous leurs paroles en amortissent l'effet, tandis que dans la critique de M. de Tocqueville on sent partout l'homme de bien qui parle avec tristesse, mais avec dignité, des plaies de sa patrie, et qui ne cache pas sa douloureuse conviction qu'il y en a beaucoup qui sont loin d'être cicatrisées. Les faits qui sont pour moi complètement nouveaux sont : 1<sup>o</sup> le morcellement de la propriété foncière sous l'ancien régime et la grande quantité de propriétaires paysans; 2<sup>o</sup> la double administration, dont l'une, la plus ancienne, ne conservait que l'apparence du pouvoir. C'est bien dommage que le premier fait n'ait pas été plus solidement établi par des chiffres, car je dois avouer qu'ayant lu très attentivement le voyage d'Arthur Young, je n'ai pas été frappé au même degré que M. de Tocqueville par ce qu'en dit le célèbre voyageur anglais. L'appréciation des tendances libérales en Angleterre et en France est très sobre de détails et très juste et sa première moitié a le grand mérite de paraître nouvelle même après le beau tableau du libéralisme anglais, dû au pinceau magistral de M. Macaulay. Chose remarquable que M. de Tocqueville ne mentionne presque pas : la révocation de l'édit de Nantes; croirait-il que cet acte n'a pas influé

sur les événements de 1789? Entraîné par le plaisir de louer M. de Tocqueville, je ne remarque que fort tard que j'abuse de votre patience et je termine cette volumineuse épître en vous remerciant de votre aimable permission d'avoir quelquefois recours à votre complaisance et à vos lumières. Agréez, monsieur le Comte, l'assurance de la haute considération de votre très humble serviteur

N. KHANIKOFF.

FIN





# TABLE DES MATIÈRES

---

## DÉDICACE

PRÉFACE DE L'ÉDITEUR.....

## CORRESPONDANCE

Première partie : 1843-1844.....	1
Seconde partie : 1849-1854.....	33
Troisième partie : 1855-1859.....	223
APPENDICE.....	351



---

**PARIS**

**TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C<sup>ie</sup>**

**Rue Garancière, 8**

---

3479



## A LA MÊME LIBRAIRIE

- Histoire des Perses**, d'après les auteurs orientaux, grecs et latins, et particulièrement d'après les manuscrits orientaux inédits, les monuments figurés, les médailles, les pierres gravées, etc., par le comte DE GOBINEAU. Deux volumes in-8°. Prix . . . . . 16 fr.
- La Renaissance, scènes historiques** : Savonarole. — César Borgia. — Jules II. — Léon X. — Michel-Ange, par le comte DE GOBINEAU. 4<sup>e</sup> édition. Un vol. in-8° anglais. . . . . 6 fr.  
(Ouvrage couronné par l'Académie française, prix Bordin.)
- Deux études sur la Grèce moderne. Capodistrias. Le Royaume des Hellènes**, par le comte DE GOBINEAU. Un volume in-16 . . . . . 3 fr. 50
- Amadis**, poème (œuvre posthume), par le comte DE GOBINEAU. Un vol. in-8° avec portrait de l'auteur gravé à l'eau-forte. 10 fr.
- Les Péléades**, par le comte DE GOBINEAU. Un volume in-18 Jésus. . . . . 4 fr.
- Céphalonie, Naxie et Terre-Neuve. Souvenirs de voyages** : le Mouchoir rouge; Akrivie Phrangopoulo; la Chasse au caribou, par le comte DE GOBINEAU. Un vol. in-18 . . . . . 2 fr. 50
- La Troisième République française et ce qu'elle vaut** (Œuvre posthume), par le comte DE GOBINEAU. Un vol. in-16. Prix . . . . . 3 fr.
- La Philosophie de l'impérialisme. — I. Le Comte de Gobineau et l'aryanisme historique**, par Ernest SEILLIÈRE. Un vol. in-8°. . . . . 8 fr.  
II. **Apollon ou Dionysos**. Etude critique sur Frédéric Nietzsche et l'utilitarisme impérialiste. Un vol. in-8°. . . . . 8 fr.  
III. **L'Impérialisme démocratique**. Un vol. in-8°. . . . . 8 fr.  
IV. **Le Mal romantique**. Essai sur l'impérialisme irrationnel. Un volume in-8°. . . . . 8 fr.
- Journal intime de Cuvillier-Fleury**, publié avec une Introduction, par Ernest BERTIN. — I. *La Famille d'Orléans au Palais-Royal (1830-1831)*. Un volume in-8° avec deux portraits. Prix . . . . . 7 fr. 50
- Journal et Correspondance intimes de Cuvillier-Fleury**, publiés, avec une Introduction et des Notes, par Ernest BERTIN. — Tome II. *La Famille d'Orléans aux Tuileries et en exil. (1832-1851)*. Un vol. in-8° avec un portrait. 7 fr. 50
- Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le second Empire (1851-1859)**, publiés par son fils le comte Alexandre DE HUBNER. 2<sup>e</sup> édition.  
I. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure. 7 fr. 50  
II. Un volume in-8°. . . . . 7 fr. 50

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET C<sup>ie</sup>, 8, RUE GARANCIÈRE. — 11724.





**RETURN TO → CIRCULATION DEPARTMENT**  
**202 Main Library**

<b>LOAN PERIOD 1</b>	2	3
<b>HOME USE</b>		
4	5	6

**ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS**  
 1-month loans may be renewed by calling 642-3405  
 6-month loans may be recharged by bringing books to Circulation Desk  
 Renewals and recharges may be made 4 days prior to due date

**DUE AS STAMPED BELOW**

**LIBRARY USE ONLY**  
 APR 13 1993  
**CIRCULATION DEPT.**

JUL 15 1998

NOV 16 2000

**RECEIVED**

APR 13 1997

**CIRCULATION DEPT.**

**SENT ON ILL**

JUL 03 1996

**U. C. BERKELEY**

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY  
 FORM NO. DD6, 60m, 12/80      BERKELEY, CA 94720

LD 31-98507

U. C. BERKELEY LIBRARIES  
[Barcode]  
C061415005



548453  
DC 255  
T6 A15  
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Generated on 2021-02-16 16:39 GMT / https://hdl.handle.net/2027/uci.13437269  
Public Domain in the United States; Google-digitized / http://www.hathitrust.org/access\_use#pd-us-google



Generated on 2021-02-16 16:40 GMT / https://hdl.handle.net/2027/uc1.b3437269  
Public Domain in the United States; Google-digitized / http://www.hathitrust.org/access\_use#rd-us-google

